

LE SECOND TOUR

PS : la « renaissance » en deux ans

Chassés du pouvoir, menacés d'en être écartés pour longtemps, ébranlés dans leurs municipalités, les socialistes vont partir à la découverte d'une société qu'ils ne connaissent plus et qui a cessé de les comprendre. 1993 sera l'année de l'élection présidentielle, si celle-ci a lieu à l'échéance normale, et celle des élections municipales. Ils ont deux ans pour accomplir cette « renaissance » dont Michel Rocard, lui-même battu dans les Yvelines, promet d'être l'artisan.

La rupture provoquée par ces élections législatives est impressionnante. Lorsque Laurent Fabius parle de « repères brouillés », il est en deçà de la réalité si l'on considère la carte politique dessinée par ce scrutin. Confirmant, pour l'essentiel, les résultats du 21 mars, le second tour ramène les socialistes *stricto sensu* à cinquante-quatre députés (auxquels s'ajoutent dix radicaux de gauche et sept « majorité présidentielle »), soit le cinquième de leur effectif dans l'Assemblée nationale. Des traditionnelles zones de force du PS, il ne reste que des lambeaux.

Les étudiants qui apprennent à identifier le « Midi rouge » ou les « bastions ouvriers », voire, récemment, « l'Ouest catholique rallié à la gauche », vont devoir refaire leurs fiches. Le Nord, dont le conseil général est à droite depuis un an et dont dix-sept députés sur vingt-quatre appartiennent à la nouvelle majorité, devient un bastion... du RPR. Le PS résiste mieux dans le Pas-de-Calais voisin - Daniel Pareberon, le premier secrétaire de cette fédération, ne manquera pas de souligner que sa direction est décidément plus sûre que celle de son ennemi de toujours, Pierre Mauroy - mais il le doit à l'ancien bassin minier, tandis qu'il est évincé à Arras et à Boulogne, éliminé à Calais. Midi-Pyrénées (cinq députés socialistes), Languedoc-Roussillon (deux), Aquitaine (quatre), Pro-

vence-Alpes-Côte d'Azur (deux), le Limousin (un), l'Auvergne (zéro) ne sont plus que l'ombre des terres de gauche qu'elles furent, parfois, depuis le dix-neuvième siècle.

L'éclipse

Des enquêtes plus récentes, dans la Seine-Maritime, la Loire-Atlantique ou la Meurthe-et-Moselle, « tiennent » relativement mieux, mais la Bretagne, fleuron d'un socialisme lui aussi plus jeune, échos dans une région où il n'était pas greffé sur une culture de gauche séculaire, n'a renvoyé à l'Assemblée nationale que trois socialistes. Si deux barons rocardiens, Louis Le Penec et Charles Jasselin, sauvent leur siège, il n'en reste pas moins que le « modèle breton », célébré par Michel Rocard à Saint-Brieuc le 4 mars, a du plomb dans l'aile. Et que dire des deux premières régions françaises, l'Île-de-France et Rhône-Alpes, où le PS ne compte, respectivement, que sept et trois députés !

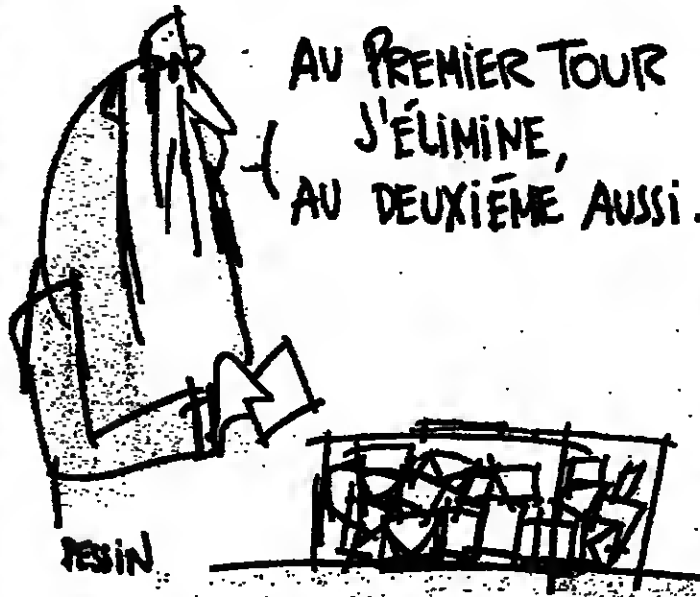
Certes, nombre de circonscriptions qu'ils détiennent ont été perdues par les socialistes avec un très faible écart de voix, et il faut se méfier de l'effet du scrutin majoritaire qui, combiné avec un mouvement national de l'ampleur du rejet subi par le PS, crée l'illusion d'une disparition là où ne se produit, en fait, qu'une éclipse. Le scrutin des 21 et 28 mars apparaît toutefois, à bien des égards, comme achevant la rupture du PS avec son assise historique. L'effacement de la gauche dans « ses » terres n'est pas un fait nouveau, qu'il s'agisse du Sud-Ouest - la défaite de Jean-Michel Baylet, héritier d'une dynastie radicale, dans le Tarn-et-Garonne, est d'ailleurs plus significative de cette évolution que celle du socialiste Lionel Jospin, « parachuté » en Haute-Garonne en 1986 - ou du Sud-Est. Le basculement du Nord à droite s'est fait en un an, mais il

était préparé par la destruction de la sociologie de cette région, où l'industrie traditionnelle s'est plus qu'un souvenir et où le Parti communiste bénéficie de la virginité qu'il a conservée en ne participant que pendant trois ans au gouvernement, de 1981 à 1984.

D'un tour à l'autre, le PS n'a pas suscité le « sursaut » qu'il espérait de la part de son électeur, qu'aurait pu effrayer la perspective d'une domination sans partage de la droite. La participation ayant diminué en moyenne nationale, elle n'a augmenté que très peu - un ou deux points de pourcentage - dans les circonscriptions où un socialiste sortant pouvait être réélu ou battu sur le fil. Jean-Pierre Chevènement dans le Territoire de Belfort, Jack Lang dans le Loire-et-Cher, Jean-Pierre Mielbel en Haute-Saône doivent leur réélection à cette petite mobilisation d'abstentionnistes du premier tour, Jean-Pierre Balligand dans l'Aisne, Jacques Floch en Loire-Atlantique, Pierre Bérégovoy dans la Nièvre, Jean-Louis Lidiari en Haute-Garonne ayant été les plus convaincants pour ramener aux urnes les électeurs qui les avaient boudés le 21 mars.

Les candidats socialistes ont bénéficié en outre, sur le papier, de bons reports de voix de la part des électeurs écologistes et des communistes, avec quelques exceptions habituelles, pour ces derniers, notamment dans le Pas-de-Calais.

La liste des quelques miracu-



lés, à côté de celle des condamnés, ne permet pas de définir un type de socialiste que les électeurs de gauche de 1993 auraient en à cœur de sauver plus que d'autres. La proximité par rapport au président de la République ne peut être retenue, puisque, si Michel Rocard et Lionel Jospin, critiques de François Mitterrand, sont battus, les fidèles Roland Dumas et Louis Mermaz le sont aussi. Si Laurent Fabius, Jack Lang, Pierre Bérégovoy, Ségolène Royal, Julien Dray,

Jean-Marc Ayrault, Claude Bartolone, qui sont réélus, estiment incarner la « modernité », doivent-ils en être crédités d'avantage que François Hollande, battu en Corrèze, Jean-Yves Le Drian, battu dans le Morbihan, Dominique Strauss-Kahn battu dans le Val-d'Oise, Jean-Christophe Cambadéus, battu de peu à Paris, ou Bernard Poignant, battu dans le Finistère ?

Trois pôles

La défaite de Michel Rocard est, avec celle de Lionel Jospin, la plus lourde de conséquences pour l'avenir du PS. L'ancien ministre de l'Éducation nationale ne se faisait guère d'illusions sur ses chances de remonter un courant fortement contraire, qui poussait les électeurs de sa circonscription du Lauragais à sanctionner l'ancien dirigeant du PS et l'ancien ministre en tant que représentant d'une gauche an-

pouvoir avec laquelle ils avaient eu compte à régler. Michel Rocard avait tenté, lui, de se démarquer de l'action de la gauche depuis 1981 et de se présenter comme porteur d'une « autre manière » de faire de la politique. En affirmant sa vocation de « chef de l'opposition » - selon l'expression de son ancien directeur de cabinet et adjoint à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine, Jean-Paul Hnabian, dimanche soir - il a pris le risque de faire des électeurs de la septième circonscription des Yvelines les premiers juges de sa capacité à assumer un destin national. Cela pouvait les séduire, mais cela pouvait, aussi, leur donner l'occasion d'exprimer avec plus de force encore leur mécontentement vis-à-vis de la gauche, ce qu'ils ont fait.

L'avenir du PS n'appartient donc pas plus « naturellement » à Michel Rocard, au lendemain de ce scrutin, qu'à un autre. Les « quadras » l'ont exprimé par la voix de Ségolène Royal et par celle de François Hollande, exigeant la démission de la direction du parti et la mise en place d'une équipe provisoire, chargée de préparer, non pas un congrès socialiste, mais des « états généraux de la gauche ». Laurent Fabius a affirmé, lui, qu'il entend assurer lui-même « une véritable mutation » du PS, et il a critiqué, au passage, les « positionnements personnels », ce qui était une attaque à peine voilée contre Michel Rocard. Bernard Kouchner, prenant soin de préciser qu'il est « extérieur » au PS, a parlé du rôle que doit jouer l'ancien premier ministre, mais il a cité, aussi, Jacques Delors.

Entre les trois pôles que représentent, désormais, François Mitterrand, Michel Rocard et Laurent Fabius, la « renaissance » de la gauche sera un enjeu éminemment disputé.

PATRICK JARREAU

Le Parti communiste parvient à sauver son groupe parlementaire

À la veille du second tour des élections législatives, la direction du Parti communiste peut être assez largement satisfaite. Son premier objectif, retrouver un groupe, soit au moins vingt députés, à l'Assemblée nationale, est atteint. Treize des vingt-cinq députés sortants ont été réélus, parmi lesquels M. Georges Marchais, qui apparaît longtemps menacé dans le Val-de-Marne. La succession de MM. André Durieux (Seine-Maritime) et Marcelin Berthelot (Seine-Saint-Denis), qui ne se représenteront pas, a été assurée respectivement par MM. Daniel Colliard et Patrick Braouezec.

Enfin, pour compenser, en quasi-totalité, la perte des dix autres sièges, huit nouveaux venus ont réussi à s'imposer dans d'autres circonscriptions au détriment de socialistes sortants : M. Janine

ans, lors des prochaines élections municipales. Le PC, qui avait appelé à « faire barrage à la droite », peut estimer que cette stratégie de rassemblement, en forme de sauve-qui-peut, a été entendue par les électeurs. Il peut également se satisfaire de la qualité des reports de voix. S'ils placent naturellement de l'effacement du PS, par rapport à 1988, les candidats communistes progressent partout par rapport au total des voix de gauche et d'extrême gauche du premier tour, parfois même dans des proportions très sensibles. M. Jean-Claude Gayssot (Seine-Saint-Denis) gagne ainsi plus de 17 points entre les deux tours, M. Patrick Braouezec (Seine-Saint-Denis) plus de 16 points.

Ce type de progression joue dans tous les cas de figure : il profite aussi bien à M. Grunetz,



Jambu (Hauts-de-Seine), MM. Rémy Auché (Pas-de-Calais), Gilbert Biesty (Isère), André Gérin (Rhône), Michel Grandpierre (Seine-Maritime), Maxime Grumetz (Somme) et Paul Mercieca (Val-de-Marne). Au total, l'effectif du groupe communiste - hors départements et territoires d'outre-mer - passe de vingt-cinq à vingt-deux membres, ce qui, dans le contexte actuel, pourra passer pour un résultat plus qu'honorable.

Ce résultat aurait été meilleur encore s'il n'avait été terni par la défaite du président sortant du groupe communiste, M. André Lajoinie, dans l'Allier, qui passait, dans l'opinion publique, pour le numéro deux du PC, et par l'échec de quelques députés, maires de grandes villes, tels MM. Jacques Rimbaut à Bourges, Pierre Goldberg à Montluçon, Daniel Lemeur à Saint-Quentin, Robert Moutard à Argenteuil ou Paul Lombard à Martigues, ce qui risque de ne pas être sans conséquences, dans deux

JEAN-LOUIS SAUX

Pourquoi la cohabitation est un piège.

JEAN-FRANÇOIS REVEL



L'Absolutisme inefficace ou contre le présidentialisme à la française

« Pour Jean-François Revel, héritier de Raymond Aron, ce despotisme républicain aboutit inévitablement à l'inefficacité. » Jean d'Ormesson

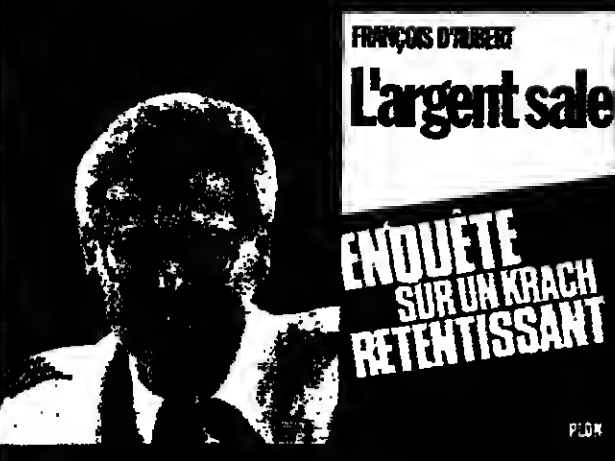
« Dans un essai au vitriol, Jean-François Revel dénonce la toute puissante et irresponsable totale d'un seul homme, le chef de l'État. Nous ne saurions trop prescrire la lecture de cet ouvrage à tous les candidats au trône. » Jérôme Garcin

« Cet essai mériterait de rejoindre, dans le panthéon des grandes œuvres polémiques, les livres qui ont contribué à abattre des régimes. » Alain-Gérard Slamo

plon

Le livre que le Crédit Lyonnais veut censurer.

FRANÇOIS D'AUBERT



« Un dossier et un réquisitoire accablants pour le Crédit Lyonnais. Il est bon de lire ce livre. Pour comprendre et pour tenter de se prémunir, avant qu'il ne soit trop tard, contre le flot de l'argent sale. » Roland-Pierre Paringaux

« Trois ans d'une véritable traque policière : le député François d'Aubert décrit la première tentative, à grande échelle, d'implantation d'un circuit de type mafieux en France. » Jean-Marie Pontaut

« François d'Aubert ne laisse rien au hasard... Le d'Aubert Don Quichotte rejoint la le d'Aubert président de la commission parlementaire sur la mafia. » Jean de Belot

plon

LES ÉLECTIONS

Suprematie du RPR pour M. Valéry

Les élections législatives du 21 et 28 mars ont marqué le début d'une ère nouvelle pour la gauche française. Le Parti communiste, qui avait été éliminé du pouvoir, a réussi à sauver son groupe parlementaire. Le Parti socialiste, quant à lui, a subi une défaite cuisante, perdant la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cette situation a ouvert la voie à une coalition de gauche, mais elle a également souligné les limites de la gauche en tant que force politique dominante. Les élections ont également permis de constater la montée en puissance de la droite, en particulier du RPR, qui a obtenu une victoire éclatante. Cette situation a conduit à la formation d'un gouvernement de coalition, mettant fin à la présidence de François Mitterrand. Les élections ont donc été un tournant décisif dans l'histoire récente de la France, marquant le début d'une nouvelle ère politique.

Les précédentes « Chances »

Les élections législatives de 1988 ont été marquées par une victoire décisive de la droite, mettant fin à la présidence de François Mitterrand. Cette situation a conduit à la formation d'un gouvernement de coalition, mettant fin à la présidence de François Mitterrand. Les élections ont donc été un tournant décisif dans l'histoire récente de la France, marquant le début d'une nouvelle ère politique.

RÉACTIONS

M. CHIRAC (RPR)

La majorité doit savoir
dominer sa victoire

« Mes chers compatriotes, je voudrais vous remercier ce soir du nom de l'Union pour la France de la confiance que vous venez de nous accorder. Vous avez exprimé votre rejet du socialisme. Mais vous avez surtout voulu une autre politique, pour combattre le chômage, lutter contre toutes les formes d'exclusion, rendre à l'Etat son autorité et son impartialité, construire l'Europe de nos espoirs et de nos intérêts. Ce choix s'impose à tous. Il s'impose au président de la République, qui doit maintenant prendre ses responsabilités. S'il estime n'avoir pas d'autres conséquences à tirer de ces résultats, il devra nommer un premier ministre qui aura toute la confiance de la nouvelle majorité. »

« Ce choix s'impose aussi à cette majorité, qui doit savoir dominer sa victoire. Mes chers compatriotes, notre responsabilité ce soir est d'autant plus grande que le succès que vous nous avez donné est important. Le gouvernement que nous soutiendrons sera le gouvernement de tous les Français. Il devra agir avec détermination, mesure et tolérance. »

« Quant à moi, à la place qui est la mienne, je lui apporterai tout mon appui. Il n'y a pas de fatalité qui passe sur notre pays. Avec votre aide, tout redonnera sens. J'ai confiance dans notre capacité à surmonter toute ensemble nos difficultés. Le redressement de la France demandera du temps. Il demandera des efforts. Il exigera le rassemblement de tous les Français. C'est à cette œuvre que j'entends consacrer mon énergie, et plus que jamais, me consacrer. »

M. GISCARD D'ESTAING (UDF)

L'union suppose l'équilibre
et le respect mutuel

« L'Union pour la France a largement gagné. Il n'y a pas de fatalité qui passe sur notre pays. Avec votre aide, tout redonnera sens. J'ai confiance dans notre capacité à surmonter toute ensemble nos difficultés. Le redressement de la France demandera du temps. Il demandera des efforts. Il exigera le rassemblement de tous les Français. C'est à cette œuvre que j'entends consacrer mon énergie, et plus que jamais, me consacrer. »

« Maintenant, ce qui est important pour les Français, c'est qu'il faut redresser le pays et s'attaquer avec détermination aux réformes. C'est ce que les Français attendent, c'est ce qu'ils nous ont demandé au cours de la campagne et, moi, j'ai deux conseils à donner aux députés : tenez vos promesses et rendez espoir aux Français. »

« Nous sommes dans une Constitution qui est la nôtre. On pouvait la réformer ou prendre une autre attitude politique. Mais cette attitude politique, il fallait la prendre avant les élections pour prévenir les Français et les Français des conséquences de leur vote. Comme nous n'avons pas pris cette attitude, nous appliquons la Constitution. C'est le cadre qui va désormais guider notre action. Dans la Constitution, il y a deux principes : tous les moyens de gouverner, et il va falloir maintenant engager le redressement et s'attaquer avec détermination aux réformes. Nous le ferons avec détermination dans l'esprit du projet que nous avons présenté et que les Français et les Français ont approuvé. »

« Il est évident, comme l'a dit Jacques Chirac, que le nouveau premier ministre doit être choisi dans la nouvelle majorité, et il faut que le président de la République tienne compte des indications du scrutin. S'il y a une forte aversion d'un des partis de l'opposition, il est normal que ce soit dans ce parti que l'on choisisse le nouveau premier ministre. »

« L'union, c'est aussi l'équilibre. Nous avons deux formations, qui seront sans doute d'importance comparable. Pour la première fois, l'UDF, c'est-à-dire le centre droit, dépassera les deux cents députés en France. Cela n'a jamais vu. Sans doute, le RPR aura une certaine avance sur nous. Il n'y a pas mystère à en tirer de conséquences. Mais l'union suppose le respect mutuel, donc il faut une attitude de respect mutuel et d'équilibre. Dans les grandes fonctions de l'Etat, d'une part, et dans le gouvernement, d'autre part, il faudra respecter cet équilibre. »

M. FABIUS (PS)

Le cœur
s'est éloigné

« Les Français ont voté, la gauche parlementaire a subi une très sévère défaite. La droite domine à peu près tout. La nouvelle Assemblée nationale sera donc une chambre écrasante. Devant ce résultat, nous partageons la même tristesse. La nouvelle majorité devra respecter les institutions, en particulier la fonction présidentielle. Chacun doit souhaiter qu'elle éclipse dans l'intérêt de la France. »

« Comment est-on arrivé à ce résultat, déséquilibré par le mode de scrutin ? D'abord, le chômage, la légalité eussent-ils enlevés au pouvoir, envers les gouvernements au pouvoir, envers le parti au pouvoir. Le sentiment d'insécurité, des déficiences morales, les affaires, les erreurs aussi, malgré l'importance d'un mouvement qui apparaît avec le temps, la chute du communisme à l'est et la mondialisation des problèmes ont contribué à briller les repères. Les positionnements personnels, enfin, et les divisions internes portent leur part de responsabilité. Je ne crois pas que ce soit notre idéal qui ait été sanctionné. Ce sont plutôt certaines de nos pratiques, en un mot le cœur s'est éloigné. »

« Il faudra du temps pour tirer toutes les conséquences, et elles seront considérables. Certaines concernent le Parti socialiste. Idées nouvelles, pratiques nouvelles, c'est une véritable mutation qu'il faut et qui devra concerner toute la gauche. Nous ne la ferons pas seuls. La reconstruction indispensable, la préparation, le moment venu, de l'élection présidentielle, celle des élections municipales, imposent un rassemblement avec les diverses sensibilités de la gauche, avec les écologistes si c'est possible, avec le camp du progrès. »

« Nous ne le ferons pas sans commencer par le Parti socialiste. La parole doit être donnée rapidement aux hommes et aux femmes de terrain afin de reconstruire à partir d'un débat très large un parti fidèle aux valeurs de la gauche tenant compte des évolutions de la société, s'assurant clairement du soutien des électeurs. Nous ne le ferons pas sans unité. Je souhaite qu'il soit mis fin au système ravageur des courants rivaux. La sanction du scrutin universel est tombée. Les responsabilités sont collectives, et elles doivent être assumées collectivement. J'en prendrai évidemment toute ma part comme je participerai à l'effort de reconstruction. »

« Ce soir, la gauche entre dans l'opposition. Elle doit renouer le contact avec ceux qui lui avaient fait confiance. Elle doit parler sa langue nationale, qui est celle de la gauche sociale. Mais toutes les forces sociales ont souffert lorsque l'on croit à un idéal. Je crois à la reconquête et je crois à l'espoir. Courage ! »

M. LE PEN (FN)

Une machine
infernale

« La deuxième tour du scrutin, on l'a vu, a aggravé les orientations injustes du scrutin majoritaire à deux tours. Avec 40 % des voix au premier tour, le RPR et l'UDF auront 85 % des sièges, près de cinq cents. Avec 9 %, le Parti communiste en aura vingt-cinq. Avec 12,5 %, le Front national n'en aura sans doute aucun. Comme aux élections cantonales de l'an dernier, on a pu voir une collusion entre les deux-majors de droite et du Parti communiste. Cependant, au deuxième tour, nos candidats, partout où ils se trouvaient, ont progressé très notablement. Aujourd'hui, le Front national est la troisième force politique du pays. Il n'avait qu'une représentation symbolique avec M. Sarlo, qui a été malheureusement battu. »

« La nouvelle majorité pour décevoir les électeurs qui l'ont investie. Cette victoire écrasante peut en effet égarer ses vainqueurs. Elle est même une machine infernale pleine de contradictions fondamentales dans toute une série de domaines essentiels comme l'immigration, comme le chômage et surtout comme l'Europe. A tous ceux qui ont voté pour le Front national, à tous ceux qui se sont battus au cours de ces élections, je dis confiance et espoir. Et à tous les autres, je dis à bientôt. »

Pierre Bérégovoy, douze mois à Matignon pour solder douze années aux affaires

La démission du premier ministre

La porte du pouvoir, c'est lui qui l'avait ouverte aux socialistes : au lendemain du 10 mai 1981, Pierre Bérégovoy était le responsable de l'antenne présidentielle qui préparait l'entrée de François Mitterrand à l'Élysée. Près de douze ans après, c'est encore lui qui va devoir le remettre en question, en présentant la démission de son gouvernement, le dernier lien officiel entre le président de la République et ceux de son camp.

De ces douze années de présence des socialistes aux affaires, première habitude comprise, Pierre Bérégovoy est le parfait symbole. Secrétaire général de l'Élysée, il est, en 1981, le gardien d'une application stricte du « programme commun » qui doit « changer la vie ». Ministre des affaires sociales en 1982, il commence à comprendre l'importance des « comptes ». Ministre de l'économie et des finances en 1984, il devient le bras droit d'une politique de rigueur, conséquence obligée du choix de l'austérité à l'Europe. En 1983, malgré ses réserves, cet autodidacte se convertit sans hésitation à la doctrine des grands équilibres, et, flatté d'être appelé « le Poincaré de gauche », il est plus sensible aux jugements de ses « pairs ». Les grands arguments des puissances économiques mondiales, qu'examinent les députés socialistes de base qui se plaignent des réactions de leurs électeurs.

La défense du « franc fort », dont il fait l'axe majeur de sa politique, prend le pas sur la volonté d'entreprendre des réformes capables de satisfaire ceux pour qui le placement de l'argent, celui qui permet de « s'enrichir en dormant », n'est pas le souci premier. Grâce à lui les socialistes ont araché leur brevet de « gestionnaires » et acquis une vraie culture de gouvernement. Mais, à la fin de la décennie, à l'empêchement de tous ceux qu'une société, ou « le » a été, devenu le seul centre de réussite laisse sur le bord de la route, persuadé qu'il leur grand argument, que les socialistes ont eux-mêmes, français lui permettrait de profiter pleinement d'une reprise économique mondiale, qui devait tout arranger, mais qui n'est jamais vraiment venue.

Obsédés par la tenue du franc, les socialistes ont, en fait, vu la plupart des autres directions de la politique de la gauche se déformer dans les banalités, la mesure qui se répand dans des cœurs dont les habitants ne survivent que grâce au RMI ou à l'économie parallèle, la déception de leur élection qui ne suppose pas une difficulté de sa vie, pendant que les magazines et les télévisions évaluent la richesse de tous ceux qu'il ne faut pas trop brimer, puisqu'ils sont créateurs potentiels de cette épargne indispensable à la solidité de la monnaie.

De cette fascination des socialistes pour les hommes d'affaires, entrepreneurs, voire, pour certains d'entre eux, pour l'argent facile, il est aussi le symbole. Son amitié pour Bernard Tapie et pour Samir Trahoukhi ne s'est jamais démentie, et deux de ses anciens directeurs de cabinet ont été impliqués dans des scandales boursiers. Lui-même, qui avait tenu à faire de la lutte contre la corruption une des grandes priorités de son gouvernement, a, à pas comptés, mis en cause la probité personnelle, lorsque furent connues les conditions financières avantageuses qui lui avaient permis d'acheter un appartement dans les beaux quartiers de Paris. L'affaire était, apparemment, moins grave que bien d'autres, mais le fait que même lui ait cédé à de telles facilités a contribué à détruire le peu qui restait de la crédibilité morale de la gauche au pouvoir.

Ce crédit, aux yeux de l'électorat de gauche, était pourtant grandement indispensable, quand, le 2 avril 1992, Pierre Bérégovoy succède à Edith Cresson à la tête du gouvernement. Non seulement il lui fallait remettre de l'ordre dans une gestion plus que chaotique, dont le premier ministre sortant n'était pas le seul responsable, rassurer des députés socialistes persuadés que l'équipe sortante n'avait mené qu'une politique de droite, donner l'impression de la sérénité et restaurer l'image de la gauche quant à sa capacité de gouverner. Mais, surtout, il lui fallait « sauver les meubles » en termes électoraux. Avec 20,4 % aux régions, le PS, allié aux divers gauchistes, venait de connaître sa plus fâcheuse défaite, jusqu'à celle du 21 mars.

Remonter, en moins d'un an, un tel handicap, était difficile, pour ce, pas dire impossible. En tout cas,

force est de constater que Pierre Bérégovoy a échoué. Certes, il s'est très vite glissé dans l'habit d'un premier ministre compétent, comme s'il était fait pour cela de toute éternité. Certes, la machine gouvernementale a recommencé à tourner avec efficacité, et sans les tiraillements qui avaient paralysé la précédente équipe. Mais Pierre Bérégovoy, homme de la gestion et de la réforme tranquille n'a pas su faire souffler un vent de renouveau, qui aurait permis d'offrir à ses amis une possibilité de remonter la pente. Il a oublié ce qu'Edith Cresson avait pressenti, et que les résultats du référendum sur Maastricht allaient brutalement confirmer : la révolte de la province contre les équilibres parisiens, le refus du « Français moyen » de se faire dicter sa conduite par l'élite.

Les entreprises contre l'emploi

Les événements, il est vrai, n'ont pas facilité la tâche de Pierre Bérégovoy. Dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, le 8 avril, il s'était lui-même fixé quatre priorités : le chômage, l'insécurité, la corruption, l'Europe.

Contre le premier, il n'a pu faire grand-chose, malgré les efforts de Martine Aubry. Le nombre de demandeurs d'emploi n'a pas franchi la barre fatidique des trois millions, mais elle a été « étouffée », et la multiplication des procédures de licenciement engagées laisse craindre le pire pour les jours à venir, même si, en toute fin de session parlementaire, une disposition a été votée qui interdirait aux entreprises de licencier sans prévoir en même temps un plan social efficace. Plus grave encore pour celui qui a largement contribué à reconstruire les Français avec leurs entreprises, c'est que son gouvernement n'est apparemment pas parvenu à limiter drastiquement les emplois qu'elles offrent, en France et dans le monde, l'intérêt de la collectivité nationale.

L'insécurité est un mal trop lancinant pour qu'il y soit porté remède en quelques mois. Il est trop le fruit d'un urbanisme mal conçu, d'une misère liée au manque d'emplois pour qu'un simple changement de l'attitude de la police et de la justice suffise à le guérir rapidement. Sur ce dossier-là, son plus, Pierre Bérégovoy ne peut rien mettre à son actif.

La corruption avait pu, aurait dû, engendrer une lutte plus efficace. La loi qu'il a fait voter par le Parlement à l'automne, malgré une formidable pression des « lobbies », représente un incontestable progrès, même si le Conseil constitutionnel, au nom de la défense des droits fondamentaux, lui a rogné les ailes. Mais, aux yeux de l'opinion, ce succès a été tué par la révélation du prêt sans intérêt dont il a bénéficié pour acheter son appartement et par la poursuite des investigations judiciaires contre des socialistes soupçonnés d'avoir usé de moyens illégaux pour finan-

cer leur activité politique, voire de s'être enrichis personnellement.

L'Europe fut le seul vrai succès du gouvernement Bérégovoy. Il réussit à cooïder la stratégie de François Mitterrand, en obtenant une révision constitutionnelle par la seule voie parlementaire, ce qui a permis de souligner, sur un sujet aussi essentiel, les divergences de l'opposition, puis à obtenir, par référendum, le droit de ratifier le traité de Maastricht, malgré le réveil de tous les corporatismes et les arrière-pensées d'une partie de la droite.

Cette Europe valait, pourtant, aussi des difficultés à Pierre Bérégovoy, puisqu'il dut prendre le risque d'une crise européenne grave en refusant l'accord cooïder à Washington sur le volet agricole du GATT. Les paysans français ne lui en furent même pas reconnaissants, puisqu'ils ne cessèrent de manifester contre cette Europe dont ils avaient si longtemps profité. Ils furent bientôt rejoints par les marins-pêcheurs, eux aussi mécontents que les frontières de la Communauté ne soient que des passoirs. La deuxième septennat de François Mitterrand devait être celui de l'Europe. Il est celui de l'urgence du danger, pour les emplois en France, d'une économie mondialisée et d'une révolte contre une Commission européenne trop sensible aux vertus du libre-échange.

L'échec de l'Alliance des Français pour le progrès

Ce risque, pour la France, de la mondialisation des échanges, Pierre Bérégovoy l'a encore mesuré lorsque, à l'automne, puis au début de l'hiver, il s'est vu faire face à une attaque spéculative contre le franc. Un mauvais état des fameux « grands équilibres » n'en était pas la cause, mais seulement la certitude des marchés internationaux que la France ne pourrait plus payer le prix fort que lui imposait son accrochage au mark, c'est-à-dire des taux d'intérêt élevés et donc un frein à la reprise de la croissance.

Il ne voulait pas céder. Pas seulement pour rester le seul ministre des finances de ces dernières années qui n'aurait pas dévalué, mais parce que le dogme du « franc fort » est pour lui la clé de tout. Tout juste s'il accepta, lui, le « père la rigueur », de laisser les taux des obligations de 1992 et de 1993 pour éviter de composer par une augmentation des impôts le manque de rentrées fiscales dû à la faiblesse de la croissance, et pour apporter la contribution de l'Etat à des régimes sociaux et d'assurance-chômage au bord de la cessation de paiement. Jusqu'au bout, la doctrine économique de Pierre Bérégovoy restera fidèle à ses grands principes. Quelles qu'en fussent les conséquences.

Les ennemis, pourtant, ne lui ménageaient pas le temps. Ils ont fait la démission de son gouvernement de son ami Bernard Tapie, inculpé dans une affaire de droit privé qui l'opposait à un député RPR, Georges Tranchant. Les écologistes,

à qui il fit le cadeau, après avoir annoncé, dans sa déclaration de politique générale, l'arrêt des essais nucléaires, de suspendre le redémarrage de Superphénix, ne lui en surent même pas gré. La poussée des milieux médiatiques, bien soutenus par la droite, l'obligea à modifier le projet, préparé du temps de M. Cresson, de maîtrise des dépenses de santé. Il dut batailler ferme avec les députés socialistes pour obtenir l'entassement d'une réforme de la taxe d'habitation à laquelle ils tenaient fermement. Surtout, en juillet, il dut faire face à une véritable révolte des chauffeurs routiers contre une réforme du « permis à points », justifiée, mais bien mal préparée par les ministères concernés ; il n'hésita pas à employer l'armée pour faire lever les barrières les plus puissantes, avant d'accepter, après une longue concertation, une réforme de la réforme.

L'automne arrivant, l'approche des élections législatives prit le dessus sur toute autre préoccupation. Bien vite, Pierre Bérégovoy comprit que Laurent Fabius était affaibli par l'affaire du sang contaminé, le premier secrétaire du PS ne pouvait être le chef de campagne de la majorité. Il proposa donc de tenir ce rôle. Il avait un plan : réunir toutes les composantes de la majorité dans une Alliance des Français pour le progrès, dont il prendrait la tête, puis, que sa popularité personnelle était encore supérieure à celle des autres socialistes, et qui mettrait en avant les « jeunes » ministres de son gouvernement les plus populaires : Bernard Tapie, Bernard Kouchner, Martine Aubry, Ségolène Royal, Elisabeth Guigou. Mais les « élites » du PS n'entendirent pas être ainsi marginalisées.

Les ambitions du chef du gouvernement durent être vite révisées. Il dut se contenter de coordonner l'action de ses ministres en campagne, lui-même courrant les provinces pour porter la bonne parole. Ne pouvant être le général en chef de la bataille, les socialistes, leur tournaient au moins deux armes qui auraient pu être utiles : son projet, sorti dans les ultimes semaines de son gouvernement, d'un fonds de garantie des retraites pour ceux qui ont travaillé plus de dix ans dans les secteurs de pointe, ceux des années 2005-2015, fonds financé par le capital d'entreprises publiques ; l'idée d'un partage du travail, ceux qui ont un emploi étant appelés à travailler moins afin que les chômeurs bénéficient de créations d'emplois. Mais il était trop tard.

Le passif de près de douze années de gestion socialiste a fait oublier l'effort. L'ultime premier ministre de gauche n'a pas pu, n'a pas pu remonter la pente. En présentant sa démission au président de la République, il ne pouvait être que triste. Triste parce qu'il laissait François Mitterrand seul, face à ses adversaires. Triste parce qu'il se sentait le revers de ses « camarades » est aussi un échec personnel pour Pierre Bérégovoy.

THIERRY BRÉHER

Dans la presse parisienne

Les risques d'une trop large majorité

Les éditorialistes de la presse parisienne saluent à leur manière la victoire annoncée de la droite. Jacques Malmassari, dans les colonnes de France-Soir, assure que « plus vite François Mitterrand installera [Edouard Balladur] à l'Élysée Matignon, plus vite se terminera une période d'incertitude politique, d'attente économique et de trouble moral ».

« Le vote d'hier des Français confirme la fin de l'ère Mitterrand (...). Le sénateur Philippe Villier, vice-président directeur général du Figaro, « Pour [la] parachever, souligne-t-il, beaucoup reste à faire. Il faut imposer au président une cohabitation qui ne lui laisse en rien compromettre l'action de la nouvelle majorité et le conduise à la condition du succès du candidat de la droite à la présidentielle qui sera bien mieux assurée si elle a lieu rapidement. »

Plus prudent, à l'instar de Fabien Roland-Lavy qui estime dans le Parisien que « l'embouppement de la majorité représentée à la fois un défi et un inconvénient », Philippe Texen estime que, « paradoxalement, les atouts de la majorité nouvelle sont consi-

dérables et fragiles ». Et le directeur de Quotidien d'énumérer les périls qui menacent selon lui la nouvelle majorité : « L'opposition est défaite, mais la gauche n'est pas morte », de plus, « de trop larges familles sont trop sous-représentées pour qu'on ne daigne pas craindre qu'elles ne soient un jour tentées de s'exprimer directement, pour peu que le gouvernement ne prenne pas assez en compte leur aspiration ». Enfin, toujours selon Philippe Texen, « le président de la République a une capacité de nuisance qu'il faut d'un singulier mélange de fermeté et de doigté au premier ministre pour neutraliser ».

La presse économique est tout aussi prudente. « La nouvelle majorité a très peu de temps pour convaincre », fait remarquer Nicolas Beytout dans les Echos. « L'opposition devenue écrasante majorité saura-t-elle privilégier la compétitivité des entreprises sans sacrifier la cohésion sociale ? » se demande Philippe Labarde, dans la Tribune-Dejossé, puisque « c'est à cette aune qu'elle sera finalement jugée ».

Le ton est plus amer dans l'Humanité. « C'est une des journées noires dans l'histoire des Parle-

ments de la République depuis un siècle », écrit Claude Cabanes. « Il semble que les personnalités qui incarnent avec le plus de force la politique de ces dernières années aient été victimes (...) de la vague du rejet », poursuit-il. Mais « que les électeurs socialistes et écologistes ne désespèrent pas, assure l'éditorialiste communiste, dans l'immédiat, la droite va s'efforcer de tout égarer : ensemble il va falloir lui résister. Et ensemble encore inventer un espoir nouveau ».

Plus intéressé par l'avenir du PS, Jean-Michel Heilwig, dans Libération, manifeste volontiers le pessimisme. « Ce coup de torchon (...) est aussi une chance pour la gauche si les haines recuites et les pesanteurs d'appareils n'entraînent pas la fondation d'une nécessaire grande formation commune à tous les réformistes, sociaux et écologistes », explique l'éditorialiste. « La marge est cependant étroite entre le risque d'un retour aux incertitudes traversées par l'état d'opposition (...) et l'inconvénient de devoir reconstruire vite si l'on ne veut pas rater la prochaine échéance présidentielle d'ici deux ans. Au plus », conclut Jean-Michel Heilwig.

LES ÉLECTIONS LE

Le tourment

Le tourment du premier ministre Pierre Bérégovoy, qui a présenté sa démission au président de la République, est le sujet principal de la page. Le texte décrit les difficultés rencontrées par le gouvernement Bérégovoy, notamment en matière de chômage, d'insécurité, de corruption et de relations avec l'Europe. Il évoque également la démission de Bernard Tapie et les tensions au sein du Parti socialiste.

Le tourment du premier ministre Pierre Bérégovoy, qui a présenté sa démission au président de la République, est le sujet principal de la page. Le texte décrit les difficultés rencontrées par le gouvernement Bérégovoy, notamment en matière de chômage, d'insécurité, de corruption et de relations avec l'Europe. Il évoque également la démission de Bernard Tapie et les tensions au sein du Parti socialiste.

La gauche face à elle-même

La gauche face à elle-même, le thème de la page, explore les divisions au sein du camp de gauche. Le texte analyse les positions des différents courants politiques, du Front national aux socialistes, et les défis qu'ils rencontrent face à la nouvelle majorité.

La gauche face à elle-même, le thème de la page, explore les divisions au sein du camp de gauche. Le texte analyse les positions des différents courants politiques, du Front national aux socialistes, et les défis qu'ils rencontrent face à la nouvelle majorité.

La gauche face à elle-même, le thème de la page, explore les divisions au sein du camp de gauche. Le texte analyse les positions des différents courants politiques, du Front national aux socialistes, et les défis qu'ils rencontrent face à la nouvelle majorité.

La gauche face à elle-même, le thème de la page, explore les divisions au sein du camp de gauche. Le texte analyse les positions des différents courants politiques, du Front national aux socialistes, et les défis qu'ils rencontrent face à la nouvelle majorité.

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le tournant

Suite de la première page

Conscience aussi, sans doute, du poids et du danger que fait peser sur la nouvelle majorité elle-même un Front national désormais bien installé, nationalement implanté, dont les voix ont compté dans le succès de tant d'élus de cette nouvelle Chambre élue, et qui sera d'autant plus enclin à la surenchère qu'il est absent de l'hémicycle.

Mais le pays a choisi : en choisissant la gauche avec pertes et fracas, il a tourné la page de l'après-guerre, et a confié à la droite le soin d'affronter les temps agités qui s'annoncent. France de droite, vote à droite : ce tournant-là est sans doute aussi important que celui de mai 1981. En ce sens, M. Giscard d'Estaing n'avait pas tort de dire, à l'occasion d'une récente « Heure de vérité », que les Français souhaitent une autre échéance qu'un scrutin législatif, afin de manifester leur volonté de changement jusqu'au sommet de l'Etat.

Prudence et réformes

De ce point de vue, d'ailleurs, il n'a rien échappé à personne que le grand vainqueur du scrutin s'appelle Jacques Chirac, mais il ne veut pas du pouvoir, tandis que le grand vaincu, François Mitterrand, s'abstient d'y rester. A priori il est difficile d'imaginer que les Français se soient engagés, aussi massivement, à la légère, en se disant qu'il serait toujours temps de reculer le tir dans deux ans, lorsque viendra le terme du mandat présidentiel. Le glissement à droite du pays est tel qu'il vaut mieux admettre qu'un nouveau cycle vient de s'ouvrir, bientôt prolongé dans sa vraie dimension par le vote présidentiel. C'est évidemment l'espoir et le calcul - légitime - de Jacques Chirac, qui a parlé en président naturel, et non plus en chef d'un élément d'une coalition parlementaire victorieuse.

Il va de soi que cette séquence peut être interrompue, prématurément. Soit que la droite elle-même succombe à ses délices favoris que sont les divisions et les querelles pré-

siérentielles, ce n'est pas nécessairement une hypothèse d'école et la radicalisation au sein de la majorité présidentielle (d'où l'importance des présidences des groupes parlementaires dans une majorité pléthorique, donc difficile à tenir). Soit que les Français, en ces temps de furibondes accélérations des mouvements d'opinion, se montrent moins disciplinés et moins stables dans leurs options que ne le laisse penser le scrutin législatif. Déjà 60 % d'entre eux, interrogés par le SOFRES, jugent que l'hémicycle parlementaire de la droite classique est une « mauvaise chose ». Cette crainte est perceptible dans les états-majors des vainqueurs - mais alors comment concilier la prudence qu'elle inspire déjà aux nouveaux dirigeants, notamment ceux du RPR, et la nécessité de s'attaquer « hardiment » à la réforme, en attendant l'aux réformes », comme l'a demandé M. Giscard d'Estaing, pour répondre sans tarder à la demande de changement ?

Quel que soit le nouvel ancrage à droite du pays, ses responsables n'en seront pas moins rapidement confrontés à la volatilité de leur propre électorat, à la difficulté de satisfaire des demandes souvent contradictoires. Même chez les électeurs du Front national, qui représentent la partie de l'opinion la plus réceptive à des revendications schématisées - supprimer l'immigration pour mettre fin à l'insécurité et à l'émigration - des exigences incompatibles sont formulées : beaucoup plus d'Etat lorsqu'il s'agit de leur sécurité, plus qu'il s'agit de leur liberté d'agent économique est en jeu. La demande peut être à la fois anarchiste et corporatiste.

Le test du chômage

Quant au vote de droite, il est en partie européen, en partie (notamment au RPR) antieuropéen, à la fois fondamentalement conservateur et résolument réformiste. Et la « fibre populiste », thème à Philippe Séguin, résistera-t-elle, chez les énarques RPR ou UDF qui reviennent aux affaires, plus longtemps

que chez leurs camarades de promotion socialistes ?

Sans attendre les premiers actes du nouveau gouvernement, il est frappant de constater que, dans un pays qui lui est plus sûrement acquis que lors de la première cohabitation, en 1986, la droite n'a pas brandi une nouvelle proclamation d'ultra-libéralisme, mais n'a paradoxalement présenté, tout au long de la campagne, un profil bas. Ainsi, sur la question centrale du chômage, s'est-elle interdite toute promesse chiffrée, allant même jusqu'à annoncer une prochaine aggravation. Le « plan ORSEC » qu'elle présentera - dont M. Madelin a précisé qu'il « comprendra des exonérations de charges, des allègements fiscaux, des mesures en direction des petites et moyennes entreprises » - n'en sera pas moins un test important de sa crédibilité. Sur ce terrain, qui lui contestera d'agir par tous les moyens qu'elle jugera utiles ?

Après tant d'espérances entretenues et successivement déçues (1981, 1986, 1988), ses efforts ne pourront être qu'encouragés, accompagnés par tous ceux qui souhaitent voir reculer cette maladie sociale.

Mais les nouveaux responsables ont eux-mêmes prévenu qu'ils ne pourront pas obtenir de miracle. Que pourront-ils faire alors, qui puisse manifester promptement que la France a changé de gouvernement, et que, contrairement à la légende, Balladur diffère vraiment de Bérégovoy ? Comment convaincre dans un délai rapide - la perspective présidentielle laisse au gouvernement un maximum une année utile, après quoi il faudra faire campagne - que le peuple de droite a été entendu ? L'idéologie, le symbolisme, vont donc revenir au galop ! Nicolas Sarkozy a déjà entamé le nouveau code de procédure pénale, valant ainsi un secours de ceux qui, parmi les juges, avaient refusé de l'appliquer. Outre le précédent fâcheux qui serait ainsi créé, il y a à un premier message clair à destination de ceux qui trouvaient l'atmosphère, et ce texte en particulier, trop laxiste.

Un second message, de même nature, devra suivre sans tarder : la proposition de loi, votée par le Parlement au mois de juin dernier, modifiant, dans un sens restrictif,

le code de la nationalité serait rapidement soumise à la nouvelle Assemblée. L'avantage recherché est évident ; mais, quel que soit le jugement que l'on porte sur la nécessité, par exemple, de solenniser le volontariat pour l'accès à la nationalité française, il faut que le futur gouvernement sache que la simple annonce d'une telle réforme, dans des cités où les problèmes sont si aigus, quand le sentiment de rejet qu'éprouvent les jeunes bours est si fort, peut mettre le feu aux poudres.

Traditionnellement, la droite est apte à relancer la machine économique, car elle a la confiance des « décideurs » ; mais elle fait fi de la cohésion sociale. La réussite économique, en ces temps de quasi-récession, est plus qu'aléatoire. Au reste, la confiance des milieux économiques n'a pas manqué à Pierre Bérégovoy : chacun sait que cela ne suffit plus. En revanche, même si l'écrasante majorité dont elle dispose peut permettre aux vieux bricard de la haine sociale de relever la tête, rien n'autorise aujourd'hui de soupçonner la droite de vouloir s'abandonner à un ultra-libéralisme qui a mis la Grande-Bretagne socialement à genoux : la nouvelle majorité, malgré l'élimination d'un Bernard Stasi, compte suffisamment d'hommes conscients de la fragilité du lien social. Là est l'enjeu pour une nation incertaine. C'est dire que, dans la France qui vient, l'Etat devra reprendre toute sa place.

JEAN-MARIE COLOMBANI

RÉACTIONS

M. BÉRÉGOVOY (PS)

Une sanction injuste

« La majorité sortante et le gouvernement ont été durement sanctionnés et, je pense, de façon injuste, car notre bilan était positif. Nous aurons à en tirer les leçons. Je prendrai moi-même ma part de responsabilité. Ce qui compte maintenant, c'est le service de la France, c'est de poursuivre le redressement économique de nos entreprises et d'assurer plus de solidarité entre les plus démunis. Nous avons là une tâche importante à accomplir. »

M. ROCARD (PS)

Reconstructeurs d'espérance

« La gauche a perdu, nous avons tous perdu, moi avec elle. La droite a tous les leviers du pouvoir entre les mains. Il faut s'adapter pour la pays qu'elle s'en serve bien. Nous aurons la fonction d'être une opposition attentive, vigilante mais constructive. Le président de la République jouera un rôle fondamental pour préserver nos institutions, mais aussi, les grandes orientations républicaines du pays. Il sait qu'il aura l'appui de ceux qui se rangent dans le camp des démocrates. »

« Je salue l'emploi du mot « tolérance » ce soir. J'ai le souvenir de soirées électorales qui n'étaient pas toutes faciles. J'en ai connu des difficiles, ce n'est pas la première, mais c'est une de celles où le langage est,

en effet, le plus responsable et le plus modéré.

« Il y a une loi de physique sociale, si j'ose dire. Une chambre à plus de quatre-vingts députés ne se contre-gère elle-même et resta sans contre-poids, et je suis plus inquiet de cela que des intentions des responsables, qui connaissent la lourdeur des problèmes de l'Etat. Ce qui est clair, c'est que l'ensemble des Français doivent être attentifs. Le respect de l'autre demeure un des principes fondamentaux de la République. Cette majorité a contrôlé elle-même, mais ce n'est pas à moi d'en préjuger. »

« Nous avons appris que le pouvoir déçoit. Il coupe les dirigeants des dirigeants, il coupe, même, les responsables des militants. Cette constatation nous crée le devoir, dans toute la gauche - et au Parti socialiste, d'abord, bien entendu - de retrouver une notion de pratique politique, de relation avec les Français de base, le peuple de tous les jours, qui doit être mieux entendu pour pouvoir pénétrer mieux dans une structure politique plus ouverte. Il y a eu, là, une grande coupure, mais, pour moi, ce qui est le plus constructif, c'est que cette sanction appelle à une reconstruction, appelée à une renaissance - je l'ai appelée depuis Montouss-sur-Loire - qui commence demain matin. Nous sommes, à partir de maintenant, des reconstructeurs d'espérance. »

« Le Parti socialiste, ne l'entendons pas trop vite. Ce qui est mort ce soir, c'est une certaine façon de faire de la politique. C'est aussi une certaine vision du monde. »

Points

John Irving
Liberté
pour les ours !



- Michel Folco
- Dieu et nous seuls pouvons
- Points Roman
- Dan Franck
- La séparation
- Points Roman
- Jean-Marc Roberts
- Monsieur Pinocchio
- Points Roman
- Albert Jacquard
- Voici le temps du monde fini
- Points Essais
- Cabu
- Les abrutis sont parmi nous
- Points Actuels
- Philippe Meyer
- Dans le huis clos des salles de bains
- Points Actuels
- Albert Hourani
- Histoire des peuples arabes
- Points Histoire

Points

DES SUCCÈS
PLEIN
LES POCHES

THOMAS FERENCZI

La gauche face à elle-même

Suite de la première page

En France-Chanté, nû il en décait treize, il n'en sauve que deux, dont celui de Jean-Pierre Chevènement, et perd tous ses élus du Doubs. Dans le Centre, où il comptait également treize sortants, il ne préserve que le siège de Jack Lang. En Aquitaine, sur dix-neuf députés PS ou MRG, quatre seulement - dont Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée sortante - reviennent au Palais-Bourbon, et la Dordogne bascule tout entière à droite. Dans le Nord-Pas-de-Calais, des vingt-cinq sortants socialistes il ne reste que huit élus.

Bref, même si les principaux dirigeants du PS sont restés, à l'exception notable de Michel Rocard, de Lionel Jospin et de Michel Delebarre, l'hécatombe redoutée a bien eu lieu, comme l'atteste, entre autres, l'échec de quinze membres du gouvernement.

« Une certaine vision du monde »

Le paysage politique de la France s'en trouve bouleversé, puisque les deux « camps » qui se partagent les suffrages des Français depuis qu'existent une « droite » et une « gauche » ne sont plus du tout de la même force, qu'un très net déséquilibre s'est créé en faveur de l'un, que l'autre se trouve hors d'état d'exercer son rôle d'opposition avec un minimum de crédibilité. Au lieu de l'alternance tranquille à laquelle les projets de la démocratie semblaient vouer le pays, c'est un véritable cataclysme qui vient apparemment de le scier, transformant d'une manière brutale les conditions mêmes de l'exercice du pouvoir.

La question est évidemment de savoir si cette transformation n'est que conjoncturelle, effet d'un concours de circonstances particulièrement destructrices pour la gauche, ou si elle est durable, signe d'une mutation profonde dans le jeu politique. Les appels à la rénovation lancés par tel ou tel dirigeant du PS sont encore trop vagues pour permettre de dire s'ils se réfèrent à la première hypothèse

ou s'ils s'inscrivent dans la seconde. Toutefois, on serait tenté de penser, en entendant Laurent Fabius affirmer que l'« élite » des socialistes n'a pas été sanctionnée, mais seulement certaines de leurs « grilles », que le premier scénario est celui qui est le plus probable, au-delà de la défaite passagère des 21 et 28 mars, la victoire des « valeurs de la gauche ».

En revanche, en mettant en cause « une certaine vision du monde » et en refusant par avance l'épithète de « social-démocrate » suggérée par le Fabius pour remplacer celle de « socialiste », M. Michel Rocard a laissé entendre que la réflexion devait être poussée plus loin pour rendre compte des évolutions en cours.

La première hypothèse, celle d'un recul provisoire du socialisme, qui, pour important qu'il soit, laisserait intact le socle de la gauche sous la vague déferlante de la droite, en attendant que celle-ci se retire, peut être étayée par les deux précédents de 1958 et de 1968 comme par les chiffres du second tour. Après tout, le Parti socialiste, sous l'impulsion de François Mitterrand, s'est remis assez vite des deux chocs que lui ont fait subir, à dix ans d'intervalle, les événements de mai 1958 et ceux de mai 1968. Pourquoi n'en irait-il pas de même cette fois-ci, moyennant un aggrément de la doctrine et des méthodes ?

Les grands enjeux du moment

Certes, la gauche a été laminée, mais l'ampleur de sa défaite s'expliquerait plus par ses erreurs tactiques - son refus de réintégrer, en tout ou en partie, le scrutin proportionnel et surtout son incapacité à nouer, en temps utile, une alliance en bonne et due forme avec les écologistes - que par un changement historique. Sans nier la réalité de son échec - incarné par le chômage, les « affaires », l'insure du pouvoir - le PS le ramènerait ainsi à des proportions plus « normales ». Au reste, les résultats du second tour, dans de nombreuses

LEGISLATIVES

d'un homme tranquille

Le monde de l'aviation est en pleine révolution. Les compagnies aériennes se livrent à une course à l'armement pour attirer les voyageurs d'affaires. Elles proposent des services de plus en plus luxueux, des repas de plus en plus raffinés, des sièges de plus en plus confortables. Mais c'est surtout la qualité du service qui fait la différence. Les compagnies qui offrent un service impeccable, qui prennent soin de leurs clients, qui leur font passer un agréable moment, sont celles qui gagnent. C'est la différence qui compte.

La différence, c'est d'abord le confort. Un siège qui s'ajuste à la position idéale, un espace supplémentaire pour s'étendre, des commandes électroniques pour choisir un film, les actualités ou écouter de la musique en toute liberté. C'est la différence qui fait la différence.

La différence, c'est aussi le service. Un service personnalisé, un service qui anticipe les besoins de vos clients. C'est la différence qui fait la différence.

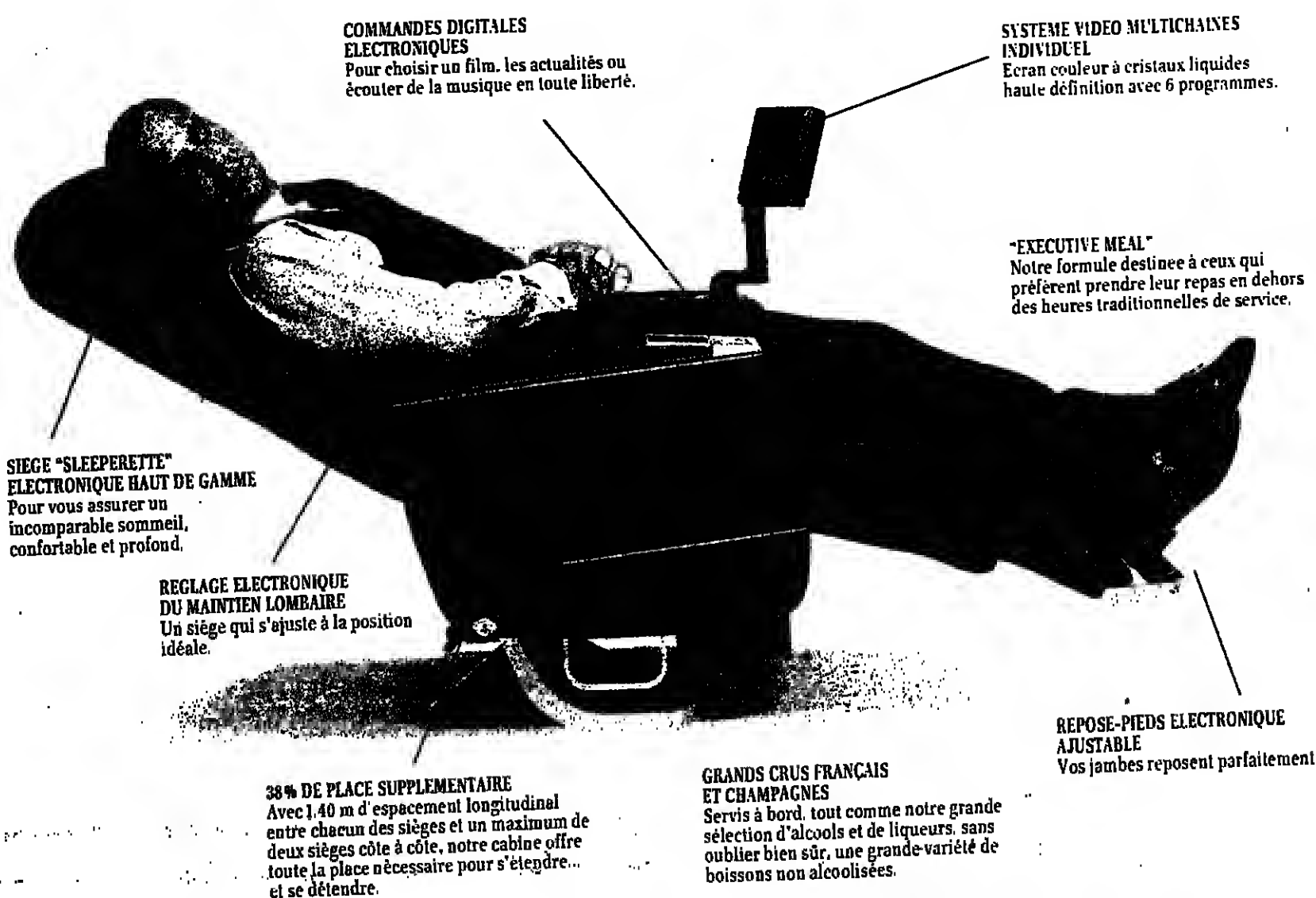
La différence, c'est encore le prix. Un prix qui correspond à la qualité du service et du confort. C'est la différence qui fait la différence.

La différence, c'est enfin la réputation. Une réputation qui se construit au fil du temps, grâce à la qualité du service et du confort. C'est la différence qui fait la différence.

La différence, c'est la passion. Une passion pour l'aviation, pour le service, pour le confort. C'est la différence qui fait la différence.

La différence, c'est la confiance. Une confiance qui se construit au fil du temps, grâce à la qualité du service et du confort. C'est la différence qui fait la différence.

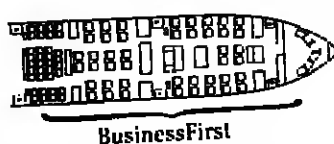
Notre conception du siège est certainement moins politique mais nettement plus confortable.



LA DIFFERENCE

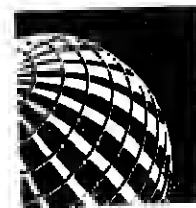
BusinessFirst, la nouvelle classe affaires qui n'a rien à envier à une première.

BUSINESSFIRST La différence, c'est d'abord le lancement de la BusinessFirst, une nouvelle classe affaires internationale encore plus confortable et luxueuse au prix de la classe affaires. La différence, vous l'apprécierez dès votre arrivée à bord avec ce nouveau siège sleeperette qui vous offre plus d'espace pour rendre vos voyages d'affaires encore plus agréables. La différence c'est aussi des vols directs sur Houston et New York (arrivée à Newark) et plus de 140 villes desservies aux Etats-Unis. La différence, c'est aussi un service quatre étoiles avec limousine de chez vous à Orly. La différence, c'est encore le "Presidents Club", un salon privé à votre disposition à Orly, Newark et Houston. La différence, c'est



enfin le "OnePass" de Continental Airlines, un programme de fidélité qui vous offre la possibilité d'obtenir des vols gratuits sur nos destinations dans le monde entier. Alors, jugez vous-même la différence. Continental Airlines, 92, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél. : 42 99 09 09 ou chez votre agent de voyage.

Continental Airlines



La compagnie qui fait la différence.

Ref perdu



LE SECOND TOUR

Rhône : le sourire retrouvé de Michel Noir

LYON

de notre bureau régional

A la permanence de la Croix-Rousse, les résultats peuvent bien tomber, égrenant, circonscription après circonscription, le triomphe du RPR au niveau national, les mines des militants lyonnais restent fermées. Pour eux, le score réalisé par Alain Mérieux (RPR), 41,69 % des voix, face au député sortant, Michel Noir, sonne comme un terrible échec. Quelques rues en pente plus bas, sur la place des Terreaux, le maire de Lyon retrouve le sourire des grands soirs électoraux : « Une tentative savamment orchestrée pour m'abattre ou étié par le suffrage universel », explique-t-il.

Entre les deux permanences, le Front national a tendu un fil qui s'est révélé un véritable piège pour le candidat de l'UDF. Juste avant le second tour, le parti d'extrême droite avait publiquement subi la défaite de M. Noir. M. Mérieux n'a pas su, ou pas pu, se débarrasser de ce soutien compromettant, et M. Noir, dénoçant « l'alliance contre-nature entre le RPR et le FN », a en fait son thème de pré-

dilection et de réélection. Dans la foulée, des personnalités de gauche et la plupart des maires socialistes de la banlieue lyonnaise sont venus au secours du maire de Lyon. Celui-ci a pu ainsi bénéficier largement des suffrages socialistes, écologistes et même communistes. M. Noir distance de plus de 6 000 voix son adversaire, alors qu'au premier tour, il accusait 246 voix de retard.

Ce « report massif » n'est pas « une surprise » pour M. Mérieux. Mais celui-ci estime que, « conformément à certaines consignes, le FN a fait voter Michel Noir » dans la deuxième circonscription du Rhône. « Ils ont besoin d'un de l'autre pour exister », considère Alain Mérieux. L'argument est balayé par M. Noir, qui met sa victoire sur le compte de « la sagesse des Lyonnais » face à « la décision parisienne » de présenter un candidat contre lui, et contre son ami Jean-Michel Duhamel. Ce dernier, pourtant en position plus délicate dans la troisième circonscription, face à André Soulier (UDF-PR), a remporté son handicap de quatre points pour l'emporter avec 1 600 voix d'avance.

M. Soulier, l'ancien premier adjoint de la municipalité à direction UDF certifie que cette double victoire des députés sortants « ne change rien » pour les prochaines municipales : « Je continuerai à me battre contre un système oppressant sur la ville et contre des méthodes autoritaires. » M. Mérieux a voulu, lui aussi, prolonger, par-delà la défaite, le sens de son engagement : « Nous avons commencé à remettre en cause un système municipal étranger, souffrant, difficilement acceptable ».

Le maire de Lyon, qui doit gérer désormais sa majorité RPR-UDF, a tenu à préciser qu'il prendrait en considération le message adressé par les électeurs : « Je veillerai, a-t-il expliqué, à ce qu'ensemble les Lyonnais puissent retrouver, participer au développement harmonieux de Lyon. » « Député de l'opposition », M. Noir attend la constitution des prochains groupes pour envisager son éventuelle appartenance à l'un d'eux. Mais il se rejette sur l'hypothèse de siéger encore sur les bancs des non-inscrits.

BRUNO CAUSSE

La répartition des sièges entre les grandes familles politiques de 1958 à 1993

Partis et mouvements	Nov. 1958	Nov. 1962	Mars 1967	Juin 1968	Mars 1973	Mars 1978	Juin 1981	Mars 1986	Juin 1988	Mars 1993
Parti communiste	10	41	73	34	73	86	44	35	27	24
Socialistes et radicaux de gauche	88	106	121	67	102	115	283	216	275	67
Centre et droite (1)	182 (1)	91 (1)	85 (1)	84 (1)	119 (1)	123	61	131	131	207
Gaullistes (2)	207	233	200	293	183	154	83	155	130	242
Front national	-	-	-	-	-	-	-	35	1	-
Divers droite (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37

(1) En 1958 : indépendants et paysans d'action sociale + Républicains populaires et Centre démocratique. En 1962 : Républicains populaires + Centre démocratique + Républicains indépendants. En 1967 et en 1968 : Progrès et démocratie moderne + Républicains indépendants. En 1973 : Réformateurs + Union centriste + Républicains indépendants. Depuis 1978 : UDF.

(2) L'Union pour la Nouvelle République (UNR), de 1958 à 1967, puis l'Union pour la défense de la République (UDR), jusqu'en 1977, et, enfin, le Rassemblement pour la République (RPR).

(3) Uniquement pour 1993 et avant rattachement administratif aux groupes de l'Assemblée régionale.

Enthousiasme au RPR, tristesse au PS

Au siège des partis

L'ambiance est enthousiaste rue de Lille, au siège du RPR. Les militants sont nombreux à se presser sous les écrans pour acclamer leurs héros. Gonflés à bloc, les jeunes du RPR, petit drapeau tricolore frappé de la croix de Lorraine accroché à la boutonnière, lèvent leur verre à la victoire : « On est sûr qu'on arrivera à relancer l'économie en soixante jours, dit l'un. Après onze ans de socialisme, nous avons une équipe de combat. » A l'intérieur, les invités d'ambule dans une atmosphère « jazz », « C'est un succès unique dans l'histoire de la République », affirme Dominique Perben, secrétaire général adjoint. On n'avait pas connu pareille débâcle socialiste depuis 1968.

Les dirigeants RPR ont malgré tout la victoire modeste. « On est retenu », souffle Charles Pasqua. Il faut appeler les Français à l'effort. Et d'ajouter dans un sourire : « Ce qui me réjouit le plus, c'est de voir que le RPR dispose du groupe le plus important à l'Assemblée nationale, alors qu'il y a six mois certains prédisaient son éclatement ».

Ne doutait pas de son triomphe, le RPR a fait les choses en grand : buffets surmontés d'une photo de Jacques Chirac et d'Alain Juppé, grandes tentes avec résultats en direct pour les invités, écran géant rue Aristide-Brind pour les sympathisants qui attendent dehors... Galvanisé par la liste impressionnante des vainqueurs, le public conspué allègrement tout responsable socialiste qui apparaît dans la petite lucarne. Copieux sifflets et noms d'oiseaux accueillent successivement les noms de Michel Rocard - « Rocard ou placard ! », Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin, et particulièrement Jack Lang.

Les dirigeants du RPR sont bruyamment applaudis, tels Alain Juppé, Nicolas Sarkozy ou Bernard Pons, appelé « ou perchot » par la foule. L'étoile Lise Renaud, seule représentante du monde du spectacle, est acclamée.

L'excitation monte d'un cran vers 23 heures avec l'arrivée de Jacques Chirac. On se presse, on se bouscule pour le toucher, lui serrer la main. « Chirac président ! », « Mitterrand à Luché, Chirac à l'Elysée ! » Le président du RPR remercie ses « chers compagnons » pour leur dévouement et leur mérite dans la victoire. « Ce qui restera à faire demain, c'est de servir bien la France pour ne pas vous décevoir », lance-t-il. Son passage se ferme sur une Marseillaise entonnée à pleins poumons par des voix déjà bien éraillées. Sous la poussée joyeuse, le service d'ordre sera obligé de fermer les portes pour ramener le calme. Ce sera le seul débordement de la soirée : la raison doit l'emporter sur le passion.

Malgré les nombreux coups de fil au siège du RPR réclamant une manifestation, les militants ne descendent pas les Champs-Élysées, comme le faisait courir la rumeur. La gauche avait trop exaspéré en défilant le 10 mai 1981. On se gardera donc de manifester sa joie trop bruyamment.

Prudence à l'UDF

Pas de débordement ou plus au siège de l'UDF. Si les invités semblent contents du score - « L'UDF n'a jamais eu autant de députés depuis sa création », tous restent prudents. « Le plus dur est à venir », assure un attaché parlementaire. « Ces résultats montrent avant tout un rejet des socialistes, pas une adhésion totale à notre projet ». Une manière de tempérer les ardeurs de leurs alliés du RPR. Giscard conseillera même à ses supporters de « gérer le succès dans l'équilibre et la tolérance ».

Roe de Solferino, au siège du Parti socialiste, les visages se sont fermés au fur et à mesure que les noms des battus s'affichaient sur les écrans. Seules les victoires de Jack Lang, Bernard Tapie, Ségolène Royal, Pierre Bérégovoy arrivent à réveiller les militants de

leur torpé. Laurent Fabius viendra ou peu plus tard leur mettre un peu de baume au cœur en appelant à « la reconquête » et à « l'espoir ». La soirée s'achève rapidement à minuit dans un mélange de tristesse et de résignation.

L'atmosphère est légèrement plus animée au siège de l'Humanité, à Saint-Denis. Le compte laborieux des sièges obtenus a juste dépassé le chiffre de vingt, seuil fatidique permettant au Parti communiste de conserver son groupe parlementaire, « une bonne nouvelle pour tous ceux qui vont avoir besoin d'être défendus ». Entre les deux tours, le PC avait tenté de se saigner sa campagne sur deux objectifs prioritaires : maintenir un groupe parlementaire et voir son secrétaire général réélu. C'est donc fort soulagé que Georges Marchais appelle toutes les « forces de progrès » à se rassembler. « Je suis moi-même prêt à répondre à toute invitation allant dans le sens de la recherche de réponses nouvelles », dit-il.

Telle une forteresse assiégée, la villa Moutretout de Jean-Marie Le Pen accueille, loin des caméras, les membres de l'état-major du Front national. Les journalistes, cantonnés sous une véranda d'un écran de télévision. Jean-Marie Le Pen est sorti de son silence à 21 heures pour dénoncer « les étonnantes injustices du scrutin majoritaire à deux tours » et regretter la défaite de Marie-France Stirbois, seule députée sortante du FN.

Enfin, les écologistes, déçus par les résultats du premier tour, se dit fier de son combat, au point d'assurer, malgré sa défaite, qu'elle fête ce soir-là... une victoire.

SYLVIA ZAPPI

Les résultats du second tour (chiffres du Monde)

	Métropole				Outre-mer				Total			
	Inscrits	% par rapport aux inscrits	% par rapport aux suffrages exprimés	Répartition en sièges (1)	Inscrits	% par rapport aux inscrits	% par rapport aux suffrages exprimés	Répartition en sièges	Inscrits	% par rapport aux inscrits	% par rapport aux suffrages exprimés	Nombre d'élus (1)
Inscrits	32 961 307				753 261				33 714 568			
Votants	22 334 158	67,75			441 721	58,64			22 775 879	67,55		
Abstentions	10 627 149	32,24			311 540	41,35			10 938 689	32,44		
Blancs et nuls	2 134 533				24 813				2 159 346			
Suffrages exprimés	20 199 625				416 908				20 616 533			
UDF	11 192 268	33,95	55,40		155 578	20,65	37,31		11 347 846	33,65	55,04	
dont RPR	5 634 676	17,09	27,89	191	106 947	14,19	25,65	9	5 741 623	17,03	27,84	200
et UDF	5 557 592	15,63	25,51	167	23 876	3,16	5,72	4	5 578 039	15,35	25,11	171
Maj. prés.	6 312 380	19,15	31,24	62	147 343	19,56	35,34	5	6 459 723	19,16	31,33	67
dont PS	6 036 216	18,31	29,88	51	106 963	14,19	25,65	2	6 143 179	18,22	29,79	53
FN	1 168 160	3,54	5,78	-	-	-	-	-	1 168 160	3,46	5,66	-
Ecologistes	37 491	0,11	0,18	-	-	-	-	-	37 491	0,11	0,18	-
Communistes	887 948	2,69	4,39	22	63 265	8,39	15,17	2	951 213	2,82	4,61	24
Divers droite	574 704	1,74	2,84	32	13 751	1,82	3,29	2	588 455	1,74	2,85	34

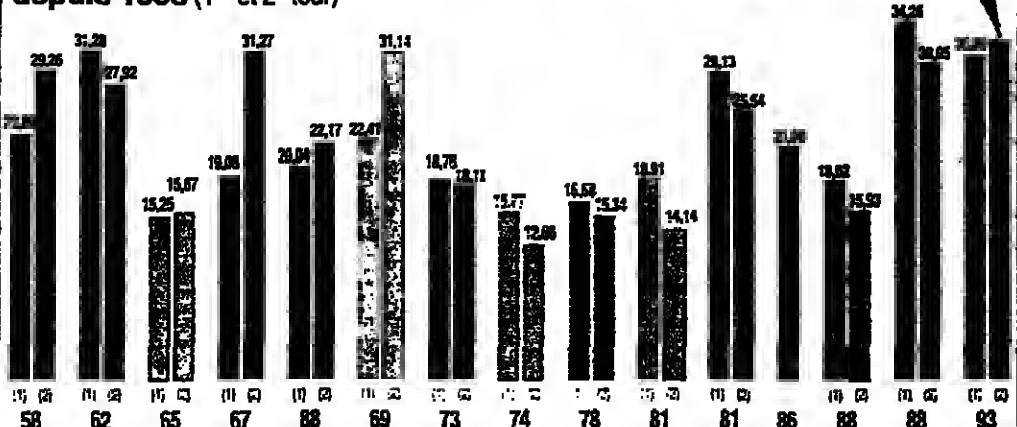
(1) Plus un divers (26 674 voix).

(2) Nationalistes : 36 971 voix.

La participation a régressé d'un tour à l'autre

Le « sursaut » espéré n'a pas eu lieu, ou du moins, il n'a pas été suffisant pour les candidats de gauche. L'abstention, qui était de 30,90 % dimanche dernier, progresse d'ailleurs légèrement et se fixe à plus de 32 %. Ce niveau élevé, qu'explique pour une très large part l'absence totale de suspense sur l'issue du vote, compte tenu des résultats du premier tour, n'a été dépassé qu'une seule fois depuis 1958 pour des élections législatives : au premier tour du scrutin de 1988.

Localement, on observe parfois une meilleure mobilisation de l'électorat, mais celle-ci permet rarement de combler le retard - elle a été insuffisante pour M. Michel Rocard dans les Yvelines -, ou bien elle sert autant la droite que la gauche. C'est notamment le cas en Haute-Vienne où la participation, pourtant supérieure de près de 10 points à la moyenne nationale, ne permet pas aux socialistes de conserver leurs quatre sièges.

L'abstention aux élections présidentielles et législatives depuis 1958 (1^{er} et 2^e tour)

UNE CHARTRE POUR L'EUROPE
L'UTOPIE
 DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".
 TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost
 Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.
 L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres.
 Le Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme,
 économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations
 internationales : Fédérations.
 UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
 UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original :
 titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode reliée de
 porcelaine. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
 LE LIVRE À OFFRIER : 250 F. franco.
 Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes
 par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou
 eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de
 A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE.
 Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi
 recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.16. Dédicace sur demande.



SECOND TOUR

etrouvé de Michel Noir

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Alpes-Maritimes : le jeune loup dévoré par les deux « mamies »

CANNES

de notre envoyé spécial

Est-ce l'excitation du suspense, le frémissement d'une victoire à l'approche ? Dimanche soir, Louise Moreau avait quelque chose d'un personnage comique dans sa démarche de maréchal en campagne, cet air renfrogné qui pouvait évoquer un Charles Pasqua en jupon, ce conformisme autoritaire d'une femme de carrière. Louise Moreau, mamie martiale et tout à coup, dans une pirouette à la Jacqueline Maillan, délicieusement sraignée, coquine, inattendue : « On a eu chaud aux fesses ! », dit-elle en frôlant la foule des supporters.

Imprévisible, elle se lève alors qu'elle est interrogée en direct depuis son bureau de la mairie de Mandelieu (Alpes-Maritimes) par France 3, tout simplement excédée par la question sur ses intentions en 1995. Elle se rassort pour les autres journalistes, livre ses commentaires, terriblement sérieuse, classique, langue de bois, puis se relève, n'en pouvant plus, toujours dans les sursauts : « Mais quand est-ce qu'on va le boire, ce coup ? »

« Je n'ai pas les résultats officiels », se répète-t-elle avec une gaieté qui lui fait presque chanter. Louise Moreau se parle à elle-même. Qu'importe : le massacre de la Croisette n'a pas eu lieu. Elle, la grand-mère fière de l'être, l'ancienne résistante au service Action pendant la seconde guerre mondiale, devenue maire de Mandelieu il y a vingt-deux ans, députée de la huitième circonscription depuis quinze ans, a eu raison de ce duel fratricide, aussi incroyable qu'incompréhensible.

Elle a tenu bon du haut de ses soixante-douze ans face à l'arrogance de ce jeune loup de Michel Mouillot, issu de la même famille politique, initialement prévu pour être son successeur et qui, trop pressé, a choisi de faire cavalier seul, de provoquer une primaire sanglante et une vilaine tache dans le paysage local. Deux candidats de l'UDF s'affrontant au second tour, l'un excommunié par les états-majors nationaux mais épaulé par deux ténors locaux, le député de Fréjus, l'ami de toujours, François Léotard, et

le président du conseil régional Jean-Claude Gaudin, l'autre candidate officielle de l'UDF, soutenue par ses ténors et par l'extrême droite pour résister à la « tornade Mouillot » et à sa formidable machine de campagne.

« Neuf cents voix d'écart », Louise Moreau chante. « Merci les copains », descend le grand escalier de sa mairie avec une raideur digne et la certitude du vainqueur : « J'étais sûre que l'électorat me ferait confiance. Mais le combat a été dur. » Et dans son bureau, elle serre dans ses bras une femme du même âge qui lui sourit. Anne-Marie Dupuy, ancienne directrice du cabinet de Georges Pompidou, ancien maire de Cannes, jubile. « Il n'aura pas tué les deux vieilles dames », s'exclame Louise Moreau, en la regardant.

« Kennedy d'opérette »

L'homme était arrivé, totalement inconnu, avec sa tête de play-boy, son expérience de directeur de marketing chez Pernod-Ricard, de professionnel de la communication politique chez « Léo » et de la publicité lorsqu'il prit la présidence de la région Espace 3 de FR 3. Courant après le mythe d'un Kennedy de la Côte d'Azur, « Kennedy d'opérette, oui », ironise Louise Moreau. Michel Mouillot avait su jouer, aux municipales cannoises, sur sa jeunesse – aujourd'hui quarante-neuf ans – la nécessité de renouveler le personnel politique et le besoin pour une région comme celle de Cannes d'être plus à la hauteur de la réputation : « moderne », festive, médiatique, à travers un maire qui – il pouvait le promettre – s'attachait à faire partir sa ville et lui.

Un jeune loup au pays des vieilles dames. Michel Mouillot avait réussi à croquer la première au prix d'une campagne financière-

ment coûteuse, d'un quadrillage systématique de la vie associative et des corporations professionnelles, d'un positionnement sur l'insécurité qui n'avait rien à envier aux thèses du Front national et d'un ton généralement très agressif, voire polémique, à l'égard de la personne de M^{me} Anne-Marie Dupuy et de son âge.

Fort de sa victoire aux municipales, de son élection à la vice-présidence du conseil régional et de la chute du médécisme dans le département, Michel Mouillot n'aurait rien fait de la deuxième dame en lice – Louise Moreau – qu'une bouchée lui permettant de devenir l'homme fort du département.

Reprenant les mêmes méthodes de combat, surfant cette fois-ci, après l'insécurité, sur la vague écologiste au prix d'affiches « Mouillot, ma région verte », fondant ses espoirs sur la forte proportion d'électeurs cannois (80 %) que compte la circonscription, Michel Mouillot a pu décliner, une fois encore, des variations autour de l'âge du capitaine et de la nécessaire relève de la jeune génération, n'hésitant pas à déclarer à l'Express : « Sous des allures de vieille dame digne, Louise Moreau est une hystérique. »

Louise Moreau répondit, elle, par une affiche lourde de sous-entendus, appelant les électeurs à privilégier « une image intégrale plutôt qu'une image floue ». N'hésitant

pas à s'interroger sur l'origine de « tout cet argent » dont a bénéficié Michel Mouillot pour sa campagne, Louise Moreau a martelé ce thème de l'honnêteté, de la « probité », au moment où son rival se trouvait de plus en plus impliqué dans l'affaire Botton au point d'être mis en examen le 15 mars, sommé de s'expliquer sur les salaires qu'il percevait de l'homme d'affaire lyonnais.

La bête noire du Front national

Cette mise en cause a-t-elle été fatale au « jeune » homme pressé ? En tout cas, elle n'a pas joué dans le sens inverse, comme l'espéraient ses partisans prêts à miser sur l'effet « martyr » que cette décision de justice aurait pu susciter à quelques jours des élections dans une région habituée à de semblables compassions.

Le retrait du candidat du Front national, Albert Peyron, au second tour aura été, sans aucun doute, beaucoup plus déterminant dans la mise en échec de Michel Mouillot, devenu la bête noire du FN local. Albert Peyron, qui a comptabilisé 19,21 % au premier tour, faisait partie de ces exceptions à la consigne nationale du parti de Jean-Marie Le Pen, qui était de maintenir ses candidats dans des triangulaires, quels que soient les autres candidats en lice. Sans donner pour autant de consigne de

vote précise, l'insistance mise par Albert Peyron à se démettre et le peu de mystère qu'il fit de sa volonté de faire barrage à tout prix à Michel Mouillot – qui figurait avec Bernard Stasi sur la liste des hommes à battre, du FN – fit l'effet d'un ralliement à Mada-e me député sortant.

Celle-ci ne pouvait, dimanche soir, que protester énergiquement afin de se débarrasser de ce cadéan certes empoisonné, mais fort précieux dans sa course à la victoire : « C'est ridicule. Tout le monde sait que je n'ai jamais passé d'accord avec M. Peyron, je n'ai pas rencontré M. Le Pen. Les gens me connaissent, ils connaissent mon passé, ils savent que sur ce plan-là, je n'ai jamais changé de conviction », dit-elle, avec, accrochée au corsage, la rosette de la Légion d'honneur qui lui a été décernée à titre militaire pour ses faits de résistance.

Peut-être la stratégie du dissident du Parti républicain consistant à accuser ses adversaires d'être trop vieux pour être efficaces a-t-elle finalement, par ses excès, froissé un électorat dont près de la moitié, dans cette circonscription, a plus de soixante ans. Même si le maire n'a jamais ménagé ses efforts pour offrir des thés et visiter très régulièrement et les cercles des anciens.

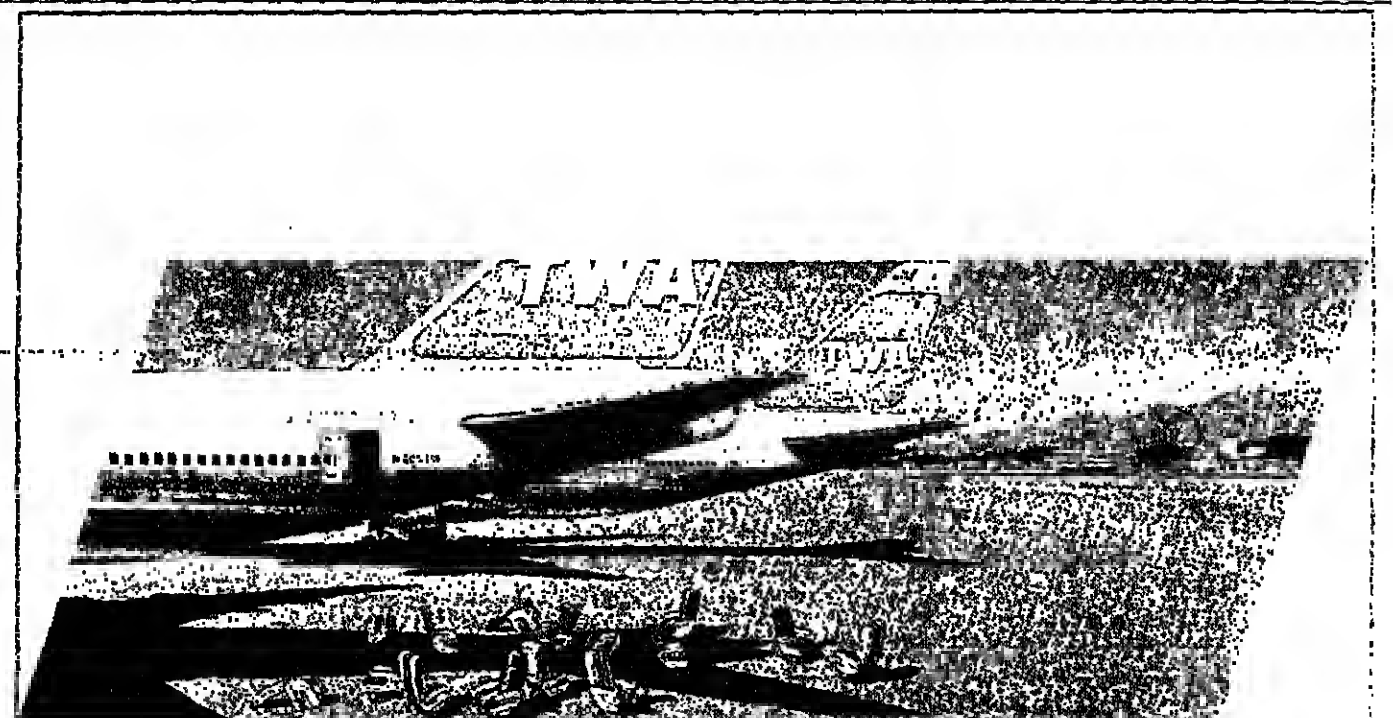
Michel Mouillot a préféré garder le silence dimanche soir. Absent de sa mairie, invisible aux deux per-

manences du PR cannois où ses amis, peu nombreux, n'ont bu que du « blanc de blancs » et mangé des sandwiches au pâté, Michel Mouillot a fui les micros et les caméras dont il est pourtant un familier. Son adjoint à l'urbanisme, Yves Padi, décidément très enclin à la métaphore américaine, peste que, « à l'époque de Clinton, la société française ne soit pas mûre pour ouvrir la porte à des hommes nouveaux ».

A quelques kilomètres, Anne-Marie Dupuy, elle, ne cache pas son soulagement de voir que le scénario des municipales cannoises ne s'est pas reproduit. « Ce n'est pas une vengeance mais je suis satisfaite de voir qu'il ne suffit pas à un jeune de dire simplement parce qu'on est ancien – ôte-toi de là que je m'y mette – et de gagner à coup de bluff et de paillettes. »

Louise Moreau chanteonne toujours de sa voix aiguë, insiste : elle ne veut pas absolument pas boire de champagne mais du Perrier. Elle reprend une cigarette et retrouve son ton grave, plus habituel, pour dire combien elle est heureuse de voir que « les Provençaux ont déjoué l'intox et ne s'en laissent pas compter ». Les mamies vont encore faire de la résistance...

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX



POUR VOUS DONNER PLUS D'ESPACE DANS NOTRE NOUVELLE COMFORT CLASS, NOUS DEVIONS FAIRE LE VIDE !

TWA reconçoit l'aménagement de tous ses appareils afin de vous offrir encore plus de confort et vous présente sa nouvelle Comfort Class.

En effet, nous supprimons jusqu'à 6 rangées de sièges en classe économique ce qui vous permet de bénéficier de près de 50% d'espace en plus, et nous ajoutons des repose-pieds* pour optimiser votre bien-être.

Les boissons et notre programme de divertissements offerts sur nos vols transatlantiques agrémenteront d'autant votre voyage.

De plus, notre programme de fidélisation FFB particulièrement attrayant vous donne très vite droit à des surclassements et des billets gratuits.

Pour tout renseignement complémentaire concernant notre nouvelle Comfort Class, appelez dès maintenant votre agence de voyages, TWA au 49 19 20 00 ou appez 3615 TWA.

Nous sommes persuadés que vous apprécierez ces centimètres supplémentaires lorsque vous effectuerez des milliers de kilomètres.

TWA Le meilleur du confort.

Installation des repose-pieds en cours, effective dès juin 93 (non applicable à certains sièges dont ceux situés aux issues de secours).

FERNAND BRAUDEL

La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II.

Un monument superbe, dur comme un roc, étincelant.

Georges Duby

Braudel a été un bâtisseur d'empires.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ce sont des pages qui n'existent nulle part ailleurs, d'une beauté inimitable.

La Méditerranée, c'est Braudel.

Pierre Chaunu

55 F le volume, 163 F le coffret.

UNE CHARTRE POUR L'EUROPE

L'UTOPIE

« L'UTOPIE » est un livre qui a été écrit par un homme qui a vu la vie à travers les yeux d'un enfant. C'est un livre qui a été écrit pour les enfants, mais qui a été lu par des adultes. C'est un livre qui a été écrit pour les adultes, mais qui a été lu par des enfants. C'est un livre qui a été écrit pour tous, mais qui a été lu par tous.

LE SECOND TOUR

La soirée électorale à la télévision et à la radio

L'abbé Pierre, élu des exclus

Alain Prost est, peu avant 20 heures, le premier battu de la soirée. TF1, qui s'annonce en compétition de formule 1 et les élections législatives, quitte le circuit du Grand Prix automobile du Brésil juste avant la cérémonie du podium de Sao Paulo, ce dimanche soir 28 mars, pour rejoindre les circonscriptions françaises.

Autour de l'autre « podium », celui des marches conduisant au Palais-Bourbon, le risque est grand de commentaires convulsifs. Le résultat n'est-il pas globalement connu depuis une semaine et tous les arguments n'ont-ils pas déjà été rebattus ? La « tolérance » et le « rassemblement » à droite, la « reconstruction » et l'« espoir » à gauche font florès sur toutes les chaînes. Majorité ou opposition, ex ou nouvelle, le ton est à la modération.

De ce débat poétique sur l'« alternance civilisée », meo entre élus d'hier ou d'aujourd'hui, seuls s'écarteront les cailloux de tous genres : les petits partis privés d'hémicycle par le mode de scrutin majoritaire, les ultras de la droite privés de restauration par la cohabitation, mais aussi, plus largement, les acteurs de la société civile, et les perdants de la pauvreté, des gilets de Linoges qui « chantent mais ne votent pas », sur France 3, eux sans-logis dont l'abbé Pierre se fera l'avocat passionné sur France 2.

Mais place d'abord aux sondages, aux estimations, aux questions. La droite déborde d'humilité. Nicolas Sarkozy, député RPR de Neuilly-sur-Seine, parle sur TF1 d'une « immense joie », mais

enjoint aussitôt de « ne pas céder à la facilité », car il faut « tolérance, mesure, équilibre » afin de « gouverner pour tous les Français ». Sur France 2, l'UDF François Bayrou égrène en écho : « Ce n'est pas un bonheur triomphaliste ou méprisant, c'est un bonheur profond. Mais il faut éviter les pièges classiques de la victoire et respecter ceux qui dans l'opposition traduisent aussi une partie de l'opinion de la France ».

La faute de goût de Dominique Baudis

Le RPR Jacques Toubon ne s'estime « pas du tout grisé. Le mot triomphe est usurpé. Nous sommes satisfaits, investis d'une mission. Il y a autant de devoirs que de droits pour ceux qui ont gagné ». Jusqu'à Bernard Tapie, qu'on a connu plus pugnace, qui de Marseille se fait le chantre du consensus : « Il faut tout faire pour que les choses se passent bien : la France n'a pas besoin de victoire électorale, c'est la première fois que j'entends le mot "victoire" », remarque Michel Rocard, qui sur France 2, placé entre Ségolène Royal et Elisabeth Guigou, a rendu soudain muettes les deux ministères à la répartition pour tout dire.

Dans ce concert de reteaux, la candidature de Dominique Baudis au « perchoir » de l'Assemblée nationale surgit comme une faute de goût. « Une initiative person-

nelle », se hâte de dire Nicolas Sarkozy. « Nous n'avons pas examiné les questions de personnes, explique avec une pointe d'agacement Valéry Giscard d'Estaing, l'histoire politique n'est pas seulement la course aux places ». L'ancien président de la République, qui n'a que la France en tête, préfère mettre en avant deux valeurs : « La démocratisation et la poursuite de l'Union de l'Europe » avec une « majorité équilibrée ».

« Et vos projets personnels ? », lui demande-t-on. « Écoutez, attendez demain », répond-il.

TF1 n'attend guère, elle, pour détailler la « monarchie » qui doit mener Édouard Balladur à l'Élysée. Les conditionnels s'estompent vite, les rappels de la liberté que laisse la Constitution au président de la République se font plus muets. D'ailleurs, un sondage d'opinion publié par le RPR, François Jost de l'ancien ministre d'État le « meilleur premier ministre » devant Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard, à égalité avec 14 %.

« Ça ne va pas photo, commente-t-il, c'est la "la" », commente PPDA. Le même, rappelant le résultat de Pierre Bérégovoy, note que les deux hommes ont l'habitude de se suivre, « déjà, au ministère des finances, en 1986 ».

Graud absent des écrans, Édouard Balladur est présent sur toutes les lèvres, pour des allégations plus ou moins discrètes dans les rangs du RPR comme dans ceux de l'UDF. Et déjà l'on commente les sondages sur la prochaine épreuve, la présidentielle, avec des chiffres douaniers Jacques Delors mieux placé que Michel Rocard au second tour, face à Jacques Chirac dominant Valéry Giscard d'Estaing à droite.

En effet écraser ses vainqueurs... Et son lieutenant Bruno Mégret de sonner la charge contre l'immigration et le mode de scrutin.

A l'autre bout du spectre politique, les écologistes se lamentent de la même façon... quand on les laisse parler. Dominique Voynet dénonce la « démocratie de plomb » de cinq cents députés UDF. Jacqui Lang est presque d'accord sur ce dernier point : en direct de Blois, il « réprovoque ce mode de scrutin qui permet à quarante pour cent des électeurs de choisir quatre-vingts

Mais c'est dès ce dimanche soir que la « société civile » tente d'intervenir. TF1 a rassemblé des salariés de Potain, pour parler de l'emploi. Jacques Toubon leur répond de la même façon. France 2 n'a pas voulu laisser le terrain aux seuls hommes politiques, en invitant plusieurs « grands témoins ». Il y a là Judith, une étudiante de vingt-trois printemps censée représenter « la génération Mitterrand » ; un jeune JO d'instruction, une enseignante, ou jeune réalisateur remarqué d'« Envoyé spécial », une

pour cent de mal logés et de ces trois millions de chômeurs. C'est complètement dingue : la France est un des pays les plus riches du monde, c'est une championne, le monde entier la regarde et elle o se chancre sur la jambe ».

Cette interpellation émue provoque une brusque rupture de ton sur le plateau de France 2. Les invités politiques, qui représentaient à cet instant l'ensemble du paysage politique français — Pierre Méhaignerie, Philippe Séguin, Pierre Zarka, Martine Aubry, Bruno Mégret, — baissent tous la tête, silencieux, soudain mal à l'aise. On dirait des enfants pris en faute, stupéfaits par la honte.

Cela empêche pas l'abbé Pierre d'enfoncer le clou en rappelant à ces messieurs de la politique une suite de leurs missions : « Je suis lyonnais ; on peut préférer risquer un siège que son âme et cela peut être payant ; Michel Noir le prouve. Mais attention ! Le Pen l'a dit tout à l'heure : s'ils ne réussissent pas, ce sera au tour du Front national de jouer sa carte et il le fera par la voie électorale. Nous savons comment le pire est arrivé dans un pays qui est maintenant notre partenaire européen. Je suis malheureux que douze pour cent des Français se fassent duper par quelqu'un qui édite des chants nazis. Il y en a marre ! »

Une question à 1 milliard de francs

L'ancien député rend hommage aux parlementaires, mais « plus par l'intérêt général que par leur propre intérêt », avant d'appeler à la création d'un comité « SOS Amis de la hussière » pour éviter les expulsions. « Vous avez déjà vu les pleurs d'une mère devant sa famille et ses meubles à la rue ? », lance-t-il à son auditoire pétrifié. Puis le vieil homme de Dieu en colère explique qu'il lui faut « s'étendre, sinon le docteur (le) gendarme ».

Il est minuit. Le « docteur » Sarkozy détaille sur France 3 ses mandats pour la justice, en réponse à trois questions du juge Jean-Pierre sur l'indépendance, les moyens de la magistrature et la réforme de la procédure pénale : « Il faut réformer le Conseil supérieur de la magistrature ; suspendre l'application de la réforme Vauzelle ; avec 1 milliard de francs par an, on sortira la justice de ses problèmes matériels. » Ce chiffre avise le journaliste François Hollande à l'ironie : « A 1 milliard de francs la question, j'espère pour le futur gouvernement qu'il n'y a pas trop de catégories socioprofessionnelles représentées dans la salle... »

MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES LABBÉ

« Le Monde » sur TV 5

Rue Falguère, à Paris, le Monde et TV 5, la chaîne francophone diffusée en Europe, au Canada et en Afrique s'étaient associées pour confronter en direct, comme ils l'avaient fait le dimanche précédent, de 19 h 30 à 23 h 30, les points de vue des journalistes des deux rédactions et de plusieurs invités sur les conséquences internationales du second tour de scrutin.

Le débat, animé par Philippe Dessaint et Alain Rollat, a mis ainsi en présence, notamment, André Fontaine, Bruno Frappet, Jean-Marie Colombani, Daniel Vernet, Erik Izraelievitch, Thomas Ferenczi, Michel Tatu, Jean-Pierre Langellier, Philippe Lamirault, Anne Chaussebourg, Patrick Jarrault, Olivier Biffaud, Daniel Caron, Jean-Louis Sarr, Eric Le Boucher, Jan Krause, Serge Marli, Laurent Zaccchini, Jean Plantu, et d'autre part,

René Rémond, Jean-Luc Parodi, Olivier Duhamel, Clinton Archibald, Alfred Grosser, professeurs en sciences politiques, Michel Jobart, ancien ministre, Bronislaw Garemek, député de la Diète polonaise, Amade Dieng, secrétaire général de la commission internationale des juristes, Michel Wiernikowski, sociologue, Hans Stark, universitaire, Axel Krause, correspondant à Paris de l'International Herald Tribune, Enrico Benedetto, correspondant de la Star, Ludwig Siegle, correspondant de die Zeit.

Les débats ont été essentiellement consacrés aux effets prévisibles (ou imprévisibles) du changement de majorité sur la gestion des affaires de la Communauté européenne, sur les relations franco-allemandes, sur les rapports Est-Ouest et sur les relations Nord-Sud.

pour cent des députés », avant d'appeler à « redonner espoir ».

L'espoir, c'est bien à quoi se raccroche la gauche. Le PCF, par l'intermédiaire de Philippe Herzig, appelle à « un immense travail pour ouvrir des perspectives, redécouvrir ses fondements, dialoguer sans concessions avec toute la gauche ». Sur France 2, le PS a fait donner ses bataillons de charme, avec le trio Royal-Guigou-Aubry, les deux premières venues de vert pâle, le troisième d'une étoffe multicolore.

Tous baissent la tête

Rejetés sur les berges par la défaite UDF, les socialistes restent désemparés. Les journaux, « il faut faire de la politique autrement » (Elisabeth Guigou). « Il faut réfléchir à une social-démocratie, reconstruire » (Dominique Strauss-Kahn). « Ce pays a besoin de la gauche : la solidarité, la lutte contre l'exclusion, on va y travailler dès demain » (Martine Aubry).

Une vingtaine de professionnels de la presse siègeront au Palais-Bourbon

Plusieurs députés issus des milieux de la presse audiovisuelle ou écrite ont été élus. Tel est le cas de : M. Michel Péricard, ancien directeur adjoint de la première chaîne de télévision (1972-1974), ancien directeur de l'information de Radio-France (1974-1977), réélu député RPR des Yvelines ; M. Dominique Baudis, ancien journaliste-présentateur de FR3, qui retrouve le siège de député UDF-CDS de Haute-Garonne qu'il avait abandonné en octobre 1986 ; M. Alain Maréchal, ancien chef du service politique de la Nation, l'ancien organe quotidien du RPR, réélu sous l'étiquette du parti de Jacques Chirac dans le Cantal ; M. Jean-Paul Charé (RPR), directeur du Courrier du Loiret, réélu dans le Loiret ; M. Guy Hermier (PCF), directeur de Révolution et président du comité de direction de la Marseillaise, réélu dans les Bouches-du-Rhône.

Parmi les nouveaux élus figurent M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF-PSD, Paris), ancien directeur général de France-Soir, et M. François Baroin, journaliste à Europe 1, le benjamin du Palais-Bourbon, puisque le fils de Michel Baroin (ex-président-directeur général de la FNAC et de la

Garantie mutuelle des fonctionnaires, décédé), élu sous l'étiquette RPR dans l'Aube, n'est âgé que de vingt-huit ans.

Neuf députés du groupe Hersant

Mais le groupe de presse le plus représenté à l'Assemblée nationale reste celui de M. Robert Hersant. Avec neuf députés, il gagne deux sièges par rapport à la précédente législature. Ces législatives ont en effet permis la réflexion ou l'élection de six membres du groupe Hersant, proprement dit — MM. Gautier Audouin, Philippe Mestre, Alain Griotteray, Alain Peyrefitte, Bertrand Cousin, Bernard Saugy — et de trois proches : MM. Louis de Broissie, Philippe Vasseur et Pierre Lellouche.

Directeur général de Publi-Print-Région, la filiale publicitaire des quotidiens régionaux et locaux du groupe Hersant, M. Gautier Audouin (RPR) retrouve son fauteuil de député de la Somme ; M. Philippe Mestre, président de la SERPO, qui publie le quotidien nantais Presse-Océan (présent dans le groupe depuis plus de trente ans) a été réélu député UDF-PR de Vendée, tandis que M. Philippe Vasseur, qui fut directeur de la

rédaction du Figaro Économie, a été réélu sous le bannier UDF-PR dans le Pas-de-Calais.

Au second tour, M. Alain Griotteray, éditorialiste et délégué du Figaro Magazine et retrouvé son fauteuil de député UDF-PR du Val-de-Marne, tandis que M. Alain Peyrefitte, président du comité éditorial du Figaro, a été réélu sous l'étiquette RPR en Seine-et-Marne. Bernard Saugy (UDF-PR, Isère) est directeur général adjoint du groupe Le Progrès (Lyon) et directeur de Lyon-Matin. M. Bertrand Cousin, directeur général adjoint de la Socpresse (société éditrice du Figaro, de France-Soir, du Progrès, etc.) a été élu sous l'étiquette RPR dans le Finistère, après avoir obtenu un mandat similaire dans les Côtes-d'Armor, de 1986 à 1988. En Côte-d'Or, M. Louis de Broissie, directeur du Bien public, entré il y a peu dans le groupe Hersant, a été réélu sous l'étiquette UDF-PR. Quant à M. Pierre Lellouche, éditorialiste au Figaro, au Point et à Newsweek, vainqueur de M. Dominique Strauss-Kahn dans le Val-d'Oise, il fait partie des nouveaux élus du RPR.

Y.-M. L.

En zappant sur la bande FM

« Je retourne ma veste... »

Elles sont filles de la génération Mitterrand. L'une d'entre elles s'appelle même « Ici et maintenant » (88,2). Nées dans la vague rose de 1981, elles se sont souvent gonfiées de publicité et ont soigneusement tissé leurs réseaux comme des toiles. Elles ont aussi changé de mots. Qui aurait cru que, pour dire « Au revoir à la gauche », dimanche 28 mars, Business-FM (96,4), la radio c tout éco tout info de René Tendon et Patrick... Filloud, aurait tenu la vedette avec... Radio-Tour-Eiffel (95,2), la station FM de Jacques Chirac ?

Les radios de la bande FM font comme il leur chante. Ni Chérie, ni Nostalgie, ni NRJ, pour laquelle des milliers de jeunes descendront négativement dans la rue, n'ont donné à ce second tour des législatives une emphase spécifique. Skyrock, mère de tous les dévergondages, s'est abstenue d'égaler le ton de son PDG, Pierre Bellanger, candidat de Génération Ecologie, avait été boudé par les électeurs, le dimanche précédent, dans la première circonscription du Nord.

« Une soirée électorale ? », Benoît Sillard, patron de Fun Radio, avait prévu de traiter l'événement avec humour : « des flashs, comme d'habitude, et peut-être, ici et là, « Je retourne ma veste », avec Jacques Dutronc... » Belle contre-programmation.

Les radios musicales se sont abstenues. D'autres, en revanche, ont mis les bouchées doubles. BFM, la radio des traders et des gens de finance, a tenu de donner, dès 19 h 59 — « puisque les idées balancent toujours un peu à l'avance » — une lecture politique de ce qui se passe sur le plan économique. Philippe Marini, sénateur RPR de l'Oise, y fut invité à discourir sur l'emploi. « Si la tendance ne s'inverse pas en terme de progression du chômage, l'opinion risquerait d'évoluer dans un sens défavorable à la majorité qui vient de se dégarer ce soir », risque cet économiste.

Repris depuis Blois, Jack Lang le coupe pour parler d'un « mini-sursaut de la gauche. Le journaliste François Poncet juge le ministre de l'éducation nationale et de la culture « très optimiste ».

Tour-Eiffel et Radio-Shalom, à deux pas, (94,8) furent les stations les plus « pros ». Sur la

fréquence nocturne de Radio-Communauté-Judique FM, il y eut des invités, des débats, des envoyés spéciaux dans tous les sièges des partis, mais aussi et surtout, bien sûr, à Sarkozy... Une douce voix expliqua que Dominique Strauss-Kahn « était très jeune et très brillant », comme Pierre Lallouche, d'ailleurs. Chacun avait un handicap et un atout différent. Le premier avait pour lui « le désaveu de la gauche mais les beaux yeux bleus de sa femme » ; le second était percheur, mais était « un jai de Tunis, ce qui, ici, à Sarkcelles, est très important ».

Pas de « big bang »

Après un long euphémisme, Dominique Strauss-Kahn fut annoncé battu. Il était trop tard pour se réjouir, ou pour pleurer. D'ailleurs, lors d'un débat, Jean Kahn, président du CRIF, avait conclu que « à voir la façon dont Roland Dumas a traité Israël », on avait plutôt « vu bien, et en tout cas pas de mal à espérer » de la nouvelle majorité.

Seule Fréquence-Paris-Plurielle (106,3), jusque tard dans la nuit, s'inquiète, avec des militants associatifs, d'une possible remise en question du droit d'association pour les immigrés.

A partir de 23 heures, la musique monopolisa partout les antennes et il n'y eut là rien que de très logique puisque « la musique adoucit les mœurs ». Ce fut tout de l'opéra pour Fréquence-Gala (98,2). De toute façon, en France, tout finit toujours par une chanson, rappelle un invité de Radio-Courtoisie (95,6), laquelle ne s'intéresse, ce dimanche soir 28 mars, qu'aux « dernières nouvelles en Bourgogne ».

La FM veut donc une nuit très sage. Mais fut-ce à cause de la défaite de Michel Rocard à Confians-Sainte-Honorine, subie par l'ancien premier ministre malgré le renfort, jeudi dernier, de son ami Bernard Kouchner ? Toujours est-il que Nova (101,5), l'enfant de Jean-François Boix et de Michel-Antoine Burrier, qui quitte naguère la plus inventive des radios, ne fit entendre la moindre flash, le moindre son de voix. Son standard sonnait même dans le vide : il fallut se rendre à l'évidence : sur les ondes non plus il n'y avait pas le moindre « big bang ».

ARIANE CHEMIN

Le « Bébête Show » bras armé de TF1

Séul Philippe de Villiers résiste encore, envers et contre tous, à la cohabitation, voyant dans la victoire très large » une « véritable motion de censure populaire pour le président » et assurant qu'« un gouvernement de cohabitation avec François Mitterrand échouerait, car le gouvernement n'est pas une éponge, et la Constitution un chiffon de papier ».

« Monsieur de Villiers fait toujours dans la dentelle, ce qui est le propre des vicaires », lui lance, assassine, Ségolène Royal.

Le « Bébête Show » s'interroge, lui aussi, sur la cohabitation : devait-elle, l'oiseau Chirac, mais d'un porte-voix comme l'écaille-grenouille de quitter les lieux. Reus de l'intéressé. Proposition de Pasqua-le-morose : faire chanter Line Renaud. « Inhumain ! », juge Chirac. Mais surtout inefficace, constate le pélican Balladur, car « l'obstination de ce républicain chymène touche à la paranoïa ». Jacques Toubon propose alors « la dernière chanson de Dorothée ». « Abroce, mais je reste », rétorque le Dieu élyséen, qui reste aux trébuchets de la télévision pour les confats de TF1. Mais François Mitterrand n'a-t-il pas fait savoir, mercredi dernier, lors du dernier conseil des ministres, qu'il ne voulait remettre son épée de « général vainqueur » à Jacques Chirac, ni à Valéry Giscard d'Estaing, ni à « Bouygues-TF1 » ? N'a-t-il pas placé ainsi la première chaîne au rang d'adversaire politique ?

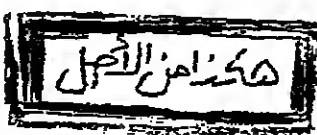
Au fil de la soirée, la carte des majorités départementales vire au bleu uni, les hémicycles en images de synthèse se remplissent. A chaque estimation de TF1, les socialistes gagnent cinq sièges, passant de soixante-quinze à quatre-vingts, puis quatre-vingt-cinq députés.

En revanche, le Front national voit ses espérances fondre. A 23 heures, il n'a plus de députés. Jean-Marie Le Pen a déjà dénoncé la « collusion entre les élus-majors du PC et de l'UPF », en avertis-

sant : « Cette victoire électorale peut

Le Monde ÉDITIONS
Où va l'État ?
La souveraineté économique et politique en question
pour le directeur de
Rene Lenor
et Jacques Lesourne
EN VENTE EN LIBRAIRIE

هذه من النسخة



LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les nouveaux élus...

MDR

Gilbert Baumet (Gard, 3^e), Jean-Pierre Soisson (Yonne, 1^{er}), Alfred Müller (Bas-Rhin, 3^e).

MRG

Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône, 10^e), Emile Zuccarelli (Haute-Corse, 1^{er}).

PC

Gilbert Biessey (Isère, 2^e), Rémy Auché (Pas-de-Calais, 11^e), André Gelin (Rhône, 14^e), Michel Grandpierre (Seine-Maritime, 3^e), Daniel Colliard (Seine-Maritime, 8^e), Maxime Gremetz (Somme, 1^{er}), Janine Jambin (Hauts-de-Seine, 11^e), Patrick Braouezec (Seine-Saint-Denis, 2^e), Paul Mascia (Val-de-Marne, 9^e), Paul Vergès (La Réunion, 2^e).

PPM

Camille Darsières (Martinique, 3^e).

PS

Louis Mexandeau (Calvados, 2^e), Jean-Claude Beauchaud (Charente, 4^e), Charles Josselin (Côte-d'Armor, 2^e), Louis Le Pen (Finistère, 8^e), Jean-Louis Idiat (Haute-Garonne, 8^e), Jack Lang (Loiret, 1^{er}), Martin Malvy (Lot, 2^e), Pierre Bérégovoy (Nièvre, 2^e), Bernard Davoine (Nord, 5^e), Jacques Mellick (Pas-de-Calais, 10^e), Serge Jannin (Pas-de-Calais, 10^e), Jean Glavaay (Hautes-Pyrénées, 2^e), Georges Sarre (Paris, 6^e), Ségolène Royal (Deux-Sèvres, 2^e), Paul Quilès (Tarn, 1^{er}), Jacques Guyard (Essonne, 1^{er}), Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis, 9^e), Laurent Cathala (Val-de-Marne, 2^e), Gilbert Annette (La Réunion, 1^{er}).

div. 2

Régis Fauchon (Nord, 12^e), Christiane Taubira-Delano (Guyane, 1^{er}).

RPR

Jean-Claude Lamant (Aisne, 1^{er}), Pierre-André Périssol (Allier, 1^{er}), Pierre Rinaldi (Alpes-de-Haute-Provence, 1^{er}), Pierre Delmar (Alpes-de-Haute-Provence, 2^e), Henriette Martinez (Alpes-Hautes-Alpes, 1^{er}), Gaston Franco (Alpes-Mari-

times, 5^e), Jean-Marie Roux (Ardèche, 3^e), François Baroin (Aube, 3^e), Daniel Arata (Aude, 3^e), Renaud Muselier (Bouches-du-Rhône, 5^e), Bernard Lecela (Bouches-du-Rhône, 7^e), Jean-Bernard Raimond (Bouches-du-Rhône, 14^e), André Fanton (Calvados, 3^e), Henri de Richemont (Charente, 3^e), Jean-Louis Léonard (Charente-Maritime, 1^{er}), Serge Lepeltier (Cher, 3^e), Raymond-Max Aubert (Corrèze, 1^{er}), Bernard Murat (Corrèze, 2^e), Alain Suguenot (Côte-d'Or, 5^e), Christian Daniel (Côte-d'Armor, 1^{er}), Marc Le Fur (Côte-d'Armor, 3^e), Bernard de Froment (Creuse, 1^{er}), François Roussel (Dordogne, 1^{er}), Frédéric de Saint-Sernin (Dordogne, 3^e), Jean-Jacques de Peretti (Dordogne, 4^e), Claude Girard (Doubs, 1^{er}), Monique Rousseau (Doubs, 3^e), Jean Geney (Doubs, 4^e), Patrick Labaune (Drôme, 1^{er}), Catherine Nicolas (Eure, 2^e), Jean-Claude Aspie (Eure, 5^e), Gérard Cornu (Eure-et-Loir, 1^{er}), Gérard Hamel (Eure-et-Loir, 2^e), André Angot (Finistère, 1^{er}), Bertrand Cousin (Finistère, 2^e), Alain Daniel (Gard, 5^e), Robert Huguier (Haute-Garonne, 2^e), Jean Diebold (Haute-Garonne, 4^e), Grégoire Carneiro (Haute-Garonne, 5^e), Yves Rispat (Gers, 1^{er}), Gérard Castagnères (Gironde, 3^e), Philippe Dubourg (Gironde, 9^e), Jean-Claude Bureau (Gironde, 10^e), Bernard Serrou (Hérault, 2^e), Yvonne Jacob (Ille-et-Vilaine, 2^e), René Chabot (Indre, 3^e), Philippe Briand (Indre-et-Loire, 5^e), Alain Carignon (Isère, 1^{er}), Philippe Langenieux-Villard (Isère, 5^e), Michel Hannouin (Isère, 9^e), Jacques Pélissard (Jura, 1^{er}), Louis Lauga (Landes, 1^{er}), Patrick Martin-Lalande (Loiret, 2^e), Etienne Garnier (Loire-Atlantique, 8^e), Georges Richard (Lot-et-Garonne, 2^e), Jean-Claude Lemoine (Manche, 1^{er}), Jean-Claude Etienne (Marne, 2^e), François Cornut-Gentille (Haut-Marne, 2^e), François Guillaume (Meurthe-et-Moselle, 4^e), François Grosdidier (Moselle, 1^{er}), Simone Rigault (Nièvre, 3^e), Colette Codaccioni (Nord, 1^{er}), Thierry Lazard (Nord, 6^e), Michel Ghysel (Nord, 7^e), Christian Vanne (Nord, 10^e), Emmanuel Dewes (Nord, 13^e), Marie-Françoise Goumay (Nord, 15^e), Jacques Verrier (Nord, 17^e), Claude Pringault

(Nord, 18^e), Alain Puyart (Nord, 24^e), Ernest Chemière (Oise, 3^e), Lucien Degauchy (Oise, 5^e), Yves Deniaud (Orne, 1^{er}), Claude Demassieux (Pas-de-Calais, 7^e), Jean-Jacques Delvaux (Pas-de-Calais, 8^e), Pierre Pascalon (Puy-de-Dôme, 4^e), Jean Guzy (Pyrénées-Atlantiques, 1^{er}), André Basens (Pyrénées-Orientales, 2^e), Gilbert Meyer (Haut-Rhin, 1^{er}), Michel Habig (Haut-Rhin, 7^e), Marc Fraysse (Rhône, 6^e), Jean-Claude Bahu (Rhône, 11^e), Jean-Paul Andiaux (Saône-et-Loire, 3^e), Jean-Marie Geveaux (Sarthe, 2^e), Antoine Joly (Sarthe, 3^e), Pierre Cocher (Sarthe, 5^e), Michel Bouvard (Savoie, 3^e), Bernard Accoyer (Haute-Savoie, 1^{er}), Anne-Marie Coudere (Paris, 3^e), Denis Merville (Seine-Maritime, 6^e), Alfred Trassy-Pailloques (Seine-Maritime, 10^e), Edouard Leveau (Seine-Maritime, 11^e), Pierre Quillet (Seine-et-Marne, 6^e), Charles Cova (Seine-et-Marne, 7^e), Jean-Pierre Cognat (Seine-et-Marne, 9^e), Jacques Myard (Yvelines, 5^e), Pierre Bédier (Yvelines, 8^e), Jérôme Bignon (Somme, 3^e), Joël Hart (Somme, 4^e), Philippe Bonnet (Tarn, 2^e), Bernard Carayon (Tarn, 4^e), Marie-Josée Roig (Vaucluse, 1^{er}), Thierry Mariani (Vaucluse, 4^e), Alain Marsaud (Haute-Vienne, 1^{er}), Evelyn Guilhem (Haute-Vienne, 2^e), Jacques-Michel Faure (Haute-Vienne, 3^e), Yves Van Haecke (Yonne, 2^e), Jean Rosselot (Territoire-de-Belfort, 1^{er}), Jean de Buisbue (Essonne, 3^e), Odile Molin (Essonne, 6^e), Jean Marsaudin (Essonne, 7^e), Georges Tran (Essonne, 9^e), Christian Dupuy (Essonne, 10^e), Jean-Jacques Guillet (Hauts-de-Seine, 8^e), Jean-Claude Abrioux (Seine-Saint-Denis, 10^e), Christiana Demuyck (Seine-Saint-Denis, 13^e), Daniel Dell'Agnella (Val-de-Marne, 12^e), Jean Bardet (Val-d'Oise, 3^e), Georges Mothron (Val-d'Oise, 5^e), Raymond Lamontagne (Val-d'Oise, 7^e), Pierre Lelouche (Val-d'Oise, 8^e), Pierre Piret (Maritime, 2^e), André-Louis Pihanet (La Réunion, 4^e), Jean Inventin (Polynésie-Française, 1^{er}), Jean Audier (Creuse, 2^e), Daniel Garrigues (Dordogne, 2^e), Jean-Michel Faugous (Yvelines, 11^e).

UDF

Jean Gravier (Allier, 2^e), Bernard Leroy (Eure, 4^e), Jean-Marie André (Gard, 2^e), Françoise de Veyras (Haute-Garonne, 6^e), Gilbert Barbier (Jura, 3^e), Daniel Soullage (Lot-et-Garonne, 3^e), Michel Fangeat (Puy-de-Dôme, 1^{er}), Jean-Marie Charrière (Puy-de-Dôme, 5^e), Pierre Albertini (Seine-Maritime, 2^e), Jean-Claude Lennir (Orne, 2^e), Harry Lapp (Bas-Rhin, 1^{er}).

UDF-CDS

Michel Vuhier (Ardennes, 1^{er}), Yvon Bonnot (Côte-d'Armor, 5^e), Arnaud Cazin d'Honnin (Finistère, 4^e), Jean-Pierre Bastiani (Haute-Garonne, 7^e), Marcel Roques (Hérault, 5^e), Yves Marchand (Hérault, 7^e), Michel Blandin (Indre, 1^{er}), Daniel Maundon (Loire, 4^e), Jean-François Chossy (Loire, 7^e), Pierre Héraud (Loire-Atlantique, 3^e), Charles-Amédée de Churson (Marne, 5^e), Jean-Pierre Punt (Pas-de-Calais, 5^e), Jeanine Buvaisin (Seine-Maritime, 1^{er}), Dominique Pallé (Deux-Sèvres, 4^e), Jean-Pierre Che (Tarn-et-Garonne, 1^{er}), Jean-Thérèse Abelin (Vienne, 4^e), Marie-Thérèse Buisseau (Ille-et-Vilaine, 6^e).

UDF-PR

Michel Godard (Morbihan, 5^e), Bernard Cullin (Allier, 2^e), Claude Malheur (Allier, 4^e), Amédée Imbert (Ardèche, 1^{er}), Philippe Mathat (Ardennes, 2^e), Daniel Picotin (Gironde, 11^e), Jean-Louis Bernard (Loiret, 3^e), Aloys Geoffroy (Meurthe-et-Moselle, 5^e), François Loos (Bas-Rhin, 3^e), Jean-Pierre Calvel (Rhône, 7^e), Didier Barial (Paris, 21^e).

Lalanne (Landes, 2^e), Yves Nicolin (Loire, 5^e), Annette Carré (Loire, 1^{er}), Yves Bonnet (Manche, 5^e), Pierre Lang (Manselle, 6^e), Didier Béguin (Nièvre, 2^e), Françoise Hostalier (Nord, 11^e), Hubert Bastant (Orne, 3^e), Michel Carreau (Puy-de-Dôme, 2^e), Gérard Boche (Puy-de-Dôme, 6^e), Gérard Trémège (Hautes-Pyrénées, 1^{er}), François Calvet (Pyrénées-Orientales, 3^e), Gérard Vaisin (Saône-et-Loire, 1^{er}), Gratien Ferrari (Savoie, 1^{er}), Charles Revet (Seine-Maritime, 9^e), Gérard Jeffray (Seine-et-Marne, 3^e), Pierre Carda (Yvelines, 7^e), Jacques Brossard (Deux-Sèvres, 1^{er}), Alain Gest (Somme, 6^e), Jacques Briat (Tarn-et-Garonne, 2^e), François Léotard (Var, 5^e), Yves Rousset-Ruand (Vaucluse, 2^e), Joël Sarrat (Vendée, 5^e), Eric Duboc (Vienne, 1^{er}), Jean-Pierre Thomas (Vosges, 4^e), Philippe Haullan (Val-d'Oise, 1^{er}), Christian Goumelen (Val-d'Oise, 2^e), Pierre Hellier (Sarthe, 1^{er}).

UDF-PSD

Charles Baur (Aisne, 2^e), Emmanuelle Bauquillon (Aisne, 4^e), Jean-Claude Decagny (Nord, 23^e), Joseph Klifa (Haut-Rhin, 5^e), Jean-Pierre Pierre-Blach (Paris, 19^e).

UDF-rad.

André Trigani (Ariège, 2^e), Xavier de Roux (Charente-Maritime, 3^e), Thierry Carnillet (Drôme, 2^e), Aymeri de Montesquiou (Gers, 2^e), Daniel Picotin (Gironde, 11^e), Jean-Louis Bernard (Loiret, 3^e), Aloys Geoffroy (Meurthe-et-Moselle, 5^e), François Loos (Bas-Rhin, 3^e), Jean-Pierre Calvel (Rhône, 7^e), Didier Barial (Paris, 21^e).

Jean-Jacques Delmas (Lozère, 1^{er}).

UPF

Alain Madalle (Aude, 2^e), Thérèse Aillaud (Bouches-du-Rhône, 16^e), UPF Arsène Lux (Meuse, 2^e), Alphonse Bourgasser (Moselle, 10^e), Charles Gheerbrant (Pas-de-Calais, 2^e), Jacques Féron (Paris, 20^e), Louis Guédon (Vendée, 3^e), Gérard Cherpin (Vosges, 2^e), François Vannson (Vosges, 3^e), Raul Bételle (Seine-Saint-Denis, 1^{er}), Jean-Louis Beaumont (Val-de-Marne, 1^{er}), Anicet Turinay (Martinique, 1^{er}).

CNI

Gabriel Deblock (Nord, 14^e).

UPF-CNI

Lucien Brenot (Côte-d'Or, 3^e).

div.

Alain Ferry (Bas-Rhin, 6^e).

div. 2

Claude Vissac (Ardennes, 3^e), Daniel Pennec (Côte-d'Armor, 4^e), Philippe Marin (Marne, 6^e), Jacques Le Nay (Morbihan, 6^e), Jean-Louis Barlin (Nord, 21^e), Jean Urbanik (Pas-de-Calais, 14^e), Frantz Taittinger (Hauts-de-Seine, 2^e), Edouard Chamougon (Guadeloupe, 3^e).

... et les réélus

14 PC. - Guy Hermier (Bouches-du-Rhône, 4^e), Jean Tardito (Bouches-du-Rhône, 9^e), Georges Hage (Nord, 16^e), René Carpentier (Nord, 19^e), Alain Bocquet (Nord, 20^e), Jacques Bruhnes (Hauts-de-Seine, 1^{er}), Muguette Jacquinot (Seine-Saint-Denis, 3^e), Louis Perna (Seine-Saint-Denis, 4^e), Jean-Claude Gaysot (Seine-Saint-Denis, 5^e), Jean-Pierre Bard (Seine-Saint-Denis, 7^e), François Asest (Seine-Saint-Denis, 11^e), Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne, 10^e), Georges Marchais (Val-de-Marne, 11^e), Ernest Moutoussamy (Guadeloupe, 2^e).

35 PS. - Jean-Pierre Balligand (Aisne, 2^e), Augustin Bonrepaux (Ariège, 1^{er}), Marius Masse (Bouches-du-Rhône, 8^e), Henri d'Attilio (Bouches-du-Rhône, 12^e), Pierre Garmendia (Gironde, 4^e), Pierre Ducout (Gironde, 7^e), Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine, 1^{er}), Michel Destat (Isère, 3^e), Didier Migaud (Isère, 4^e), Henri Emmanuelli (Landes, 3^e), Jean-Marc Ayraut (Loire-Atlantique, 3^e), Jacques Floch (Loire-Atlantique, 4^e), Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle, 6^e), Jean-Paul Durieux (Meurthe-et-Moselle, 7^e), Bernard Derouler (Nord, 2^e), Christian Bastille (Nord, 22^e), Jean-Pierre Braine (Oise, 7^e), Dominique Dupilat (Pas-de-Calais, 6^e), Jean-Pierre Kuchel (Pas-de-Calais, 12^e), Jean-Claude Bois (Pas-de-Calais, 13^e), André Labarrière (Pyrénées-Atlantiques, 3^e), Henri Sire (Pyrénées-Orientales, 4^e), Martine David (Rhône, 12^e), Jean-Pierre Michel (Rhône-et-Loire, 4^e), Laurent Fabius (Seine-Maritime, 4^e), Jean-Besson (Rhône, 10^e), Michel Terrot (Rhône, 12^e), Philippe Legras (Haute-Saône, 3^e), Pierre Mazaud (Haute-Savoie, 3^e), Claude-Gérard Marcus (Paris, 3^e), Alain Devaux (Paris, 7^e), Jean de Gaulle (Paris, 8^e), Jacques Taubon (Paris, 10^e), Nicole Catala (Paris, 11^e), Françoise de Panafieu (Paris, 17^e), Alain Juppé (Paris, 18^e), Antoine Rufenacht (Seine-Maritime, 7^e), Jean-Claude Mignan (Seine-et-Marne, 10^e), Alain Peyro-

de-Calais, 1^{er}), Roger-Gérard Schwartzberg (Val-de-Marne, 3^e), Kamilo Gata (Wallis-et-Futuna, 1^{er}).

74 RPR. - Jacques Boyon (Ain, 1^{er}), Lucien Guichon (Ain, 2^e), Christian Estron (Alpes-Maritimes, 2^e), Emmanuel Aubert (Alpes-Maritimes, 6^e), Suzanne Sauvalin (Alpes-Maritimes, 9^e), Pierre Bachelet (Alpes-Maritimes, 9^e), Henri-Jean Arnaud (Ardèche, 2^e), Robert Galley (Aube, 2^e), Léon Vachet (Bouches-du-Rhône, 5^e), Pierre-Rémy Hausson (Charente, 2^e), Jean de Lipkowski (Charente-Maritime, 3^e), Jean-Paul de Rocca Serra (Corse-du-Sud, 2^e), Pierre Pasquini (Haute-Corse, 2^e), Louis de Broissia (Côte-d'Or, 2^e), Jean-Louis Debré (Eure, 1^{er}), Jean-Louis Gaudin (Finistère, 3^e), Jean Val-leix (Gironde, 1^{er}), Jacques Chaban-Delmas (Gironde, 2^e), René Couveignes (Hérault, 3^e), Bernard Debré (Indre-et-Loire, 2^e), Jean Charroppin (Jura, 2^e), Christian Cabel (Loire, 2^e), Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique, 2^e), Olivier Guichard (Loire-Atlantique, 7^e), Eric Dolige (Loire, 2^e), Xavier Deniau (Loire, 4^e), Jean-Paul Charé (Loiret, 5^e), Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire, 1^{er}), Alain Cousin (Manche, 3^e), Jean-Claude Thomas (Marne, 3^e), Bruno Bourg-Broc (Marne, 4^e), Gérard Léonard (Meurthe-et-Moselle, 2^e), Jean-Louis Masson (Moselle, 3^e), André Berthol (Moselle, 7^e), Jean-Marie Demange (Moselle, 9^e), Claude Dabinin (Nord, 3^e), Arthur Dehaine (Oise, 4^e), Michèle Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques, 6^e), Claude Barate (Pyrénées-Orientales, 1^{er}), André Durr (Bas-Rhin, 4^e), Jean Ueherschlager (Haut-Rhin, 4^e), Jean Besson (Rhône, 10^e), Michel Terrot (Rhône, 12^e), Philippe Legras (Haute-Saône, 3^e), Pierre Mazaud (Haute-Savoie, 3^e), Claude-Gérard Marcus (Paris, 3^e), Alain Devaux (Paris, 7^e), Jean de Gaulle (Paris, 8^e), Jacques Taubon (Paris, 10^e), Nicole Catala (Paris, 11^e), Françoise de Panafieu (Paris, 17^e), Alain Juppé (Paris, 18^e), Antoine Rufenacht (Seine-Maritime, 7^e), Jean-Claude Mignan (Seine-et-Marne, 10^e), Alain Peyro-

fite (Seine-et-Marne, 4^e), Guy Dru (Seine-et-Marne, 5^e), Etienne Pinte (Yvelines, 1^{er}), Henri Bocor (Yvelines, 2^e), Henri Cuy (Yvelines, 9^e), Jacques Maudou-Arus (Yvelines, 12^e), Jacques Limouzy (Tarn, 3^e), Jean-Michel Couve (Tarn, 4^e), Jean-Michel Ferrand (Vaucluse, 3^e), Arnaud Lepere (Vienne, 3^e), Philippe Aubergier (Yonne, 3^e), Xavier Dugoin (Essonne, 2^e), Patrick Biskany (Hauts-de-Seine, 5^e), Patrick Devédjian (Hauts-de-Seine, 13^e), Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis, 8^e), Eric Rault (Seine-Saint-Denis, 12^e), Michel Giraud (Val-de-Marne, 5^e), Robert André Vivien (Val-de-Marne, 6^e), Roland Nungesser (Val-de-Marne, 7^e), Jean-Pierre Delalaude (Val-d'Oise, 6^e).

11 UDF. - Louise Mareau (Alpes-Maritimes, 8^e), Pierre Micau (Aube, 1^{er}), Yves Coussin (Cantal, 1^{er}), Jean-Guy Branger (Charente-Maritime, 2^e), Jean Bousquet (Gard, 1^{er}), Jean-Paul Chullet (Lot-et-Garonne, 1^{er}), Jean Bégault (Maine-et-Loire, 4^e), Maurice Ligt (Maine-et-Loire, 5^e), Roger Lestas (Mayenne, 3^e), Jean Rigaud (Rhône, 5^e), Pierre-André Wilzer (Essonne, 4^e).

29 UDF-CDS. - Michel Vaisin (Ain, 4^e), Jean Briane (Aveyron, 1^{er}), Christian Kert (Bouches-du-Rhône, 11^e), Georges Chavanes (Charente, 1^{er}), Michel Jacquemin (Doubs, 2^e), Jean-Yves Cozan (Finistère, 6^e), Yves Fréville (Ille-et-Vilaine, 3^e), René Couvau (Ille-et-Vilaine, 7^e), Jean Desailis (Loiret, 3^e), François Rochelien (Loire, 3^e), Monique Papon (Loire-Atlantique, 1^{er}), Hubert Grimaud (Maine-et-Loire, 2^e), Jean Seidinger (Moselle, 5^e), Marc-Philippe Daubresse (Nord, 4^e), Gérard Vigobio (Nord, 8^e), François Bayrou (Pyrénées-Atlantiques, 2^e), Marc Ruyman (Bas-Rhin, 2^e), Germain Gengen (Bas-Rhin, 5^e), Jean-Jacques Weber (Haut-Rhin, 6^e), Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin, 2^e), Bernard Isaac-Sibille (Rhône, 1^{er}), Bernard Bosson (Haute-Savoie, 2^e), Claude Biroux (Haute-Savoie, 4^e), Jean-Jacques Hyst (Seine-et-

Marne, 3^e), Paul-Louis Tenaillon (Yvelines, 3^e), Christine Baulin (Yvelines, 10^e), Jean-Pierre Foucher (Hauts-de-Seine, 12^e), Jean-Jacques Jégu (Val-de-Marne, 4^e), Jean-Paul Virapaullet (La Réunion, 5^e).

35 UDF-PR. - Charles Ehrmann (Alpes-Maritimes, 1^{er}), Rudy Solas (Alpes-Maritimes, 3^e), Roland Blum (Bouches-du-Rhône, 1^{er}), Jean-François Mattel (Bouches-du-Rhône, 2^e), Francis Saint-Elmer (Calvados, 1^{er}), Nicole Ameline (Calvados, 4^e), René Garrec (Calvados, 6^e), Jean-François Deniau (Cher, 1^{er}), Georges Durand (Drôme, 4^e), Ladislav Poniatowski (Eure, 3^e), Maurice Dousset (Eure-et-Loir, 4^e), Robert Cazalet (Gironde, 8^e), Willy Diméglio (Hérault, 1^{er}), Alain Myne-Bressand (Isère, 6^e), Georges Colombier (Isère, 7^e), Jean-Pierre Philibert (Loire, 1^{er}), Charles Fèvre (Haute-Marne, 1^{er}), Claude Gaillard (Meurthe-et-Moselle, 3^e), Raymond Marcellin (Morbihan, 1^{er}), Denis Jacquet (Moselle, 2^e), François-Michel Gnanon (Oise, 6^e), Alain Lamazouze (Pyrénées-Atlantiques, 5^e), Françoise Perrut (Rhône, 9^e), Michel Meylan (Haute-Savoie, 3^e), Gilles de Rubien (Somme, 2^e), Daniel Cuiti (Var, 1^{er}), Louis Calmbani (Var, 2^e), Yann Piat (Var, 3^e), Hubert Falco (Var, 6^e), Arthur Paecht (Var, 7^e), Michel Pelelat (Essonne, 5^e), Jean-Yves Haby (Hauts-de-Seine, 3^e), Alain Grintery (Val-de-Marne, 8^e), Francis Delatour (Val-d'Oise, 4^e), José Ross (Corse-du-Sud, 1^{er}).

2 UDF-PSD. -

Léonce Depréz (Pas-de-Calais, 4^e), André Santini (Hauts-de-Seine, 10^e).

3 UDF-rad. -

André Rossi (Aisne, 3^e), Pierre Merli (Alpes-Maritimes, 7^e), André Rassinat (Meurthe-et-Moselle, 1^{er}).

2 UFF. -

Jean Royer (Indre-et-Loire, 1^{er}), Jean Kiffer (Moselle, 8^e).

2 div. 2. -

Michel Noir (Rhône, 2^e), Jean-Michel Dubernard (Rhône, 3^e).

1 Maj. 2. -

Alyse Warhouver (Moselle, 4^e).

La situation des membres du gouvernement

■ Elus : Pierre Bérégovoy, premier ministre (Nièvre, 1^{er}); Jack Lang, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture (Loiret, 1^{er}); Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique (Tarn, 1^{er}); Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et du développement rural (Yonne, 1^{er}); Ségolène Royal, ministre de l'environnement (Deux-Sèvres, 2^e); Martine Aubry, ministre du budget (Lot, 2^e); Bernard Tapie, ministre de la ville (Bouches-du-Rhône, 10^e); Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM (Finistère, 8^e); Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications (Haute-Corse, 1^{er}); Gilbert Baumet, ministre délégué au commerce et à l'artisanat (Gard, 3^e); Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre (Calvados, 2^e); Jean Glavaay, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique (Hautes-Pyrénées, 2^e); Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense (Pas-de-Calais, 10^e); Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation (Seine-Saint-Denis, 9^e); Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux (Paris, 6^e); Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer (Côte-d'Armor, 2^e); Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés (Val-de-Marne, 2^e).

■ Bâtis : Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères (Dordogne, 4^e); Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives (Nord, 12^e); Michel Vauzelle, garde des sceaux, ministre de la justice (Bouches-du-Rhône, 16^e); Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur (Val-d'Oise, 8^e); Louis Mermaz, ministre des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement (Isère, 8^e); Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports (Seine-Maritime, 9^e); Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie (Essonne, 7^e); Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme (Tarn-et-Garonne, 2^e); André Billaud, ministre délégué à l'énergie (Saône-et-Loire, 3^e); André Laugier, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire (Indre, 2^e); François Loncle, secrétaire d'Etat au Plan (Eure, 4^e); Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication (Haute-Saône, 3^e); Jean

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les présidents de conseils régionaux...

Elus au premier tour

Auvergne : Valéry Giscard d'Estaing, UDF-PR (Puy-de-Dôme, 3); Languedoc-Roussillon : Jacques Blanc, UDF-PR (Hérault, 2); Lorraine : Gérard Longue, UDF-PR (Meuse, 1); Rhône-Alpes : Charles Millon, UDF-PR (Ain, 3); Gironde : Lucette Michaux-Chevry, RPR (4); Polynésie française : Gaston Flosse, RPR, prés. du gouvernement territorial (2).

Elus au second tour

Bourgogne : Jean-Pierre Soisson, MDR (Yonne, 1); Centre : Maurice Dousset, UDF-PR (Eure-et-Loir, 4); Corse : Jean-Paul de Rocca Serra, RPR, prés. ass. territ. (Corse-du-Sud, 2); Ile-de-France : Michel Girard, RPR (Val-de-Marne, 5); Basse-Normandie : René Garrec, UDF-PR (Calvados, 6); Haute-Normandie : Antoine Rufenacht, RPR (Seine-Maritime, 7); Pays de la Loire : Olivier Guichard, RPR (Loire-Atlantique, 7); Picardie : Charles Baur, UDF-PSD (Aisne, 2).

Battus au second tour

Corse : Jean Biaggi, UDF-PR, prés. exé. (Haute-Corse, 1); Limousin : Robert Savy, PS (Haute-Vienne, 1); Réunion : Camille Sudre, div. g. (5).

... et de conseils généraux

Elus au premier tour

Finistère : Charles Miossec, RPR (Finistère, 2); Ile-et-Vilaie : Pierre Méhaignerie, UDF-CDS (Ile-et-Vilaie, 2); Haute-Loire : Jacques Barrot, UDF-CDS (Haute-Loire, 1); Oise : Jean-François Mancel, RPR (Oise, 2); Haute-Saône : Christian Bergelin, RPR (Haute-Saône, 1); Saône-et-Loire : René Beaumont, UDF-PR (Saône-et-Loire, 6); Sarthe : François Fillon, RPR (Sarthe, 4); Savoie : Michel Barnier, RPR (Savoie, 2); Vaucluse : Philippe de Villiers, UDF-PR (Vaucluse, 4); Nouvelle-Calédonie : Jacques Lafleur, prés. de la province Sud, RPR (Nouvelle-Calédonie, 1).

Elus au second tour

Alpes-de-Haute-Provence : Pierre Rinaldi, RPR (Alpes-de-Haute-Provence, 4); Charente : Pierre-Rémy Housiau, RPR (Charente, 2); Cher : Jean-François Deniau, UDF-PR (Cher, 1); Corse-du-Sud : José Rossi, UDF-PR (Corse-du-Sud, 1); Côte-d'Armor : Charles Josselin, PS (Côte-d'Armor, 2); Gard : Yves Risset, MDR (Gard, 3); Gers : Gérard Saumade, PS diss. (Gers, 4); Hérault : Gérard Saumade, PS diss. (Hérault, 4); Isère : Alain Carignon, RPR (Isère, 1); Landes : Henri Emmanuelli, PS (Landes, 3); Marne : Raymond Marcolin, UDF-PR (Marne, 1); Pyrénées-Atlantiques : François Bayron, UDF-CDS (Pyrénées-Atlantiques, 2); Haute-Rhône : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS (Haute-Rhône, 6); Yvelines : Paul-Louis Tenaillon, UDF-CDS (Yvelines, 3); Essonne : Xavier Dugoin, RPR (Essonne, 2).

Battus au second tour

Nièvre : Bernard Bardin, PS (Nièvre, 3); Tarn-et-Garonne : Jean-Michel Baylet, MRG (Tarn-et-Garonne, 2); Haute-Vienne : Jean-Claude Peyronnet, PS (Haute-Vienne, 1); Gers : Dominique Larifla, PS (Gers, 3); Maritimes : Claude Lise, PPM (Maritimes, 2).

Le Monde ÉDITIONS

GREILSAMER

le procès

SANG

contaminé

DOCUMENTS

Les maires élus...

Saint-Laurent-du-Maroni : la Réunion : 3; André Thien Ah Koon, UDF, d.s. m. du Tampon; Polynésie française : 2; Gaston Flosse, RPR, m. de Papeete.

Au second tour

Ain : 2; Lucien Guichon, RPR, d.s. m. d'Oyonnax; Alsace : 1; Jean-Claude Lannan, RPR, m. de Lannan; Allier : 4; Claude Malluaret, UDF-PR, m. de Vichy; Alpes-de-Haute-Provence : 1; Pierre Rinaldi, RPR, m. de Digne; Alpes-Maritimes : 6; Suzanne Sauvaigo, RPR, d.s. m. de Cannes-sur-Mer; 7; Pierre Merli, UDF-rad, d.s. m. d'Antibes; 8; Louise Moreau, UDF, d.s. m. de Mandelieu-La Napoule; 9; Pierre Bachelet, RPR, d.s. m. du Cannet; Ardèche : 1; Amédée Imbert, UDF-PR, m. de Privas; Ardennes : 1; Michel Vuitbert, UDF-CDS, m. de Reims; 2; Claude Vissac, div. d. app. RPR, m. de Sedan; Aube : 2; Robert Galley, RPR, d.s. m. de Troyes; Bouches-du-Rhône : 2; Jean Tardieu, PC, d.s. m. d'Arles; 3; Henri d'Artillo, PS, d.s. m. de Châteauneuf-les-Martigues; 16; Thérèse Aillaud, UDF, m. de Tarascon; Cantal : 1; Yves Cousin, UDF, d.s. m. d'Arpajon-sur-Cher; Charente : 1; Georges Chavannes, UDF-CDS, d.s. m. d'Angoulême; 4; Jean-Claude Beauchaud, PS, m. de Gond-Pontouvre; 5; Corinne du Sud, 2; Jean-Paul de Rocca-Serra, RPR, d.s. m. de Porto-Vecchio; Haute-Corse : 1; Emile Zuccarelli, MRG, m. de Bastia; 2; Pierre Pasquini, RPR, d.s. m. de L'Île-Rousse; Côte-d'Armor : 2; Yves Bonnot, UDF-CDS, m. de Perros-Guirec; Dordogne : 4; Jean-Jacques de Peretti, RPR, m. de Sarlat; Drôme : 2; Thierry Cornillet, UDF-rad, m. de Montélimar; Eure : 5; Jean-Claude Aspin, RPR, m. de Vernon; Finistère : 4; Arnaud Cazin, UDF-PR, d.s. m. de Lorient; 10; Jean-Benoît UDF, d.s. m. de Nîmes; 2; Jean-Marie André, UDF, m. de Beaucaire; Gironde : 1; Jean Valicx, RPR, d.s. m. du Bouscat; 2; Jacques Chaban-Delmas, RPR, d.s. m. de Bordeaux; 3; Gérard Castagnière, RPR, m. de Talence; 7; Pierre Ducout, PS, d.s. m. de Cestas; 8; Robert Cazalet, UDF-PR, d.s. m. de Lège-Cap-Ferret;

Hérault : 3; René Couvignes, RPR, m. de La Grande-Motte; 5; Marcel Roques, UDF-CDS, m. de Lamalou-les-Bains; Ile-et-Vilaie : 7; René Couanau, UDF-CDS, d.s. m. de Saint-Malo; Indre : 1; Michel Blondeau, UDF-CDS, m. de Déols; Indre-et-Loire : 1; Jean Royer, UDF, d.s. m. de Tours; 2; Bernard Debré, RPR, d.s. m. d'Amboise; 5; Philippe Briand, RPR, m. de Saint-Cyr-sur-Loire; Isère : 1; Alain Carignon, RPR, m. de Grenoble; 2; Gilbert Bleszy, PC, m. d'Échirolles; 9; Michel Hannon, RPR, m. de Voerpepe; Jura : 1; Jacques Félissard, RPR, m. de Lons-le-Saunier; 2; Jean Charrognat, RPR, d.s. m. de Champagnole; 3; Gilbert Barbier, UDF, m. de Dole; Loir-et-Cher : 1; Jack Lang, PS, m. de Blois; 2; Patrice Martin-Lalande, RPR, m. de Lamotte-Beuvron; Loire-Atlantique : 3; Jean-Marc Ayrault, PS, d.s. m. de Nantes; 4; Jacques Floch, PS, d.s. m. de Rezé; 7; Olivier Guichard, RPR, d.s. m. de La Baule; Loiret : 2; Eric Dufour, RPR, d.s. m. de Montargis; Lot : 1; Bernard Charles, MRG, d.s. m. de Cahors; 2; Martin Malvy, PS, m. de Figeac; Lot-et-Garonne : 1; Paul Chollet, UDF, d.s. m. d'Agon; Lozère : 1; Jean-Jacques Delmas, UDF-rad, d.s. m. de Mende; Maine-et-Loire : 4; Jean Bégault, UDF, d.s. m. de Don-lès-Forges; 5; Maurice Ligot, UDF, d.s. m. de Cholet; Haute-Marne : 1; Charles Fèvre, UDF-PR, d.s. m. d'Arc-en-Barrois; Meurthe-et-Moselle : 1; André Meunier, UDF-rad, d.s. m. de Nancy; 2; Gérard Léonard, RPR, d.s. m. de Saint-Max; 7; Jean-Paul Durieux, PS, d.s. m. de Longwy; Morbihan : 5; Michel Godard, UDF-PR, m. de Ploemeur; Moselle : 10; Alphonse Bourgeois, UDF, m. de Hayange; Nièvre : 3; Bernard Bardin, PS, m. de Nevers; 2; Didier Béguin, UDF-PR, m. de Cosne-Coursur-Loire; Nord : 3; Claude Dhinia, RPR, d.s. m. de La Madeleine; 4; Marc-Philippe Daubresse, UDF-CDS, d.s. m. de Lamberville; 5; Bernard Davoine, PS, m. de Wavrin; 6; Gérard Vignoblet, UDF-CDS, d.s. m. de Wasquehal; 17; Jacques Vernier, RPR, m. de Douai; 19; René Carpentier, PC, d.s. m. de Trith-Saint-Léger; 21; Jean-Louis Bordot, div. d. m. de Valenciennes; Oise : 4; Arthur Dehaene, RPR, d.s. m. de Senlis; Orne : 2; Jean-Claude Lenoir, UDF diss., m. de Mortagne-au-Perche; Pas-de-Calais : 2; Charles Gheerbrant, UDF, m. de Saint-Nicolas-lès-Arras; 4; Léonce Deprez, UDF-PSD, d.s. m. du Touquet; 5; Jean-Pierre Pont, UDF-CDS, m. d'Hardelot; 6; Dominique Duplet, PS, d.s. m. de Wismes; 8; Jean-Jacques Delvaux, RPR, m. de Saint-Omer; 9; Jacques Mallick, PS, m. de Béthune; 10; Serge Jannin, PS, m. de Bruy-la-Buissière; 12; Jean-Pierre Kuchel, PS, d.s. m. de Liévin; 14; Jean Urbanik, div. d. m. de Noyelles-Godault; 15; Pay-de-Dôme : 4; Pierre Pascalon, RPR, m. d'Issoire; Pyrénées-Atlantiques : 3; André Labarrière, PS, d.s. m. de Pau; Pyrénées-Orientales : 4; Henri Sire, PS, d.s. m. de Ceret; Bas-Rhin : 3; Alfred Müller, MDR, m. de Schiltigheim; 4; André Durr, RPR, d.s. m. d'Illkirch-Graffenstaden; Haut-Rhin : 4; Jean Uebachs, RPR, d.s. m. de Saint-Louis; Rhône : 2; Michel Noir, div. d. d.s. m. de Lyon; 5; Jean Rigand, UDF, d.s. m. d'Ecône; 7; Jean-Pierre Calvel, UDF-rad, m. de Sathonay-Village; 10; Jean Besson, RPR, d.s. m. de Tarare; 12; Michel Terrot, RPR, d.s. m. d'Oullins; 14; André Gérin, PC, m. de Vénissieux; Haute-Saône : 2; Jean-Pierre Michel, PS, d.s. m. d'Héricourt; Savoie : 1; Gratien Ferrari, UDF-PR, d.s. m. d'Aix-les-Bains; Haute-Savoie : 1; Bernard Accoyer, RPR, m. d'Annecy-le-Vieux; 2; Bernard Bosson, UDF-CDS, d.s. m. d'Annecy; 3; Michel Meylan, UDF-PR, d.s. m. de Bonneville; Paris : 1; Alain Devaquet, RPR, d.s. m. de la 11^e arr.; 10; Jacques Tonbon, RPR, d.s. m. de la 13^e arr.; 20; Jacques Féron, UDF, sout. CNT, m. de la 19^e arr.; 21; Didier Bariani, UDF-rad, m. du 20^e arr.; Seine-Maritime : 2; Pierre Albertini, UDF, m. de Mont-Saint-Aignan; 3; Michel Grandpierre, PC, m. de Saint-Etienne-du-Rouvray; Seine-et-Marne : 1; Jean-Claude Mignon, RPR, d.s. m. de Dammarie-les-Lys; 4; Alain Peyrefitte, RPR, d.s. m. de Provins; 5; Guy Dru, RPR, d.s. m. de Coulommiers; 7; Charles Cova, RPR, m. de Chelles; 8; Gérard Jeffray, UDF-PR, m. de Torcy; Yvelines :

3; Jacques Myard, RPR, m. de Maisons-Laffitte; 7; Pierre Carde, UDF-PR, m. de Chanteloup-les-Vignes; 12; Jacques Masdeu-Arna, RPR, d.s. m. de Poissy; Somme : 2; Gilles de Robien, UDF-PR, d.s. m. d'Amiens; Tarn : 3; Jacques Limouzy, RPR, d.s. m. de Castres; Var : 5; François Léotard, UDF-PR, m. de Fréjus; 7; Arthur Paecht, UDF-PR, d.s. m. de Bandol; Vaucluse : 4; Thierry Mariani, RPR, m. de Valréus; Vendée : 3; Louis Guédon, UDF, m. des Sables-d'Olonne; Haute-Vienne : 4; Alain Rodet, PS, d.s. m. de Limoges; Yonne : 1; Jean-Pierre Soisson, MDR, m. d'Auxerre; 3; Philippe Aubergier, RPR, d.s. m. de Belfort; Essonne : 1; Jacques Guayard, PS, m. d'Evry; 2; Xavier Dugoin, RPR, d.s. m. de Meaux; 3; Jean de Boissieu, RPR, m. de Brétigny-sur-Orge; 7; Jean Massadon, RPR, m. de Savigny-sur-Orge; 8; Michel Berson, PS, d.s. m. de Croissy; Hauts-de-Seine : 1; Jacques Brunhes, PC, d.s. m. de Gennevilliers; 4; Christian Dupuy, RPR, m. de Suresnes; 5; Patrick Balkany, RPR, d.s. m. de Levallois-Perret; 10; André Santini, UDF-PSD, d.s. m. d'Issy-les-Moulineaux; 11; Janine Jambu, PC, m. de Bagneux; 12; Jean-Pierre Foucher, UDF-CDS, d.s. m. de Clamart; 13; Patrick Devéjan, RPR, d.s. m. d'Antony; Seine-Saint-Denis : 2; Patrick Braouze, PC, m. de Saint-Denis; 4; Louis Piens, PC, d.s. m. de Stains; 7; Jean-Pierre Brard, PC, d.s. m. de Montreuil; 10; Jean-Claude Abrioux, RPR, m. d'Aulnay-sous-Bois; 11; François Asensi, PC, d.s. m. de Tremblay-en-France; 13; Christian Demuyne, RPR, m. de Neuilly-Plaisance; Val-de-Marne : 1; Jean-Louis Beaumont, UDF, m. de Saint-Mandé-Fossé; 2; Laurent Cathala, PS, m. de Clichy; 3; Roger Gérard-Schwartz, MRG, d.s. m. de Vincennes-Saint-Georges; 4; Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s. m. de Paris-Trévis; 6; Robert André Vivien, RPR, d.s. m. de Saint-Mandé; 7; Roland Nussger, RPR, d.s. m. de Nogent-sur-Marne; 8; Alain Grottoyer, UDF-PR, d.s. m. de Charenton-le-Pont; 9; Paul Mercieco, PC, m. de Vitry-sur-Seine; 12; Richard Dell'Agola, RPR, m. de Thiais; Val-d'Oise : 2; Christian Gourmelet, UDF-PR, m. d'Osny; 4; Francis Delattre, UDF-PR, d.s. m. de Franconville; 6; Jean-Pierre Delalande, RPR, d.s. m. de Deuil-la-Barre; 7; Raymond Lamontagne, RPR, m. de Suresnes; Gers : 1; Frédéric Jallon, PS, d.s. m. des Aigues; 2; Ernest Moutoussamy, PPD, d.s. m. de Chambray; 3; Edouard Chambray, div. d. m. de Baillay; Maritimes : 1; Anicet Turin, UDF, m. de Gros-Morne; 2; Pierre Petit, RPR, m. de Morne-Rouge; 4; André Lesueur, RPR, m. de Rivière-Salée; la Réunion : 1; Gilbert Annette, PS, m. de Saint-Denis; 5; Jean-Paul Vinpoullé, UDF-CDS, d.s. m. de Saint-André; Polynésie française : 1; Jean Juvenet, RPR, m. de Papeete.

... et les battus

Au premier tour

Aube : 3; Michel Cartelet, PS, d.s. m. de Romilly-sur-Seine; Corréze : 2; Jean Charbonnel, maj. p. d.s. m. de Brive; Hérault : 4; Georges Frêche, PS, d.s. m. de Montpellier; 6; Alain Barrau, PS, d.s. m. de Béziers; Haute-Marne : 2; Guy Chanfrault, PS, d.s. m. de Saint-Dizier; Nord : 23; Umberto Battist, PS, d.s. m. de Jeumont; Oise : 3; Jean Anciam, PS, d.s. m. de Compiègne; 11; Gabriel Moncharmont, PS, d.s. m. de Compiègne; Vaucluse : 1; Guy Ravier, PS, d.s. m. d'Avignon; Seine-Saint-Denis : 1; Gilbert Bonnemaison, PS, d.s. m. d'Episy-sur-Seine; Val-d'Oise : 3; Jean-Pierre Bequet, PS, d.s. m. d'Aubervilliers; 9; Michel Coffinane, PS, d.s. m. de Bouffémont; Polynésie française : 2; Emile Vernaudon, maj. p. m. de Mahina.

Au second tour

Alsace : 2; Daniel Lemeur, PC, d.s. m. de Saint-Quentin; 4; Bernard Lefebvre, PS, d.s. m. de Sessen; 5; Dominique Jourdain, PS, m. de Châteauneuf-Thierry; Allier : 2; Pierre Goldberg, PC, d.s. m. de Montluçon; Alpes-Maritimes : 4; Jean-Claude Guibal, UDF-CDS diss., m. de Menton; 8; Michel Mouillot, UDF-PR diss., m. de Cannes; Ardèche : 1; Robert Chapuis, PS, m. du Teil; 13; Roger Mas, PS, d.s. m. de Vals-les-Bains; Ardennes : 1; René Leroux, PS, m. de Charleville-Mézières; 2; Gérard Issac, PS, d.s. m. de Revin; Bouches-du-Rhône : 9; Jean-Pierre Lafond, UDF-PR, m. de La Ciotat; 13; Paul Lombard, PC, d.s. m. de Martigues; Calvados : 3; Yvette Roudy, PS, d.s. m. de Lisieux; Cantal : 1; René Souchoin, PS, m. d'Aurillac; Charente : 1; Bernard Desbordes, PS, m. de La Couronne; Charente-Maritime : 1; Michel Crépeau, MRG, d.s. m. de La Rochelle; Cher : 2; Jacques Rimbaud, PC, d.s. m. de Bourges; Côte-d'Or : 3; Roland Carrat, PS,

d.s. m. de Chenôve; Côte-d'Armor : 2; René Benoît, UDF-PR, m. de Dinan; 3; Didier Chouet, PS, d.s. m. de Loudéac; Creuse : 1; André Lejeune, PS, d.s. m. de Guéret; Dordogne : 3; René Dulin, PC, m. de Saint-Estèphe; Doubs : 1; Robert Schwint, PS, d.s. m. de Besançon; Drôme : 4; Henri Berthelot, PS, m. de Romans-sur-Isère; Eure-et-Loire : 1; Georges Lemoine, PS, d.s. m. de Chartres; Finistère : 1; Bernard Poignant, PS, d.s. m. de Quimper; Gard : 5; Alain Journe, PS, d.s. m. du Vigan; Haute-Garonne : 6; Hélène Mignon, PS, d.s. m. de Muret; Gironde : 3; Claude Barande, PS, d.s. m. de Villeneuve-d'Ornon; 5; Pierre Bana, PS, d.s. m. d'Espéran; 6; Michel Saint-Marie, PS, d.s. m. de Mézières; 9; Bernard Castagnet, PS, m. de La Réole; 10; Gilbert Mitterrand, PS, d.s. m. de Libourne; 11; Bernard Madrelle, PS, d.s. m. de Baye; Hérault : 3; Jean Valicx, PS, m. de Lézard; 7; Yves Marchand, UDF-CDS, m. de Sète; Ile-et-Vilaie : 2; Edmond Hervé, PS, d.s. m. de Rennes; Indre : 1; Jean-Yves Gaudet, PS, d.s. m. de Châteauneuf; 2; André Laiguel, PS, m. d'Issoudun; 3; Jean-Paul Champey, PS, d.s. m. de Blanzac; Indre-et-Loire : 2; Jean-Jacques Fillard, PS, m. de Montlouis; Isère : 4; Jean-Guy Cuvillier, RPR, m. de l'Alpe d'Huez; 8; Louis Mermaz, PS, m. de la Vienne; Loir-et-Cher : 2; Jeanmy Longueux, PS, d.s. m. de Romorantin-Lanthenay; 3; Daniel Chasot, PS, m. de Vendôme; Loire : 5; Jean Auroux, PS, d.s. m. de Roanne; Loire-Atlantique : 7; René Leroux, PS, m. de La Turballe; 9; Jean-Raymond Audouin, RPR, m. de Bourgneuf-en-Retz; Loiret : 1; Jean-Pierre Sueur, PS, m. d'Orléans; 3; Jean-Pierre Lapaire, PS, d.s. m. de Saint-Jean-de-Braye; 4; Max Nubla, PC, m. de Montargis; Lot : 2; Alain Chastagnat, RPR, m. de Souillac; Lot-et-Garonne : 2; Gérard Gouzes, PS, d.s. m. de Marmande; Marne : 4; Jean Reysier, PC, m. de Vitry-le-François; 6; Bernard Stasi, UDF-CDS, d.s. m. d'Épernay; Haute-Marne : 1;

Guy Baillet, PS, m. de Langres; Meurthe-et-Moselle : 4; Daniel Reimer, PS, d.s. m. de Biéville-sur-Orne; 5; Jean-Louis Dumont, PS, d.s. m. de Verdun; Morbihan : 5; Jean-Yves Le Drian, PS, m. de Lorient; Moselle : 4; Alain Marty, RPR, m. de Sarrebourg; 6; Jean-Eric Bousch, RPR, m. de Forbach; 8; Michel Liebig, PS, m. de Farnet; 10; René Drouin, PS, d.s. m. de Moyenvic; 11; Pierre Barthe, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Coudekerque; 14; Jean Delobel, PS, m. de Bailleul; 15; Jacques Warrin, PS, d.s. m. de Clamcy; Nord : 10; Jean-Pierre Balduyck, PS, d.s. m. de Tournai; 11; Yves Durand, PS, d.s. m. de Louve; 12; Michel Delbarre, PS, m. de Dunkerque; 13; André Drouin, PS, d.s. m. de Cou

RUSSIE : manifestations à Moscou

« Président, nous sommes avec toi ! »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Boris Nikolaïevitch, si vous êtes notre leader, vous devez nous dire que nous ne reculerons pas ! » Elle n'a pas hésité, Elena Bonner, à reprendre la parole, après Boris Eltsine, et à mettre celui-ci devant ses responsabilités. Quelques secondes plus tard, le président russe, qui s'apprêtait à quitter la tribune, se tourne vers la foule et lance : « Le temps des compromis est fini ! » Alors, les cinquante mille personnes groupées devant les couloirs bigarrés de la place Saint-Basile ont crié sur l'air des lampions : « Président, nous sommes avec toi ! »

Pour lui, il était temps : ce dimanche 28 mars, après avoir laissé s'écouler l'initiative des manifestations aux communistes et aux nationalistes, les démocrates ont montré qu'ils pouvaient encore descendre dans la rue. Mais, s'ils ont redonné à Boris Eltsine l'énergie que ce dernier semblait avoir perdue, ils ont aussi clairement montré au président russe qu'il était la des tergiversations et qu'il faudrait désormais compter avec eux.

Brassés des drapeaux russes et des portraits de Boris Eltsine, précédés de tracteres portant des banderoles « Le terre

aux paysans » et d'un accordéoniste qui martelait une touche de gaieté dans cette foule grave, les manifestants se sont rendus au cortège de la place Melakovski du Kremlin. En tête du cortège, et ce fut encore un symbole, ont pris place MM. Egor Gaidar, l'ancien premier ministre, sacrifié en décembre par Boris Eltsine sur l'autel du Congrès des députés, et Andreï Natchaev, ministre des finances qui vient de subir le même sort.

« Nous allons gagner »

Un jeune brandit un épouvantail caricaturant Rouslan Khasboulatov, le président du Soviet suprême, un autre une effigie de « Saddam Gorbatchev », « Le fascisme ne passera pas ! », « Réformons ! » « Eltsine ! », scandent les manifestants. « Pourquoi nous sommes là ? Mais parce que nous voulons vivre normalement, dans un pays comme les autres », répond Miché, un collègue de quatorze ans, apparemment surpris par la question. Même évidence pour Marc Kijagorodski, un électronicien à la retraite, soviétique de Soljenitsyne : « Il faut en finir avec le communisme, tout simplement. »

Ils sont contents de se retrouver là, enfin, « ceux de la Maison

Blanche », qui avaient soutenu Boris Eltsine lors du putsch manqué d'août 1991, mais aussi tous ceux qui avaient luté contre le totalitarisme stalinien et les errements gorbatchéviens, ces « intelligents de la politique », comme ils s'appellent eux-mêmes. L'orsille collée à leur translocator, certains écoutant la retransmission des débats du Congrès honni.

Canalisée par un service d'ordre efficace mais aussi par un dispositif policier impressionnant, la foule s'arrête sur la place Saint-Basile pour écouter les orateurs, juchés sur un camélin. Un prêtre donne la ton : « Dieu est avec vous, nous allons gagner. » « Bonjour, poursuit Elena Bonner, je veux vous parler de moi et d'Andreï. » Après avoir rappelé l'intervention de Sakharov devant le premier Congrès des députés - « le pain au peuple, la terre aux paysans », les usines aux ouvriers », elle attaque, toujours de la même voix posée : « Hier, j'ai écouté Boris Eltsine, aujourd'hui, j'ai entendu ses propositions de compromis : je regrette ses paroles, même si je suis toujours pour lui. » Il faut une Assemblée constituante et, ensuite, des élections législatives et présidentielles, demande Elena Bonner. L'ancien maire de Moscou, M. Iouri Popov - « le cirque est

parti, les clowns sont restés », - lui succède, émet de laisser la place à un chanteur de rock qui pèrviert, tant bien que mal, à « cheuffer » la foule. Les plus jeunes dansent, les autres acquiescent, timidement, quelques déhanchements en battant des mains.

« Nous prenons le chemin des pays civilisés »

Egor Gaidar, très applaudi, n'a pas le temps de finir son discours, où, lui aussi, se permettait de critiquer Boris Eltsine, que ce dernier arrive sur l'estrade. Bien sanglé dans son manteau gris, la chevelure blanche parfaitement coiffée, ce n'est plus la même homme qui, la veille, mèches en bataille, la figure bouffie, prononçait un discours pâteux devant les députés. « Moscou s'est réveillée », s'exclame Eltsine qui poursuit : « Les temps sont difficiles pour les habitants de la Russie comme pour son président, mais nous avons rejeté le totalitarisme, nous avons rejeté le communisme et nous prenons le chemin des pays civilisés et démocratiques. »

Prendant à partie le Congrès - « A bas ! A bas ! », crie la foule - le chef de l'Etat conclut, en saluant les manifestants d'un poing qui se ferme d'abord - le poids des habitudes - pour se

transformer ensuite en un V de la victoire : « Ce n'est pas six cents députés qui vont décider du destin de la Russie. Je ne me soumettrai qu'au verdict du peuple. » Fermez le ban, pas tout à fait, car c'est à ce moment là qu'Elena Bonner reprend la parole : « Boris Nikolaïevitch... » On l'entend ensuite beaucoup de messages de soutien, des mineurs du Koubass à la communauté juive pratiquante en passant par les Géorgiens de Moscou ou le Syndicat des contrôleurs aériens.

« Du courage et des trépès »

De l'autre côté du Kremlin, une dizaine de milliers de nationalistes et de communistes, qui avaient commencé leurs meetings près du parc Gorki, se retrouvent place du Manège. En grande tenue de cosaque du Don - mais, on trouve des cosques des deux côtés ! - un des meneurs déclare à un journaliste de l'AFP : « Si les forces de l'ordre ne dégagent pas les démocrates de la place Saint-Basile, nous nous en chargerons nous-mêmes. »

Pure redondance quand on voit de quelle manière la police a bouclé le quartier : barrières métalliques, camions placés par-choix contre pare-choix, escadrons de gardes à cheval. Les

communistes appellent à la formation de milices populaires : « Que les hommes qui ont encore du courage et des trépès se présentent ! », lance un orateur. Au-dessus des manifestants, dans la forêt des drapeaux ornés de la faucille et du marteau et des étendards de la Russie tsariste, on remarque un drapeau rouge avec la tête du Christ couronné d'épines. Les manifestants, qui condamnent « l'économie de marché imposée par Washington et Tel-Aviv », exigent la démission de Boris Eltsine. De part et d'autre, on décide de rester là jusqu'à ce que le Congrès annonce s'il a décidé ou non de destituer Boris Eltsine et Rouslan Khasboulatov.

C'est non ! Boris Eltsine retourne alors devant les plus fidèles de ses partisans, qui sont encore plusieurs milliers devant Saint-Basile. Il exhorte : « Certains peuvent dire merci aux députés, moi, c'est vous que je remercie. » « Le coup d'Etat communiste n'a pas réussi, la démocratie a gagné, la jeune Russie a gagné », déclare le chef de l'Etat en levant les bras au ciel. « Russie ! Russie ! », scandent la foule. « Russie ! Russie ! », leur répond le président avant de regagner le Kremlin. Les manifestants, eux, décident de rester là jusqu'à demain.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Sursis pour Boris Eltsine

Suite de la première page

Peut-être, mais restait la substance des propos de M. Eltsine. Que disait ce président qui, une semaine auparavant, avait « pris sur lui le destin de la Russie », annoncé un régime d'administration présidentielle et privé le Congrès de ses pouvoirs ? Il reconnaissait ses fautes, disait qu'il avait certes froissé la Constitution, mais qu'il n'était pas le seul que « Khasboulatov et Zorine » (les présidents du Parlement et de la Cour constitutionnelle) étaient eux aussi coupables. Et, sept jours exactement après avoir lancé son offensive contre le Congrès « revanchiste », ce président « réconciliateur », se disait « Nous sommes rassemblés ici pour trouver une entente. Allons-nous nous séparer dans le désaccord ? Les Russes ne le comprendront pas (...). Il faut se calmer. Il faut que les gens se calment, alors qu'aujourd'hui ils se occupent de batailles politiques. » Suivit une proposition, tout aussi extraordinaire : que le Congrès vote une résolution demandant « au président, au président du Parlement, au président de la Cour constitutionnelle et au premier ministre » de « trouver dans un délai de sept jours une entente entre les différentes branches du pouvoir ». Plus question de plébiscite, de référendum, mais une sorte « d'embrassons-nous Follerville », et tout ira bien.

« Il était ivre ! »

Tout le monde est interloqué. Rouslan Khasboulatov le premier. Une porte d'effroi semble même passer sur le visage du président du Parlement, complètement désorienté. Il donne la

parole à deux députés qui réclament le micro : « J'éprouve un sentiment de honte profonde », s'exclame le premier, chef de file d'une fraction conservatrice. Suit une femme, qui se dit ancienne partisane de Boris Eltsine, et qui, tremblante d'émotion, s'écrit à son tour : « Combien de temps allons-nous supporter cette honte... »

La séance est levée dans la confusion générale. Boris Eltsine passe brièvement devant des journalistes, - déjà il s'est redonné un coup de poigne, et paraît ragailard. Journalistes, diplomates, se consultent. A-t-on bien vu ce qu'on a cru voir ? Ceux qui ont entendu le président à la radio confrontent leurs impressions avec ceux qui ont vu son visage, et les impressions diffèrent parfois. Mais dans les couloirs, les « démocrates » paraissent consternés, sous le choc. « Il a montré sa faiblesse. Pourquoi a-t-il fait cela ? » s'interroge l'ancien prisonnier politique Sergueï Kovalev. Dans le camp d'en face, on est brutal : « Il était ivre. » Du coup, il est clair que ceux qui avaient abandonné le projet de destituer le président vont repartir à l'attaque.

Ils le feront dès le dimanche matin, et ce sera une véritable curée. Mais auparavant, une nouvelle surprise attend les députés qui se sont retrouvés dans le brouhaha de la loge du grand palais du Kremlin : le résultat des négociations qui se sont déroulées tout au long de la nuit. C'est un projet de résolution, présenté conjointement par MM. Eltsine et Khasboulatov, le gouvernement et « plusieurs fractions parlementaires ». Le président renonce à son projet de référendum. Des élections législatives et présidentielles,

auront lieu en novembre, les élus prenant fonction au printemps 1994. Mais en tout état de cause, les actuels députés du Congrès garderont leur traitement et leurs privilèges jusqu'au terme de leur mandat.

Ce dernier point irritera au plus haut point les élus considérant qu'on veut leur donner « un pot-de-vin », les humilier devant l'opinion. Mais c'est l'ensemble



de ce projet surprise que, l'un après l'autre, et à de très rares exceptions près, les représentants des diverses fractions vont venir dénoncer.

M. Khasboulatov pris au piège

Le Congrès se réveille contre cette nouvelle « manipulation », cet accord réalisé, une fois de plus, dans son dos. Et la colère éclate, non seulement contre Boris Eltsine, mais aussi contre Rouslan Khasboulatov, qui déclare, glacial et menaçant, le communiste Sergueï Babourine a prouvé qu'il était « le meilleur rempart du président ». Au même moment, les partisans de Boris Eltsine commencent à défil-

ler dans Moscou, brandissant au bout d'une perche l'effigie du même Rouslan Khasboulatov, qu'on brûlera plus tard...

Bien entendu, il y a de multiples allusions, transparentes ou explicites, à l'état habituel ou semblait se trouver le président la veille. Un député rappelle divers épisodes plus ou moins cocoon, un étrange discours

devant les étudiants d'une université américaine, jadis, une chute dans une rivière dans la banlieue de Moscou, attribuée à l'époque à l'action d'agents du KGB, d'autres incidents : tout cela sous le regard de Boris Eltsine lui-même, qui, impassible, comme un roc, a repris sa place, en haut à gauche de la tribune. L'excitation monte, et un député démocrate la porte à son comble en provoquant le Congrès, en lui proclamant son mépris et en appelant le président à aller retrouver le peuple qui l'attend tout près de là, derrière le mur du Kremlin...

M. Khasboulatov, mis en cause, se dirige plus les débats, qui, du coup, dérapent. Le projet de résolution présenté conjointement par le président et le président du Parlement, en raison de l'aggravation des tensions inter-ethniques. - (AFP)

Un nouveau ministre de l'économie. - Le chef du gouvernement russe, M. Viktor Tchernomyrdine, a nommé, dimanche 28 mars, M. Andreï Chavoualants au poste de ministre de l'économie, où il remplace M. Andreï Natchaev, limogé vendredi par le président Eltsine. Ancien vice-ministre de l'économie, M. Chavoualants a travaillé longtemps pour le Gosplan, l'ancien organe de planification soviétique. - (Reuters)

Reprise des combats en Abkhazie, tensions en Ingouchie. - Les combats entre la garde nationale géorgienne et les indépendantistes abkhazes, dans l'ouest de la République, ont repris dimanche 28 mars, selon la télévision russe. Par ailleurs, la présidence russe a décidé dimanche de prolonger l'état d'urgence dans certaines

ment par le président et le président du Parlement, est repoussé à une élection majoritaire : il ne se trouvera pas plus de 130 députés pour le soutien, preuve que nombre de partisans de Boris Eltsine ont eux-mêmes voté contre un projet dont, curieusement, l'égoïste Tass n'a même jamais diffusé le texte. Peut-on imaginer qu'il se soit agi d'un piège, une ultime manœuvre pour convoquer l'opinion de l'abolition mau- vaise volonté du Congrès ? Ce sera en tout cas le thème des journaux télévisés du soir : le président, une fois de plus, a tendu une main généreuse, et une fois de plus, les députés, acharnés à mener la Russie à sa perte, l'ont repoussée...

Paradoxalement, la fureur du Congrès risque en effet de se retourner contre lui-même. Déjà, Boris Eltsine a retrouvé la foule, et tout son punch. Il jure que, désormais, le temps des compromis est passé. Une fois de plus... Ses amis se remoncent le moral. Un député démocrate radical, V. Chebad, confie que, la veille, il avait bien cru que tout était perdu, que c'était la fin de Boris Eltsine, mais qu'aujourd'hui, de nouveau, tout va bien. Un ministre explique que le président, sans plus s'embarrasser des décisions du Congrès, va organiser son référendum-plébiscite comme il l'entend.

Reste, tout de même, une vague encoise : les députés ont décidé de remettre à l'ordre du jour un vote sur la destitution du président, et d'y ajouter la révocation de M. Khasboulatov. L'affaire se vote au secret, en cabinet, ce qui prend des heures. Ironie du sort, les deux hommes ces fameux ennemis jurés de tous les clichés, se retrouvent sur le

même bulletin... Le risque, pourtant, n'est pas tout à fait le même pour les deux. Pour destituer le président, il faut deux tiers des inscrits, c'est-à-dire à peu près trois quarts des participants. Pour chasser Rouslan Khasboulatov, il suffit d'une majorité simple des inscrits, et l'on commence à se dire que le président du Parlement va tomber, comme on l'avait prédit depuis longtemps, sous les coups conjugués des conservateurs (communistes et nationalistes) et des démocrates...

Déjà pourtant, on apprend dans les couloirs que les principales fractions communistes ont changé d'avis. Que tout bien considéré, elles vont voter pour M. Khasboulatov, pour éviter de décapiter le Parlement et du même coup de trop faciliter, dans cette période décisive, la tâche de Boris Eltsine. Quand les résultats du vote seront enfin proclamés, très tard dans la soirée (tous les députés ont voté de leur domicile), M. Khasboulatov sera donc gratifié d'un résultat infini- ment « meilleur » que celui de Boris Eltsine : 339 députés seulement ont voté contre lui, alors que 617 ont tenté de congédier « le premier président élu de l'histoire de la Russie ».

Boris Eltsine peut célébrer devant la foule « l'échec du coup d'Etat communiste », avant que les plus excités de ses partisans ne tabassent quelques députés au sortir du Kremlin. Et le lendemain matin, Rouslan Khasboulatov peut présider à nouveau aux travaux du Congrès, qui se repenche sur « les mesures urgentes pour faire cesser la crise constitutionnelle ». Tout est rentré dans l'ordre. Mais tout est fissuré.

JAN KRAUZE

ALLEMAGNE

Un attentat contre une prison est attribué à la Fraction armée rouge

Le parquet allemand a attribué au groupe terroriste Fraction armée rouge (RAF) un attentat qui a détruit, dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 mars, sans faire de blessés, la prison de Weierstadt, dans l'ouest du pays. Trois hommes et une femme sont recherchés.

Les auteurs de l'attentat, armés de mitrailleurs, ont maîtrisé les gardiens, qu'ils ont fait monter dans un minibus. Ils ont ensuite déposé des explosifs dans le

bâtiment, qui était vide, puisque la prison devait entrer en service le 1er avril, puis se sont éloignés avec les gardiens. L'attentat a été revendiqué dans un tract laissé dans une voiture. La prison de Weierstadt devait être l'établissement le plus moderne de Hesse.

En avril 1992, la RAF avait annoncé son intention de suspendre ses « attaques contre les hauts responsables de l'économie et de l'Etat ». - (AFP)

O I S E
L'ANGLAIS A OXFORD pour adultes
L'expertise d'une école britannique leader, pour maîtriser vos besoins en anglais.
Mireille GRAND
21, rue Théophraste Renaudot
75005 Paris - (01) 45 33 13 02

BAC 93
Stages de perfectionnement pour bacs A, B, C, D, bac Français de Première Noël, Février, Pâques et Juin
prépasup
23, RUE CORTAMBERT
75116 PARIS - 45.03.01.66
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE

mba
INSTITUTE
Groupe IPESUP
Enseignement supérieur international libre
(1) 42 78 95 45

Prépas HEC : un M.B.A. à Wharton, MIT, Northwestern, Cornell, etc. après 3 ans de gestion bilingue au sein du département international d'IPESUP.

VERS UNE SOCIÉTÉ SANS ETAT
ESPELUSITE

EUROPE

ITALIE : soupçonné de collusion avec la Mafia

M. Giulio Andreotti fait l'objet d'une enquête judiciaire

Mis en cause par des «repentis» de la Mafia, M. Giulio Andreotti, sénateur à vie, ancien président du Conseil et pilier de la démocratie chrétienne depuis plus de quarante ans, a reçu, samedi 27 mars, un avis du tribunal de Palerme le plaçant sous enquête judiciaire. Il est soupçonné de collusion avec des associations de type mafieux. M. Andreotti se défend en faisant valoir que les gouvernements qu'il a dirigés avaient pris des mesures très sévères contre la Mafia.

ROME

de notre correspondant

Les Italiens se croyaient blasés, écumés jusqu'à l'épuisement par la spirale vertigineuse de révélations qui, en un peu plus d'un an, ont provoqué la chute de trois secrétaires de parti, le socialiste Bettino Craxi, le républicain Giorgio La Malfa et le libéral Renato Altissimo; de six ministres, et d'un nombre désormais incalculable d'hommes politiques, voire d'industriels de renom, tous accusés de fraude, de corruption ou de concussion. Le pire restait encore à venir. Depuis samedi soir 27 mars, c'est chose faite: Giulio Andreotti, sénateur à vie après avoir été sept fois président du conseil et avoir occupé auparavant tous les postes au sein du gouvernement, de ministre des finances à celui de la défense ou des affaires étrangères, a reçu, lui aussi, ce fameux *avviso di garanzia*, ce simple avis d'ouverture d'enquête judiciaire à son propos, qui, par la force du scandale et de la répétition, s'est transformé ces derniers jours en un véritable acte de mort politique. À cela près qu'il ne s'agit pas cette fois de répondre d'une «banale» affaire de corruption, mais bien plutôt d'association de type mafieux.

Antaot dire que l'Italie s'est réveillée, dimanche matin, totale-

ment abasourdie: si l'enquête se poursuit - et la demande de levée d'immunité parlementaire est déjà parvenue au Sénat - et surtout si elle confirme les soupçons des juges de Palerme qui ont signé le document, cela reviendrait à dire que l'homme le plus important de l'Italie d'après-guerre, le pilier de cette première république qu'il n'a lui-même contribué à fonder en entrant à vingt-sept ans comme député à la Constituante, et dont il fallut, au printemps dernier, devenir le président, avait assis son pouvoir, depuis presque cinquante ans, sur le crime organisé, et servait en quelque sorte de protecteur lointain, de «parrain politique» aux patrons de la Mafia.

«Belzebuth»

Abasourdie, mais pas autrement surprise. Car, paradoxalement, c'est plutôt le fait que l'invincible parmi les intouchables, celui dont le surnom satyrique, hérité d'ailleurs d'une boutade de M. Craxi, était «Belzebuth», puisse être atteint, qui a frappé les esprits. Outre ce symbole par excellence de l'ancien régime, comme le dit la terminologie actuelle italienne, c'est aussi un tabou qui s'effondre: désormais plus personne, même pas M. Andreotti, n'est au-dessus des lois. Pour le reste, il y a longtemps que l'imagination avait précédé la réalité, au point même d'en faire un mythe, un mystère, pas un secret auquel le nom d'Andreotti ne soit associé, les caricatures le croquant volontiers de dos, façon vampire, avec sa silhouette sombre voûtée et ses oreilles étrangement décollées. Dans un pays où, plus qu'ailleurs, semble-t-il, le pouvoir politique a des sous-ensembles qu'il vaut mieux ne pas aller voir de trop près, M. Andreotti, à soixante-quatre ans, avait en un demi-siècle de pouvoir, accumulé, il est vrai, bien des zones d'ombre. Que ce soit lors de la tragédie terrifiante de Piazza Fontana en 1969, puis, plus tard, l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges, ou encore la découverte de la loze P2, il y a dix ans;

l'envoi du général Dalla Chiesa en Sicile, où il fut assassiné par la Mafia, ou le scandale de l'ENI-Petrone, encore des pots-de-vin, payés pensait-on, pour obtenir un contrat avec l'Arabie saoudite, presque à chaque fois il s'est trouvé quelqu'un pour s'interroger sur l'attitude du leader démocrate-chrétien. Plus d'une vingtaine de tentatives d'enquête ont ainsi abouti, «archivées définitivement» dans les cartons du pouvoir. À chaque fois, sans se départir de son calme et de son humour ironique, Giulio Andreotti avait repoussé les attaques.

Et que dire de ses amis ou de ses alliés contestables: du «financier de Dieu», Michele Sindona, empoisonné en prison, à Vito Ciancimino, ex-maire de Palerme, aux connexions plus que douteuses, en passant par tous ceux qui lui étaient proches au sein de la D.C. et que les enquêtes «maïns propres» qui se sont avantagées déplaçées à Naples font tomber les uns après les autres? Farnai eun, ne trouve M. Antonio Gava, ex-ministre et chef du groupe démocrate-chrétien au Sénat, qui s'est démis de ses fonctions pendant le week-end.

Les affirmations des «repentis»

C'est d'ailleurs à son attachement à Salvo Lima, député européen et procureur américain en Sicile, à grener à voix de certains courants démocrate-chrétiens, - assassiné il y a tout juste un an à Palerme par la Mafia, que l'ex-président du conseil doit aujourd'hui d'avoir reçu cet infamant *avviso di garanzia*. En effet, dans l'enquête qui a suivi le mort de Salvo Lima, cinq mafieux «repentis» au moins, parmi lesquels Gaspare Mutolo, ex-pierrel de la famille de Partano Mondello, Pino Marchese, tueur favori de Totò Riina, et Leonardo Messina, homme de confiance du «boss» Giuseppe Madonia, ont tous affirmé que Lima était la courroie de transmission entre la Mafia et le pouvoir politique romain. Sans parler directement de M. Andreotti, tous mettent en

cause un personnage haut placé, «du même courant politique», qui aurait ainsi gardé pendant des années un *modus vivendi* avec la Mafia, fait de protections politiques et judiciaires. Et c'est parce qu'au lendemain du maxi-procès de Palerme les boss mafieux n'ont pas obtenu - pour une fois - gain de cause en cassation, mais ont été condamnés, que la Cosa Nostra, expliquent les repentis, a décidé d'en finir avec Salvo Lima, devenu inutile, donnant ainsi un avertissement à son chef. Ce qui avait fait dire au juge Giovanni Falcone, dont ce fut un des derniers commentaires: «Maintenant vous commencez les règlements de comptes politiques, la partie qui s'ouvre sera terrible».

Reste à savoir, dans cette argumentation à manier avec toutes les réserves et les précautions dues à ses origines, si Giulio Andreotti, «patron politique» de Salvo Lima, dont il nie, aujourd'hui encore, toutes les relations mafieuses, était aussi ce mystérieux cerveau politique romain. Conclusion qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences dévastatrices sur le difficile climat politique actuel. En attendant, Giulio Andreotti, qui a lui-même informé la presse des soupçons dont il est l'objet, nie avec la dernière énergie. Prenant acte des «mesures sévères anti-Mafia» qu'il a fait adopter, dit-il, lors de son dernier passage au gouvernement, le sénateur à vie estime calomnié par les «déclarations absurdes des repentis» et les «accusations de Leoluca Orlando», chef du mouvement anti-Mafia. La Rete, qui depuis plusieurs mois ne ménage pas l'ex-président du conseil. «C'est la vendetta des boss», a-t-il estimé, ne trouvant son honneur glorieux, M. Andreotti, «cela vaut mieux qu'un coup de lupara (fusil des mafieux)». Comme par un fait expiré, au même moment, plus de deux mille personnes assistaient à la cathédrale de Palerme à une messe de requiem composée par sept jeunes Italiens, à la mémoire des victimes de la Mafia.

M.-C. D.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Accalmie sur la majorité des fronts après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu

Le cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine, négocié vendredi à Belgrade par les commandants de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), les généraux suédois Eric-Lars Wahlgren et français Philippe Morillon, a été globalement respecté, dimanche 28 mars, après l'heure prévue de son entrée en vigueur. Plusieurs violations de la trêve ont toutefois été observées, notamment dans l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, où la radio bosniaque a signalé des tirs d'artillerie serbe, et dans le nord, à Gradacac, où la population aurait essuyé des tirs de mortiers serbes.

BELGRADE

de notre correspondant

La plus importante violation du cessez-le-feu s'est produite à Tuzla, dans le nord-est de la Bosnie, un quart d'heure après son entrée en vigueur, lorsque des obus tirés par les Serbes contre l'aéroport de cette ville sous contrôle bosniaque ont légèrement endommagé deux hélicoptères des Nations unies, un Puma français et un Sea King britannique. Une dizaine d'appareils français et britanniques avaient été déployés la semaine dernière sur cette base pour assurer l'opération hélicoptère d'évacuation des blessés et des civils de la ville assiégée de Srebrenica. Cette opération avait été suspendue, mercredi 24 mars, en raison des attaques serbes.

Outre la trêve, les commandants de la FORPRONU et le chef des forces serbes bosniaques, le général Ratko Mladic, avaient conclu un accord prévoyant l'ouverture d'un couloir humanitaire vers Srebrenica et l'acheminement d'un premier convoi samedi. En dépit des promesses du président de Serbie,

M. Slobodan Milosevic, d'aider le général Morillon à accomplir sa mission humanitaire dans l'enclave musulmane, les vingt camions du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), chargés de 100 tonnes de vivres et de médicaments, ont été bloqués samedi par la police serbe avant même de pénétrer en Bosnie. Après de vaines tentatives de la part du général Morillon, le convoi est resté en Serbie - seul l'officier français pouvait passer samedi jusqu'à ce que la situation se débloque dimanche, et que les camions puissent enfin atteindre, dans la soirée, Srebrenica, où la situation demeure «très critique», selon le HCR.

Quant au général Morillon, qui s'est de nouveau entretenu dimanche de l'application de la trêve avec les dirigeants serbes bosniaques, il s'est estimé avoir «gagné son pari» et avoir «sauvé Srebrenica». Optimiste, il a assuré que «la dynamique de paix est en route (...), elle est irréversible». Pour ajouter que les Serbes avaient «compris que la crise de Srebrenica serait un acte irréparable». Alors que les forces serbes sont à moins de 2 kilomètres de la ville, le général Morillon a déployé des observateurs de l'ONU, une «présence permanente» qui semble avoir rassuré la population. En signe de «reconnaissance éternelle», les autorités de Srebrenica ont rebaptisé la grand-rue du nom de Philippe Morillon.

Par ailleurs, quarante-six Serbes ont quitté Tuzla pour gagner des territoires contrôlés par les Serbes bosniaques, à la frontière de la Serbie. Cette nouvelle évacuation - la première après un hiatus de plusieurs jours - organisée sous les auspices du général Morillon et du HCR, avait été exigée par les Serbes en échange du libre passage de l'aide humanitaire à Srebrenica.

FLORENCE HARTMANN

Premier parachutage français

Un Transall de l'armée française a procédé, samedi 27 mars, à un premier parachutage de vivres sur l'est de la Bosnie, suivi d'une deuxième mission le lendemain. Un avion allemand a également participé à une opération de parachutage dimanche aux côtés d'appareils français et américains, en dépit de l'opposition serbe à une telle participation.

Les États-Unis parachotent chaque nuit des vivres et des médica-

ments sur la Bosnie orientale depuis le 28 février. Le Transall français qui participait, samedi, pour la première fois à l'opération, a largué sept tonnes de vivres (900 rations) sur la région de Gorazde. «Nous avons réussi à larguer à cent mètres du pont théorique parfait», a commenté le lieutenant-colonel Bernard Brault, commandant le détachement français présent à Francfort. (AFP.)

Washington envisage toujours une levée de l'embargo sur les armes

Le secrétaire d'État américain Warren Christopher a indiqué, dimanche 28 mars, que, si les Serbes ne signaient pas rapidement l'accord de paix en Bosnie-Herzégovine, les États-Unis envisageraient avec leurs alliés des discussions sur la possibilité de lever l'embargo sur les armes. Lors d'un entretien sur CBS, il a toutefois admis que cette option - rejetée, jusqu'à présent, par les principaux alliés des États-Unis, notamment la Grande-Bretagne et la France ainsi que par la Russie - pourrait provoquer la suspension des opérations d'assistance humanitaire en Bosnie.

Pour la protection des «casques bleus»

Le porte-avions «Clemenceau» retourne dans l'Adriatique

Le porte-avions *Clemenceau* et son escorte ont quitté Toulon, lundi 29 mars, pour retourner dans l'Adriatique où ils relèveront le groupe naval constitué autour du transport de chalands de débarquement *Foudre*, qui rentrera à Toulon dans une semaine avec la frégate *Suffren* à ses côtés. Le *Clemenceau* était rentré à Toulon au début de février. Pour cette deuxième mission, outre les avions habituels de défense aérienne *Crusader* et d'alerte avancée *Alizé*, le *Clemenceau* embarque quatorze avions d'attaque *Super-Etendard* et six demi-douzaine d'hélicoptères avec pour mis-

sion principale, d'assurer la protection des 4 850 «casques bleus» français en Bosnie, Croatie et Serbie. Il n'est cependant pas exclu que les avions embarqués sur le *Clemenceau* participent au contrôle de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie si un nouveau mandat de l'ONU était donné et ce sens par le Conseil de sécurité.

En effet, il est prévu que le *Clemenceau* puisse demeurer en Adriatique jusqu'à la mi ou la fin juin. Il serait alors relevé par le second porte-avions français le *Foch*, qui sera, entre la mi-avril et la mi-juin, les premières expérimentations de catapultage et d'apontage du Rafale-Marin. À ce jour, la Grande-Bretagne a maintenu dans la zone son porte-avions *Ar-Royal*, tandis que les États-Unis s'approprient à y remplacer leur ancien porte-avions *Kennedy* par le *Theodore Roosevelt*.

Un entretien avec Indro Montanelli

«Il faut reconstruire un bloc de centre gauche et un bloc de centre droit» nous déclare le directeur d'«Il Giornale»

Polémiste, journaliste très écoulé (il dirige *Il Giornale*, le quotidien milanais d'une certaine intelligentsia de droite), historien, témoin de référence surtout de l'aventure de cette première République italienne qui s'écroule, Indro Montanelli, à presque quatre-vingt-quatre ans, n'a pas fini d'étonner les Italiens.

Celui qui fut en disgrâce auprès des fascistes pour ses reportages «définitifs» sur la guerre d'Espagne avant de se faire le défenseur de l'ordre dans les années où la pensée se voulait plus à gauche prend une nouvelle fois l'histoire à contre-pied. Dans le climat d'indignation - et parfois de lynchage - engendré par les affaires de corruption qui ont affaibli le gouvernement et les institutions, la vieux sage toscan applaudit l'opération «Mains propres», mais, dans un entretien accordé il y a quelques jours, lance néanmoins un cri d'alarme: ce n'est pas à la magistrature de combler l'espace laissé vacant par la politique.

ROME

de notre correspondant

«N'abuse-t-on pas un peu du mot «révolution» actuellement en Italie?»

«C'est une révolution à l'italienne, c'est-à-dire «par délégation»: aux juges de faire le travail! La vraie révolution, nous ne savons pas la faire, la «jacobine» à la rigueur... Qu'est-ce qui se passe? Tout simplement que la justice a finalement découvert ce que l'on savait déjà: la corruption diffuse et le pouvoir de la partitocratie qui a dévoré le pays et l'Etat, et a confisqué la démocratie. La découverte a dépassé l'imagination, même moi qui suis très pessimiste, je ne m'attendais pas à cela.

«Cette corruption, pourtant, nous l'avions dénoncée dans le passé, seulement nous n'avions pas les preuves: c'est ainsi que j'ai eu

soixante-trois procès, tous perdus. L'opinion publique semblait indifférente: en Italie, la tentation de la Mafia, l'idée du groupe, de «l'aide réciproque» est très implantée, c'est un virus que nous avons dans le sang et que la partitocratie a exacerbé au maximum.

«Tout cela a commencé avec l'ENI d'Enrico Mattei (fondateur et premier président de l'Office public des hydrocarbures). Quand je l'ai écarté à l'époque, en 1962, je me suis attiré l'anathème de tout le pays, on m'a traité de «fasciste», car ici, encore maintenant, pour mettre quelqu'un hors de combat il suffit de le traiter de «fasciste». Et pourtant «Mani pulite» a trente ans de retard! D'Enrico Mattei, l'homme, il n'y a rien à dire, ce qu'il a fait, ce n'était pas pour s'enrichir, mais dans la lignée de son idéologie national-populiste.

«La phase joyeuse de la démolition»

«Daos un éditorial, j'ai expliqué qu'il voulait soustraire l'Italie aux fameuses «sept sœurs du pétrole» [les grandes compagnies pétrolières anglo-saxonnes]. Pour cela, il lui fallait se faire second par le pouvoir politique, alors il s'est mis à financer divers partis et surtout divers courants. C'est lui qui a pratiquement inventé la «gauche» de la démocratie-chrétienne, à qui l'odeur de pétrole est restée longtemps attachée.

«Il a aussi entretenu les socialistes et les communistes, et ces derniers étaient bien contents de trouver quelqu'un pour mener, dans un domaine aussi délicat que celui de l'énergie, une politique anti-occidentale et anti-américaine. Pour le reste, Enrico Mattei n'a jamais fait mystère de ses méthodes, il est même allé jusqu'à dire: «Pour moi, les partis politiques sont comme des taxis. Je les prends pour qu'ils me conduisent où je veux: c'est moi qui paye la course». Seulement, une fois Mattei mort, ce sont les partis qui sont devenus les patrons de l'ENI et des autres groupes d'Etat.

«Aujourd'hui, qu'est-ce qui est encore sauvable?»

«On peut se le demander dans un pays où un million de personnes avec leurs familles vivaient de la politique. Le Parti communiste, qui a participé à tout cela, mais de façon plus labile, s'est séparé avec les contributions socialistes, et les autres s'arrangent: c'est cela la corruption. Que peut-on faire? Il faut démolir complètement l'organisation de ces partis, tous basés sur le modèle militaire du PCI, et éliminer le système proportionnel. Nous sommes en 1993 dans la phase joyeuse de la démolition, mais reconstruire est tout autre chose.

«Je pense que le système français à deux tours n'est pas la solution idéale - elle ne l'est même pas chez vous - mais ce serait en tout cas une nette accélération. Ensuite, après le référendum du 18 avril, il faudra deux coalitions, un bloc de centre gauche et un de centre droit. Le comment de cela? La démocratie-chrétienne. Que voulez-vous? nous y sommes condamnés. Comme nous sommes condamnés, j'en ai peur, à l'intérieur de ces deux blocs nouveaux, aux mêmes vieilles bagarres et divisions, si typiques de l'Italie.

«Les juges garants de l'Etat, de la démocratie, ce n'est pas son rôle. Dès le professeur Gianfranco Miglio, l'idéologue de la Ligue, justifie le «lynchage» comme «haute forme de justice»...

«C'est dangereux, extrêmement dangereux! «Nettoyage» était une nécessité absolue, mais cela entraîne des risques terribles. Les magistrats ne sont pas élus, or, devant le vide laissé par le système politique, ils occupent un espace qui sort de leurs compétences. Le juge Di Pietro est un homme bien, et l'équipe de Milan aussi, mais même les gens de bonne foi peuvent être entraînés par les événements. Notre justice est pleine de petits Saint-Just...

«Quant au lynchage, on peut comprendre l'indignation actuelle et la passion de l'opinion, mais quelquefois un homme comme Gianfranco Miglio mériterait, selon ses critères, d'être pendu! Il adore la des-



truction, de toute façon il déteste l'Italie et c'est la ma plus grande crainte: l'unité de notre pays s'est faite avec l'aide de la France et grâce à l'habileté d'une certaine élite italienne, mais elle est le fruit d'un calcul, d'une manœuvre, pas d'un élan populaire. Les masses sont toujours restées en dehors; à l'époque, catholiques et socialistes estimaient qu'au fond c'était un Etat bourgeois, de riches. Cette unité fragile, les Ligues peuvent la dissoudre.

«Beaucoup de bruits circulent: attentat, coup de force, etc.

«Ce sont des romans! Il y a un Giuliano Amato, le pauvre, qui fait ce qu'il peut avec son gouvernement, et d'où viendraient les risques? Il n'y a ni vrai racisme ni grande xénophobie, si ce n'est «interne» entre le Nord et le Sud. Restent ce que l'on appelle ici les «naziskins», les têtes rasées, mais qu'on-ils à voir avec les nazis allemands? C'est une très pièle imitation. Les Italiens sont comme les siéges, ils jouent à imiter tout ce qu'ils voient à l'extérieur, mais c'est sans grande conséquence.

«Quant à un vrai coup d'Etat, mais qui donc le ferait, ce Golpe? Et ce n'est pourtant pas difficile: avec une poignée d'hommes vous faites main basse sur un gros ministère: aucune résistance. Après quoi le chef des «golpistes» s'installe au bureau du ministre et appuie avec autorité sur la sonnette. Et personne ne se dérange, pas même le portier, car de toute façon il y a longtemps que rien ne fonctionne...»

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS

M. Mahamane l'élect

TOKYO SE RA

AFRIQUE

SOMALIE : sous l'égide de l'ONU

Les différentes factions ont signé un accord de paix

Deux jours après le feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU pour le lancement d'une opération de maintien de la paix en Somalie, baptisée ONU-SOM II, les chefs de factions ont signé, à Addis Abeba (Éthiopie), un accord de paix préliminaire.

Au terme de treize jours de laborieuses tractations, les quatorze factions, réunies sous l'égide de l'ONU, ont jeté les bases d'une transition politique, d'une durée de deux ans, censée ouvrir la voie à un système de type fédéral. La Conférence d'Addis Abeba a ainsi fixé un nouveau cadre politique pour ce pays exsangue, privé de pouvoir central, et ravagé par plus de deux années de guerre civile et de famine.

Composé de soixante-quatre membres, le CNT sera l'organe politique suprême du pays. L'accord prévoit la formation de dix-huit conseils régionaux, bénéficiant d'une large autonomie (en matière de police, notamment), et la mise en place de conseils de districts. Quant au désarmement général, second volet capital de l'accord, il devra être effectif d'ici la fin mai. Cette opération de désarmement constituera l'une des tâches prioritaires de l'ONUSOM II.

En deux jours, ce sont donc les fondements d'une « nouvelle Somalie » qui ont été définis - du moins, sur le papier. « C'est un processus qui sera long, et beaucoup reste à faire », a souligné dimanche, à Mogadiscio, l'ambassadeur britannique, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Quatre comités techniques devaient prochainement se réunir, afin de permettre de voir si « le même esprit de conciliation », que celui affiché à Addis Abeba, « pourra être maintenu », a ajouté le responsable des Nations unies, M. A. A.

LESOTHO

L'opposition est en passe de remporter les élections législatives

A l'issue des élections législatives du samedi 27 mars, le Parti du Congrès Basotho (BCP) était crédité, dimanche soir, selon des résultats encore partiels, de 53 % à 83 % des voix dans onze des seize circonscriptions du pays. Le scrutin, qui s'est prolongé dimanche, a mobilisé plus de 80 % des 700 000 électeurs inscrits. « Notre principal objectif est la restauration de la démocratie. Nous cherchons la réconciliation avec toutes les parties », a déclaré le dirigeant du BCP, M. Ntsu Mokhele, soulignant qu'il voulait que l'armée « régagne les casernes le plus tôt possible ».

Son principal rival, le Parti national Basotho (BNP), qui bénéficie du soutien de la junte militaire, au pouvoir depuis avril 1991, a contesté ces résultats et qualifié le scrutin d'« inéquitable ». - (AFP)

Rectificatif. - Dans son article consacré au compte rendu du livre de Sylvie Brunel, le *Gaspillage de l'ordre public* (Le Monde daté 21-22 mars), André Fontaine mentionnait la conférence de La Baule de juin 1990. Il s'agissait d'un sommet franco-africain et non d'une conférence francophone, comme indiqué par erreur dans nos éditions datées 28-29 mars.

NIGER : candidat de la gauche réformatrice

M. Mahamane Ousmane a remporté l'élection présidentielle

Le candidat de la gauche réformatrice, M. Mahamane Ousmane, a remporté l'élection présidentielle du samedi 27 mars, avec 54 % des suffrages, contre 46 % à M. Mamadou Tandja, du Mouvement national pour la société de développement (MNSD, ex-parti unique). Selon les résultats - portant sur près de 99 % des suffrages, - rendus publics dimanche par la commission nationale de supervision des élections, le taux de participation a été de 35 %.

NIAMEY

de notre envoyé spécial

Jeune par son âge (quarante-trois ans) et jeune en politique, M. Mahamane Ousmane a créé la surprise. Il y a quelques semaines encore, avant les élections législatives du 14 février, ce jeune économiste social-démocrate n'était que l'un des trois « présidents » peu connus de ses compatriotes. Le favori était alors le candidat de l'ancien parti unique, M. Mamadou Tandja. Mais l'ensemble de la classe politique a su faire front devant cet adversaire commun, en créant une Alliance des forces de changement (AFC), qui a mis M. Tandja en minorité. D'abord à l'Assemblée nationale, puis dans la

course à la magistrature suprême. Propulsé à la tête d'un État dont les structures sont déliquescentes, M. Ousmane, personnellement très réservé, va pouvoir s'affirmer pour en restaurer l'autorité. Les Nigériens ne trouvent pas l'instant qui leur convienne à dire à son sujet. Il est pondéré et affable, marié, monogame, père de six enfants, très pratiquant; bien qu'il ait l'appui des associations islamiques - et notamment de celles répandues extrême-orient de la région de Zinder, - il se veut modéré en matière religieuse. Il a d'ailleurs souvent répété son attachement à la laïcité de l'État.

Né le 20 janvier 1950 à Zinder, à 750 kilomètres à l'est de Niamey, dans une famille d'agriculteurs kanoukis, ethnies très proches des Haoussas, il a bénéficié du soutien de cette communauté. C'est d'ailleurs dans sa région natale qu'est né son parti, la Convention démocratique et sociale, en janvier 1991.

Il n'avait jusqu'alors occupé aucune haute fonction. Si son curriculum vitae est très épais, c'est en raison des nombreux diplômes qu'il a accumulés en France et au Canada (en mathématiques, finance, statistiques, etc.), avant de multiplier les collaborations à des projets de développement, une fois entré dans l'administration, en 1978. Depuis fin 1985, il a été à la fois conseiller de tous les chefs de gouvernement qui

se sont succédé et directeur du Bureau d'organisation et méthodes, organisme de conseil en gestion rattaché aux services du premier ministre. Son propre premier ministre est d'ores et déjà connu, il s'agit, conformément au marché conclu au sein de l'AFC, de M. Mahamadou Issoufou, un ingénieur des mines de quarante ans, président de la formation de la jeunesse intellectuelle, le Parti national pour la démocratie et le socialisme (PNDS).

La présidence de l'Assemblée nationale devait échoir à M. Moumouni Adamou Djermakoye, un caduc de l'ancien parti unique, dont le ralliement à l'AFC (élément essentiel de cette victoire) ne manque pas de passer pour « contre nature ». M. Ousmane a été élu sur la base du rejet de l'ancien parti unique. La partie étant gagnée, il lui restait à montrer ce qu'il veut faire du pouvoir.

Interrogé dimanche, il a sans hésitation commencé par aborder la question du retour, en indiquant souhaiter que les responsables de la rébellion « aient une page de l'histoire du Niger d'être tournée ». Outre ce dossier, son « programme d'urgence » concerne la relance de l'économie, laquelle passe par « la remise des Nigériens au travail ». Ce second volet sera sans doute plus difficile à mettre en œuvre que le premier.

MARIE-CLAIRE SUBTIL

ALGÉRIE : après la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran

L'armée se dit « prête à payer le prix fort » pour lutter contre le terrorisme

ALGER

de notre correspondant

L'Iran a dénoncé, dimanche 28 mars, dans un communiqué diffusé par l'agence IRNA, la décision algérienne, la veille, par l'Algérie de rompre les relations diplomatiques entre les deux pays, estimant qu'il s'agissait d'une mesure « hâtive » visant à « tromper l'opinion publique sur les origines de l'instabilité régnant dans ce pays ». Le Haut Comité d'État (HCE) avait justifié sa position, prise « après plusieurs overtures », en invoquant l'« ingérence » de Téhéran dans les affaires intérieures algériennes, et notamment son « appui déloyal au terrorisme » islamiste. Il a, d'autre part, rappelé son ambassadeur au Soudan « en raison du soutien de (Khartoum) aux activités terroristes ».

Cette double décision du HCE était réclamée, depuis plusieurs mois, par une partie de la classe politique. Déjà, au mois de janvier 1992, le pouvoir avait demandé le rappel des ambassadeurs respectifs et, au mois de novembre suivant, la réduction des effectifs des représentations diplomatiques. A maintes reprises, la presse locale avait dénoncé les « tentatives d'exportation de la révolution islamique en Algérie » par Téhéran et Khartoum, et leur soutien tous azimuts

aux intégristes. Ces décisions ont été annoncées après quarante-huit heures de rumeurs qui ont circulé à travers tout le pays, selon lesquelles d'importants changements politiques étaient imminents, avec notamment la prise des pleins pouvoirs par l'armée.

Le HCE y a coupé court en réaffirmant, samedi, dans un communiqué, sa volonté de « poursuivre le dialogue national avec les associations non politiques, les partis et personnalités qui rejettent le terrorisme », dont « le but réel est la destruction de l'État et de la Nation ». De son côté, dans un éditorial de sa revue mensuelle *El Djihad*, l'armée s'est déclarée « prête à payer le prix fort » pour rétablir la sécurité dans le pays en s'opposant aux « menées criminelles » des terroristes islamistes, qualifiés de « revanchards extrémistes ». - (AFP)

Assassinat d'un officier de police. - Un officier de police, M. Achour Bousbaa, et son oncle, M. Bouzid M'Nimeche, ont été assassinés, samedi 27 mars, par un groupe de trois ou quatre individus. Ils assistaient, dans un appartement à Hussein-Dey, dans la banlieue d'Alger, à une veillée funéraire. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Les autorités ont fermé la bande de Gaza jusqu'à nouvel ordre

Dans les territoires occupés, la violence n'a pas cessé, ces derniers jours. L'armée a décidé de fermer la bande de Gaza à partir du lundi 29 mars, et ce jusqu'à nouvel ordre, après une série d'attentats anti-Israéliens. Pendant le week-end, un Palestinien y avait été tué à coups de couteau, dimanche, un colon israélien, et deux Palestiniens, accusés de « collaboration » avec les autorités de Jérusalem, y avaient été assassinés par des hommes masqués. Samedi, un soldat arabe israélien avait été tué par un tirur inconnu, à Tulkarm, en Cisjordanie, tandis que, le lendemain, un Israélien avait été blessé à l'arme blanche, à Jérusalem, par un jeune Arabe.

La Cour suprême d'Israël a condamné, dimanche, un Israélien à un an de prison ferme pour avoir agressé des Palestiniens. Yitzhak Livni, âgé d'une vingtaine d'années, avait frappé, au début de 1990, un Palestinien qui venait d'être interpellé par la police et lui avait cassé des dents. En outre, alors qu'il faisait son service militaire, il avait frappé à coups de crosse deux passants palestiniens à Jérusalem, prétendant qu'ils avaient tenté de lui dérober son arme.

M. Yasser Arafat a estimé, dimanche 28 mars, dans un entretien accordé à l'agence égyptienne MENA, que des « signes positifs » se sont dégagés des entretiens qu'il avait eus, vendredi et samedi, à Washington, une délégation palestinienne avec des responsables américains, dans la perspective de la reprise des négociations de paix avec Israël, prévues le 20 avril.

De son côté, au terme d'une brève visite au Caire, le président syrien Hafez el-Assad a invité les Israéliens à « déclarer qu'ils se retireront complètement du Golan », ajoutant que la paix dans la région devait « être globale, car toute paix séparée ne peut être considérée comme une véritable paix et ne pourrait pas durer ».

ÉGYPTE

Nouveaux attentats à Assouan et au Caire

L'explosion de trois bombes, en moins d'une demi-heure, a fait au moins six blessés dont un grave, dimanche 28 mars, à Assouan, dans le sud de l'Égypte. D'autre part, un officier de police, grièvement blessé dans l'explosion, samedi 27 mars, d'un sac piégé, place Attaba, au plein cœur du Caire, a succombé, dimanche, à ses blessures. Ce décès porte à deux morts et quatre blessés - dont deux officiers de police - le bilan de cet attentat, qu'un porte-parole du ministère de l'Intérieur a attribué aux islamistes.

D'autre part, un policier qui montait la garde devant un jardin public dans le quartier égyptien de Guiza, sur la rive gauche du Nil, a été grièvement blessé à coups de couteau, dans la nuit de samedi à dimanche, par deux intégristes. Les services de sécurité ont continué, pendant le week-end, leurs opérations de nettoyage dans la capitale égyptienne, dans la région de Fayoum, au sud du Caire, et à Assouan.

L'attentat de la place Attaba est le troisième en un mois au Caire, après ceux de la place al-Tahrir, le premier, le 26 février, dans un café, et le 16 mars, près du Musée archéologique. Il y a trois jours, l'Égypte avait livré aux États-Unis Mahmoud Abou Halima, un des principaux suspects de l'attentat à l'explosion contre le World Trade Center, à New-York. - (AFP)

Mort de l'ancien premier ministre Kamel Hassan Ali. - Le général Kamel Hassan Ali, ancien premier ministre, en 1984-1985, est mort, samedi 27 mars, au Caire, à l'âge de soixante-deux ans. Il avait participé à la guerre de Suez, puis aux différents conflits qui avaient opposé son pays à Israël, avant d'être associé aux négociations de paix avec l'État hébreu. - (AFP)

TOKYO SE RAPPROCHE : 7 JOURS, 7.700 F*

J amais Tokyo n'aura été aussi proche. Voyageurs au Japon vous fait bénéficier actuellement d'opportunités exceptionnelles.

EXEMPLES :
SEJOURS : 7 JOURS, 7.700 F* À PARTIR DU 1^{er} MAI VOL AIR PARIS-TOKYO SUR LIGNES RÉGULIÈRES + 6 NUITS AU KEO PLAZA (4 ÉTOILES) DANS LE QUARTIER SHINJUKU EN PLEIN CENTRE, L'IDÉAL POUR VOTRE PREMIER CONTACT AVEC LE JAPON.
LE JAPON EXPRESS : 9 JOURS, 10.050 F*, VOL AIR PARIS-TOKYO + 3 JOURS

VOYAGEURS AU JAPON

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

A TOKYO PLUS CIRCUIT DANS LE JAPON TRADITIONNEL : NAGOYA, TOBA, NARA, KYOTO... INOUBLIABLE.

LE JAPON DES VILLES ET DES CHÂMPES : 28 JOURS, À PARTIR DE 29.000 F*. VÉRITABLE ITINÉRAIRE À TRAVERS LE JAPON DES MYTHES MODERNES ET ANCIENS.

LE VOL AIR PARIS-TOKYO SUR LIGNES RÉGULIÈRES À PARTIR DE 2.000 F*. À PARTIR DU 1^{er} MAI

RENSÉIGNEMENTS : 42 86 16 16 DE 9 H À 20 H, DU LUNDI AU SAMEDI.

VOYAGEURS AU JAPON, 30, RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ

Retour à Kotera

L'idée d'un retour au pays d'étrangers travaillant en France pour favoriser le développement de leurs villages se heurte encore à de nombreux freins administratifs et au manque de structures bancaires

Mamadou Kanouté vient de rentrer du Mali mené du précieux cahier vert à spirales, le livre de comptes où tout est écrit. Côté recettes, les cotisations des immigrants parisiens, avec, en regard, les dépenses engagées lors de son séjour au village pour le mil, le ciment et les briques utilisées pour la construction du logement des instituteurs et même l'achat, à prix d'or, du mouton et des spaghetti destinés à honorer des visiteurs français. « Il fallait les faire manger à l'afrique », dit-il, « mais, toujours soucieux d'économies ».

Ce Mali de Paris, chauffeur-livreur dans la capitale du lundi au vendredi, se transforme, un samedi par semaine, en trésorier de l'association des ressortissants de Kotera (Mali). Le sort de ce village isolé de la région de Ségou, sur la rive gauche du fleuve Sénégal, se joue alors dans une chambre du huitième étage d'un foyer de travailleurs immigrés, dans le treizième arrondissement de Paris.

Autour de la petite table, il y a quatre à cinq personnes, calculant, en main, les comptes de l'association, qui, en collectant l'argent des immigrants, procure au village près de 90 % de ses revenus. La tété, posée au-dessus de l'an des trois lits de fer impeccablement teints, diffuse le cours du « rila » dans l'indifférence générale. D'anciennes valises attendent, sur les armoires qui masquent le coin-toilette.

Depuis des lustres, chacune des vingt-neuf familles de Kotera débute au moins un de ses membres en France. Seules, cinq familles trop pauvres pour payer le voyage d'un fils sont totalement prises en charge par la communauté. Au total, une cinquantaine d'immigrés, légaux ou non, dispersés dans la région parisienne, subviennent aux besoins des trois cent cinquante personnes restées au village, dont beaucoup sont des vieillards, des femmes et des enfants, souvent leurs propres épouses et bébés.

Une liasse de billets sort d'une enveloppe de papier kraft froissé. Les cotisations - 155 francs par mois - sont payées par tous, zinzins ou chômeurs indemnisés. S'ajoutent le montant des commandes de riz et de mil, passées depuis l'été pour la famille réside au pays et grâce à la coopérative du village, et la contribution aux dépenses d'investissement. Du moindre sac de mil à la construction de l'école, les dépenses sont socialisées. En 1992, quelque 250 000 francs ont ainsi été collectés par l'association. L'argent des immigrants de Kotera a permis, en plusieurs années, la construction d'une école de six classes, avec logements pour les instituteurs, et l'aménagement d'un périmètre

irrigué de vingt-cinq hectares, dont les premiers épis de maïs ont été récoltés en octobre (1).

Chaque fois que l'un des membres de l'association fait un séjour au pays, il est chargé de veiller à la bonne utilisation des fonds. A son retour, il est soumis au strict contrôle de ses pairs. Mamadou Kanouté passe au rapport après un séjour de trois mois à Kotera. Cette nuit, entre deux rondes dans l'immeuble de bureaux dont il assure le gardiennage à Levallois (Hauts-de-Seine), il mettra à jour la comptabilité de son village malien. Pour l'heure, il rend compte des achats effectués sur place et transmet les courriers. On calcule le prix de revient, transport compris, des commandes de riz et de mil, sucre, huile pour les familles. La coopérative encaisse un petit bénéfice qui permet son fonctionnement.

Sauveusement, Mamadou dresse lecture de la lettre du responsable de la coopérative de Kotera qui accompagne le devis de la construction de l'école : « Chers camarades, est-il écrit, nous vous signalons qu'il a été décidé ensemble que la bourse de Ségou sera portée dix tonnes de maïs (sac de remblai) pour niveler l'intérieur des classes et une tonne de sable pour monter les portes et les fenêtres. Au sujet des bœufs, pour la fête du ramadan, je vous enverrai le montant ultérieurement. Pour la confection des briques, les ouvriers ont mangé pour 29 850 francs CFA. »

En sonkiné parsemé de français

Hadjetou Bathily, le vice-président de l'association, réclame les factures correspondant au transport de briques. La discussion, en sonkiné parsemé de français, s'anime. On retrouve le précieux papier qui fait foi. Pour éviter toute malversation, une quinzaine de villageois immigrés « de confiance » ont la haute main sur l'argent, et les dépenses ne peuvent être engagées qu'avec plusieurs signatures.

Moustapha Bathily, secrétaire de l'association de Kotera, symbolise cette fraction éclairée de l'immigration africaine qui ose aujourd'hui jeter un regard cru sur la dramatique impasse de la situation et sur les liens entre immigration et développement. « Les Français ne veulent pas de nous, mais nous non plus nous ne voudrions pas rester ici. Soyons nous dans l'effort de développement de nos villages (...) et nous pourrions y rester vivre avec

nos familles », proclame le « manifeste pour une politique d'immigration-coopération avec le Sahel » que vient de publier le comité d'immigration développement Sahel (IDS) dont M. Bathily est l'un des fondateurs (2). Le document évoque « l'humiliation de l'immigration ». Il insiste sur le drame des villages africains peuplés de femmes, d'enfants et de vieillards, vidés de leurs forces vives et condamnés à vivre des travaux d'extrême ténacité dans des foyers ou des logements inadéquats.

De cette situation absurde est née l'idée d'une négociation cartes sur table avec les pouvoirs publics. En clair, accepter le retour d'un certain nombre d'immigrés légaux après une formation, contre une aide de l'Etat aux projets de développement des associations villageoises et la possibilité d'une certaine rotation de la main-d'œuvre. « La France a le moyen, le savoir, le matériel ; nous avons les bras valides, mais pas la place », résume M. Bathily, président d'une association villageoise.

Des habitudes bousculées

En 1990, l'idée avait séduit Claude Evin, alors ministre des affaires sociales, mais s'a gère mobilisé ses successeurs. L'option gouvernementale de « réinsertion aidée », lancée en 1991, s'a abouti au départ d'un peu plus de mille personnes, dont une infime minorité d'Africains. Il est vrai que le pécule de 1 000 francs présentés comme une aide à la réinsertion au pays paraît à sourire.

« Mieux valait une immigration temporaire dans un cadre organisé, avec des objectifs de développement, que les flux désordonnés et isolés et le contournement du droit d'asile, est venu redire M. Evin au colloque d'IDS. Le moment est venu d'agir sur les causes profondes de l'immigration si nous ne voulons pas être impuissants face à une vague qui ne s'arrêtera pas ». Le raisonnement est confronté, depuis deux ans, à l'impasse des ministères de la coopération et des affaires sociales à trouver un langage commun et, surtout, au manque de volonté politique. Les discussions menées par Diamouma Karama, le président mauritanien du comité IDS, se sont heurtées aux longueurs d'un gouvernement français.

Le projet a été sans succès bousculé les habitudes et soulevé des objections. Il met en cause l'articulation entre les initiatives des asso-

ciations villageoises du Sahel et les projets des organisations non gouvernementales (ONG) soutenues par l'Etat. Les premières accusent les secondes d'ignorer le choix des populations intéressées, les ONG soulignent les choix parfois inadéquats ou incohérents des villages. Conciliant, M. Claude Bathily, secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), constate que « l'immigration est une hémorragie en ressources humaines » mais que l'orientation des flux financiers vers le développement au Sahel en Afrique au manque de structures bancaires (crédit, cautionnement).

Le poids économique et politique des associations villageoises peut aussi inquiéter les pouvoirs centraux africains. Le contenu des formations adaptées à la fois aux besoins des villages et aux possibilités d'immigrés sans qualification reste à inventer, tant ont échoué les expériences passées. La revendication d'une régularisation spécifique à certains clandestins du Sahel se heurte, en France, à des obstacles juridiques et politiques. Quant aux retours non préparés ou forcés, ils débouchent le plus souvent sur une nouvelle désignation en France.

Pourtant, d'intéressantes évolutions se dessinent. Les pays du Sahel, jadis quasiment hostiles au retour d'immigrés, pour des raisons économiques que politiques (les mauvaises habitudes démocratiques acquises en France par les expatriés), changent d'attitude. Les nouveaux dirigeants du Mali, issus du renversement de la dictature, ont compris l'intérêt de séduire l'aide au développement contre le retour contrôlé de clandestins. Le ministre malien des Maliens de l'étranger, M. Diarra, a évoqué explicitement cette perspective au colloque du comité IDS.

Un quota de cartes de résident

Cette étonnante réunion, à laquelle aucun représentant du gouvernement français n'a cru bon de participer, a vu la gauche et la droite françaises se rejoindre sur une proposition iconoclaste : l'attribution aux pays du Sahel d'un quota de cartes de résident transmissibles, dans le cadre d'une négociation avec les trois Etats concernés. Lancée par M. Gérard Facha, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales et ancien président de l'Office des migrations internationales (OMI), l'idée a été approuvée par M. Claude Gossuenn, adjoint (UDF-CDS) au maire de Paris chargé des relations internationales, et proche de M. Chirac.

M. Gossuenn, qui a signé récemment dans le *Figaro* une tribune au nom évocateur, « Des chartes aux chertiers », propose d'instituer une coopération active entre la région Ile-de-France, dont il est élu, et les associations villageoises et les pays du Sahel. « Il faut sortir de l'immobilité pour la France comme pour les pays d'Afrique », propose M. Gossuenn, instituer une aide au retour fondée non seulement sur une aide financière mais sur une politique sophistiquée de formation, créer une agence chargée de suivre les projets de développement.

S'il ne reste pas isolé et ne sert pas d'alibi à une politique antitraitée, ce discours pourrait ouvrir sur une vision à long terme de l'immigration, limitant la présence des étrangers à l'enjeu du développement de tiers-monde et au développement des solidarités, incitant les collectivités territoriales à multiplier les jumelages avec leurs homologues africains. Les débats franco-français sur l'immigration, focalisés sur le code de la nationalité, les mariages « blancs » et la polygamie, apparaissent peut-être alors quelque peu étriqués.

PHILIPPE BERNARD

(1) Avec le soutien du Groupe de recherche et de réflexion pour le développement rural dans le tiers-monde (GRDR), 6, rue Paul-Bert, 93300 Aubervilliers. Tél. : (1) 48-34-95-94.
(2) Le comité d'immigration développement Sahel (IDS) est né de l'initiative de militants de l'association Afrique partenaires services (115, boulevard Lefebvre 75015 Paris. Tél. : (1) 45-33-21-38.

Le faux mariage blanc d'un enseignant en colère

C'est en songeant à La Marse était en noir de François Truffaut que Patrick Fageolle et Valérie, sa compagne, ont eu l'idée d'interrompre momentanément leur mariage qu'ils disent... « blanc ». Quinze jours de répit demandés, jeudi 25 mars, à la mairie de Toulouse, où les futurs époux se sont effectivement rendus vêtus de noir, avec gerbes et couronnes. Quinze jours, juste le temps de saisir la Commission européenne des droits de l'homme afin qu'elle se prononce sur leur cas.

Opposés par conviction au mariage, concubins depuis cinq ans, les deux futurs mariés estiment que leur mariage est fait « contraint et forcé ». Professeur de lycée professionnel en lettres-histoire depuis 1988, Patrick Fageolle conteste les critères d'attribution de points bonificateurs qui accablent le processus de mutation des enseignants. Actuellement affecté à un lycée de la Creuse (mais placé « en disponibilité » afin de rester à Toulouse), ce natif de Bergerac souhaite enseigner dans sa région d'origine où travaille dans le privé sa compagne. Or sa situation familiale ne lui permet même pas d'ouvrir un dossier de mutation selon la procédure de rapprochement des conjoints, alors que, relève-t-il, cela serait possible s'il était marié, ou s'il avait un enfant. De plus, estime-t-il, l'attribution de points bonificateurs dans son dossier lui permettrait d'obtenir mathématiquement sa mutation.

Actuellement la loi du 11 janvier 1984 relative au statut des fonctionnaires dispose que « priorité [pour la mutation] est donnée aux fonctionnaires sépa-

rés pour des raisons professionnelles ». Mais les textes d'application de l'éducation nationale font ressortir que seuls peuvent être considérés comme bénéficiaires de cette priorité les enseignants mariés ou les agents non mariés ayant la charge d'un enfant reconnu par l'un et l'autre (Bulletin officiel du 5 novembre 1992). Autrement dit, pour l'éducation nationale, la vie maritale des enseignants du second degré vivant en concubinage sans enfants n'est pas reconnue. En revanche elle l'est dans la note de service du 17 février 1992, pour les enseignants du premier degré (écoles maternelles et primaires).

Ingérence de l'autorité publique

S'adressant à la Commission européenne des droits de l'homme, Patrick Fageolle s'appuie donc aujourd'hui sur les articles 9, 14 et 25 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui indiquent en substance qu'il ne peut y avoir ingérence de l'autorité publique dans la vie privée des personnes et que la jouissance des droits et des libertés doit être assurée « sans distinction aucune fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou tout autre opinion (...) ».

« Que dire des cas de concubins stériles et de couples homosexuels ? », poursuit M. Fageolle. « Et comment puis-je parler à mes élèves de l'égalité des citoyens, quand moi-même je dois faire face à ce type d'ingérence ? »

J. M. Dy.

EN BREF

○ Création d'un fichier des cartes grises. - Un arrêté du ministre de l'Intérieur, publié samedi 27 mars au *Journal officiel*, crée un fichier des cartes grises « au sein des services de l'Etat dans le département » afin de dériver et de mettre à jour les certificats d'immatriculation des véhicules. L'arrêté précise que les informations enregistrées seront l'identité du propriétaire du véhicule et la situation du véhicule. Les destinataires de ces informations seront notamment les autorités judiciaires, les policiers, les gendarmes, les préfets, les entreprises d'assurances. L'arrêté précise que les agents chargés de l'exécution d'un titre exécutoire, les administrateurs judiciaires et mandataires liquidateurs et les syndics ne peuvent être destinataires de ces informations concernant l'état civil du titulaire du certificat d'immatriculation, des caractéristiques techniques du véhicule et des gages constitués ou opposés.

○ Incendie de deux bâtiments scolaires désaffectés en région parisienne. - Deux bâtiments scolaires désaffectés de la région parisienne ont été détruits par des incendies. Si aucune victime n'est à déplorer, l'origine des sinistres demeure inconnue. Samedi 27 mars, un incendie a ravagé les 1 600 mètres carrés du collège public Louis-Lumière de Marly-le-Roi (Yvelines). Ce bâtiment, dont la démolition devait débuter lundi 29 mars, doit céder la place à un parking. Il avait été le théâtre, ces dernières semaines, de plusieurs incendies volontaires, rapidement éteints. Dimanche 28 mars, à Montesson (Yvelines), l'école privée Sainte-Anne, également désaffectée, a été à son tour la proie des flammes. Les 120 mètres carrés de la toiture de cet immeuble de deux étages ont pris feu.

○ Un « parrain » de milieu agricole assassiné dans sa voiture. - Considéré comme l'un des principaux patrons du milieu agricole, Michel Laizet, quarante et un ans, était assailli par trois hommes, dimanche 28 mars, alors qu'il quittait un établissement sous son contrôle l'« Igname Café », sur les quais du port. Le précédent exploitant de ce bar, Sébastien Bonventre, avait été assassiné de la même manière à la sortie de l'établissement, le 31 octobre 1989. Durant ces derniers mois, six truands notoires, dont Michel Blanc, un autre « parrain », ont péri de mort violente.

○ Jacques-Yves Cousteau nommé président du Conseil pour les droits des générations futures. - L'océanographe Jacques-Yves Cousteau a été nommé président du Conseil pour les droits des générations futures,

instance consultative placée auprès du président de la République, dont le but est d'intégrer l'environnement dans les politiques publiques, aux termes d'un décret publié samedi 27 mars au *Journal officiel*. Les autres membres de ce Conseil sont M. Jacqueline Denis-Lempereur, M. Charles Aubry, Paul Gaudin, Albert Jacquard, Jacques Poly, Hubert Reeves, Michel Serres et Jacques Testart. Le Conseil publiera un rapport annuel assorti de recommandations.

○ M. Christine Daur-Serfaty élue présidente de l'Observatoire international des prisons. - M. Christine Daur-Serfaty a été élue présidente de l'Observatoire international des prisons par l'assemblée générale de l'observatoire, réunie samedi 20 mars à Lyon. Ancien de l'association, M. Daur-Serfaty est avocat au barreau de Paris, puis en 1992 aux éditions du Seuil. M. Daur-Serfaty est l'épouse d'Abraham Serfaty, opposant politique israélien incarcéré dix-sept ans. L'Observatoire international des prisons, qui a pour objectif, en France et dans le monde, de surveiller les conditions de détention des prisonniers « ordinaires », rendra son premier rapport annuel à la fin du mois de mai.

○ Le maire de Marmoutier (Bas-Rhin) se convertit au bouddhisme. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar a décidé, jeudi 25 mars, de déferer M. Jacques Felli (divers droite), conseiller général du Bas-Rhin et maire de Marmoutier, inculpé en juillet 1992 pour délit d'ingérence et recel d'abus sociaux, devant la chambre correctionnelle de Strasbourg. Il est reproché à M. Felli d'avoir d'une part fait effectuer une série d'ouvrages publics par sa propre entreprise dans la commune alors que les marchés avaient été attribués à d'autres sociétés, et d'autre part d'avoir encaissé un chèque versé par un responsable d'une chaîne de supermarchés alsaciens. (Corresp.)

○ Un projet de feuilletaire annuel pour protéger des arbres rares. - Le tribunal administratif de Grenoble a annulé un arrêté préfectoral qui déclarait d'utilité publique le feuilletaire de Mont-de-Lans (Isère). Pour construire ce feuilletaire, il aurait fallu détruire une colonie unique d'arbres protégés, le saule faux. Daphné. Le tribunal administratif a estimé qu'il s'agissait d'une atteinte irrémédiable à l'environnement. Long de 300 mètres, ce feuilletaire devait relier la place du village du Mont-de-Lans, aux Deux-Alpes (Isère), au nouveau village du Cize-de-Fonds, un ensemble immobilier privé de cinq mille lits.

De la malle de fer à la Caisse d'épargne

La collecte de fonds pour les villages du Sahel est aussi ancienne que l'immigration africaine en France, dont elle constitue l'une des raisons d'être. Une étude réalisée voici plus de dix ans avait déjà évalué à 80 % la part des revenus transférés par les immigrants africains vers leur pays d'origine (1). De nombreux dispensaires, écoles, mosquées, barrages et périmètres irrigués ont ainsi été financés. Cette pratique s'est formalisée depuis que, en 1981, les étrangers ont obtenu le droit de créer librement des associations.

Actuellement, quelque quatre cents groupements de ce genre sont recensés en France, dont la moitié sont déclarés comme associations régies par la loi de 1901 (2). Jusqu'aux années 70, les immigrants africains entassaient billets de banque et cadeaux dans une grande malle de fer, au risque de faire dormir l'argent pendant des années, et de se le faire voler. Les transferts de fonds vers l'Afrique s'opéraient par des mandats qui, avant de parvenir à leur destination, alimentaient au passage les caisses de l'Etat africain et les poches des postiers et des chefs de village. Aujourd'hui, les associations placent leurs fonds à la Caisse d'épargne et les expédient par virement bancaire (3). Une nouvelle gé-

ration, fournie par le syndicalisme et les luttes des locataires de foyers, gère ardemment les affaires des villages avec une figure d'horizon nouvelle : le développement, et non plus seulement la survie.

La moitié de « sans-papiers »

Entre les pays du Sahel - Sénégal, Mali, Mauritanie - et la France, l'immigration a longtemps fonctionné sous forme d'une rotation de travailleurs. L'immigré rentre au pays après un long séjour en France était relayé par un « cousin » qui lui-même... La suspension de l'immigration, en 1974, et surtout la régression des années 80 ont contrarié cette entente. Le chertier de canton un Malien de M. Pasqua, inefficace au regard de l'objectif du retour (les expulsés sont revenus), a marqué les esprits et a pu jouer un rôle dissuasif. Ces dernières années, seules deux voies de régularisation subsistent : la naissance d'un enfant en France, qui suppose de faire venir sa femme, même illégalement, et la demande d'asile politique. Des milliers d'Africains déboulés de l'asile sont venus grossir le stock des illégaux.

Les cartes de séjour se négocient à Bamako, les échange-

ments d'état civil pouvant permettre leur utilisation par plusieurs personnes. Aujourd'hui, la moitié des cotisations de projets villageois sont des « sans-papiers », avance le Comité IDS. Selon cette association, la pression contre l'immigration clandestine est telle que la relève des immigrants vieillissants par des jeunes aptes au travail devient hypothétique, menaçant la survie des villages. La rigidité de la réglementation sur les étrangers aboutit même à ce paradoxe : des immigrés désireux de rentrer au pays restent en France, font venir légalement femmes et enfants, de peur qu'aucun représentant de leur village ne puisse les relayer. « En bloquant les entrées, on bloque les sorties », a résumé le géographe Hervé Vaisillat-Baron, lors du colloque organisé le 1^{er} mars dernier par IDS, à l'Archiv de la Défense.

Ph. Be.

(1) Dans l'ouvrage de Jean-Pierre Garçon et Georges Tapin, *Argent des immigrants*, publié en 1981 par l'Institut national d'études démographiques.
(2) *Migrants et développement*, étude de l'Institut Pons, 53, rue de Toulon 75003 Paris. Tél. : (1) 42-71-20-21.
(3) « L'immigration en France des ressortissants des pays d'Afrique noire », rapport du groupe de travail interministériel du secrétariat général à l'intégration des Antilles, Jacques Barrot était le rapporteur.

La deuxième chance

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévy, a annoncé mardi 23 mars que les étrangers en France depuis plus de dix ans, qui ne peuvent pas obtenir le droit de séjour, pourront bénéficier d'une « deuxième chance » s'ils ont des liens familiaux ou professionnels en France. Cette mesure s'applique aux étrangers en France depuis plus de dix ans, qui ne peuvent pas obtenir le droit de séjour, mais qui ont des liens familiaux ou professionnels en France. Elle concerne les étrangers en France depuis plus de dix ans, qui ne peuvent pas obtenir le droit de séjour, mais qui ont des liens familiaux ou professionnels en France. Elle concerne les étrangers en France depuis plus de dix ans, qui ne peuvent pas obtenir le droit de séjour, mais qui ont des liens familiaux ou professionnels en France.

Ayrton Senna

Le pilote brésilien Ayrton Senna a remporté son troisième titre mondial de champion du monde de Formule 1, dimanche 29 mars, à Suzuka, au Japon. Senna a devancé Michael Schumacher et Nigel Mansell. C'est la troisième victoire mondiale de Senna, après ses titres de 1988 et 1990. Il a ainsi égalé le record de Jackie Stewart, qui avait remporté trois titres de champion du monde de Formule 1.

Les résultats

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Lévy, a annoncé mardi 23 mars que les étrangers en France depuis plus de dix ans, qui ne peuvent pas obtenir le droit de séjour, pourront bénéficier d'une « deuxième chance » s'ils ont des liens familiaux ou professionnels en France. Cette mesure s'applique aux étrangers en France depuis plus de dix ans, qui ne peuvent pas obtenir le droit de séjour, mais qui ont des liens familiaux ou professionnels en France. Elle concerne les étrangers en France depuis plus de dix ans, qui ne peuvent pas obtenir le droit de séjour, mais qui ont des liens familiaux ou professionnels en France.

SPORTS

FOOTBALL : la France bat l'Autriche 1-0

La deuxième chance de Laurent Blanc

L'équipe de France a battu difficilement celle d'Autriche, 1-0, samedi 27 mars à Vienne, lors d'une rencontre comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 1994. Grâce à un but de Jean-Pierre Papin (58^e minute), les Français confortent ainsi leur place en tête du groupe 6 - avec huit points et quatre victoires d'affilée en cinq rencontres - devant les équipes de Suède et de Bulgarie, qui comptent six points. La France doit sa victoire au bon comportement de sa défense, dominée par le Mirois Laurent Blanc.

par la force. Dans le stade du Prater, les Français ont déboulé la route vers leur Amérique du milieu d'un football de tranchées. Le fantasme habituel, Jean-Pierre Papin, s'est dévoué pour un de ces buts-commando dont il raffole. Les autres ont tenu, sans bavages, ni traits de génie.

Et pourtant. A vingt-sept ans, Laurent Blanc n'est pas de ces jeunes recrues qui viennent de s'aguerir dans les coupes européennes et que Gérard Houllier fait passer par un tour dans la maison française. Quand ses coéquipiers du PSG, de Marseille ou d'Auxerre connaissent le grand frisson des compétitions européennes, lui tremble seulement pour le sort de son club de fortune. A Nîmes, Laurent Blanc se trouve depuis quelques mois en queue de classement du championnat de France et lutte contre la relégation alors que ses partenaires tricolores jouent le titre.

deux tirs et un coup franc repoussé par un poteau, il était redevenu la charnière d'un système défensif qui ne grince plus.

A Nîmes, qui a fini par récupérer l'antenne, Laurent Blanc s'est remis au travail pour retrouver son niveau passé. « Je ne me suis jamais autant entraîné que cette saison », explique-t-il samedi soir. Lorsque mes équipiers s'entraînent, je continue seul, pendant des heures. Ces efforts ont déjà payé. Face aux malaises persistants de sa défense, Gérard Houllier n'a pas tardé à offrir au joueur la place de libero, la seule qu'il souhaite désormais. Et, pour Laurent Blanc, les matches de l'équipe de France constituent désormais « une bouffée d'oxygène », loin des tracas nîmois et des déconvenues napolitaines. Une chance - qu'il s'en saisis en marquant deux buts en Israël, puis en se montrant le meilleur en Autriche - d'attirer à nouveau l'attention des grands clubs. Et de reprendre son parcours sans faute, un instant interrompu.

JÉRÔME FENOGLIO

TENNIS : la France élimine l'Autriche en huitièmes de finale de la Coupe Davis

Georges Goven capitaine tranquille

En battant le peire autrichien Skoff-Antonitsch (7-5, 6-4, 7-5), Guy Forget et Henri Leconte ont apporté, samedi 27 mars, à Vienne, le troisième point de la qualification de l'équipe de France pour les quarts de finale de la Coupe Davis. Dimanche Horst Skoff a battu Guy Forget (6-3, 3-6, 6-1) et Arnaud Boetsch s'est imposé face à Gilbert Schaller (6-4, 6-2). En juillet, les Français recevront l'Inde, vainqueur de la Suisse (3-2).

tudes, ceux qui travaillent déjà avec Patrice Hagelauer et Eric Deblicker.

A la même époque, Georges Goven est nommé sous-directeur de la gestion. Nouveau coup de fil de Yannick Noah. Cette fois, il lui propose de le remplacer au poste de capitaine. « Il était un peu comme moi, quand j'ai pris ma retraite. Il avait envie de prendre du recul et se consacrer à d'autres expériences : la chanson et pour-quoi pas le cinéma. J'ai dit oui, à condition que les joueurs m'acceptent et me demandent de les rejoindre. J'étais gêné, j'avais l'impression de passer devant beaucoup de monde, mais j'étais devenu un financier ».

La tentation est trop forte : « A quarante-quatre ans j'ai su que c'était le moment ou jamais. Capitaine de l'équipe de France, c'est un métier fatigant. Même si l'on ne joue pas, il faut être sur le terrain. » Georges Goven se veut un capitaine tranquille, celui qui apporte l'énergie ou tempère les ardeurs du joueur, dans la tempête d'un match. « Je n'ai pas le charisme de Yannick Noah, explique-t-il ; je ne suis pas un chef de bande. » Si la personnalité des deux hommes est différente, nous travaillons dans la continuité, estime Guy Forget.

Georges Goven dit le métier de capitaine ingrat. Cela consiste à rester planté sur une chaise quand les autres font le boulot sur le court. Difficile d'être passif tout en restant concentré. Parfois, il voudrait voler une raquette et changer de rôle. Il parle de communion avec les joueurs : « Attention, je ne suis pas un gourou. Je suis juste heureux quand ils réussissent quelque chose qu'ils ont cent fois répété à l'entraînement, ou suivent l'un de mes conseils. » Que leur dit-il pendant les matches ? Il sourit. « Rien de bien sorcier. Je leur parle rarement d'un geste technique. Je les encourage, leur parle de leur adversaire. D'autres fois, je me tais. »

« Sur un siège éjectable »

Bien sûr, le nouveau chef de file de l'équipe de France souhaiterait renouer avec la victoire en Coupe Davis, deux ans après l'aventure lyonnaise. « En 1991, j'étais loin de la victoire, je ne la revendiquais pas, elle appartenait à ceux qui l'ont eue. Mais, je suis juste repartir de Lyon avec une extinction de voix. Aujourd'hui, il s'agit d'assurer la relève et nous avons de nombreux jeunes qui peuvent succéder en double à Henri Leconte et Guy Forget : Arnaud Boetsch, Fabrice Santoro, Cédric Pioline, Olivier Delort et Guillaume Raoux, notamment. J'aimerais les amener peu à peu à l'expérience de la Coupe Davis, afin que la passion de pouvoir se fasse tout doucement. Ce qui est formidable, c'est que j'ai l'impression d'avoir un jeu de cartes entre les mains et que je peux distribuer au hasard à chacun. Après Lyon, nous avons tous compris que nous pouvions faire quelque chose ensemble. Aujourd'hui, encore, les joueurs se sentent bien, comme dans une famille. Leur rivalité n'existe plus, désormais, que sur le court. »

Après la victoire de la France sur l'Autriche, Georges Goven est resté tel qu'en lui-même, discret, prudent. « Ce n'est que le premier tour. Pour l'instant, tout le monde vient me voir et me félicite de mon baptême de jeu réussi. Je suis pourtant que je suis sur un siège éjectable, à la merci de la manivelle défectueuse. J'ai gagné ou perdu des matches comme j'ai perdu et gagné de l'argent, et en tennis comme à la Bourse, on pardonne difficilement la défaite. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

Courir pour un cœur

Onze équipes de quatorze coureurs doivent disputer la 7^e Course du cœur qui partira jeudi 1^{er} avril de Versailles (Yvelines) pour gagner, au terme de trente-six relais pédestres d'une vingtaine de kilomètres, la Plaine (Savoie) dimanche 4 avril. Créée en 1987 par un club de journalistes marathoniens, cette épreuve a été ouverte en 1991 à des greffés du cœur, du foie ou des poumons, qui montrent ainsi leur capacité à une activité sportive sous contrôle médical.

Après avoir recueilli des fonds pour le financement de

cours artificiels, les organisateurs de la course mettent cette année l'accent sur l'importance des dons d'organes : 558 greffes seulement ont pu être effectuées en France en 1992, contre 632 l'année précédente. Aussi la course sera-t-elle l'occasion de diffuser la carte des ADO (Association pour le don d'organes et de tissus), qui sera disponible gratuitement dans les 22 000 pharmacies de France. Les porteurs de cette carte exprimeront ainsi explicitement qu'ils sont d'accord pour donner leurs organes si les circonstances l'autorisent.

AUTOMOBILISME : Grand Prix de formule 1 du Brésil

Ayrton Senna le diabolique

Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren Ford) s'est imposé dans le Grand Prix de formule 1 automobile disputé dimanche 28 mars à São-Paulo. Il a devancé de 16 s 625 le jeune Britannique Damon Hill (Williams-Renault), coéquipier d'Alain Prost. Ce dernier, qui avait dominé le début de la course, a été victime d'une sortie de piste juste avant une neutralisation momentanée de l'épreuve imposée par un violent orage. Ayrton Senna passe en tête du championnat du monde, alors qu'il négocie encore avec son écurie les conditions de sa éventuelle participation à la suite de cette compétition.

nement les qualités dynamiques de leur châssis et, surtout, la puissance supérieure de leur moteur.

Longement dominé aux essais par les deux Williams-Renault, distancé dès le début du grand prix par Alain Prost, puis dépassé par Damon Hill, Ayrton Senna a eu à cœur de se faire remarquer. Il a tenté de passer devant le pilote britannique, mais a été contraint de se retirer à la septième tour, victime d'une intervention technique pour s'imposer. Longtemps immobile au-dessus du circuit, un lourd nuage noir a fini par exhauser ses vœux peu avant la mi-course. Revenu à son stand dès la première averse, le Brésilien, qui confortait sa réputation de foudre du circuit, était équipé en pneus pluie lorsque l'orage tropical a cessé.

Par suite d'un malentendu dans sa liaison radio avec son stand - il crut comprendre que les mécaniciens étaient occupés à changer les pneus de Damon Hill - Alain Prost, qui n'avait cessé de conforter son avance depuis le départ, effectuait le tour de trop. S'étant mis en travers après avoir heurté un débris d'épave dans la ligne droite, il percutait le jeune Christian Fittipaldi, parti en tête-à-queue juste devant lui. Indemne, le pilote français pouvait voir aussitôt la première intervention en formule 1 de la voiture de sécurité qui allait neutraliser la course pendant neuf tours pour permettre l'évacuation des voitures sor-

ties du piste. Alain Prost bors course, Ayrton Senna n'avait plus devant lui que Damon Hill lorsque la voiture de sécurité s'est écartée pour un deuxième départ lancé. A trente ans, le pilote britannique porte un nom et un casque aux couleurs déjà célèbres en formule 1 : ceux de son père Graham, double champion du monde (1962 et 1968) décédé dans un accident d'avion en 1975.

Trajectoire asséchée

Appelé aux côtés d'Alain Prost après avoir été le pilote essayeur des Williams-Renault depuis la fin de 1990, il n'co était avec le Grand Prix du Brésil qu'à sa quatrième course en formule 1. Le rêve de succéder à son père au palmarès d'un grand prix allait être éphémère.

Le temps pour Ayrton Senna de juger que le piste était suffisamment asséchée sur la trajectoire des formules 1 et le Brésilien était encore le premier à regagner son stand pour recharger des pneus lisses. Damon Hill l'imitait au tour suivant et repartait juste devant lui, mais avec ses pneus encore froids, il ne pouvait résister à la première attaque du triple champion du monde, follement acclamé par quatre-vingt mille compatriotes enthousiasmés par cette victoire insérée de leur table.

Les résultats

par équipes, derrière les Kényans et les Japonais.

AUTOMOBILISME

Grand Prix du Brésil de formule 1
Classement : 1. Ayrton Senna (Bré., McLaren Ford), les 307,763 km en 1 h 51 min 15 s ; 2. Damon Hill (G-B., Williams-Renault), à 16 s ; 3. Michael Schumacher (All., Benetton Ford) à 46 s ; 4. Johnny Herbert (G-B., Lotus Ford) à 46 s ; 5. Mark Blundell (G-B., Ligier Renault) à 52 s ; 6. Alessandro Zanardi (Ital./Lotus Ford) à un tour.

Championnat du monde des pilotes : 1. Ayrton Senna, 16 pts ; 2. Alain Prost (Fra., Williams-Renault), 10 pts ; 3. Damon Hill et Mark Blundell, 6 pts ; 4. Michael Schumacher, 4 pts.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault et McLaren-Ford, 16 pts ; 2. Ligier-Renault, 6 pts.

CROSS-COUNTRY

Championnats du monde
Les Kényans ont dominé les championnats du monde masculins de cross-country en prenant les trois premières places de la course, dimanche 28 mars à Anvers (Belgique). William Sigaï s'est imposé au sprint devant Dominik Kniel et Jeroen Kniel, relayant le favori marocain Khalid Siah à la sixième place. Le premier français, Thierry Pons, a été classé dix-septième. Dans le classement par équipes, les Kényans dominent largement les Éthiopiens et les Portugais. Les Français sont cinquièmes.

Chez les femmes, la Portugaise Albartina Dias s'est imposée devant l'Allemande Catherine McGarran et l'Américaine Lynn Jennings. Grâce aux bonnes performances de Fátima Fates (9^e) et Odile Otlet (14^e) les Françaises ont gagné la médaille de bronze.

SKI ALPIN

Coupe du monde féminine

L'Autrichienne Anita Wachter a remporté la Coupe du monde féminine de slalom au terme des dernières épreuves de la saison, samedi 27 et dimanche 28 mars à Aare (Suisse). Elle devancait la jeune Allemande Karja Sainzinger et Carole Morla. Samedi, la Française a été éliminée dans le slalom géant devant l'Italienne Deborah Compagnoni et Anita Wachter. Grâce à ce troisième succès de la saison - auquel s'ajoute une victoire en super-G - Carole Morla a remporté, pour la deuxième année consécutive, la Coupe du monde de la spécialité. Vendredi, dimanche, dans le slalom, la Suissesse Vreni Schneider s'est également imposée dans la Coupe du monde de la spécialité, la Française Patricia Chauvet prenant la troisième place. L'Allemande Karja Sainzinger a remporté les Coupes du monde de descente et de super-G.

Coupe du monde masculine

Le Luxembourgeois Marc Girardelli est devenu, samedi 27 mars, le premier skieur de l'histoire à avoir remporté cinq fois le classement général de la Coupe du monde masculine de slalom. Il a devancé le Norvégien Kjetil André Aamodt, vainqueur des deux autres slaloms géant et du super-G, et le Suisse Franz Heinzer, qui s'est imposé dans la Coupe du monde de descente. La Suédoise Tomas Fogdö, qui s'est imposé, dimanche, dans le dernier slalom de la saison, s'est adjugé du même coup le titre de la spécialité, devant l'Italien Alberto Tomba.

TENNIS

Coupe Davis

Groupes mondiaux (1^{er} tour)
(De haut en bas du tableau)
* Australie b. États-Unis... 4-1
* Inde b. Suisse... 4-1
* France b. Autriche... 4-1
* Pays-Bas b. Espagne... 4-2
* Suède b. Cuba... 5-0
Représentation des Tchèques et des Slovaques b. Danemark... 4-1
Allemagne b. Russie... 4-1

RUGBY

Championnat de France

Phase qualificative (2^e journée)

POULE A

* Perpignan b. Brive... 44-10
* Colomiers b. Biarritz... 30-11
Classement : 1. Perpignan, 6 points ; 2. Colomiers et Brive, 4 ; 3. Biarritz, 2.

POULE B

* Toulon b. Bègles-Bordeaux... 10-7
* Toulon b. Montpellier... 30-21
Classement : 1. Toulon, 6 pts ; 2. Toulon et Montpellier, 4 pts ; 3. Bègles-Bordeaux, 2 pts.

POULE C

* Grenoble b. Pau... 33-16
* Bègles b. Narbonne... 25-9
Classement : 1. Grenoble, 8 pts ; 2. Bègles et Narbonne, 4 pts ; 3. Pau, 2 pts.

POULE D

* Agen b. Tarbes... 28-8
* Dax b. Castres... 18-13
Classement : 1. Agen, 8 pts ; 2. Dax et Castres, 4 pts ; 3. Tarbes, 2 pts.

Prost son pire ennemi

S'il songe déjà à son proche avenir en 1994, Ayrton Senna ne veut pas plus négocier le présent. Soucieux de son image, le champion brésilien n'entend pas servir de faire-valoir cette saison à Alain Prost, devenu au fil des ans son pire ennemi. Plus encore qu'à l'attitude de Kyamini (Afrique du Sud), il a pu mesurer à São-Paulo le handicap moteur des McLaren par rapport aux Williams-Renault et même aux Benetton, qui, au titre de partenaires de Ford, disposent de grands écosystèmes, avec la distribution peugeotique, du V8 américain. Pour disputer la suite de la saison, le pilote brésilien exigera aussi de Ron Dennis qu'il obtienne de Ford un traitement plus égalitaire avec Benetton.

GÉRARD ALBOUY

POINT / DÉONTOLOGIE DU JOURNALISME

Une vieille
controverse

Mercredi 3 mars, M. Jacques Vistel, conseiller d'Etat, remettait à M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, un rapport proposant de clarifier l'exercice du journalisme (Le Monde du 4 mars). Il confirmait ainsi que le débat sur la déontologie de la presse est bien ouvert aujourd'hui. Ou, plutôt, rouvert. Car depuis qu'il existe des journaux il existe une controverse publique sur l'usage que font les journalistes des libertés dont ils bénéficient dans les limites, variables, que la loi, invariablement, leur impose.

Mais, en France, ce débat bute toujours sur la même difficulté : il n'existe, à côté de la convention collective nationale précisant le droit du travail dans ce secteur d'activité, aucun texte légal, ni contractuel fixant les usages et devoirs de l'ensemble des journalistes. Pour solennelles qu'elles soient, les pétitions de

principe adoptées par les organisations professionnelles n'ont aucune valeur juridique et n'engagent donc que leurs signataires.

La plus ancienne de ces textes est la Charte des devoirs professionnels des journalistes français, élaborée en 1918, puis révisée et complétée, en 1938, par le Syndicat national des journalistes (SNJ), majoritaire parmi les professionnels. Toutes les organisations représentatives du journalisme français se déclarent aujourd'hui de ce texte dont le SNJ et l'USJF-CFDT demandent qu'il figure en préambule de la convention collective nationale. Le président du SNJ, M. Claude Durieux, propose même qu'il constitue le socle d'un projet de loi-cadre.

Un peu partout, des initiatives fleurissent. L'association Reporters sans frontières, qui a proposé, en 1991, son propre projet de « Charte des devoirs et des

droits des journalistes », estime qu'il appartient « à chaque entreprise de presse de s'imposer librement et collectivement certaines règles claires et contraignantes ». Le SNJ a annoncé, le 16 février, à Lyon, un livre blanc sur la déontologie. Quant à la commission Médias et communication de la Ligue des droits de l'homme, qui a toujours combattu, depuis sa création, l'influence des « puissances de l'argent », elle a engagé une nouvelle réflexion sur la déontologie de l'information en poursuivant ses travaux sur la responsabilité sociale de la presse.

Mais comment remédier aux excès des uns, empêcher les dérives des autres, restaurer le crédit d'une profession globalement affectée par les « affaires », sans mettre en péril la liberté de l'information ? Souvent posée, depuis le XVIII^e siècle, cette question n'est toujours pas tranchée.

La faute à Emile de Girardin ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les journalistes ont mauvaise presse.

Les philosophes du Siècle des Lumières n'éprouaient que condescendance pour les gazetiers. S'ils revendiquaient la liberté d'expression, c'était surtout au bénéfice de leurs propres œuvres littéraires. Dans ses *Lettres persanes*, Montesquieu écrivait : « Il y a une espèce de livres que nous ne connaissons point en Perse et qui me paraissent ici fort à la mode : ce sont les journaux. La paresse se sent flattée en les lisant. On est ravi de pouvoir parcourir trente volumes en un quart d'heure (1). » Dans l'article de son *Encyclopédie* consacré aux « Journalistes », Diderot ne formulait pas un jugement moins sévère : « Nous avons maintenant en France une foule de journaux. On a trouvé qu'il était plus facile de rendre compte d'un bon livre que d'écrire une bonne ligne et beaucoup d'esprits stériles se sont tournés de ce côté. » Voltaire lui-même, qui polémique volontiers, posait contre ceux qui usaient contre lui des libertés de l'époque : « La presse, il faut l'avouer, est devenue l'un des fléaux de la société et un brigandage intolérable... »

Ce n'est pas non plus d'aujourd'hui que la question de la déontologie du journalisme renvoie à l'éternelle confrontation de la liberté et de la morale. Chaque fois qu'il y eut un Minibou pour proclamer devant les Etats Généraux « la liberté de la presse, la liberté la plus inviolable, la plus sacrée », il y eut un Tiers d'Angoulême pour préciser que « la liberté de la presse doit être sans borne pour le bien, mais sans limite pour le mal ». L'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 résume ce dilemme : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sans être tenu de répondre de l'abus de cette liberté dans les cas prévus par la loi. »

Des rubriques « concédées » à des banquiers

Mais, charte déontologique ou pas, de la Révolution de 1789 jusqu'aux « affaires » de 1993, c'est le même jeu qui tranche toujours le débat le plus ardu, avant même que les législateurs ne le fassent, et cela quel que soit le régime, quel que soit le degré de pouvoir exercé par les journalistes, parce que son jugement est subordonné au degré de confiance que lui inspirent les hommes de presse : ce jeu souverain, c'est le citoyen, le peuple, le public, l'opinion publique, bref, le lecteur, devenu auditeur et téléspectateur.

Lorsqu'il arrive, dans certaines circonstances extrêmes, que les journalistes, cumulant le pouvoir de dire et celui de faire, deviennent les principaux acteurs de l'Histoire, ils encourrent, par les conséquences de leurs actes, des risques à la mesure des réactions que leurs écrits suscitent. La confiance trahie peut alors se transformer en défiance aveugle et tuer. De l'indulgence à la guillotine, il n'y eut, au fond, entre Pierre Brissot, Camille Desmoulins, Jacques Hébert et quelques autres, sous la Révolution, que l'espace de quelques pages, instigatrices puis victimes des abus d'une liberté de la presse vite corsetée, après la chute de la monarchie, pour cause de diffamations en tout genre.

Un siècle plus tard, sous la III^e République, les Français n'en voulaient plus leurs journalistes à l'échafaud et s'ils en clouèrent encore beaucoup au pilori pour cause de défiance, ce n'était pas tant pour leur part dans les responsabilités politiques que pour leur degré de compromission avec les puissances économiques. Entre-temps, en effet, la « grande presse » était devenue commerciale. Sur fond, déjà, de rêve américain, les « républicains d'affaires » contrôlaient le jeu parlementaire au nom de l'économisme triomphant. Emile de Girardin, l'inventeur de la presse à bon marché, était passé par là. La corruption de

la presse date-t-elle vraiment du jour où cet homme, « né journaliste », décida d'abaisser le prix de vente de son nouveau quotidien pour avoir plus de lecteurs en ouvrant ses colonnes à la « réclame » pour obtenir les recettes complémentaires ? Certains, plus tard, le prétendront.

Toujours est-il que l'argent, très vite, gangrènera le journalisme. Il suffit de se reporter aux débats de la Chambre des députés pour constater que le déficit déontologique de la presse nourrissait abondamment les réflexions des auteurs de la future loi du 29 juillet 1881, qui tente, elle aussi, jusqu'à aujourd'hui, de concilier liberté et responsabilité de la presse.

Voici, par exemple, en quels termes, un certain M. Sourdis dénonçait à la tribune du Palais-Bourbon, au cours de cette discussion, le 2 février 1881, les « ripoux » chargés des rubriques économiques de certains journaux : « Dans certains journaux, le rédacteur du bulletin financier, au lieu d'être payé de son travail par le propriétaire du journal où il écrit, est payé par un

entrepreneur particulier qui achète le droit d'en disposer à sa guise ou partage les profits qu'il en retire avec le propriétaire du journal, quand ce n'est pas le rédacteur lui-même du bulletin qui l'exploite dans des conditions analogues. (...) Un procès récent n'a-t-il pas fait connaître la somme considérable que percevait notamment l'un des journaux les plus répandus de Paris, le Figaro, pour avoir concédé sa rédaction financière à une maison de banque ? Dans les comptes de gestion de divers journaux, on a même inscrit les sommes perçues par la gérance en outre du prix des annonces et réclames ordinaires. Tout cela est tellement passé dans la pratique journalière que des fondateurs de nouveaux journaux, dans leurs appels aux souscripteurs d'actions, font apparaître comme une chose toute naturelle le bénéfice à recueillir sous la forme de « mensualités payées par le banquier ou pour prix de l'affermage complet de la partie financière à quelque grande société. (...) Les mensualités dont il s'agit font partie de ce que, en termes du métier, on appelle les bénéfices

latéraux du journal ; et aujourd'hui, tant la chose est passée en habitude, on peut voir distribuer ouvertement ces mensualités devant le public, sous le péristyle de la Bourse, où les agents de certaines maisons financières remettent, avec la même satisfaction, aux rédacteurs des journaux, le canotier, souvent autographié du même imprimer, de ce que ces derniers auront à inscrire dans leur bulletin de Bourse... »

L'orateur concluait en disant : « Je crois, et je le dis pour l'honneur de la presse, qu'il y a des journaux qui font exception à la règle devenue aujourd'hui trop générale. Mais combien sont-ils ? J'avoue mon impuissance à répondre (2). »

La Lanterne fit partie de ces exceptions qui sauveront alors l'honneur de la presse française en refusant les publicités financières et financières : « Quand je fondai la Lanterne en 1868, raconte Henri de Rochefort, je refusai péremptoirement toutes les propositions d'annonces qui m'assaillirent. Plus tard, dès le début de la Marseillaise, dont le tirage dépassa souvent cent cin-

quante mille, il fut convenu qu'aucune réclame financière n'y entrerait jamais. Nous avons mieux aimé, les rédacteurs et moi, priver le journal d'un casuel considérable que de participer, même inconsciemment, à la ruine possible de quelques-uns de nos concitoyens. »

Malgré les scandales et les violentes batailles politiques de cette fin du XIX^e siècle, le législateur de 1881 privilégia la délivrance des entraves à la liberté de l'information, sans cesse renouvelées depuis la Révolution. Il fit mine d'accorder à l'ensemble de la presse le bénéfice du doute et de la bonne foi plutôt que de s'aventurer dans une entreprise de moralisation vouée d'avance à l'échec à cause même de la généralisation de la corruption.

Sa magnanimité ne fut pas payée de retour, si l'on ose dire, puisque c'est « l'abominable vénalité de la presse française », soulignée par un journaliste qui s'en étonnait lui-même - l'émissaire du tsar venu, en 1901, distribuer des subsides aux journaux parisiens pour qu'ils incitent les Français à souscrire à l'em-

prunt russe, payable, après 1917... en monnaie de singe (3) -, qui fut à l'origine du sursaut professionnel concrétisé, en 1918, par l'élaboration, à l'initiative du SNJ, de la Charte des devoirs professionnels des journalistes français.

En mai 1933, on pouvait encore lire, cette fois dans les *Cahiers des Droits de l'Homme*, organe de la Ligue des droits de l'Homme, sous la plume du journaliste Georges Boris, en lutte contre les puissances de l'argent : « C'est chose relativement fréquente que des magnats de l'industrie ou de la banque, ou des millionnaires ambitieux, s'offrent le luxe d'avoir un journal, c'est-à-dire d'un public ignorant et docile, se dévouant dans les colonnes d'un certain nombre de journaux des manœuvres subtiles ou grossières, parfois même incohérentes, qui correspondent aux desseins, aux appétits ou aux sautes d'humeur de celui qui tire les ficelles parce qu'il tient la caisse. (...) Au premier rang des puissances d'argent qui achètent la presse, il faut placer les compagnies de chemins de fer. (...) Quel qu'il en soit, c'est à la faveur de l'incognito que les puissances d'argent peuvent faire des journaux qu'elles commandent et subventionnent les instruments de leur action sur l'opinion publique. Le reproche qu'on peut et qu'on doit leur adresser est ce que n'est pas celui de corruption mais d'une sorte d'abus de confiance. Le plus souvent, celui ou ceux qui subventionnent ainsi un journal en sont aussi les principaux actionnaires ; ils en ont donc le contrôle et la propriété effective. C'est ainsi que M. de Wendel (célèbre famille de maîtres de forges lorrains) et son groupe contrôlent le Journal des Débats. (...) Plus récemment, le général Primo de Rivera et un jour l'occasion de s'écrier : « De quel droit le Temps m'attaque-t-il à un moment que je le paye ? » Un communiqué que le dictateur espagnol donna à cette occasion et que le Temps dut insérer en première page ne fait que confirmer cette interpellation brutale et méprisante et en donner toute la signification (4). »

Un mal « fatal et incurable »

Accablé, Georges Boris soulignait, au passage, les difficultés économiques de la presse de cette époque en des termes qui restent d'actualité : « Un journal qui équilibre son budget grâce au produit de ses annonces n'a rien de nécessairement son indépendance (...), mais l'abaissement des prix de vente et d'abonnement au-dessous du prix de fabrication - dont Girardin fut l'instigateur - oblige les directeurs de journaux à faire la chasse aux ressources de publicité sous peine de faillite et ils sont incités, de ce fait, à faire payer autre chose encore que l'emplacement d'un « mur » où l'on colle des affiches, c'est-à-dire à vendre leur influence. »

Appréhivé, ce militant des droits de l'homme évoquait l'attitude de ses concitoyens en disant : « On est frappé, en vérité, de la résignation et de l'indulgence dont témoigne le public envers les tares qu'il impute volontiers lui-même à ses journaux. C'est énoncer un lieu commun que de dire qu'ils sont payés, vendus ; mais il n'y a qu'une minorité pour s'en étonner et s'en indigner. Le mal s'est accepté comme fatal et incurable, on flûte par en sourire, comme on se moque des projets de réformes, qui ne peuvent naître, semble-t-il, que dans des cervelles utopiques... »

ALAIN ROLLAT

(1) Histoire de la presse, de Charles Lohéac, Armand Fayard, 1938.

(2) Débats et documents parlementaires, Journal officiel, 1881.

(3) Hertz, d'Antoine Lefebvre, Grasset.

(4) Les Cahiers des Droits de l'Homme, 25-30 mai 1933.

La Charte des devoirs professionnels

« Un journaliste digne de ce nom... »

Voici la Charte des devoirs professionnels des journalistes français adoptée en 1918 par le Syndicat national des journalistes et révisée en 1938.

Un journaliste digne de ce nom prend la responsabilité de tous ses écrits, même anonymes ;

- tient la colonne, les accusations sans preuves, l'altération des documents, la déformation des faits, le mensonge, pour les

plus graves fautes professionnelles ;

- ne reconnaît que la juridiction de ses pairs, souveraine en matière d'honneur professionnel ;

- n'accepte que des missions compatibles avec la dignité professionnelle ;

- s'interdit d'invoquer un titre ou une qualité imaginaires, d'user de moyens déloyaux pour obtenir une information, ou surprendre la bonne foi de quiconque ;

- ne touche pas d'argent dans

un service public ou une entreprise privée où sa qualité de journaliste, ses influences, ses relations seraient susceptibles d'être exploitées ;

- ne signe pas de son nom des articles de réclame commerciale ou financière ;

- ne commet aucun plagiat, cite les confrères dont il reproduit un texte quelconque ;

- ne sollicite pas la place d'un confrère, ni ne provoque son ren-

voi en offrant de travailler à des conditions inférieures ;

- garde le secret professionnel ;

- n'use pas de la liberté de la presse dans une intention intéressée ;

- revendique la liberté de publier honnêtement ses informations ;

- tient le scrupule et le souci de la justice pour des règles premières ;

- ne confond pas son rôle avec celui du policier.

La « Charte de Munich »

« Le droit à l'information... »

Voici la déclaration des devoirs et des droits des journalistes, dite « Charte de Munich ». Elle a été rédigée et approuvée à Munich, les 24 et 25 novembre 1971, et adoptée, depuis, par la Fédération internationale des journalistes (FIJ), par l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), et par le plupart des syndicats de journalistes d'Europe.

Le droit à l'information, à la libre expression et à la critique est une des libertés fondamentales de tout être humain.

De ce droit du public à connaître les faits et les opinions procède l'ensemble des devoirs et des droits des journalistes.

La responsabilité des journalistes vis-à-vis du public prime toute autre responsabilité, en particulier à l'égard de leurs employeurs et des pouvoirs publics.

La mission d'information comporte nécessairement des limites que les journalistes eux-mêmes s'imposent spontanément. Tel est l'objet de la déclaration des devoirs formulée ici.

Mais ces devoirs ne peuvent être effectivement respectés dans l'exercice de la profession de journaliste que si les conditions concrètes de l'indépendance et de la dignité profession-

nelle sont réalisées. Tel est l'objet de la déclaration des droits qui suit.

Déclaration des devoirs

Les devoirs essentiels du journaliste dans la recherche, la rédaction et le commentaire des événements sont :

1 - Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité.

2 - Défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique.

3 - Publier seulement les informations dont l'origine est connue ou dans le cas contraire les accompagner des réserves nécessaires ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et documents.

4 - Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.

5 - S'obliger à respecter la vie privée des personnes.

6 - Rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte.

7 - Garder le secret professionnel et ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement.

8 - S'interdire le plagiat, la

calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement, ainsi que de recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information.

9 - Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste ; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs.

10 - Refuser toute pression et n'accepter de directive rédactionnelle que des responsables de la rédaction.

Tout journaliste digne de ce nom se fait un devoir d'observer strictement les principes énoncés ci-dessus. Recommandant le droit en vigueur dans chaque pays, le journaliste n'accepte en matière d'honneur professionnel que la juridiction de ses pairs, à l'exclusion de toute ingérence gouvernementale ou autre.

Déclaration des droits

1 - Les journalistes revendiquent le libre accès à toutes les sources d'information et le droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique. Le secret des affaires publiques ou privées ne peut en ce cas être opposé au journaliste que par exception et en vertu de motifs clairement exprimés.

2 - Le journaliste a le droit de refuser toute subordination qui serait contraire à la ligne générale de l'organe d'information auquel il collabore, telle qu'elle est déterminée par écrit dans son contrat d'engagement, de même que toute subordination qui ne serait pas clairement impliquée par cette ligne générale.

3 - Le journaliste ne peut être contraint à accomplir un acte professionnel ou à exprimer une opinion qui serait contraire à sa conviction ou à sa conscience.

4 - L'équipe rédactionnelle doit être obligatoirement informée de toute décision importante de nature à affecter la vie de l'entreprise. Elle doit être au moins consultée, avant toute décision définitive, sur toute mesure intéressant la composition de la rédaction : embauche, licenciement, mutation et promotion des journalistes.

5 - En considération de sa fonction et de ses responsabilités, le journaliste a droit non seulement au bénéfice des conventions collectives, mais aussi à un contrat personnel assurant la sécurité matérielle et morale de son travail ainsi qu'à une rémunération correspondant au rôle social qui est le sien, et suffisante pour garantir son indépendance économique.

Un entre
La caméra

Le monde d'aujourd'hui est un monde de caméra. La caméra est devenue un outil indispensable pour les journalistes. Elle leur permet de capturer des images précieuses, de documenter des événements, et de communiquer avec le public de manière plus efficace. Cependant, l'usage de la caméra soulève également des questions éthiques et de confidentialité. Les journalistes doivent être conscients de ces enjeux et agir avec responsabilité.

La caméra est un outil puissant, mais elle doit être utilisée avec sagesse. Les journalistes doivent respecter la vie privée des individus et ne pas manipuler les images pour créer une fausse impression. L'éthique est au cœur de la profession journalistique, et l'usage de la caméra ne fait pas exception.

Enfin, la caméra est un outil qui peut servir à de nombreuses fins. Elle peut être utilisée pour informer, éduquer, et même pour divertir. Mais elle doit toujours servir le public et contribuer à une meilleure compréhension du monde qui nous entoure.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

La caméra est un outil qui a révolutionné le journalisme. Elle a permis de capturer des moments historiques, de documenter des injustices, et de donner une voix aux sans-voix. Mais elle doit être utilisée avec responsabilité et éthique.

CULTURE

ARTS

Chagall en voyage

Des œuvres venues des collections russes arrivent à Paris

MARC CHAGALL
à la galerie Gérard Piltzer

Les métamorphoses de la Russie ont, en matière d'art, de singulières conséquences. Il existe désormais une exposition itinérante en location, qui voyage d'une ville à l'autre, d'un musée à une galerie, se divise, se rassemble et sert tantôt la curiosité, tantôt la spéculation. Ainsi des Chagall aujourd'hui accrochés sur les Champs-Élysées.

Une publicité hâve les fait passer pour des œuvres inédites. Inédites dans le huitième arrondissement, peut-être. Depuis deux ans, elles voyagent en groupe à travers l'Europe occidentale. Pour leur première apparition, elles participaient en 1991 à l'exposition Chagall de la Fondation Gianadda, où furent révélés les grands et beaux décors peints par l'artiste au début des années 20 pour le Théâtre Juif de Moscou.

Lesquels décors firent ensuite le voyage de New-York. De Martigny, ce contingent s'en est allé ensuite à Ferrare l'an dernier, puis à Florence cet hiver, encore pour des rétrospectives muséales. Jusque-là, rien à dire, si ce n'est que des gouaches et des huiles sur carton, d'autant plus précieuses qu'elles datent des années 10, les meilleures de leur auteur, risquant de souffrir de tant de déplacements et d'accrochages.

Ces œuvres sont donc à Paris — mais ce n'est plus pour une rétrospective ou l'analyse d'une période décisive de l'art russe, c'est pour tenir leur part dans un spectacle moins net. Dès l'entrée, le visiteur sait qu'il n'est pas convié à une présentation de tableaux mais à une évocation grand-guignolesque d'un style de Russie blanche, avec des décors en planches de sapin — mal équilibrées pour faire plus vrai — et mannequins grisâtres façon Musée Grévin.

Chroniqueur
ironique

loin de la révolution et du suprématisme. Il cherche à inventer des types, le Juif rouge, le Balayeur, les Amoureux. Il oscille entre naturalisme, modernisme et onirisme, et fixe l'image de « sa » Russie, populaire et rêveuse.

De tout cela, le visiteur n'aura que des éléments épars, paysages et portraits disposés pour l'effet plus que pour leur intelligence. Mais il sera conduit jusqu'à la dernière salle, pudiquement dénommée celle des « œuvres de la galerie Gérard Piltzer », autrement dit celle des œuvres de Chagall. Là, hors de ces gouaches du premier séjour parisien, il n'aura à se mettre sous l'œil que des échantillons de l'œuvre Chagall, celui des bouquets de fleurs, des femmes-crocs et des clowns multicolores, travaux aimables et de peu de substance. Quel rapport avec les prêts de Saint-Rémy-de-Provence et de Moscou? La signature. Les seconds tiennent lieu de caution aux premiers, bien sûr. Que voilà une politique commerciale adroitement organisée!

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Gérard Piltzer, 78, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris; tél.: 43-59-90-07. Jusqu'au 8 mai.

THÉÂTRE

► Patrice Martinet prochain directeur de l'Athénée. — L'une des dernières décisions de Jack Lang, en tant que ministre de la culture, a été la nomination à la tête de l'Athénée de Patrice Martinet. Il devrait ainsi succéder à Joysanne Horville, qui prend la direction du Jeune Théâtre national. Patrice Martinet a été directeur du centre culturel français de Milan, dont il a fait un pôle d'attraction pour les Milanais et pas seulement la colonie française de la ville. Il a également créé le festival Paris Quartier d'été, devenu un moment obligé dans la vie de la capitale entre juillet et août et dont la quatrième édition se tiendra cette année entre le 15 juillet et le 15 août.

Fleurs de tôle

Chamberlain, sculpteur
du métal et de la couleurJOHN CHAMBERLAIN
à la galerie Korsten Greve

Entre expressionnisme abstrait et pop-art, John Chamberlain, natif de l'Indiana, accompli depuis les années 50 une œuvre de sculpteur exemplaire de continuité et de cohérence. Il n'a d'autres matériaux que les rebuts de métal d'industrie et d'autres procédés que le pliage, la compression, le découpage et la soudure. D'une portière d'automobile, d'une calandre, d'un bidon, d'une tôle ébréchée et cabossée il fait la matière de tirer une forme expressive, tantôt abstraite, tantôt allusive. Il tresse les plaques en guirlande, les écrase en masses anguleuses et pointues, les écartèle, les martèle, et scie une mâchoire, une squelette, une stèle, des fleurs, une ruine — selon l'occasion, son envie et les suggestions caennées qu'il découvre dans les débris et carcasses qu'il récupère.

Or ces épaves furent peintes, laquées, vernies — et le sculpteur joue de ces couleurs, de leur vulgarité agaçante, de leur acidité et de leur éclat. Aucun ton n'est trop aigre, aucune nuance trop vive pour lui. Il raffole du rose bonbon, du vert pistache, du jaune bouton d'or et de l'écarlate. Il partage avec Frank Stella le culte très pop des harmonies façon supermarché et des surfaces métalliques où la lumière des spots se brise en rayons aveuglants. Il a, en somme, affreusement mauvais goût — et démontre adroitement que ce « mauvais goût » criard et trivial peut susciter des œuvres séduisantes quand il est manipulé avec adresse.

Des toiles peinturlurées il fait des bouquets charnants, si charnants même que l'on oublie jusqu'au matériau qui les compose. On croirait même qu'il n'est des matériaux si malcommodes que pour mieux démontrer sa dextérité. Ce serait du reste l'unique faiblesse d'une œuvre si féconde et spectaculaire : succomber à l'ivresse de la virtuosité pour la virtuosité. Dans les grandes sculptures qui forment l'essentiel de l'exposition, la monumentalité, sinon la démesure, empêche le mariage d'élégance et de virtuosité. Les œuvres plus petites, délicieuses sans doute sur une commode Louis XV, se défendent moins bien contre ce soupçon.

Ph. D.

► Galerie Korsten Greve, 5, rue Debailly, 75003 Paris; tél.: 42-77-19-57. Jusqu'au 22 mai.

► Précision. — Dans l'article consacré à l'exposition Jean Dubuffet de Martigny (Le Monde du 23 mars), nous avons omis de signaler la rétrospective qui eut lieu dans le cadre du Festival d'automne au Grand Palais en 1973. Germain Viatte y montrait l'exposition organisée au printemps de la même année sur le musée Guggenheim de New-York, qui fut présentée pour la première fois le spectacle « Coucou Bazar ».

LOTTO	1985	2025
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10

LOTOS	1985	2025
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10
10	10	10

CARNET DU Monde

Décès

Clande CAPPUZZO

nous a quittés le 24 mars 1993.

Serge, 56 ans, ses amis, ses collègues, l'accompagneront au crématorium du Père-Lachaise, le mardi 30 mars, à 14 heures, entrée porte Gambetta.

— Le 17 mars 1993.

Yves GORRICHON

a été ravi à l'affection de ses amis.

L'inhumation aura lieu au Père-Lachaise, le 30 mars, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons peuvent être adressés à : APARTS, 45, rue Rébeval, Paris-19, qui s'occupe des séjours.

— La direction des Musées de France.
— La direction et le département des Antiquités du Musée du Louvre.
— La direction des Musées de Strasbourg, pour la tristesse de faire part du décès de

M. Othon KAUFMANN,

chevalier de la Légion d'honneur, grand docteur des Musées nationaux et des Musées de Strasbourg.

survenu le 22 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Remerciements

— M^{me} Paul Aubignat, bouleversée par la présence de nombreux collègues et amis venus témoigner leur affection et leur amitié à

Paul AUBIGNAT,

exprime sa profonde reconnaissance à tous ceux qui se sont associés si chaleureusement à son deuil.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6007

1	2	3	4	5	6	7	8	9

HORIZONTALEMENT

1. Peut nécessiter beaucoup de travaux. — 2. Cultivées par ceux qui aiment le commerce. — 3. On peut y employer des gens. — 4. Le sujet, de Salomon, dans les bois. — 5. Cercle à l'étranger. Parfois observé sur un tableau. — 6. Les bonnes sont dans l'ordre. — 7. Parties de campagne. — 8. Sur la Drôme. Chaine. — 9. Est mis sur la voie. Le premier, c'est le devant de la scène. — 10. En Belgique, Coule à l'étranger. — 11. Devient parfois femme de chambre. Pas conservée.

VERTICALEMENT

1. Ne sont plus utilisées pour les réparations. Consultées par celui qui veut commander. — 2. Il faut parfois le payer avant de prendre les bretelles. A une forte tête. — 3. Un

Manifestations du souvenir

— Une plaque sera apposée sur l'Hôtel Istria, 29, rue Campagne-Première, Paris-14^e, en hommage aux artistes qui le fréquentèrent dans les années 20.
Rendez-vous sur place, mercredi 31 mars 1993, à 18 heures.

Association

la Mémoire des lieux,

9, avenue Albert-de-Mun, Paris-16^e. Tél.: 45-05-14-74.

Communications diverses

Réunion

de l'Amicale des commerçants du comité Falguère-Vaugrand.

Mardi 30 mars 1993, à partir de 20 h 15.

ESPI, 2, impasse du Mont-Tonnerre, 2^e étage.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-66-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

à la date parvenant avant 8 h

au siège du journal,

15, rue Falguère, 75016 Paris

Tél.: 206 808 F

Télécopieur : 45-06-77-13

Tarif de la ligne N.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 60 F

Communications diverses : 105 F

Thèmes étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont

secrétées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

DANSE
THEATRE
PARIS
DE LA VILLE

CHRISTINE BASTIN
30 ET 31 MARS 20H30
Gueule de loup
création pour 5 danseurs

2 ET 3 AVRIL 20H30
Grâce
pour 5 danseurs et 1 acteur

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Le Monde
VOYAGES

TERRES D'ÉTÉ

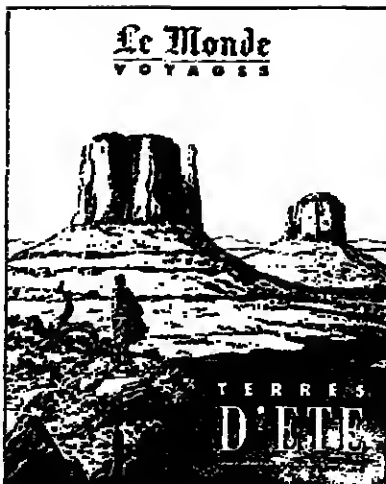
DES DESTINATIONS
pour vos
VACANCES

DES REPORTAGES

Arizona/Nouveau-Mexique, l'Amérique en VO : à Savannah, sur la Côte ouest, au Québec, à Buenos-Aires, au Mexique-Guatemala, à Gujerat, au Bhoutan, à Hanoï, à Madère, en Lituanie et au Péloponèse.

DES GUIDES

Un inventaire des croisières. La Méditerranée



à la voile. Les jardins anglais. Et l'agenda européen : une sélection des grands rendez-vous culturels de l'été.

DES SÉLECTIONS

Continent par continent, le Monde voyages propose un large choix de suggestions pour s'évader.

Avec
Le Monde

MARDI 30 MARS (numéro daté mercredi 31)

EMAUX et ORIENT
de
JACQUES GAUTIER

« L'oiseau indien »
Broché aux Éditions Mouton
de turquoises et de perles de culture.
Boutiques d'oreilles : 2 500 F
OVM : Éditions Mouton originale
36, rue Jacob, 75006 Paris. Tél.: 42-60-54-33.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Luscombe, président

Bruno Faguet, directeur

directeur de la rédaction

Jean-Pierre Gault

directeur de la gestion

Maurice Luchet

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombini

Robert Solé

(adjoint au directeur

de la rédaction)

Yves Agnès

Thierry Fournier

Philippe Harman

Jean-Pierre Simon

Daniel Vernet

(directeur

des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Peyre-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1987)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUÈRE

75016 PARIS CEDEX 16

Tél.: (1) 40-65-29-94

Télécopieur : 40-65-29-93

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-AUGUY

54002 NIVY-SUR-SEINE CEDEX

Tél.: (1) 40-65-25-20

Télécopieur : 40-60-30-10

هذه من النجلى

هكذا من الأفضل

• Le Monde • Mardi 30 mars 1993 21

CARNET DU Monde

Les relations du monde
Communications diverses
CARNET DU MONDE
MOTS CROISÉS
Le Monde

5400^F

HENRIKSBERG.
Canapé 2 places.

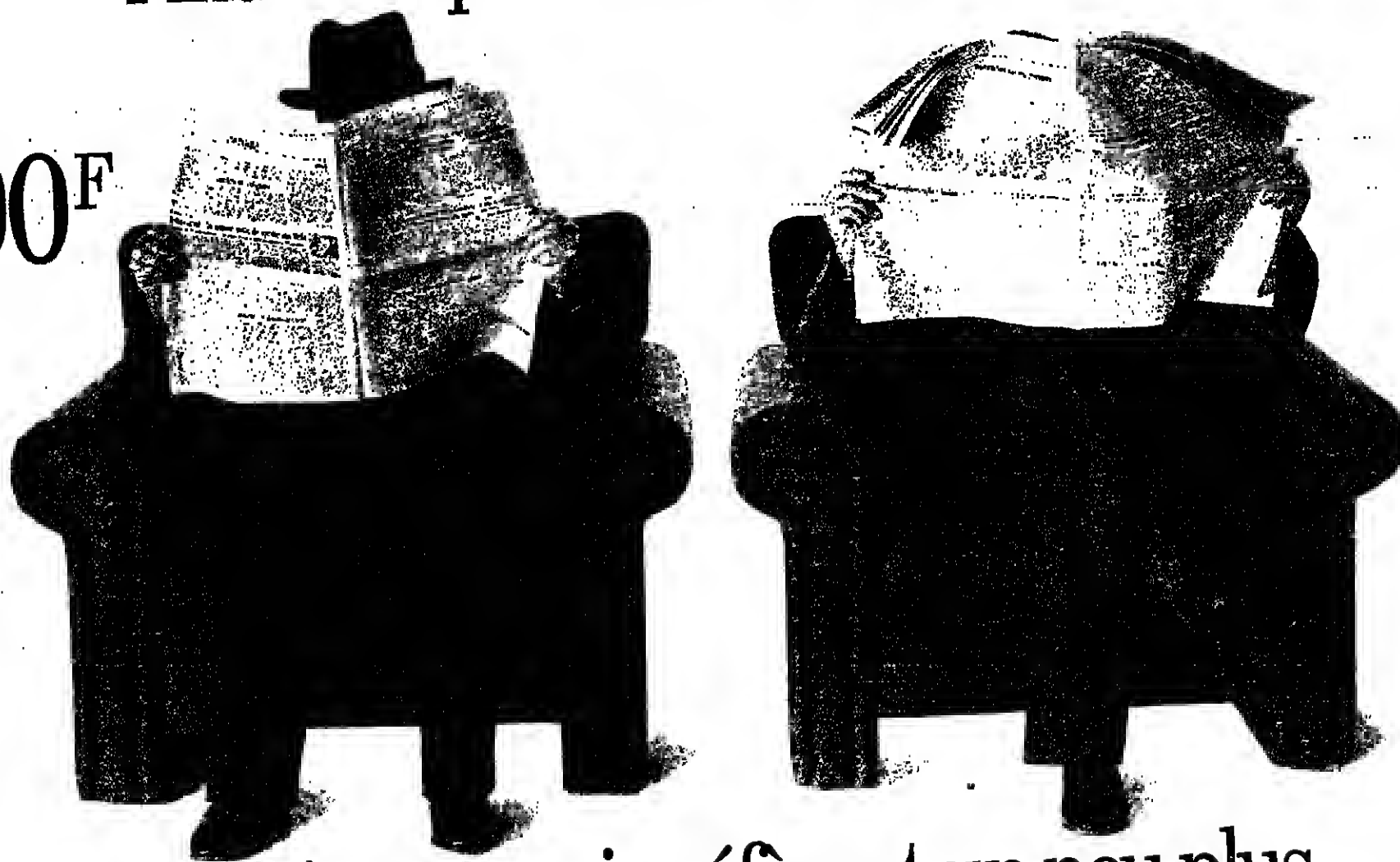


HENRIKSBERG.
Structure en bois massif,
panneau de fibres et
polyéther. Ressorts ondulés
avec toile de protection et
polyéther. Coussins d'assise
et de dossier en mousse de
polyéther 30 kg/m³ et plumes.
Haut. 80 cm. Revêtu tissu
coton Exhult vert.
Sur commande, livraison
gratuite. Canapé 2 places
larg. 175 cm 5400 F.
Fautail larg 104 cm 3400 F.
Existe aussi en version
canapé 3 places et convertible.

Nous avons pensé à ceux qui recherchent
l'intimité pour vivre ensemble...

3400^F

HENRIKSBERG.
Fautail.



comme à ceux qui préfèrent un peu plus
d'indépendance pour cohabiter

Les relations avec nos semblables sont ainsi faites
qu'à l'opposé de ceux dont on ne se trouve jamais
assez proches, il y a ceux dont un peu plus de recul
permet d'apprécier la valeur.
IKEA, toujours soucieux de répondre aux situations
de la vie, vous en donne une illustration avec des
canapés idéaux pour l'intimité, qu'on retrouve en
version fauteuil, plus propre aux mondanités.

L'adaptation, voilà une grande idée de notre
assortiment. Vos appartements, vos besoins,
vos moyens sont aussi différents que vos envies, vos
projets, vos goûts. Tout notre pari consiste à vous
permettre de concilier vos goûts et vos moyens.
A votre imagination de faire le reste. Et quand bien
même vous piqueriez quelques idées dans le
magasin, c'est permis et même recommandé. Après,

si vous décidez d'être à deux dans le même fauteuil,
libre à vous : ils savent s'adapter aux situations.



IKEA PLAISIR (78)
C.C.I.A.L DE PLAISIR.
TEL. 30.70.21.21.

IKEA PARIS NORD II (95)
AUTOROUTE A1 ZAC PARIS NORD II.
TEL. (1) 49.00.16.16.

IKEA PARIS EVRY (91)
AUTOROUTE A6 SORTIE LISSES.
TEL. (1) 64.57.71.20.

IKEA LYON (69)
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE.
TEL. (1) 78.26.49.49.

IKEA MARSEILLE (13)
RN 10 C.C.I.A.L VITROLLES ESPACE.
TEL. 42.89.66.16.

IKEA LILLE (59)
C.C.I.A.L DE LOMME.
TEL. 20.63.56.77.

IKEA BORDEAUX (63)
C.C.I.A.L BORDEAUX-LAC.
TEL. 36.50.42.00.

RESTAURANT PAROIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3019 IKEA.

ÉCONOMIE

Nouveaux incidents dans la Manche

La « guerre du poisson » s'envenime

Deux incidents sérieux ont marqué, dimanche 28 mars, à Cherbourg, le « guerre du poisson » franco-britannique, amenant le ministre de l'Agriculture du Royaume-Uni, M. John Gummer, à annoncer que les équipages de la Royal Navy pourraient dorénavant être armés. Trois officiers britanniques chargés de la surveillance des territoires de pêche ont été emmenés de force à Cherbourg, à bord d'un chalutier français la Calypso qu'ils avaient auparavant contrôlé au large de l'île d'Alderney. Selon la version rapportée à Londres, le bateau pêchait dans les eaux britanniques, dans la zone des six milles marins entourant les îles Anglo-Normandes. Escorté par un bâtiment de la marine britannique, le chalutier a gagné Cherbourg, où les trois officiers ont été relâchés. Deux heures plus tard, un second incident s'est déroulé dans le port, plusieurs chalutiers entourant un dragueur de mines britannique qui y faisait escale. L'occupation de ce bateau par les pêcheurs français s'est prolongée pendant cinq heures, sans violence, la pavillon du bâtiment ayant été brûlé.

« Le gouvernement français n'a jamais fait un effort sérieux pour surveiller les pêcheurs » nous déclare le ministre britannique de la pêche

LONDRES

de notre correspondant

La « guerre du poisson » entre la France et la Grande-Bretagne est ancienne : les chalutiers des deux pays se sont toujours disputés des territoires de pêche dans la Manche, notamment autour des îles Anglo-Normandes. Tout comme la « guerre du mouton », elle a gagné en intensité avec les règlements communautaires et l'instauration des quotas de production. Le ministre britannique de la pêche, M. David Curry, que nous avons rencontré jeudi 25 mars, soit avant cet incident, est très critique vis-à-vis des pêcheurs britanniques (qui ont entrepris un blocage larvé de certains ports de Grande-Bretagne), mais se montre également sévère à l'égard du gouvernement français.

« La profession est très mal disciplinée, nous le faisons très mal, il est très difficile de savoir exactement ce que les pêcheurs dépassent »

leurs quotas, donnent de fausses indications concernant leurs lieux de pêche, et débauchent illégalement du poisson. Je choisis mes mots, mais je dirai que la profession opère sur les marges de la légalité. Quelle que soit la réglementation sur la pêche que nous introduisons, la première chose que se demandent les pêcheurs, c'est : « Comment allons-nous contourner ? »

« Le problème est qu'ils ne sont pas surveillés correctement. En Grande-Bretagne, nous faisons l'effort le plus important de la Communauté en matière de surveillance : s'agissant des seules eaux anglaises, nous avons en permanence trois bateaux de la Royal Navy, trois avions, deux cents inspecteurs. Et bien, il est malgré tout très difficile de savoir exactement ce que se passe-t-il »

M. Curry estime que cet effort n'est pas imité par la France : « Le gouvernement français n'a jamais fait un effort sérieux pour surveiller les pêcheurs. Il y a eu

France) une longue tradition de laisser-faire, parce qu'on estime que c'est trop difficile, et que les pêcheurs évitent toujours les contrôles. J'ai constamment des plaintes à ce sujet. Les bateaux anglais débarquent du poisson en France mais, depuis douze ou treize ans, leurs équipages n'ont jamais rencontré un seul inspecteur, ils n'ont jamais subi aucun contrôle. »

« Entre deux tours d'élections »

« Sur les marchés français, vous trouvez du poisson d'une taille non autorisée, comme cela, ouvertement. Et quand les pêcheurs commencent à commettre des violations, que se passe-t-il ? Le gouvernement leur accorde des subventions ! D'accord, c'est une aide donnée entre deux tours d'élections, mais quand même... »

M. Curry estime que les raisons de la « guerre du poisson » entre

la France et la Grande-Bretagne sont simples : les pêcheurs anglais exportent en France certaines espèces - notamment des crustacés - et les pêcheurs français ont commencé à attaquer ces arrivages, pensant que ceux-ci allaient casser les prix en France, et puis, bien sûr, nos pêcheurs ont répliqué. Ces rapports conflictuels se nourrissent de bien des prétextes et M. Curry cite notamment le cas de « bateaux anglais rejoints à la mer des crabes, parce que ceux-ci étaient trop petits, et les bateaux français arrivant derrière pour les récupérer »...

Le ministre britannique reconnaît que les pêcheurs représentent un « lobby » bien plus puissant en France qu'en Angleterre : « Oh ! Je comprends cela parfaitement ! J'ai même toujours été frappé de voir qu'en France il y a apparemment une loi pour la plupart des citoyens et une seconde loi pour les agriculteurs et les pêcheurs. Je comprends les problèmes de maintien de l'ordre qui

existent en France, et les difficultés que les organisations d'agriculteurs et de pêcheurs peuvent avoir. Je ne critique pas, mais cela me pose à moi, en Grande-Bretagne, bien des problèmes : ici, les gens sont très mécontents de voir des photos montrant des policiers français se contentant de regarder la destruction de poisson (en provenance de Grande-Bretagne), sans intervenir, sans rien faire. L'impact psychologique et politique est considérable parce que, dans ce genre de situations, nos policiers interviennent immédiatement. »

« Les gens se disent : « Je ne comprends pas, je pense que nous étions dans un marché où nous devions tous coopérer, commercer. Pourquoi les Français attaquent-ils nos moutons, notre poisson ? » Donc l'impact populaire est très fort, surtout dans un pays qui a encore besoin d'être persuadé des bénéfices de l'Europe. »

LAURENT ZECCHINI

L'enquête mensuelle de conjoncture de l'INSEE

Stabilisation de l'activité économique à un bas niveau

L'activité économique serait en train de se stabiliser à un bas niveau. L'enquête mensuelle de l'INSEE montre qu'en mars les appréciations des chefs d'entreprise, sur la production en général, et leur propre production en particulier, ont cessé de se dégrader. Cette stabilisation, qui serait intervenue depuis le début de l'année, recouvre cependant des situations assez différentes d'une branche à l'autre : amélioration dans les biens intermédiaires et l'automobile, dégradation dans les biens de consommation et les biens d'équipement. Les stocks de produits finis sont toujours jugés supérieurs à la normale, mais les réponses des chefs d'entreprise sur ce point sont moins pessimistes. Les carnets de commandes continuent à se dégrader lentement. Enfin, les chefs d'entreprise estiment que les prix à la production pourraient baisser au cours des prochains mois.

Pour protéger les investissements

Accord entre notaires français et chinois

Le Conseil supérieur du notariat français (CSNF) a signé récemment, à Rome, un protocole d'accord avec l'Association nationale des notaires de Chine. Ce texte a pour but, outre l'établissement de relations entre branches françaises et chinoises de la profession notariale, de protéger les entreprises d'un pays investissant ou faisant des affaires dans l'autre. Ainsi, « lorsqu'une société ou une entreprise de juridiction française désire faire un investissement en Chine » au vice versa, « elles doivent, pour établir leurs capacités et celles de leurs fondés de pouvoir, fournir des certificats signés par un notaire de nationalité française ou chinoise selon le cas et attestant des capacités desdites sociétés et de leurs fondés de pouvoir ». Il s'agit en particulier de « faciliter la tâche des notaires et autres juristes chinois qui doivent vérifier ces qualifications ».

coctions émanant de juridictions étrangères et suivant des normes qui ne leur sont pas familières ». Du côté français, l'accord a été signé par M. Hubert Genot, président du CSNF, en présence de M. André Schwachigien, président de l'Union internationale du notariat latin, dont le siège est à Rome. Ce dernier, le notaire de juriste de droit, et donc de notaire, reste bien plus flou dans une Chine toujours régie par l'idéologie communiste, pour laquelle le droit n'est qu'une superstructure de la société. Mais, alors que Pékin s'efforce d'établir avec une extrême prudence et modération - les prémices d'un Etat de droit, les contacts avec les juristes étrangers, en particulier de droit romain, ne peuvent que rassurer les partenaires étrangers potentiels.

P. de B.

o Italie : le déficit budgétaire en 1993 sera plus élevé que prévu. - Le gouvernement entend adopter sans tarder des mesures d'austérité (à hauteur de 13 000 milliards de lire) qui viendront s'ajouter à un premier train d'économies décidé à l'automne 1992 sous forme d'impôts nouveaux ainsi que de coupes dans l'assistance sanitaire et les retraites.

Pechiney demande des mesures de sauvegarde pour sa production

Les livraisons d'aluminium des pays de l'Est déstabilisent l'industrie de la CEE

La liste des dossiers ayant trait au commerce international que devra traiter le nouveau gouvernement dès son entrée en fonction s'allonge : au-delà des négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), un autre sujet d'inquiétude concerne la progression des importations à bas prix en provenance de Russie ou d'autres Républiques de l'ex-URSS. Après les plaintes formulées par les sidérurgistes de la Communauté, Pechiney, principal producteur européen d'aluminium, réclame à Bruxelles l'application de mesures de sauvegarde afin de freiner les importations en provenance de la CEI ainsi que des Républiques baltes.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne, après avoir sondé les Etats membres qui ont réagi favorablement, vient de décider d'ouvrir une enquête. Le développement des importations est incontestable et spectaculaire : la part du marché communautaire occupée par les producteurs de l'Est est passée de 1 % en 1990 à 9 % en 1992. Pendant la même période, les prix, suite aux rabais pratiqués par les fournisseurs orientaux, ont dégringolé de 1 400 à 900 euros la tonne (un peu plus de 7 francs). Le préjudice résultant de cette situation pour les industriels de la CEE, et singulièrement pour Pechiney, est tout aussi évident. « Mais, expliquent les collaborateurs de Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission chargée des affaires commerciales, il faut maintenant établir que ce préjudice est bien dû au développement des importations. »

Ce sera l'objet de l'enquête qui vient d'être ouverte et qui pourrait durer plusieurs mois. A vrai dire, M. Brittan, convaincu que le meilleur moyen de contribuer au redressement des économies des anciens pays communistes consiste à leur faciliter l'accès aux marchés des Douze, ne semble pas pressé de limiter les importations d'aluminium russe ou balte.

Ce qui est vrai pour l'aluminium l'est aussi pour l'acier. Fin février, les ministres de l'industrie des Douze ont invité la Commission à

négoier avec chacun des fournisseurs, produit par produit, des contingents tarifaires de façon à éviter une progression trop soudaine des livraisons. Le Conseil avait accepté l'idée de M. Brittan qu'il ne s'agissait pas de limiter les importations, mais plutôt de modérer leur progression (Le Monde du 27 février). Cependant, à ce jour, les pourparlers engagés avec les Tchéques et les Slovaques n'ont pas abouti, et les négociations avec les autres pays exportateurs n'ont même pas été engagées. La France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne viennent de faire une démarche auprès de la Commission pour s'étonner de ce manque de zèle.

Le rendez-vous Brittan-Kantor

L'acier, dont les importations aux Etats-Unis en provenance de la Communauté sont menacées de taxes très lourdes et, aux yeux des Douze, injustifiées, sera à l'ordre du jour des entretiens, lundi 29 mars à Bruxelles, entre M. Brit-

tan et M. Mickey Kantor, représentant du président Clinton pour les négociations commerciales. Les deux hommes reprendront également le dossier concernant les marchés publics.

Les Etats-Unis ont décidé d'interdire aux entreprises communautaires de répondre aux appels d'offres lancés par des administrations ou agences fédérales pour protester contre une directive de la CEE, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1993, qui autorise les Etats membres, lors de la passation de marchés publics, à donner la préférence à une entreprise de la CEE par rapport à ses concurrents de pays tiers dans les limites d'une différence de prix de 3 %. La sanction frappant les entreprises communautaires devait s'appliquer à compter du 23 mars, mais lors de la visite de M. Jacques Delors à Washington, le 18 avril, l'administration américaine avait annoncé que la mesure était suspendue.

PHILIPPE LEMAÎTRE

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Marc Mille
Adresse : _____ Ville : _____
Code postal : _____ Niveau d'études : _____
Niveau d'études : _____ Age : _____
désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Délégué Médical
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Design
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Histoire, Management, Administration
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Communication par le Volume	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Complémentaire	<input type="checkbox"/> Probationnaire
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur **3615 CODE ORIENTATIO**

VIE DES ENTREPRISES

Réorganisation et risques immobiliers

Les comptes du Crédit agricole de Dordogne virent au rouge

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

« Notre situation est bonne et elle évolue bien. » C'est ce qu'avait affirmé, le 27 février 1992, M. Jean-François Sieurac, directeur du Crédit agricole de la Dordogne, lors d'une assemblée générale de la caisse locale. Un an après ces déclarations optimistes, la « banque verte » voit ses comptes virer au rouge en Périgord. Le déficit d'exploitation de l'exercice 1992 atteint 160 millions de francs. Un chiffre provisoire qui, au dire des responsables de la banque, devrait être prochainement révisé à la hausse au terme de l'audit interne actuellement en cours. Quant à l'avenir, la solidarité jouera et la Caisse nationale bouchera les trous en accordant des prêts subordonnés sans que cela nécessite pour autant des suppressions d'effectifs.

Ces mauvais résultats ont entraîné une remise à plat de l'organigramme périgordin. Une procédure de mise à pied a été déclenchée à l'encontre du secrétaire général. Et M. Sieurac voit le mandat de ses indemnités de départ remis en cause par l'instance qui vient d'engager la nouvelle direction devant la juridiction prud'homale. Au cours des dernières années, la gestion de la caisse de la Dordogne avait fait l'objet d'un certain nombre de critiques. N'avait-elle pas accumulé 700 millions de francs de créances douteuses en 1990 et 1991 ? Elle était aussi au cœur des sinistres les plus importants qu'avait connus l'économie locale.

Le nouveau directeur de la caisse, M. Christian Duvallet, ne pense pas que des erreurs de taille aient pu être commises à ce niveau. Lorsqu'une banque comme le Crédit agricole détient plus de 50 % de parts de marché dans un département, elle prend forcément plus de risques que d'autres. « A mon sens, notre situation actuelle résulte plutôt du financement d'opérations immobilières à l'extérieur de la Dordogne. On a voulu déve-

loper une activité de banque d'affaires et on a sans doute manqué de rigueur à une période où la conjoncture n'est pas bonne. »

M. Duvallet refuse pour l'instant de faire le moindre commentaire sur la situation laissée par son prédécesseur. M. Sieurac vit pour sa part assez mal la façon dont se passent les choses : « C'est un problème interne au Crédit agricole et je suis surpris qu'on le porte sur la place publique », a-t-il déclaré au journal *Sud-Ouest*. Des arguments que n'entend apparemment pas la section syndicale CFDT de la Charente. Dans un tract, elle accuse notamment M. Jean-François Sieurac d'être à l'origine de ces pertes et remet en cause la fusion programmée entre les caisses charentaises et périgordines.

M. Duvallet affirme qu'il est hors de question de revenir sur cette alliance. Elle entre dans la stratégie poursuivie par la banque, qui souhaite constituer des unités réalisant au moins 20 millions de francs de chiffre d'affaires.

DOMINIQUE RICHARD

Dans la région lyonnaise

La CFDT accuse McDonald's de ne pas appliquer le droit social

LYON

de notre bureau régional

Une véritable guérilla de procédure oppose, dans l'agglomération lyonnaise, les sociétés françaises de restauration rapide, au syndicat CFDT du commerce et des services. Celui-ci tente d'obtenir l'application du droit social et de la convention collective dans la dizaine de « McDo » lyonnais, employant un millier de salariés, dont 80 % à temps partiel.

Une nouvelle bataille judiciaire a eu lieu, jeudi 25 mars, devant le tribunal d'instance de Lyon. M. Myriam Plet demandait, pour la CFDT, que soit reconnue l'existence d'une unité économique et sociale entre les différents restaurants, affiliés à un groupement d'intérêt économique dénommé Poma et animé par M. Michel Antolinos. Ces établissements contestent la désignation d'un délégué syndical unique, M. Hassan Lamti, vingt ans, employé de McDonald's depuis quatre ans. M. Vincent Piquet-Gauthier, avocat de la direction, a obtenu un nouveau renvoi au

6 mai alors qu'une audience a déjà eu lieu au début du mois de février. Fort opportunément, M. Antolinos venait de transmettre à d'autres personnes physiques la gérance de sept sociétés de restauration rapide, toutes membres du GIE Poma.

Par ailleurs, M. Lamti est poursuivi devant des juridictions pénales, son employeur l'accusant d'avoir été l'auteur d'une alerte à la bombe, d'un cambriolage et d'avoir travaillé « au noir » durant un arrêt-maladie. Un pourvoi pour faux témoignage. Tous deux ont été entendus par la police et M. Lamti a même été placé en garde à vue. La CFDT a entrepris des poursuites pour dénonciations calomnieuses.

Les syndicalistes reprochent notamment aux sociétés adhérentes du GIE Poma de ne pas reconnaître le personnel durant l'attente à laquelle il est astreint jusqu'à ce qu'on lui attribue un poste ou de ne pas verser l'indemnité prévue par la convention collective aux salariés quittant leur travail après l'horaire de fonctionnement des restaurants en commun.

GÉRARD BUÉTAS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONTRAT

ATT va moderniser le réseau téléphonique de Gdansk. Les télécommunications polonaises et la firme américaine de télécommunication ATT ont conclu vendredi 26 mars à Varsovie, un accord d'une valeur de 100 millions de dollars (550 millions de francs) pour la modernisation et l'extension du réseau téléphonique à Gdansk et à sa région. L'accord prévoit l'installation, en deux ans, sur le littoral de la mer Baltique, de quelque 220 000 nouveaux téléphones, ainsi que des centraux téléphoniques automatiques qui seront reliés par des câbles en fibre de verre.

NOMINATIONS

Cegelec : M. Bonafé nommé PDG après le départ à la retraite de

M. Boissieu. — M. Philippe Boissieu, PDG de Cegelec (filiale d'Alcatel-Alsthom), quittera le groupe le 29 juin, après avoir fait valoir ses droits à la retraite, indique un communiqué de Cegelec publié vendredi 26 mars. Il sera remplacé par M. Pierre Bonafé, actuellement PDG de Sogegre-Sogreah, filiale d'ingénierie d'Alcatel-Alsthom. M. Boissieu a passé vingt-neuf ans au sein du groupe Alcatel-Alsthom, dont huit en tant que directeur de la filiale de Cegelec. Son remplaçant, M. Bonafé, cinquante et un ans, ingénieur civil des Ponts et Chaussées, est PDG de Sogegre-Sogreah depuis 1986.

Saint-Gobain (canalisations) : M. Marc de Nadailac succède à M. Pierre Blayau. — M. Marc de Nadailac a été nommé directeur de la branche « canalisations » de Saint-Gobain, où il remplacera M. Pierre Blayau, qui quitte le groupe pour prendre la présidence du directoire du groupe Pinaut-Printemps, annonce vendredi 26 mars un communiqué de Saint-Gobain. M. Marc de Nadailac conservera ses fonctions actuelles de directeur général adjoint. Agé de cinquante-neuf ans, il a fait toute sa carrière dans le groupe.

RESTRUCTURATION

Suppression d'emploi chez Procal SA. — Quatre-vingt-dix suppressions de postes ont été annoncées au comité d'entreprise de Procal SA à Langres (Haute-Marne). Cette société, qui comprend près de huit cents salariés, est spécialisée dans l'échappement technique (350 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992). Ce plan de restructuration, condamné par les syndicats CFDT et CGT de l'entreprise, fait suite au récent rachat de Procal, filiale de l'allemand Erling, par Freudenberg de Mülheim (Saxe-et-Loire) dont la maison mère, établie en Allemagne, possède maintenant 20 % du capital d'Erling. Freudenberg SA (1 000 employés et 630 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992) opère dans le secteur de la fabrication du négoce et de la distribution de produits d'échappement technique pour l'industrie automobile.

RÉSULTATS

Arbed (Luxembourg) a enregistré

une perte de 473 millions de francs en 1992. — Le groupe sidérurgique luxembourgeois Arbed a accusé une perte consolidée (part du groupe) de 2,9 milliards de francs belges (473 millions de francs français) en 1992, contre un bénéfice de 4,3 milliards de francs belges (environ 698 millions de francs) pour l'exercice précédent, a indiqué le groupe dans un communiqué diffusé vendredi 26 mars. Le chiffre d'affaires consolidé d'Arbed s'est établi à 188,5 milliards de francs belges (29 milliards de francs) contre 198,2 milliards (31,5 milliards de francs) l'année précédente, soit une baisse de 4,9 %.

Cathay Pacific réalise 2,1 milliards de francs de bénéfices. — Parmi les compagnies aériennes asiatiques qui affichent une bonne santé contrastant avec le marasme du secteur figure la compagnie de Hongkong, Cathay Pacific, qui a réalisé avec quatre-vingt-neuf appareils en 1992 un bénéfice de 2,136 milliards de francs, soit 1,9 % de mieux qu'au cours de l'exercice précédent. Son chiffre d'affaires a atteint 16,5 milliards de francs (+11,3 %). Le nombre de ses passagers (18,4 millions) a progressé de 13,1 % et le tonnage fret de 11,2 %. La concurrence n'a pas permis de faire évoluer dans les mêmes proportions la capacité de transport de la compagnie et la recette au siège offert, ce qui explique la relativement faible progression du bénéfice. Le coefficient de remplissage des appareils a reculé de 0,1 %.

RÉORGANISATION

Sigos regroupe ses activités dans la carte à puce. Le groupe de services informatiques Sigos (groupe Crédit lyonnais) a regroupé toutes ses activités liées à la carte à puce au sein de sa filiale Solais. M. Francis Lavellée. Cette filiale à 100 % regroupe désormais, outre la fabrication des cartes proprement dites à Orléans, les services de personnalisation de la carte et l'ingénierie des systèmes de cartes à mémoire, précédemment intégrés dans Sigos. L'ensemble des activités maintenant réunies dans Solais a représenté un chiffre d'affaires de 325 millions de francs en 1992 (9 % du chiffre d'affaires consolidé de Sigos).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 29 mars
Le « fait accompli »

Le coup de chapeau a été très discret, lundi 29 mars, à la Bourse de Paris après la confirmation de la victoire de la droite au second tour des élections législatives, la cote montant à l'ouverture dans un marché calme. En hausse de 0,78 % des les premières transactions, l'indice CAC 40 n'a effleuré qu'une heure plus tard qu'un gain de 0,21 %. Passée la mi-journée, le marché parisien venait au rouge sous l'effet des prises de bénéfices et s'abandonnait à 0,4 %.

Cette baisse ne surprenait pas outre mesure les opérateurs qui estimaient que le phénomène du « fait accompli » jouait à plein : en effet, le marché avait anticipé à la fin de la semaine dernière la victoire de la droite au second tour du scrutin, la cote ayant pris 3,5 % jeudi et vendredi, le volume des échanges atteignant 846 millions de francs.

Les milieux financiers sont évidemment satisfaits des résultats du second tour des élections législatives, qui a vu le renouveau de la gauche, mais ils attendent la formation du gouvernement pour prendre des positions définitives. La nomination possible de M. Edouard Balladur, défendeur de l'Europe et du franc fort, au poste de premier ministre, par exemple, ne leur déplaît pas. De plus, l'ancien ministre de l'économie du premier gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac a une solide expérience des privatisations, notent les analystes.

Sur le plan des taux d'intérêt, les opérateurs s'attendent à ce que l'annonce de la formation du gouvernement politique du nouveau gouvernement sera à cet égard déterminant, estimant encore les analystes.

Les investisseurs anticipent par ailleurs les premières mesures, une relance du secteur des STP, des valeurs comme Ciments français avec 13,9 % de hausse, Fougère avec 9,2 % et Spie Bédouin (+3,6 %) sont recherchées.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en millions de francs

16 mars 1993

	16 mars 1993
Total actif	620 713
Or	144 882
Disponibilités à vue à l'étranger	92 838
Escomptes sur Trésor public	93 880
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 800
Or et autres actifs de réserve à recevoir de l'étranger	51 276
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	38 030
Comptes de Trésor public	30 638
Reprises de liquidités	4 046
Comptes d'attente de la constitution de réserves	491
Comptes de Trésor public	73 384
Comptes de Trésor public	16 919
Total passif	620 713
Dettes en circulation	280 077
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	15 820
Comptes de Trésor public	30 638
Reprises de liquidités	4 046
Comptes d'attente de la constitution de réserves	491
Comptes de Trésor public	73 384
Comptes de Trésor public	16 919
Escomptes sur Trésor public	93 880
Disponibilités à vue à l'étranger	92 838
Or	144 882

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dette opérationnelle sur 12 mois	8,10 %
Taux des opérations de 9 à 10 jours	12 %
Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO, 29 mars

La Bourse de Tokyo a débuté la semaine en hausse, le niveau du Nikkei s'établissant à 19 345,95 points. En séance, l'indice a atteint un plus haut de 19 345,95 points (+337,88 points) avant de refluer sur des prises de bénéfices.

Nette hausse

INDICES	Cours de 28 mars	Cours de 29 mars
Nikkei	19 345,95	19 345,95
Dow Jones	3 461,32	3 439,98
FTSE 100	2 852,00	2 852,00
IBEX 35	2 223,38	2 214,60
Hang Seng	2 020,00	2 020,00
Shanghai	1 410,00	1 410,00
Hong Kong	1 180,00	1 180,00
Beijing	900,00	900,00
Shenzhen	4 220,00	4 220,00
Taipei	1 400,00	1 400,00

CHANGES

Dollar : 5,5370 F	
Le dollar se replie, lundi 29 mars, en milieu de journée, à 5,5370 francs contre 5,5300 francs lors des échanges interbancaires de vendredi soir (5,5625 francs cours Banque de France). Le franc recule un peu plus au lendemain, à 5,4950 francs pour un DM contre 3,4020 francs vendredi soir (3,4011 francs, selon le cours indicatif de la Banque de France), au lendemain de la victoire de la droite aux élections législatives.	
FRANCOFORT 28 mars 29 mars	
Dollar (en DM) 1,464 1,429	
TOKYO 28 mars 29 mars	
Dollar (en yen) 116,76 116,95	
MARCHÉ MONÉTAIRE	
Paris (28 mars) 10 778 10 751,6	
New-York (28 mars) 3 %	

BOURSES

	25 mars	26 mars
Indice général CAC	530,88	539,20
Indice CAC 40	2 801,36	2 825,78
NEW-YORK (indice Dow Jones)		
Industriel	3 461,32	3 439,98
100 valeurs	2 852,00	2 852,00
30 valeurs	2 223,38	2 214,60
Mines d'or	110,60	109,40
Fonds d'Etat	96,20	96,34
FRANCOFORT		
Dax	1 657,15	1 661,20
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	18 788,70	19 048,38
Indice général	1 428,20	1 425,82

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,5380	5,5379	5,6315	5,6315
Yen (100)	4,7325	4,7363	4,8177	4,8254
DM	5,5911	6,5953	6,6136	6,6253
Deutschmark	5,046	5,0465	5,0460	5,0296
Franc suisse	3,679	3,6775	3,7245	3,7245
Libre hollandais (1000)	3,497	3,4932	3,496	3,4416
Libre sterling	8,552	8,5238	8,596	8,5950
Peseta (100)	4,798	4,7567	4,7834	4,7157

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ X-U	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	3 1/2	3 5/8	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8
DM	9 5/8	9 3/4	9 1/16	9 3/16	8 11/16	8 11/16
Deutschmark	14 1/4	14 3/8	13 7/8	14 1/8	7 1/4	7 1/4
Franc suisse	5 3/16	5 5/16	4 15/16	5 1/16	4 3/4	4 7/8
Libre hollandais (1000)	11 5/16	11 1/16	11 5/16	11 1/16	11 3/4	11 5/8
Libre sterling	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	5 13/16	5 15/16
Peseta (100)	18 7/8	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 9/16	18 15/16
Franc français	18 7/8	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2

Ces courbes indicatives, pratiquées sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiquées en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

Le Monde
EDITIONS

COMMENT PENSER
L'ARGENT ?
Sous la direction de Roger-Pol Droit
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans, à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »

12, rue M. Carpentier

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications n° 57 437

ISSN : 0395-0317

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsaldi,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Téléc : 40-65-25-99
Tél : 40-65-25-99
Tél : 40-65-25-99

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Tapez LEMONDE

ou 30-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article

sans autorisation de l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour tous abonnements, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

« LE MONDE » n'est pas un journal mais un service. C'est pourquoi, à l'exception de la France, nous ne sommes pas abonnés dans les autres pays.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 29 MARS

Cours relevés à 13 h 30

Compan- nies	VALUES	Cross purchased	Premier cross	Derivative cross	% +	Compan- nies	VALUES	Cross purchased	Premier cross	Derivative cross	% +	Compan- nies	VALUES	Cross purchased	Premier cross	Derivative cross	% +	Compan- nies	VALUES	Cross purchased	Premier cross	Derivative cross	% +	
1630	C.N.E. 3%	6300	5300	1560	+ 0.74	1100	CPH Pina H&L	332.70	334.80	330.90	- 0.06	33	Leopold	97	36.90	32.10	- 3.32	500	Frey Motor	263	280	280	130	0
951	B.N.P. T.P.	955	955	976	+ 0.07	1110	Old. Forcider	1140	1140	1120	- 0.17	285	Frangier	44	18.40	14.45	- 14.45	44	Frangier	44	18.40	14.45	- 14.45	- 1.38
1455	C.L.M. 2%	955	955	982	+ 0.14	1120	Old. L. France	408	410	397.80	- 0.24	408	Genoa	12	15.80	12.90	- 12.90	12	Genoa	12	15.80	12.90	- 12.90	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1130	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1140	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1150	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1160	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1170	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1180	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1190	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1200	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1210	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1220	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1230	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1240	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1250	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1260	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1270	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1280	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1290	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1300	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1310	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1320	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1330	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1340	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1350	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1360	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1370	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1380	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1390	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1400	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1410	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1420	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1430	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1440	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1450	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1460	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1470	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1480	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1490	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1500	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1510	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1520	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1530	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1540	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1550	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1560	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1570	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1580	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1590	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1600	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1610	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1620	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1630	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1640	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1650	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1445	Thomson T.P.	973	973	985	+ 0.32	1660	Credit Nat.	1200	1200	1170	- 0.25	410	Ed. Stict.	295	90	90	501	0	Ed. Stict.	295	90	90	501	- 0.79
1138	Thomson T.P.</																							

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

COURSE INDICATIFS	COURS prix	COURS 29/3	COURS actuel
Euros Unité (1 unité).....	5 682		
Ecu.....	6 589		
Albanie (700 din).....	14 403		33
Bulgarie (100 fr.).....	25 413		1
Pay-Bas (700 fl.).....	302 480		28
Irlande (1000 lire).....	3 486		
Denemark (100 cour.).....	66 740		6
Irlande (1 npl.).....	5 285		
Gde-Bretagne (1 L.).....	8 277		
Grèce (100 drachmes).....	2 489		
Portugal (100 esc.).....	987 010		35
Italie (100 lire).....	361 000		6
Norvège (100 kr.).....	80 010		7
Autriche (100 sch.).....	48 332		4
Espagne (100 pes.).....	67 780		
Portugal (100 esc.).....	3 670		
Canada (1 \$ can.).....	4 409		

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES	COURS
vente		ET DEVISES	préc.
5	58	Or fin 100 en barre	58700
10	350	Or fin 10 en lingots	58800
20	17	Napoléon (20)	343
50	312	France Fr 100	340
100	87	France Souv (20 fr.)	396
100	88	France Souv (20 fr.)	438
100	88	Souverain	495
100	376	France 20 dollars	2130
100	76	France 10 dollars	1122 50
100	84	France 5 dollars	680
100	48	France 50 pesos	2225
100	41	France 10 florins	355

Marché à terme international de France MATIF
Cotation du 26 mars 1993

Cotation du 28 mars 1903

NOTIONNEL 10 %.				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 104 093				Volume : 25 237			
COURS	Mars 93	Juin 93	Sept. 93	COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier ...	117,26	117,34	117,06	Dernier ...	2 028	2 049	2 067
Précédent	114,42	116,94	117,02	Précédent	2 005	2 027	2 024

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

c : coupon détaché · o : offert · * : droit détaché · d : demandé · ♦ : prix précédent · ■ : marché continu

36-15

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements
46-62-72-67

CHARGES

COURSES

1537

THE INTERSECTION

PAGE 01782

L'ARGENT

La session annuelle du Parlement

M. Li Peng a été reconduit à la tête du gouvernement chinois

Après M. Jiang Zemin, porté à la présidence de la République populaire de Chine par le Parlement samedi 27 mars (le Monde daté 28-29 mars), M. Li Peng, premier ministre sortant, a été reconduit dimanche pour un second mandat de cinq ans. La liste du nouveau gouvernement était attendue pour lundi.

PÉKIN

de notre correspondant

« Délégué Untel, veuillez vous asseoir à votre place, au siège 48 du vingt-septième rang. » L'ordre, répété à trois reprises par la fonctionnaire qui tenait le micro des « travailleurs » du Palais du peuple, à l'ouverture de la séance dimanche, donnait bien le ton de ce qui allait suivre, comme de la séance de la veille, pour les élections du personnel dirigeant de l'Etat chinois. Une gigantesque classe (trois mille personnes au total), mais peuplée d'adultes, était prête, comme tous les cinq ans, d'entériner par un scrutin secret de pure forme la composition d'une nouvelle administration.

Même les ébahisseurs, désormais tolérés - ils viennent souvent de Hongkong - étaient au rendez-vous. Plus de deux cents députés refusèrent de se prononcer pour le renouvellement de M. Li. Ils étaient soixante, samedi, à dénier leur soutien à M. Jiang au poste de chef de l'Etat. L'un alla jusqu'à inscrire sur son bulletin de vote le nom de M. Zhao Ziyang, son prédécesseur déchu, coupable aux yeux des cagiques communistes d'avoir divisé le parti en 1989 lors de la crise de Tiananmen en

déconseillant l'usage de la force contre les étudiants contestataires.

Le résultat n'en est pas moins totalement opposé à ce que M. Zhao préconisait en 1988 lors du précédent exercice de ce type. L'ex-secrétaire général du PCC avait timidement tenté d'aller vers la séparation des rôles entre le parti et l'Etat. Aujourd'hui, M. Zhao n'est plus membre de l'Assemblée, et on voit le chef du PCC prendre, avec la direction de l'armée, celle de l'Etat; le numéro deux du parti, M. Li Peng, garde son poste de dépit de son impopularité notoire; le numéro trois, M. Qiao Shi, patron de toutes les pochettes - y compris la politique, - devient président de l'Assemblée nationale populaire (Parlement, ANP); et le numéro quatre, M. Li Ruihuan, s'installe dans le fauteuil présidentiel d'une Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) dont les membres sont cooptés par le régime.

« Une remarquable tradition de démocratie »

Le seul non-communiste à sortir des urnes, en qualité de vice-président, est M. Rong Yiren, « capitaliste » totalement acquis au régime. Autre chef communiste, M. Zhu Rongji doit devenir premier des vice-premiers ministres; et l'amiral Liu Huaqing seconde M. Jiang et s'adjuge, en fait, le plus d'influence dans l'armée.

Tout ce processus se fit de la manière la plus procédurière. Interminables explications sur les opérations de vote. Puis vote sur la procédure (4 votes contre sur plus de 2 900 présents). Pendant tout ce temps, les médias officiels s'abstinrent scrupuleusement de divulguer à l'avance les noms des « élus »,

etors que tout le monde les connaissait.

Le plus jeune membre de la direction du parti, M. Hu Jintao, explicita la philosophie de cette parodie de démocratie: « Consultation démocratique et de la sagesse collective. » Entendre: les gérontes communistes, dans la coulisse, tirent toujours les ficelles du pouvoir au point de le paralyser. Car, comme attendu, le pouvoir n'a fait que tourner en rond en attendant la disparition de la vieille garde.

En témoignent les commentaires d'une presse qui feint d'oublier ce qui s'est produit dans le monde communiste depuis 1989. « L'entrée de responsables moyens du PCC dans la direction (du Parlement) sera décisive pour renforcer la capacité des assemblées du peuple à jouer leur rôle de système politique fondamental en Chine », écrivait par exemple l'agence Chine nouvelle. Même anecdotisme dans la bouche du président du Parlement: l'Assemblée « doit accélérer la mise en place d'une législation économique au service de l'établissement d'une économie socialiste de marché ». Le politique doit rester occulté, puisque les technocrates refusent qu'on y touche.

Rien ne permet d'exclure que cette administration, si minutieusement mise en place pour cinq ans, subisse le même sort que les précédentes, au gré de tensions au sein de l'oligarchie communiste avivées par la disparition successive des aînés. Depuis 1949, pas une seule n'a échappé à cette propension à la crise.

Aussi quand M. Qiao Shi, par une litote, souligna à quel point « la Chine a une remarquable tradition de démocratie et de règne de la loi [...] en dépit d'influences diverses héritées du passé qui doivent être résolument surmontées », tout le monde savait qu'il faisait allusion au règne d'une casque qui cherche à se perpétuer en dépit de son inadéquation au pays. Comme l'agence Chine nouvelle diffusait cette déclaration, la télévision, elle, montrait une séance de gymnastique animée par une plantureuse bomologue chinoise de Jane Fonda, très différente des martiales égarées du maoïsme.

FRANCIS DERON

EN BREF

■ MAROC: Hassan II confirme le report des élections législatives au 25 juin. - Hassan II a annoncé, samedi 27 mars, dans un discours prononcé à l'occasion de la fin du ramadan, un programme de lutte contre la sécheresse dont son pays a été frappé pour la deuxième année consécutive. Il a, d'autre part, confirmé le report des élections législatives du 30 avril au 25 juin afin de répondre à certaines revendications « sérieuses » formulées par l'opposition, notamment la mise au clair des listes et des cartes électorales. « Nous voulons que le 25 juin reflète, aussi bien au Maroc qu'à l'étranger, l'image réelle du pays et soit un jour de clarté, de transparence et d'honnêteté », a affirmé le souverain marocain. - (AFP)

■ PÉROU: libération d'un dirigeant « républicain » du Sentier libérateur. - Une cour martiale a remis en liberté un chef du mouvement maoïste du Sentier libérateur en échange de renseignements sur ses anciens camarades et sur les structures de son mouvement, écrivait samedi 27 mars le quotidien *la República*. Citant des sources dignes de foi, le journal précisait que le chef rebelle, passible de la prison à vie, a pris une nouvelle identité et qu'il s'est établi dans un autre pays avec sa famille. - (Reuters)

■ RWANDA: un charnier découvert dans le nord-est du pays. Cent-trente-quatre cadavres de civils ont été découverts dans un charnier, à Ngarama, dans le nord-est du pays, a pu constater, vendredi 27 mars, un groupe de journalistes. La région de Ngarama a été occupée, jusqu'au 17 mars, par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Les journalistes étaient accompagnés de représentants des associations rwandaises pour la défense des droits de l'homme. - (AFP)

L'un des inculpés dans l'attentat contre le World Trade Center de New York avait adressé une lettre de revendication

NEW-YORK

de notre correspondant

Le *New York Times* a publié dans son édition du 28 mars la photocopie d'une lettre qui lui a été adressée et dans laquelle une organisation inconnue à ce jour, s'intitule « Cinquième bataillon de libération armée », revendique la responsabilité de l'attentat commis le 26 février contre le World Trade Center.

Dans ce document, parfois rédigé en anglais maldroit, mais reconnu « authentique » par les enquêteurs chargés du dossier, tesquels en attribuent la paternité à l'un des cinq suspects arrêtés à ce jour, le « Cinquième bataillon » explique que « cette action » constitue une réponse « ou soutien politique, économique et militaire apporté par l'Amérique à Israël, l'Etat du terrorisme, et aux autres pays de la région soumis à une dictature ».

Cette mystérieuse organisation « exige l'arrêt de toute aide à Israël », la rupture des relations diplomatiques avec ce pays, et demande aux Etats-Unis « de ne pas s'engager dans les affaires intérieures de l'un ou l'autre des pays du Proche-Orient ». Au cas où ces « exigences » ne seraient pas satisfaites, le document précise que « les groupes armés fonctionnels », organisés au sein du « Cinquième bataillon » et disposant « de plus de cent cinquante combattants-soldats », sont prêts à exécuter des missions « contre des objectifs civils et militaires, y compris contre des objectifs nucléaires, à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis ».

Le document est parvenu à la rédaction du *New York Times* quatre jours après la date de l'attentat. Il a aussitôt été remis à la police et aux experts chargés de l'enquête, qui ont gardé le secret sur son existence jusqu'au moment où ils ont été totalement convaincus de son authenticité, confirmée le 28 mars par un porte-parole du département de la police new-yorkaise.

Les enquêteurs du FBI ont refusé d'indiquer comment ils étaient parvenus à établir un lien direct entre cette lettre et les cinq suspects arrêtés à ce jour. Selon certaines sources, ce sont les matériels et documents découverts à l'occasion des perquisitions qui leur ont permis de le faire.

SERGE MARTI

L'Etat prélèvera 11,5 milliards de francs sur les fonds de l'Ecluse en 1993

Le *Journal officiel* du samedi 27 mars a publié un décret fixant à 11,5 milliards de francs le prélèvement opéré en 1993 par l'Etat pour rembourser la garantie qu'il accorde aux fonds déposés sur les livrets A des caisses d'épargne et de prévoyance (réseau Ecluse). Ce montant est légèrement inférieur à celui de l'an passé (12,7 milliards). Entre sa création, le 30 décembre 1983, et 1992, ce prélèvement aura rapporté 91,2 milliards de francs à l'Etat.

A ce chiffre s'ajoutent les sommes prélevées sur les livrets A de la Poste (4,975 milliards de francs en 1992). Sachant les problèmes posés pour le financement du logement social par la « décolle » des livrets A (les retraits ont dépassé de 52,7 milliards de francs les dépôts en 1992), tous réseaux confondus, le mouvement HLM demande la suppression de ces prélèvements.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél.: 43-26-51-09

Pour la première fois depuis 1988

La croissance du commerce mondial s'est accélérée en 1992

Après trois années moroses, la croissance du commerce mondial s'est accélérée en 1992. Selon les estimations provisoires publiées, lundi 29 mars, par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), la progression a atteint 4,5 % en volume, soit 0,5 % de mieux qu'en 1991. Mais il n'est pas certain que la tendance se confirme cette année.

Depuis trois ans, le commerce mondial donnait des signes de faiblesse. Non pas qu'il ait diminué depuis 1988, au contraire. Simple, ment, zoné après année, son taux de croissance avait tendance à baisser. C'est à cet effacement qu'un coup d'arrêt vient d'être donné. Selon les estimations du GATT, en 1992 le commerce mondial de marchandises a crû de 4,5 % en volume, soit un demi-point de mieux que l'année précédente. En valeur, la croissance est de 5,5 %. C'est dire que l'an passé, les échanges mondiaux ont atteint 3 700 milliards de dollars (20 450 milliards de francs), dont près de 40 % au titre des services commerciaux (tourisme et transports).

A l'image des années antérieures, les estimations du GATT confirment que le commerce entre les nations a crû l'an dernier plus rapidement que la production mondiale qui l'alimente. Deux explications sont déterminantes: d'une part, ce phénomène traduit l'importance grandissante des produits manufacturés dans le commerce mondial (ce sont des produits qui, à cause de leur valeur ajoutée, font l'objet d'échanges plus intensifs que la plupart des autres). D'autre part, il confirme que les progrès réalisés en matière de transports et de communications favorisent le commerce mondial.

Au-delà de ces deux éléments « lourds », une analyse plus fine des chiffres provisoires du GATT fait

apparaître les grands pôles commerciaux mondiaux. En 1992, deux zones se sont détachées par la croissance simultanée de leurs exportations et de leurs importations (entre 7 % et 9,5 %): l'Amérique du Nord - principalement les Etats-Unis - et l'Asie - hors Japon - tendis qu'en Amérique latine et au Proche-Orient seules les importations ont fortement progressé en 1992.

Le bilan décevant de l'Europe occidentale, dont les exportations ont crû de 3 % et les importations de 2 %, doit beaucoup aux résultats médiocres de l'Allemagne. En 1991, année de la réunification, la RFA avait augmenté de 13 % ses importations. L'année dernière, leur croissance n'a pas dépassé 2 %.

L'Est

défavorisé

L'étude du GATT a un autre mérite, celui de tordre le cou à une opinion couramment répandue - notamment dans les milieux agricoles français - qui veut que les produits venus d'Europe centrale et orientale envahissent les marchés d'Europe occidentale. En réalité, si envahissement il y a, rappelle l'organisme international, il est dans l'autre sens et profite à l'Europe occidentale.

L'embellie de l'année passée va-t-elle se confirmer en 1993? Certes, notent les experts du GATT, entraînée par la locomotive américaine, une « modestie » reprise de l'économie n'est pas exclue. Auquel cas, la croissance du commerce mondial pourrait dépasser les 4,5 % obtenus en 1992. Mais rien n'est moins sûr, relative le GATT après avoir pris en compte les « incertitudes » qui continuent à planer en Europe occidentale et au Japon. Tout cela, conclut-il, « donne à penser que le risque de ralentissement du commerce est sérieux ».

JEAN-PIERRE TUQUOI

SOMMAIRE

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2 à 12	Automobilisme: Ayrton Senna le diabolique..... 17
Les résultats complets par régions..... 29 à 51	CULTURE
Nouveaux élus..... 52 à 54	Un entretien avec Federico Falli..... 19
DÉBATS	Arts: Chagall en voyage..... 20
Alternance..... 55	ÉCONOMIE
ÉTRANGER	La « guerre du poisson » franco-britannique s'envenime..... 23
La crise politique en Russie..... 13	Les livraisons d'aluminium des pays de l'Est déstabilisent l'industrie de la CEE..... 23
Italie: M. Andreotti soupçonné de collusion avec la Mafia..... 14	Vie des entreprises..... 24
Bosnie-Herzégovine: accalmie sur la majorité des fronts après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Premier parachutage français de vivres; Pour protéger les « casques bleus », le porte-avions <i>Clemenceau</i> retourne dans l'Adriatique. 14	Services
Niger: M. Mahamadou Dussane a remporté l'élection présidentielle..... 15	Abonnements..... 24
Algérie: l'armée se dit prête à payer le prix fort pour lutter contre le terrorisme..... 15	Carnet..... 20
SOCIÉTÉ	Loto, Loto sportif..... 24 et 25
Les difficultés du retour au pays des travailleurs étrangers..... 16	Marchés financiers..... 26
Le feu mariage blanc d'un enseignant en colère..... 16	Météorologie..... 26
COMMUNICATION	Mots croisés..... 26
POINT/La déontologie du journaliste..... 18	Radio-télévision..... 26
SPORTS	Spectacles..... 22
Football: la deuxième chance de Laurent Blanc..... 17	La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Demain dans « le Monde »

« Terres d'été »

« Terres d'été le Monde Voyages » présente, comme chaque année, un choix de destinations pour les vacances. Il comportera des reportages (aux Amériques, en Asie et en Europe), des guides et un choix de croisières. Le tout abondamment illustré de photos couleurs et de dessins de Jacques Fernandez.

« Sciences-Médecine » : le rapace le plus rare d'Europe

Mic-aigle mi-vautour, le gypète barbu est un oiseau de légende qui se nourrit d'ossements. Menacé d'extinction en Europe, il fait l'objet d'un programme de réintroduction. Dans ce même supplément: nouvel antémagasin de la multinationale Glaxo, le sumatriptan est au centre d'une tourmente financière, médicale et médiatique. Enfin, bonne nouvelle, grâce aux travaux d'une équipe de chercheurs suédois, un vaccin contre la maladie du sommeil est à portée de la main.

Après trois années sans exécution capitale

Trois condamnés à mort ont été pendus au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Le ministère de la justice ne pouvait donner meilleure indication que la peine de mort est toujours en vigueur au Japon: ce n'est pas une, mais trois exécutions capitales par pendaison qui ont eu lieu, vendredi 26 mars, dans les prisons d'Osaka et de Sendai (le Monde daté 28-29 mars). Peut-être plus: selon la coutume, le ministère ne donne aucune information sur les exécutions. Un groupe d'avocats est en train de vérifier.

Cette application quelque peu frénétique de la peine capitale après trois ans et quatre mois pendant lesquels elle n'avait pas été appliquée, a soulevé des protestations des mouvements abolitionnistes et d'Amnesty international. Elle devrait provoquer un débat au Parlement, où un groupe d'une centaine de députés - de la mouvance socialiste essentiellement - luttent en faveur de la suppression de la peine de mort. Selon un sondage réalisé par un mouvement abolitionniste, 240 parlementaires seraient opposés au maintien de la peine de mort.

Alors que, depuis la dernière exécution (le 10 novembre 1989), les gardes des sceaux s'étaient abstenus de signer les décrets d'exé-

cution, l'actuel ministre n'a pas fait preuve de la même clémence. M. Masaharu Gotoda est un légiste: il estime que, puisque la peine de mort est en vigueur, elle doit être appliquée. La non-application des lois, affirme l'homme - qui, par ailleurs, au nom des mêmes principes, était opposé à l'envoi de troupes japonaises à l'étranger, - pouvant affecter l'efficacité de l'ensemble du système juridique.

Dans un éditorial, l'*Asahi*, qui avait déjà appelé le garde des sceaux à reconsidérer l'application de la peine de mort, fait valoir que, s'il s'agit uniquement d'appliquer aveuglément la loi, le rôle des hommes politiques n'a plus de sens. « Alors que la peine de mort est en recul dans la plupart des pays qui ont pourvu un taux de criminalité plus élevé que le Japon, ces exécutions indiquent le caractère rétrograde de la législation japonaise », écrit le quotidien libéral.

Bien que le mouvement abolitionniste se renforce, l'opinion semble rester favorable au maintien de la peine de mort. Cinquante-cinq personnes attendent encore en prison, parfois depuis plus d'une dizaine d'années, le jour fatidique.

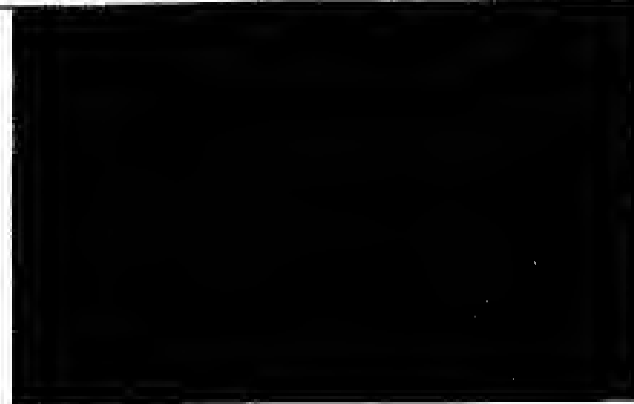
PHILIPPE PONS

20

ÉTI

U
fave
nier
faib
min
voq
lerr
mir
app
2 a
des

l'in
qu'i
tio:
su:
Ecl
tes
pa
tre
de
mi
mi
en
ce
pé
mm
nu
tu
pa



Qui a dit



qu'il n'y avait pas



de sensibilité



européenne commune ?

*Safrane
élue 1^{re} voiture
européenne de
l'année 92-93.*

1

EUROPE

S A F R A N E

Quel est le rapport entre les sensibilités tchèques, anglaises, italiennes, françaises, turques, allemandes, hollandaises ? Une voiture. Pour choisir la voiture européenne de l'année 92/93, 7 pays se sont tout de suite impliqués. Ils ont élu Safrane 1^{re} ex æquo avec le coupé Série 3 BMW. Vous pourrez toujours dire que l'entente n'a pas été parfaite... (Jury composé de lecteurs et de journalistes du groupe Auto Europe).



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

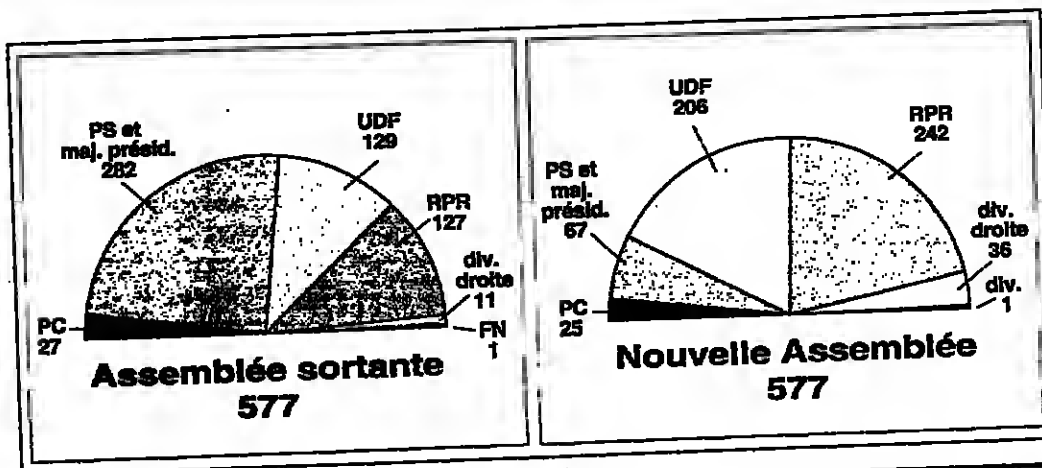


هكلمة من النجيب

Les résultats complets du second tour des élections législatives

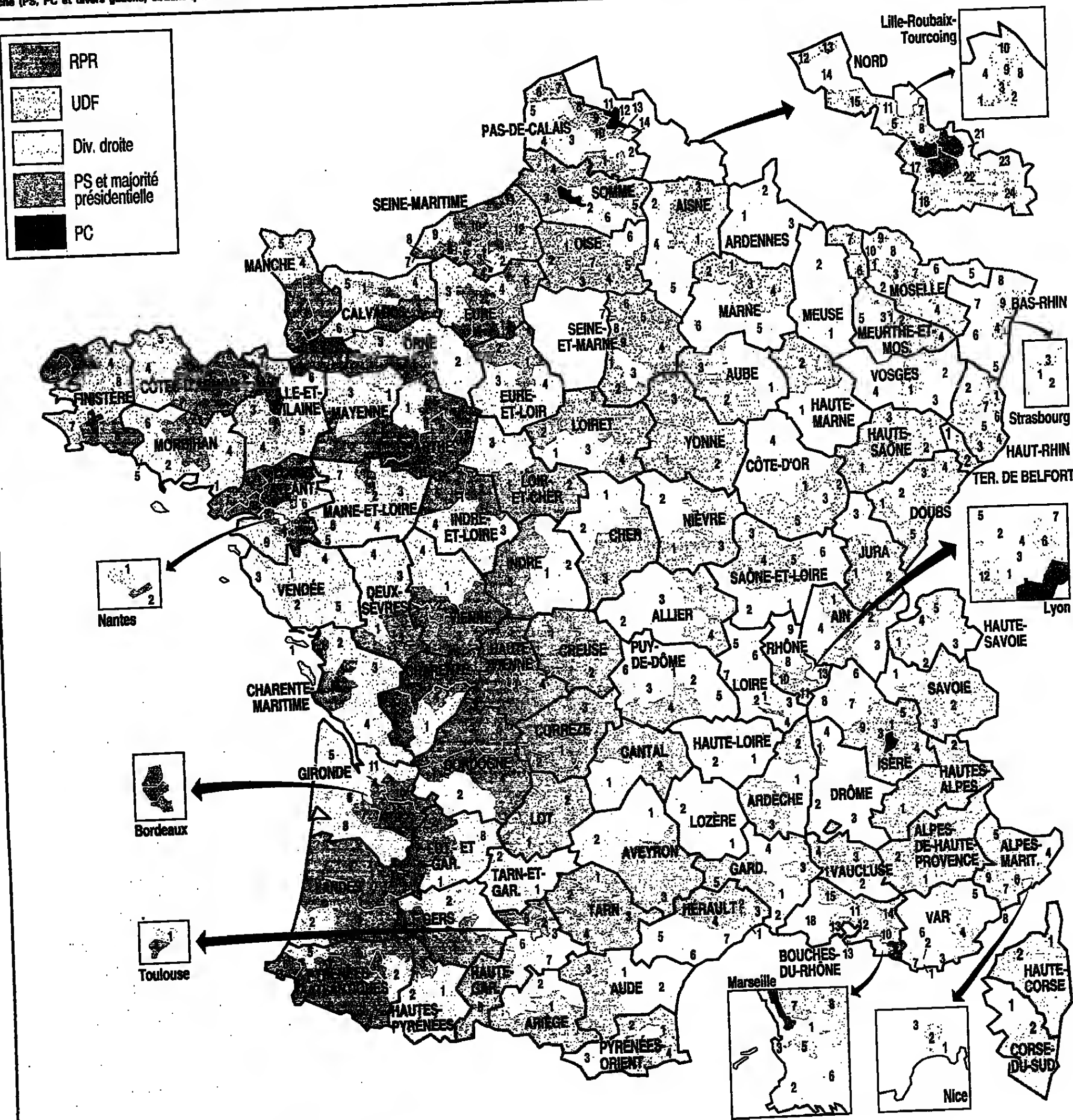
La droite obtient plus de 480 sièges, la gauche 91

Le second tour n'a pas corrigé le premier. L'augmentation de l'abstention d'un tour à l'autre (elle passe de 31,08 % à 32,44 %) s'explique à la fois par le nombre de candidatures uniques (seize), des duels droite-extrême droite (quatre-vingt-un) et par la vingtaine de batailles internes à la droite. Une partie de l'électorat ne se sentait pas concernée par ces rivalités : elle l'a montré soit en ne participant pas au scrutin, soit en accomplissant son devoir civique... mais en déposant, dans une proportion significative, un bulletin blanc ou nul. A cette situation s'ajoute le fait qu'en raison de l'effondrement du Parti socialiste au premier tour une partie de son électorat n'a pas repris le chemin des urnes, doutant sans doute que sa démarche ne change quoi que ce soit au verdict. Cependant, la majorité sortante a montré qu'elle pouvait encore mobiliser. Alors que le PS n'atteignait pas les 18 % au premier tour, ses candidats au second dépassent les 30 %. L'ensemble de la gauche (PS, PC et divers gauche) obtient quatre-



vingt-onze sièges. A contrario, la victoire de la droite s'est confirmée et avec elle la prééminence du RPR. Si l'ensemble de la droite, RPR, UDF et divers droite, avait obtenu 44 % des suffrages le 21 mars, elle en recueille au second près de 58 % dans les 497 circonscriptions en ballottage. Au total, elle compte plus de quatre cent quatre-vingts députés dans la nouvelle assemblée. La formation de Jacques Chirac accroît son avantage sur celle de Valéry Giscard d'Estaing, tant en voix (quelque cinq cent soixante-vingt mille suffrages) qu'en sièges (une quarantaine d'avance pour la RPR). Les écologistes, qui n'avaient plus que deux représentants au lieu, n'ont pas au Palais-Bourbon. Pour sa part, le Front national, présent dans cent circonscriptions le 28 mars, enregistre une perte sèche, celle du seul siège qu'il détenait.

ANNE CHAUSSEBOURG



LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

Abréviations
et sigles

Les résultats des élections législatives sont publiés, après ceux de l'île-de-France, par ordre alphabétique des régions, et, à l'intérieur de chacune d'elles, par ordre alphabétique des départements.

Pour chaque région sont indiqués le nombre total de sièges à pourvoir, la situation des députés sortants et le nom des députés élus dès le premier tour, auxquels s'ajoutent ceux élus au second tour.

Pour chaque département figurent le nombre de sièges à pourvoir, la situation des députés sortants et le nom des députés élus dès le premier tour, auxquels s'ajoutent ceux élus au second tour.

Pour chaque circonscription, les résultats sont suivis des rappels correspondants du premier tour des élections législatives du 21 mars et du second tour de l'élection présidentielle de 1988.

Mandats

a.d. : ancien député.
adj. m. : adjoint au maire.
c.g. : conseiller général.
c.m. : conseiller municipal.
c.r. : conseiller régional.
d.e. : député européen.
d.s. : député sortant.
m. : maire.
min. : ministre.
pr.s. : président du conseil général.
pr.s. : président du conseil régional.
secr. E. : secrétaire d'Etat.
sén. : sénateur.

Étiquettes

ADFP : Alliance des Français pour le progrès.
ADUA : Association des usagers de l'administration et des services publics.
ANC : Accolta Nazionale Corsa (nationalistes corsais).
AP : Alliance populaire.
aut. : autonomiste.
CN : Corsica Nazione (nationalistes corsais).
CNI : Centre national des indépendants.
CPNT : Chasse, Pêche, Nature et Tradition.
DCF : Démocratie chrétienne française.
div. : divers (inclassables ni de droite ni de gauche).
div. d. : divers droite.
div. g. : divers gauche.
écol. : écologiste.
EE : Entente des écologistes.
ext. d. : Extrême droite.
ext. g. : Extrême gauche.
FLNKS : Front de libération nationale kanak et socialiste.
FN : Front national.
France plus.
GE : Génération Ecologie.
ind. : Indépendantiste.
LCR : Ligue communiste révolutionnaire.
LO : Lutte ouvrière.
maj. p. : majorité présidentielle.
MD : Mouvement des démocrates.
MDC : Mouvement des citoyens.
MDR : Mouvement des réformateurs.
MPP : Mouvement pour l'autodétermination.
MRG : Mouvement des radicaux de gauche.
nat. : nationaliste.
NE : Nouveaux Ecologistes.
NS : Nouvelle Solidarité.
PC : Parti communiste.
PG : Parti communiste de Guadeloupe.
PCM : Parti communiste de Martinique.
PCR : Parti communiste réunionnais.
PLN : Parti de la loi naturelle.
PPDG : Parti progressiste démocratique guadeloupéen.
PPM : Parti progressiste martiniquais.
PS : Parti socialiste.
PSG : Parti socialiste guyanais.
PT : Parti des travailleurs.
RDRP : Rassemblement des démocrates et républicains de progrès.
rég. : régionaliste.
RLB : Ras le bol.
RPR : Rassemblement pour la République.
SEGA : Solidarité Ecologie Gauche alternative.
UDB : Union démocratique bretonne.
UDF : Union pour la démocratie française.
UDF-CDS : Centre des démocrates sociaux.
UDF-P et R : Clubs Perspectives et Réalités.
UDF-R : Parti républicain.
UDF-PSD : Parti social-démocrate.
UDF-Rad. : Parti radical.
UDI : Union des indépendants.
UED : Union écologie démocratie.
UFF : Union pour la France.
Ver. : La mention «app.» signale les candidats qui sont proches d'un parti sans y adhérer.
- La mention «dis.» signale les candidats qui n'ont pas l'investiture de leur parti, qui en ont été exclus ou qui s'en sont mis «en congé».

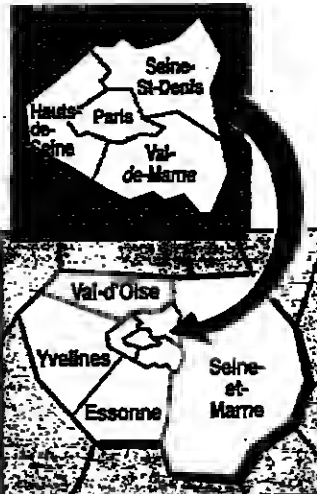
La capitale, de tout temps, a été sensible aux modes, et a simplifié les mouvements nationaux. Il pouvait d'autant moins en être autrement cette fois que le vent soufflait dans un sens très parisien, celui qui a fait des amis du maître de Paris les grands vainqueurs de ces élections. Que M. Jacques Chirac n'ait pas remporté l'ambitieux pari qu'il avait fixé aux électeurs de sa ville - lui offrir tous ses sièges de députés - ne doit pas camoufler le reste. D'abord parce qu'il ne s'en est fallu que d'une circonscription, celle défendue avec succès par M. Georges Sarre. Ensuite parce que bouter la gauche d'une ville qui, tout au long de son histoire, a été plus portée à la révolte qu'à la défense de l'ordre, même si déjà la peur de 1968 ne lui avait fait envoyer à l'Assemblée nationale que des représentants de droite, relevait d'une gageure.

Dans les Yvelines comme dans le Val-d'Oise, les députés RPR sont deux fois plus nombreux que ceux de l'UDF. En Seine-et-Marne, le rapport est de sept à deux. Les présidents libéraux-centristes de ces trois conseils généraux se sentaient menacés; ils ne pensaient pas que c'était à ce point. L'UDF ne résista vraiment que dans le Val-de-Marne, où les barons chiraquiens se préoccupent trop de l'indépendance de leurs fiefs respectifs pour accepter qu'un des leurs devienne un suzerain capable de bâtir une stratégie départementale. Curieusement, l'entre-département ou la domination RPR n'est pas totale et celui dont M. Charles Pasqua est le «patron», les Hauts-de-Seine, il est vrai que si ses amis n'ont que sept députés contre quatre à leurs alliés, c'est à cause de la déroute surprise de M. Georges Tranchant.

Cette domination se traduit en

ILE-
DE-FRANCE
(99)

22 mars 1982. - A. 34,55. Droite 37,94; gauche 18,33; FN 16,21; maj. p. 15,66; PC 9,47; LO 1,57; CNP 1,49; div. 9,84.
21 mars 1993. - A. 34,83. UDF 40,12; maj. p. 18,97; ext. d. 14,57; écol. 12,08; PC 10,09; div. d. 2,53; ext. g. 2,13; div. g. 1,31; div. g. 0,18.

La banlieue, après Paris
est devenue chiraquienne

chiffres. Le RPR a gagné dix-sept sièges, en prenant dix-huit au PS, et un au PC, mais en devant en concéder deux à ses alliés. L'UDF et les divers droite n'en gagnent que neuf, sept pris au PS et deux au RPR, dont un que celui-ci leur avait concédé des investitures (dans le Val-de-Marne). Le résultat est sans appel. Sur quatre-vingt-neuf représentants franciliens à l'Assemblée nationale, cinquante-cinq seront RPR, et vingt-cinq UDF ou divers droite. C'est-à-dire qu'avec 41,76 % des suffrages exprimés au premier tour (56,013, si on lui ajoute l'extrême droite, dont les voix se sont très largement reportées sur les candidats de la

droite classique) la droite disposera de 80,8 % des sièges attribués à l'Île-de-France. Merveille du scrutin majoritaire et de la division de tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la gauche.

Cette victoire de la droite est surtout, en effet, la déroute de la gauche et de son isolement. Pas de toute la gauche, cependant. Car le PC fait mieux que résister. Avec 10,09 % des voix au premier tour, il obtient onze élus, soit un de plus qu'en 1988. Certes, il a perdu le siège qu'il avait arraché, lors d'une partielle dans la Seine-Saint-Denis en 1989, au PS. Certes, il perd aussi celui du maire refondateur d'Argenteuil, mais il a réussi à

conserver à la gauche deux des circonscriptions où il avait, le 21 mars, devancé le sort socialiste. Il est vrai qu'il pouvait espérer faire de même dans deux autres: ce ne sont pas tant d'ailleurs les reports de voix qui ont mal fonctionné dans ces fiefs de gauche que la capacité du candidat de la droite républicaine à attirer, au second tour, les voix du Front national.

La force du PC, c'est d'avoir des bastions. La faiblesse du PS, c'est d'avoir une implantation à peu près égale dans tous les secteurs, mais aucun point fort. Résultat, avec 16,73 % des suffrages exprimés du premier tour, il n'a que huit élus, alors même que les voix des écologistes de l'autre dimanche semblent s'être assez facilement reportées sur eux. Rien n'y a fait, sa déroute est totale. Les socialistes sont privés de représentants dans la moitié des départements franciliens: les Hauts-de-Seine, les Yvelines, le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne. C'est pire qu'en 1978, où le PS n'était absent que de trois départements et disposait, à l'époque, en Île-de-France, proportionnellement, de plus de députés qu'aujourd'hui. C'est dans une véritable reconquête qu'il lui faut aujourd'hui se lancer, et cela sans disposer des points d'appui que sont les maires. Il paie cher le prix de son incapacité à bâtir une véritable civilisation urbaine, de son impossibilité à s'attaquer sérieusement aux difficultés des banlieues, de son incompréhension de l'enjeu que représente pour l'avenir de la France, et donc pour celui des forces politiques qui ambitionnent de la gérer, la région-capitale.

THIERRY BRÉHER

SOMMAIRE

Régions

Alsace	34
Aquitaine	34
Auvergne	35
Bourgogne	36
Bretagne	36
Centre	38
Champagne-Ardenne	40
Corse	40
Franche-Comté	40
Île-de-France	30
Langues-Roussillon	41
Limousin	42
Lorraine	43
Midi-Pyrénées	43
Nord-Pas-de-Calais	44
Basse-Normandie	45
Haute-Normandie	45
Pays de la Loire	46
Picardie	47
Poitou-Charentes	47
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48
Rhône-Alpes	49

Départements

Ain	48
Aisne	48
Allier	35
Alpes-de-Haute-Provence	48
Hautes-Alpes	48
Alpes-Maritimes	48
Ardoise	49
Ardennes	40
Arriège	43
Aube	40
Aude	41
Aveyron	43
Bouches-du-Rhône	48
Calvados	48
Cantal	35
Charente	47
Charente-Maritime	38
Cher	42
Corse	40
Corse-du-Sud	40
Haute-Corse	40
Côte-d'Or	36
Côtes-d'Armor	36
Creuse	42
Dordogne	34
Doubs	40
Drôme	49
Essonne	31
Eure	38
Eure-et-Loir	38
Finistère	37
Gard	41
Haute-Garonne	43
Hautes-de-Seine	31
Gers	43
Gironde	34
Hérault	37
Ille-et-Vilaine	37
Inde	38
Indre-et-Loire	38
Isère	49
Jura	40
Landes	34
Loire-et-Cher	35
Loire	50
Loire-Atlantique	36
Loiret	46
Lot	43
Lot-et-Garonne	35
Lozère	42
Mayenne	48
Meurthe-et-Moselle	42
Meuse	42
Morbihan	37
Moselle	42
Nievre	38
Nord	44
Oise	47
Orne	45
Paris	30
Pas-de-Calais	36
Puy-de-Dôme	36
Pyénées-Atlantiques	43
Hautes-Pyrénées	43
Pyrénées-Orientales	41
Ras-Rhin	34
Bas-Rhin	34
Rhône	50
Haute-Saône	41
Saône-et-Loire	38
Sarthe	40
Savoie	50
Haute-Savoie	50
Seine-Maritime	45
Seine-et-Marne	31
Seine-Saint-Denis	32
Somme	47
Tarn	43
Tarn-et-Garonne	44
Territoire de Belfort	41
Val-de-Marne	32
Val-d'Oise	32
Var	49
Vaucluse	48
Vendée	48
Vienne	48
Haute-Vienne	42
Vosges	36
Yonne	38
Yvelines	33

Outre-mer

Guadeloupe	51
Guyane	51
Martinique	51
La Réunion	51
Polynésie française	51
Wallis-et-Futuna	51

PARIS (21)

Sortants: Jacques Dominati, UDF-PR, a.s.r.p. Jean Tiberi, RPR; Edouard Fréchet-Dupont, app. RPR, a.s.r.p.; Gabriel Kasper, RPR; Jean-Yves Autier, PS, suppléant de Georges Sarre, PS, nommé au gouvernement le 28 juin 1988, se représente comme député sortant au gouvernement le 28 juin 1988; Jacques Tonbon, RPR; Nicole Catina, RPR; Edouard Balladur, RPR; René Galy-Dejean, RPR; Georges Mesmin, UDF; Gilbert Gantier, UDF-PR; Bernard Pons, RPR; Jacques Desjard, PS; Georges Tranchant, RPR; Alain Juppé, RPR; Daniel Vaillant, PS; Jean-Christophe Cambadélis, PS; Michel Charzat, PS.

Élus au 1^{er} tour: Jean Tiberi, RPR (2); Michel Roussin, RPR (3); Gabriel Kasper, RPR (4); Edouard Balladur, RPR (12); René Galy-Dejean, RPR (13); Georges Mesmin, UDF (14); Gilbert Gantier, UDF-PR (15); Bernard Pons, RPR (16).

1^{re} (1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e arr.)
L. 58 416; V. 35 305; A. 39,56
B. et N. 1 904; E. 33 401.

Élu: Laurent Dominati, UDF-PR, adj. m. de Paris, 18 633 (53,78).
Dominique Bertinotti, PS, 14 768 (44,21).

1^{er} tour. - A. 35,13; E. 36,82. Dominati, 15 677 (43,12); Bertinotti, 6 571 (17,84); Brice Lalonde, GE, 6 283 (17,09); Nicole Devaquet, FN, 3 258 (8,84); Simone Gervy, PC, 1 677 (5,08); Didier Motron, MDC, 680 (1,78); Bernard Cornu, SEGA, 404 (1,09); Dominique Arnaud, PT, 305 (0,82); Alain Massol, LCR, 300 (0,81); Jacques Ribardière, NE, 281 (0,70); Dani Gerber, UED, 208 (0,56); Emile Herchel, div. d., 189 (0,54); Jean-Michel Goussier, MDR, 179 (0,48); Frédéric Devaux, div. d., 123 (0,33); Jean-Philippe Tassin, PLN, 83 (0,26); Hassan Midia, France Plus, 87 (0,23); Gabriel Lagouge, div. g., 67 (0,18); Roger Canes, MDC, 62 (0,16).
Prés. 1988. - Mitterrand, 25 522 (50,80).

5^e (10^e arr.)
L. 42 679; V. 25 433; A. 40,40
B. et N. 1 702; E. 23 671.

Réélus: Claude-Gérard Marcus, RPR, d.s., c.m. de Paris, 13 690 (57,83).
Michel Roussel, PS, 9 981 (42,16).

1^{er} tour. - A. 36,73; E. 28,18. Marcus, 10 913 (41,71); Roussel, 4 822 (18,81); Françoise Monestier, FN, 3 458 (13,20).

Évelyn Farnier, Verts, 2 650 (8,74); Alain Lhérie, PC, 1 911 (7,20); Charles Casquilho, LO, 652 (2,48); Alain Manenche, MDC, 488 (1,85); Albert Nain, NE, 342 (1,30); Guy Arzou, GE, 334 (1,25); Jean-Pierre Buisson, MDR, 231 (0,88); Marion Segard, RDRP, 186 (0,74); Emmanuel Lacroix, RPR, 174 (0,68); Jean-Pierre Buisson, MDR, 78 (0,29).
Prés. 1988. - Mitterrand, 18 363 (51,58).

6^e (Parties des 11^e et 20^e arr.)
L. 56 524; V. 35 911; A. 36,46
B. et N. 1 836; E. 34 075.

Élu: Georges Sarre, PS, min. a.d., c.r., c.m. de Paris, 18 174 (53,33).
Anne Collé, RPR, 15 901 (46,66).

1^{er} tour. - A. 36,15; E. 34 820. Collé, 12 059 (34,52); Sarre, 9 288 (28,70); Gérard Phipps, FN, 4 381 (12,58); Dominique Simonnet, GE, 3 372 (8,68); Alain Delpech, PC, 2 548 (7,31); Philippe Jégou, O. 881 (2,63); Jacqueline Arnaud, NE, 586 (1,71); Françoise Giffard, SEGA, 547 (1,57); Jean-Paul Chaudy, RDRP, 403 (1,18); Bernard Jégou, UED, 286 (0,82); Jean-Pierre Desjard, MDC, 257 (0,77); Jean-Pierre Desjard, MDC, 129 (0,37); Jean-Pierre Desjard, MDC, 114 (0,32).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 010 (57,82).

7^e (Parties des 11^e et 12^e arr.)
L. 56 721; V. 35 651; A. 37,13
B. et N. 2 015; E. 33 640.

Réélus: Alain Devaquet, RPR, d.s., m. de Paris, 19 127 (57,21).
Pierre Castagnou, PS, c.m. de Paris, 14 303 (42,78).

1^{er} tour. - A. 34,72; E. 35 822. Devaquet, 16 279 (42,63); Bouché, 7 301 (20,49); Jean-Claude Fédou, FN, 683 (11,39); Guy Arzou, GE, 334 (1,25); Jean-Pierre Buisson, MDR, 231 (0,88); Marion Segard, RDRP, 186 (0,74); Emmanuel Lacroix, RPR, 174 (0,68); Jean-Pierre Buisson, MDR, 78 (0,29).
Prés. 1988. - Mitterrand, 24 782 (53,40).

8^e (Partie du 12^e arr.)
L. 43 464; V. 40 742; A. 35,90
B. et N. 2 839; E. 37 733.

Réélus: Jean de Gaulle, RPR, d.s., des Deux-Sèvres, c.r. de Picardie-Charentes, m. de Thénac, 23 300 (61,71).
Eric Chevalier, PS, 14 453 (38,28).

1^{er} tour. - A. 32,14; E. 41 653. de Gaulle, 18 408 (46,59); Chevalier, 7 291 (17,43); Jean-Joseph Richard, FN, 4 574 (10,98); Jacques Devaux, Verts, 4 309 (10,34); José Espinoza, PC, 2 209 (5,30); Pierre Dufail, NE, 916 (2,29); Gérard Courau, LO, 759 (1,82); Gisèle Solier, MDC, 744 (1,78); Florence Alizon, MDR, 578 (1,38); Jean-Jacques Pouchet, GE, 524 (1,25); Pierre-François Grand, LCR, 320 (0,78); Charles Munsch, PLN, 51 (0,12).
Prés. 1988. - Chirac, 27 244 (52,23).

9^e (Partie du 13^e arr.)
L. 52 189; V. 34 545; A. 33,80
B. et N. 1 415; E. 32 360.

Élu: Anne-Marie Couderc, RPR, adj. m. de Paris, 16 857 (52,09).
Jean-Marie Le Guen, PS, adj. c.r., c.m. de Paris, 15 503 (47,90).

1^{er} tour. - A. 32,62; E. 33 882. Couderc, 13 434 (39,84); Le Guen, 7 852 (23,17); Hervé Fourcin, FN, 4 404 (10,28); Gaila Moreau, PC, c.m. de Paris, 3 021 (8,91); Jean-Jacques Pouchet, GE, 2 855 (8,42); François Duthel, NE, 532 (1,57); Charles Jullou, LO, 528 (1,55); Jean-François Delval, SEGA, 496 (1,46); Eline Paragorez, RDRP, 425 (1,25); Jacques Boncompagni, PT, 308 (0,80); Françoise Dorval, UED, 222 (0,65); Régis Blanchot, LCR, 180 (0,50); Michel Walford, MDR, 173 (0,51); Raymond Dabard, ext. g., 134 (0,38); Charles Fuchon, MDC, 88 (0,25); Marc Buisson, PC, 78 (0,23); Patrick Swenson, AP, 65 (0,18).
Prés. 1988. - Mitterrand, 24 088 (56,80).

10^e (Parties des 13^e et 14^e arr.)
L. 59 137; V. 39 206; A. 33,70
B. et N. 2 216; E. 36 990.

Réélus: Jacques Tonbon, RPR, d.s., m. de Paris, 20 141 (56,34).
Serge Blisko, PS, c.m. de Paris, 16 149 (43,65).

1^{er} tour. - A. 31,07; E. 38 534. Tonbon, 17 759 (44,32); Blisko, 8 182 (20,49); Pierre-Alain Brossat, Verts, 4 134 (10,48); Serge Martinet, FN, 3 498 (8,84); Daniel Védouzet, PC, 2 436 (6,18); Jean-Claude Fédou, FN, 683 (11,39); Jean-Pierre Buisson, MDR, 231 (0,88); Marion Segard, RDRP, 186 (0,74); Emmanuel Lacroix, RPR, 174 (0,68); Jean-Pierre Buisson, MDR, 78 (0,29).
Prés. 1988. - Mitterrand, 25 898 (51,79).

11^e (Partie du 14^e arr.)
L. 55 228; V. 35 431; A. 35,83
B. et N. 2 003; E. 33 412.

Réélus: Nicole Catina, RPR, d.s., adj. m. de Paris, 19 127 (57,21).
Pierre Castagnou, PS, c.m. de Paris, 14 303 (42,78).

1^{er} tour. - A. 32,22; E. 35 836. Catina, 16 883 (44,00); Castagnou, 7 301 (20,49); Bernard Robert, FN, 3 520 (11,00); Jean-Louis Videl, Verts, 3 874 (10,30); Maurice Lasse, PC, 2 274 (6,38); Bernard Colloredo, MDC, 818 (2,28); Jacques Elbaz, NE, 770 (1,59); Gérard Allard, RDRP, 432 (1,17); Guendoline Charles, LCR, 416 (1,17); Jérôme Boussard, MDC, 195 (0,54); Yvon Robert, MDR, 135 (0,37); Didier Lacroix, AP, 120 (0,34); Yves-Nicolas Arnaud, PLN, 107 (0,30).
Prés. 1988. - Mitterrand, 23 687 (50,83).

17^e (Parties des 17^e et 18^e arr.)
L. 52 463; V. 31 515; A. 39,92
B. et N. 1 911; E. 29 354.

Réélus: Françoise de Pauillac, RPR, d.s., adj. m. de Paris, 17 983 (60,79).
Yvette Davant, PS, c.m. de Paris, 11 601 (39,21).

1^{er} tour. - A. 36,41; E. 32 289. de Pauillac, 14 401 (44,62); Davant, 6 808 (17,37); Jean-Pierre Revon, FN, a.d., c.r., 4 709 (14,58); Xavier Riviere, Verts, 3 272 (10,13); Dominique Darnis, PC, 1 820 (5,67); Patrice Langer-Graud, NE, 874 (2,70); Jean-Louis Videl, LO, 688 (2,13); Michèle Jullard, MDR, 578 (1,78); Christian Lamotte, LCR, 312 (0,95); Jérôme Colloredo, MDC, 818 (2,28); Jacques Elbaz, NE, 770 (1,59); Gérard Allard, RDRP, 432 (1,17); Guendoline Charles, LCR, 416 (1,17); Jérôme Boussard, MDC, 195 (0,54); Yvon Robert, MDR, 135 (0,37); Didier Lacroix, AP, 120 (0,34); Yves-Nicolas Arnaud, PLN, 107 (0,30).
Prés. 1988. - Chirac, 22 215 (50,10).

18^e (Partie du 18^e arr.)
L. 54 269; V. 33 496; A. 38,27
B. et N. 2 141; E. 31 335.

Réélus: Alain Juppé, RPR, d.s., adj. m. de Paris, 18 647 (59,47).
Christophe Carreche, PS, c.r., 12 708 (40,52).

1^{er} tour. - A. 35,76; E. 33 831. Juppé, 14 788 (43,71); Carreche, 6 028 (17,81); Martine Labbé, FN, d.a., c.r., 4 459 (13,18); Jean-Luc Damour, Verts, 3 704 (10,84); Jean Wlos, PC, 2 077 (6,13); Jean-Marie Benoit, LO, 801 (2,26); Isabelle Engelbert, GE, 737 (2,17); Gilles Camaron, MDC, 857 (1,94); Pierre Abadie, MDR, 280

(0,76); Barbara Skrzypczak, MDC, 208 (0,51); Patrick Vallard, AP, 112 (0,33).
Prés. 1988. - Mitterrand, 23 276 (50,10).

19^e (Parties des 18^e et 19^e arr.)
L. 41 825; V. 35 377; A. 39,32
B. et N. 1 822; E. 32 533.

Élu: Jean-Pierre Pierre-Bloch, UDF-PSD, a.d., c.m. de Paris, 12 262 (52,05).

Daniel Vaillant, PS, d.s., c.m. de Paris, 11 293 (47,94).

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

SEINE-
SAINT-DENIS (13)

Sortants : Gilbert Bonnemaison, PS; Marcelin Berthelot, PC; n.s.r.p.; Maguette Jacquaint, PC; Louis Perna, PC; Jean-Claude Gaysot, PC; Claude Bartolone, PS; Jean-Pierre Brard, PC; Robert Pandraud, RPR; Roger Gouhier, PC, n.s.r.p.; Jacques Delly, PS; François Assens, PC; Eric Raoul, RPR; Jacques Mahéas, PS. (1°) : Élisabeth Bouteiller, UDF (1°); Patrick Brouzet, PC (2°); Maguette Jacquaint, PC, d.s. (3°); Louis Perna, PC, d.s. (4°); Jean-Claude Gaysot, PC, d.s. (5°); Claude Bartolone, PS, d.s. (6°); Jean-Pierre Brard, PC, d.s. (7°); Robert Pandraud, RPR, d.s. (8°); Véronique Nelet, PS (9°); Jean-Claude Assens, PC (10°); François Assens, PC, d.s. (11°); Eric Raoul, RPR, d.s. (12°); Christian Demuyck, RPR (13°).

1° (Épinay-sur-Seine)

L. 49 585; V. 30 310; A. 38 87
B. n. 2 155; E. 28 155.

Élu : Raoul Bouteiller, UDF, 14 630 (51,96).

Josiane Andros, PC, c.g. m. de St-Denis, 13 525 (48,03).
Gilbert Bonnemaison, PS, d.s., s'est retiré.

1° tour. - A. 38,13; E. 29 662. Brouzet, 7 872 (25,96); Andros, 6 613 (18,99); Perna, 5 555 (16,79); Gilbert Bonnemaison, PS, m. d'Épinay-sur-Seine, 4 548 (13,61); Georges Pandraud, RPR, 2 744 (8,03); Serge Le Bail, UDF, 1 711 (5,00); Jean-Pierre Brard, PC, 1 044 (3,00); Yves Mouton, UDF, 396 (1,15); Roland Hain, AP, 151 (0,43).
Prés. 1988. - Mitterrand, 24 948 (63,24).

2° (Saint-Denis Nord)

L. 48 332; V. 29 926; A. 38 08
B. n. 2 392; E. 27 334.

Élu : Patrick Brouzet, PC, m. de St-Denis, 17 022 (61,82).

Frédéric Timmermans, FN, c.g. m. de St-Denis, 10 512 (38,17).

1° tour. - A. 38,21; E. 28 739. Brouzet, 8 989 (29,09); Timmermans, 8 456 (22,46); Gérard Delattre, UDF, c.g. m. de St-Denis, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de St-Denis, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de St-Denis, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 26 771 (68,74).

3° (Aubervilliers)

L. 50 378; V. 30 232; A. 39 98
B. n. 2 152; E. 28 663.

Réélu : Maguette Jacquaint, PC, d.s., c.g. m. de St-Denis, 15 524 (54,16).

Frédéric Gaillard, UDF-CDS, 13 139 (45,83).

1° tour. - A. 40,06; E. 29 053. Jacquaint, 8 817 (27,37); Gaillard, 8 567 (22,46); Gérard Delattre, UDF, c.g. m. de St-Denis, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de St-Denis, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de St-Denis, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 26 771 (68,74).

4° (Le Blanc-Mesnil)

L. 43 866; V. 28 357; A. 35 38
B. n. 1 474; E. 26 913.

Réélu : Louis Perna, PC, d.s., m. de St-Denis, 14 137 (62,73).

André Veyssière, RPR, m. de Dugny, 12 776 (47,47).

1° tour. - A. 35,68; E. 27 256. Perna, 7 827 (26,71); Veyssière, 7 424 (27,23); Yves Boudouin, FN, c.g. m. de St-Denis, 5 016 (18,40); Gérard Delattre, UDF, c.g. m. de St-Denis, 4 548 (13,61); Georges Pandraud, RPR, 2 744 (8,03); Serge Le Bail, UDF, 1 711 (5,00); Jean-Pierre Brard, PC, 1 044 (3,00); Yves Mouton, UDF, 396 (1,15); Roland Hain, AP, 151 (0,43).
Prés. 1988. - Mitterrand, 22 957 (65,52).

5° (Bobigny)

L. 54 024; V. 33 895; A. 37 32
B. n. 2 698; E. 31 197.

Réélu : Jean-Claude Gaysot, PC, d.s., c.g. m. de Drancy, 19 952 (63,95).

Michel Personnaz, FN, c.g. m. de Drancy, 11 245 (36,04).

1° tour. - A. 37,47; E. 32 734. Gaysot, 11 724 (35,81); Personnaz, 8 723 (26,59); Jean-Christophe Lagarde, UDF-CDS, c.g. m. de Drancy, 6 704 (20,48); Gilles Lacroix, PC, 2 770 (8,48); Bernard Hache, GE, adj. m. de Drancy, 1 511 (4,62).

6° (Pantin)

L. 57 144; V. 36 248; A. 36 56
B. n. 2 629; E. 33 619.

Réélu : Claude Bartolone, PS, d.s., c.g. m. de St-Denis, 19 730 (51,34).

Jean-Jacques Salles, UDF-CDS, adj. m. de St-Denis, 16 289 (48,45).

1° tour. - A. 35,89; E. 35 263. Salles, 10 093 (28,51); Bartolone, 8 981 (25,79); André Bernard, FN, c.g. m. de St-Denis, 5 647 (16,52); Daniel Monney, PC, c.g. m. de St-Denis, 5 770 (20,07); Francis Tiquet, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de St-Denis, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 27 736 (61,27).

7° (Montreuil)

L. 45 319; V. 30 408; A. 32 90
B. n. 1 462; E. 28 946.

Réélu : Jean-Pierre Brard, PC, d.s., m. de Montreuil, 15 623 (53,97).

Marc Gaudin, RPR, c.g. m. de Montreuil, 13 323 (46,02).

1° tour. - A. 38,11; E. 28 374. Gaudin, 6 332 (23,39); Brard, 5 237 (23,03); Serge Basset, FN, 4 031 (14,20); Patrick Bazin, Verra, 2 841 (9,30); Daniel Choley, PS, adj. m. de Montreuil, 2 589 (9,12); Sophie Zéou, UDF, 488 (1,75); Georges Pandraud, RPR, 410 (1,40); Alain Sacre, NE, 410 (1,44); Pierre Bouteiller, RPR, 329 (1,16); Jean-Pierre Brard, PC, 1 044 (3,00); Yves Mouton, UDF, 396 (1,15); Roland Hain, AP, 151 (0,43).
Prés. 1988. - Mitterrand, 23 271 (63,64).

8° (Rosny-sous-Bois)

L. 59 329; V. 35 606; A. 39 98
B. n. 2 617; E. 29 389.

Réélu : Robert Pandraud, RPR, d.s., c.g. m. de Rosny-sous-Bois, 17 022 (61,82).

Martial Bild, FN, c.g. m. de Rosny-sous-Bois, 10 512 (38,17).

1° tour. - A. 34,33; E. 37 409. Pandraud, 16 041 (42,88); Bild, 8 830 (18,29); Jean-Pierre Brard, PC, c.g. m. de Rosny-sous-Bois, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Rosny-sous-Bois, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Rosny-sous-Bois, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 24 988 (61,71).

9° (Bondy)

L. 55 703; V. 34 642; A. 37 80
B. n. 2 294; E. 32 348.

Élu : Véronique Nelet, PS, sec. E., adj. m. de Bondy, 16 944 (52,38).

Christiane Calais, UDF-P et R, c.g. m. de Bondy, 15 524 (54,16).

1° tour. - A. 37,08; E. 33 811. Calais, 7 118 (23,41); Nelet, 6 976 (20,63); Jean-Pierre Brard, PC, c.g. m. de Bondy, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Bondy, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Bondy, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 26 771 (68,74).

10° (Aulnay-sous-Bois)

L. 49 025; V. 28 874; A. 41 10
B. n. 2 314; E. 23 360.

Élu : Jean-Claude Abrioux, RPR, c.g. m. d'Aulnay-sous-Bois, 14 781 (62,73).

Mireille Rosset, FN, c.g. m. d'Aulnay-sous-Bois, 13 323 (46,02).

Jacques Delly, PS, d.s., s'est retiré.

1° tour. - A. 35,89; E. 35 263. Delly, 10 093 (28,51); Abrioux, 8 981 (25,79); André Bernard, FN, c.g. m. d'Aulnay-sous-Bois, 5 647 (16,52); Daniel Monney, PC, c.g. m. d'Aulnay-sous-Bois, 5 770 (20,07); Francis Tiquet, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. d'Aulnay-sous-Bois, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 21 936 (65,41).

11° (Sevran)

L. 52 641; V. 35 270; A. 32 99
B. n. 1 922; E. 33 348.

Réélu : François Assens, PC, d.s., m. de Tremblay-en-France, 17 630 (52,86).

Jacques Oudot, RPR, adj. m. de Sevran, 15 718 (47,13).

1° tour. - A. 34,82; E. 33 081. Assens, 9 978 (30,17); Oudot, 8 188 (24,59); Roger Holandier, FN, c.g. m. de Sevran, 5 988 (18,10); Jean-Pierre Brard, PC, c.g. m. de Sevran, 2 770 (8,48); Gilles Lacroix, PC, 2 770 (8,48); Bernard Hache, GE, adj. m. de Sevran, 1 511 (4,62).

12° (Noisy-le-Grand)

L. 57 936; V. 35 165; A. 39 32
B. n. 2 619; E. 28 967.

Réélu : Eric Raoul, RPR, d.s., c.g. m. de Noisy-le-Grand, 19 730 (51,34).

Gilbert Péra, FN, c.g. m. de Noisy-le-Grand, 9 215 (31,81).

1° tour. - A. 33,35; E. 37 047. Péra, 13 871 (36,50); Raoul, 11 858 (31,81); Pascal Pénin, PS, c.g. m. de Noisy-le-Grand, 5 770 (20,07); Francis Tiquet, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Noisy-le-Grand, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 24 300 (62,11).

13° (Noisy-le-Grand)

L. 57 936; V. 35 165; A. 39 32
B. n. 2 619; E. 28 967.

Réélu : Christian Demuyck, RPR, adj. m. de Noisy-le-Grand, 18 005 (51,96).

Jacques Mahéas, PS, d.s., m. de Noisy-le-Grand, 17 022 (61,82).

1° tour. - A. 32,45; E. 37 255. Demuyck, 10 544 (28,30); Mahéas, 7 782 (20,89); Michel Péra, FN, c.g. m. de Noisy-le-Grand, 5 770 (20,07); Francis Tiquet, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Noisy-le-Grand, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 24 300 (62,11).

14° (Villiers-sur-Marne)

L. 61 240; V. 39 704; A. 35 36
B. n. 2 693; E. 30 011.

Réélu : Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s., m. de Villiers-sur-Marne, 22 144 (67,08).

Jean-Pierre Schenard, FN, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 10 512 (38,17).

1° tour. - A. 29,77; E. 41 291. Jégou, 6 314 (20,14); Schenard, 6 022 (14,58); Roger Fontaine, FN, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 948 (67,30).

15° (Villiers-sur-Marne)

L. 61 240; V. 39 704; A. 35 36
B. n. 2 693; E. 30 011.

Réélu : Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s., m. de Villiers-sur-Marne, 22 144 (67,08).

Jean-Pierre Schenard, FN, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 10 512 (38,17).

1° tour. - A. 29,77; E. 41 291. Jégou, 6 314 (20,14); Schenard, 6 022 (14,58); Roger Fontaine, FN, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 948 (67,30).

16° (Villiers-sur-Marne)

L. 61 240; V. 39 704; A. 35 36
B. n. 2 693; E. 30 011.

Réélu : Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s., m. de Villiers-sur-Marne, 22 144 (67,08).

Jean-Pierre Schenard, FN, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 10 512 (38,17).

1° tour. - A. 29,77; E. 41 291. Jégou, 6 314 (20,14); Schenard, 6 022 (14,58); Roger Fontaine, FN, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 948 (67,30).

17° (Villiers-sur-Marne)

L. 61 240; V. 39 704; A. 35 36
B. n. 2 693; E. 30 011.

Réélu : Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s., m. de Villiers-sur-Marne, 22 144 (67,08).

Jean-Pierre Schenard, FN, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 10 512 (38,17).

1° tour. - A. 29,77; E. 41 291. Jégou, 6 314 (20,14); Schenard, 6 022 (14,58); Roger Fontaine, FN, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 948 (67,30).

18° (Villiers-sur-Marne)

L. 61 240; V. 39 704; A. 35 36
B. n. 2 693; E. 30 011.

Réélu : Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s., m. de Villiers-sur-Marne, 22 144 (67,08).

Jean-Pierre Schenard, FN, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 10 512 (38,17).

1° tour. - A. 29,77; E. 41 291. Jégou, 6 314 (20,14); Schenard, 6 022 (14,58); Roger Fontaine, FN, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 948 (67,30).

19° (Villiers-sur-Marne)

L. 61 240; V. 39 704; A. 35 36
B. n. 2 693; E. 30 011.

Réélu : Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s., m. de Villiers-sur-Marne, 22 144 (67,08).

Jean-Pierre Schenard, FN, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 10 512 (38,17).

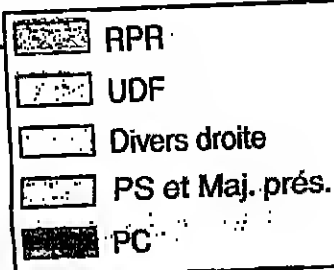
1° tour. - A. 29,77; E. 41 291. Jégou, 6 314 (20,14); Schenard, 6 022 (14,58); Roger Fontaine, FN, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 5 770 (20,07); Henri Weber, PS, adj. m. de Villiers-sur-Marne, 3 084 (10,76); Hayette Bouleau, GE, 1 532 (5,33); Marionne Mendel, NE, 656 (2,28); Maurice Lombard, UDF, 571 (1,99); Idilio Valdenegro, LO, 482 (1,57); Sylvie Delat, SEG, 481 (1,53); Christiane Pandraud, RPR, 410 (1,40); Claudine Chevillon, PT, 293 (1,01); Serge Lassein, AP, 238 (0,82); Ferdinand Brémoult, CNL, c.g. m. de Villiers-sur-Marne, 194 (0,67); Fédéral Houmou, France Plus, 134 (0,47).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 948 (67,30).

20° (Villiers-sur-Marne)

L. 61 240; V. 39 704; A. 35 36
B. n. 2 693; E. 30 011.

Réélu : Jean-Jacques Jégou, UDF-CDS, d.s., m. de Villiers-sur-Marne, 22 144 (67,08).

Le RPR enlève 55 des 99 sièges de l'Ile-de-France



Le FN n'était présent au second que dans deux transcriptions et, à la 8e minute, mais dans l'un comme dans l'autre, il améliorera considérablement son résultat : de 38,59 à 40,54 et de 34,54 à 38,59 dans la première. Avec huit députés contre qu'en l'UDF, le RPR se taille la part du gâteau et renforce ses positions dans ce département, où il tente depuis longtemps de supplanter l'UDF dans les pouvoirs locaux. La cinquième circonscription fait d'ailleurs figure de crevasse, que Jacques Mérieux (RPR) distace aussi largement du second tour, le premier Laurent Watzal (UDF) dans l'un des rares duels autorisés entre les instances nationales du RPR et l'UDF.

PR, 1999

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

ALSACE

(16)

22 mars 1992. - A. 33,02; Droite, 39,03; ext. d., 23,20; écol., 19,23; m. p., 13,28; div., 3,83; PC, 1,62.

21 mars 1993. - A. 38,42; UPR, 45,28; ext. d., 16,47; écol., 16,47; m. p., 12,06; div., 4,76; div. d., 2,71; PC, 2,24; r. g., 1,70; ext. g., 1,41; div. g., 1,04.

L'Alsace n'a plus de représentant du PS à l'Assemblée nationale. Les deux sièges socialistes détenus dans le Haut-Rhin ont été perdus. Celui qui appartenait aux socialistes dans le Bas-Rhin a été cédé par l'un de leurs proches, mais qui a refusé de se présenter sous l'étiquette Majorité présidentielle. Malgré une perte d'un siège dans le Bas-Rhin, le RPR compte une partie de son retard sur l'UDF (six sièges contre huit) grâce à deux députés suppléant dans le Haut-Rhin. Les Alsaciens ont confirmé au second tour leur volonté d'envoyer des représentants plus jeunes au Palais-Bourbon. Trois députés sortants de l'UDF-CDS, Edmond Gerrer, Emile Koehl et Jean-Marie Caro, ont dû céder leur place.

BAS-RHIN (9)

Sortants : Emile Koehl, UDF-CDS; Marc Reymann, UDF-CDS; Jean-Olivier, PS, n. p.; André Durr, RPR; Germain Gengenwein, UDF-CDS; Jean-Marie Caro, UDF-CDS; Adrien Zeller, UDF-CDS; François Grassemeier, RPR, n. p.; Bernard Schreiner, RPR.

Élus : Harry Lapp, UDF diss., c. m. de Strasbourg, 13 388 (64,84); Emile Koehl, UDF-CDS, d. s. c. m. de Strasbourg, 7 258 (35,15).

1^{er} tour. - A. 38,28; E. 29 518; Koehl, 8 708 (22,72); Lapp, 6 884 (19,53); Roland Rie, PS, adj. m. de Strasbourg, 5 718 (16,37); André Buchmann, Verts, c. r. m. de Strasbourg, 4 363 (12,47); Jean-Louis Feuerbach, FN, 3 248 (9,10); Jacques Conzelmann, r. g., c. m. de Strasbourg, 2 844 (7,82); Danielle Jung, NE, 808 (2,34); Olivier Gohier, LCR, 758 (2,08); Antonio Gomez, LCR, 712 (1,99); Pascal Dupuis, PC, 601 (1,67); Gilles Pichon, PS, 511 (1,44).

Prés. 1988. - Chirac, 18 951 (63,03).

2^e (Strasbourg Sud)

L. 50 650; V. 29 147; A. 42,45; B. n. p., 2 075; E. 27 072.

Réélus : Marc Reymann, UDF-CDS, d. s. c. m. de Strasbourg, 16 167 (59,71); Michel Schmitt, PS, 10 905 (40,28).

1^{er} tour. - A. 40,24; E. 28 021; Reymann, 10 473 (38,08); Schmitt, 8 788 (31,50); Yves Blot, FN, d. s. c., 4 382 (15,69); Yves Mogen, GE, c. r., 3 934 (13,66); Robert Spiegel, ext. d., c. r., c. m. de Strasbourg, 2 287 (8,29); Geneviève Remy, N. 1 237 (4,48); Jean-Baptiste Meyer, PC, 983 (3,58); Daniel Rouillon, LO, 678 (2,48); Philippe de Montm, LCR, 243 (0,89); Jean-Pierre Denis, FN, 154 (0,56); Gilles Pichon, PS, 138 (0,50).

Prés. 1988. - Mitterrand, 19 883 (61,51).

3^e (Strasbourg Nord)

L. 42 006; V. 37 001; A. 40,32; B. n. p., 1 924; E. 35 077.

Élus : Alfred Muller, ADFF, c. r. m. de Schiltigheim, 18 757 (53,47); Robert Grossmann, RPR, c. r., c. m. de Strasbourg, 16 320 (46,52).

1^{er} tour. - A. 38,31; E. 38 347; Muller, 8 026 (24,27); Grossmann, 7 762 (23,80); André Klein-Moser, UDF-CDS, c. r., m. de Schiltigheim, 6 346 (17,48); Walter Krüger, FN, c. r. m. de Schiltigheim, 5 078 (14,72); Magdalène Brun, Verts, c. r. m. de Schiltigheim, 3 131 (8,81); Bernard Wied, r. g., 1 221 (3,35); Marguerite Ritt, N. 1 156 (3,18); Jean-Marie Dupuy, PC, 1 039 (2,88); Claude Thoenig, LCR, 758 (2,08); Richard Lewag, FN, 243 (0,67); Emmanuel Geller, PS, 154 (0,43); Brigitte Harman, div., 56 (0,15).

Prés. 1988. - Mitterrand, 24 951 (61,03).

4^e (Illkirch-Grastenstaden)

L. 96 965; V. 56 907; A. 41,31; B. n. p., 1 968; E. 49 339.

Réélus : André Durr, RPR, d. s. m. d'Illkirch-Grastenstaden, 34 694 (70,46); Georges-Pierre Nuth, FN, 14 545 (29,53).

1^{er} tour. - A. 35,88; E. 59 183; Durr, 25 220 (43,84); Nuth, 9 944 (15,11); Denis Maunier, Verts, 7 516 (12,70); Jean-Claude Biot, PS, 7 081 (11,89); Jean-Yves Schmitt, N. 4 574 (7,78); Alain Froment, NE, 9 085 (16,18); Jean-Henri, PC, 1 031 (1,94); Christine Dodane, LO, 893 (1,59); Heidi Fren, FN, 239 (0,40).

Prés. 1988. - Chirac, 37 127 (52,17).

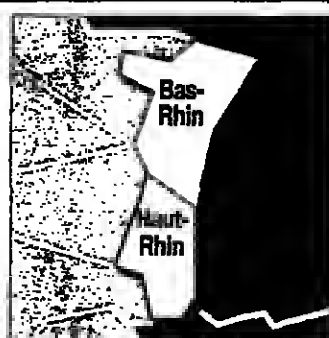
5^e (Sélestat)

L. 84 573; V. 36 343; A. 33,37; B. n. p., 3 361; E. 52 432.

Réélus : Germain Gengenwein, UDF-CDS, d. s. c. r. m. de Schaeffersheim, 31 560 (60,13); Gilbert Estève, PS, c. r., c. m. de Sélestat, 20 922 (39,86).

1^{er} tour. - A. 30,40; E. 55 491; Gengenwein, 24 986 (45,02); Estève, 14 573 (26,28); Christian Coteval, FN, 7 883 (13,94); Jean-François Gaudin, Verts, c. m. de Sélestat, 4 507 (8,23); Denis Kaufmann, NE, 2 882 (5,19); Alexandre Guillen, PC, 820 (1,47).

Prés. 1988. - Chirac, 34 633 (53,13).



Bas-Rhin
Haut-Rhin

6^e (Molsheim)

L. 67 973; V. 46 495; A. 31,59; B. n. p., 4 563; E. 41 932.

Élus : Alain Ferry, div., c. r. m. de Wisches, 21 148 (50,43); Jean-Marie Caro, UDF-CDS, d. s., 20 784 (49,56).

1^{er} tour. - A. 29,98; E. 44 828; Caro, 17 327 (38,56); Ferry, 11 488 (25,82); Alice Moral, GE, m. de Belfort, 8 861 (14,85); Robert Schweickert, FN, 8 267 (14,20); Anne Hansel, NE, 1 815 (4,06); Jean-Paul Faber, PC, 1 373 (3,08).

Prés. 1988. - Chirac, 27 816 (63,81).

7^e (Wissembourg)

L. 64 970; V. 42 895; A. 34,11; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Élus : François Loos, UDF-rad., c. r., 20 742 (53,14); Pierre Bernard, RPR, c. r. m. de Wissembourg, 18 285 (46,85).

1^{er} tour. - A. 29,18; E. 43 567; Bernard, 15 033 (34,50); Loos, 11 588 (26,82); Guy Hémonat, Verts, c. r. m. de Gundershofen, 4 960 (11,36); Robert Marig, FN, 4 834 (10,85); Gilbert Luthi, PS, 3 815 (8,74); Sonia Fischer, N. 2 068 (4,74); Michèle Bardot, PC, 482 (1,10).

Prés. 1988. - Chirac, 28 278 (51,58).

8^e (Strasbourg Sud)

L. 50 650; V. 29 147; A. 42,45; B. n. p., 2 075; E. 27 072.

Réélus : Marc Reymann, UDF-CDS, d. s. c. m. de Strasbourg, 16 167 (59,71); Michel Schmitt, PS, 10 905 (40,28).

1^{er} tour. - A. 40,24; E. 28 021; Reymann, 10 473 (38,08); Schmitt, 8 788 (31,50); Yves Blot, FN, d. s. c., 4 382 (15,69); Yves Mogen, GE, c. r., 3 934 (13,66); Robert Spiegel, ext. d., c. r., c. m. de Strasbourg, 2 287 (8,29); Geneviève Remy, N. 1 237 (4,48); Jean-Baptiste Meyer, PC, 983 (3,58); Daniel Rouillon, LO, 678 (2,48); Philippe de Montm, LCR, 243 (0,89); Jean-Pierre Denis, FN, 154 (0,56); Gilles Pichon, PS, 138 (0,50).

Prés. 1988. - Mitterrand, 19 883 (61,51).

9^e (Strasbourg Nord)

L. 42 006; V. 37 001; A. 40,32; B. n. p., 1 924; E. 35 077.

Élus : Alfred Muller, ADFF, c. r. m. de Schiltigheim, 18 757 (53,47); Robert Grossmann, RPR, c. r., c. m. de Strasbourg, 16 320 (46,52).

1^{er} tour. - A. 38,31; E. 38 347; Muller, 8 026 (24,27); Grossmann, 7 762 (23,80); André Klein-Moser, UDF-CDS, c. r., m. de Schiltigheim, 6 346 (17,48); Walter Krüger, FN, c. r. m. de Schiltigheim, 5 078 (14,72); Magdalène Brun, Verts, c. r. m. de Schiltigheim, 3 131 (8,81); Bernard Wied, r. g., 1 221 (3,35); Marguerite Ritt, N. 1 156 (3,18); Jean-Marie Dupuy, PC, 1 039 (2,88); Claude Thoenig, LCR, 758 (2,08); Richard Lewag, FN, 243 (0,67); Emmanuel Geller, PS, 154 (0,43); Brigitte Harman, div., 56 (0,15).

Prés. 1988. - Mitterrand, 24 951 (61,03).

10^e (Illkirch-Grastenstaden)

L. 96 965; V. 56 907; A. 41,31; B. n. p., 1 968; E. 49 339.

Réélus : André Durr, RPR, d. s. m. d'Illkirch-Grastenstaden, 34 694 (70,46); Georges-Pierre Nuth, FN, 14 545 (29,53).

1^{er} tour. - A. 35,88; E. 59 183; Durr, 25 220 (43,84); Nuth, 9 944 (15,11); Denis Maunier, Verts, 7 516 (12,70); Jean-Claude Biot, PS, 7 081 (11,89); Jean-Yves Schmitt, N. 4 574 (7,78); Alain Froment, NE, 9 085 (16,18); Jean-Henri, PC, 1 031 (1,94); Christine Dodane, LO, 893 (1,59); Heidi Fren, FN, 239 (0,40).

Prés. 1988. - Chirac, 37 127 (52,17).

11^e (Sélestat)

L. 84 573; V. 36 343; A. 33,37; B. n. p., 3 361; E. 52 432.

Réélus : Germain Gengenwein, UDF-CDS, d. s. c. r. m. de Schaeffersheim, 31 560 (60,13); Gilbert Estève, PS, c. r., c. m. de Sélestat, 20 922 (39,86).

1^{er} tour. - A. 30,40; E. 55 491; Gengenwein, 24 986 (45,02); Estève, 14 573 (26,28); Christian Coteval, FN, 7 883 (13,94); Jean-François Gaudin, Verts, c. m. de Sélestat, 4 507 (8,23); Denis Kaufmann, NE, 2 882 (5,19); Alexandre Guillen, PC, 820 (1,47).

Prés. 1988. - Chirac, 34 633 (53,13).

12^e (Huningue)

L. 64 484; V. 39 204; A. 39,20; B. n. p., 4 529; E. 34 675.

Réélus : Jean Ueberschlag, RPR, d. s., m. de Saint-Louis, 26 598 (76,70); Bernard Yung, FN, 8 077 (23,29).

1^{er} tour. - A. 30,83; E. 43 801; Ueberschlag, 17 362 (39,53); Yung, 7 519 (17,16); Hervé Del, FN, 4 879 (11,33); Thierry Serr, div., d. s. 4 788 (10,93); Jacques Durr, c. r. m. de Vœgtelshoffen, 4 015 (9,18); Arnaud Bory, PS, c. m. de Colmar, 3 020 (6,89); Jean-Jacques Kapp, MO, 1 228 (2,80); Guy Brecher, PC, 880 (2,29).

Prés. 1988. - Chirac, 23 035 (65,11).

1^{er} tour. - A. 34,28; E. 40 183; Ueberschlag, 18 944 (47,18); Yung, 8 077 (20,11); Jean-Bernard Fournier, Verts, c. m. de Fichtelheim, 4 366 (10,84); Jean-Claude Delbarré, PS, c. m. de Saint-Louis, 3 878 (9,58); Bernard Simon, MO, m. de Bortolheim, 3 288 (8,13); Robert Schneider, ext. d., 3 083 (7,62); Corinne Frey, NE, 1 583 (3,88); Antoinette-Sophie Loos, PC, 678 (1,68).
2^e (Mulhouse Est, Ouest, Sud)

L. 52 719; V. 36 174; A. 31,38; B. n. p., 1 420; E. 34 754.

Élus : Joseph Klifa, UDF-PSD, c. m. de Mulhouse, 13 690 (39,39); Jean-Marie Bockel, PS, d. s., m. de Mulhouse, 13 588 (39,09); Gérard Freuler, FN, c. r. m. de Mulhouse, 7 476 (21,51).

1^{er} tour. - A. 35,23; E. 32 535; Klifa, 9 315 (28,63); Bockel, 7 732 (23,76); Gérard Freuler, FN, 8 921 (21,27); Jacques Bockel, Verts, 3 257 (10,01); Alain Seide, UDF-rad., d. s., 1 138 (3,49); Mirille Amalhe, N. 1 136 (3,48); Bernard Frey, RLB, 1 118 (3,43); Auguste Scher, PC, 867 (1,50); Walter Amann, div., d. s., 4 486 (13,44); Christiane Roder, LO, 424 (1,30); Claude Heller, div., c. r., 312 (0,98); Ay Na Moungouand, FN, 121 (0,37).

Prés. 1988. - Chirac, 28 285 (60,21).

3^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

4^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

5^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

6^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

7^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

8^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

9^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

10^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

11^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

12^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

13^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

14^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

15^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

16^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

17^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44; E. 42 783; Weber, 18 284 (43,01); Thévenot, 7 738 (18,09); Philippe Lutz, div., d. s., 4 486 (10,41); Roger Winterhalter, SEGA, c. m. de Luneray, 3 685 (8,61); Georges Lyons, NE, 2 237 (5,23); Joseph

18^e (Mulhouse Nord)

L. 67 764; V. 42 455; A. 31,38; B. n. p., 3 778; E. 39 027.

Réélus : Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. s., c. r. m. de Sausheim, 25 991 (69,93); Michel Thévenot, FN, c. r. m. de Mulhouse, 11 175 (30,06).

1^{er} tour. - A. 33,44

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Horaires sujets à changements sans préavis. © 1993 Delta Air Lines, Inc.

YONNE (3)

Daniel Pennec, dissident RPR, vainqueur du candidat officiel de l'UFF au



gistes, ainsi que du renfort d'abstentionnistes du premier tour. A Guingamp et à Saint-Brieuc, en revanche, la discipline n'a pas été totalement suivie à gauche : Christian Le Vorge ne retrouve pas toutes les voix du sortant socialiste, Maurice Briand, et s'incline devant Daniel Pennec, dissident RPR, vainqueur du candidat officiel du RIGF au

1
 2
 3
 4
 5
 6
 7
 8
 9
 10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525

100-443887-100

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

premier tour : à Saint-Brieuc, Yves Dollo est, lui aussi, largement distancé. A Lorient et à Lorient, les deux sortants n'ont pas pu renverser la tendance du premier tour.

FINISTÈRE (8)

Sortants : Bernard Puignat, PS; Joseph Gourmelon, PS; Jean-Louis Gossard, RPR; Marie Jacq, PS; n.s.r.p.; Charles Miossec, RPR; Jean-Yves Cozau, UDF-CDS; Ambroise Guellac, UDF-CDS; Gilbert Le Bris, PS, suppléant de Louis Le Penec, PS, nommé au gouvernement le 28 juin 1988, se représente comme suppléant de M. Le Penec.

Élus : André Angot, RPR (1^{er}); Bertrand Cousin, RPR (2^e); Jean-Louis Gossard, RPR, d.s. (3^e); Arnaud Cazin d'Annunzio, UDF-CDS (4^e); Jean-Yves Cozau, UDF-CDS, d.s. (5^e); Louis Le Penec, PS (6^e); Réélu au 1^{er} tour : Charles Miossec, RPR (7^e); Ambroise Guellac, UDF-CDS (8^e).

1^{er} (Quimper)

L. 72 592; V. 54 430; A. 25 01
B. et N. 4 487; E. 50 943.

Élu : André Angot, RPR, c.g., m. de Eder, 28 225 (33,40).
Bernard Puignat, PS, d.s., m. de Quimper, 22 718 (44,59).

1^{er} tour : A. 27 31; E. 49 222; Angot, 18 123 (32,76); Puignat, 12 802 (26,00); Marc Bécam, div. d., a.d., c.m. de Quimper, 8 850 (17,97); Michel Dur, FN, c.r., 3 809 (7,33); Pierre Rénier, PC, 2 645 (5,37); Catherine Stachy, NE, 1 775 (3,80); Jean-Michel Manach, LCR, 1 087 (2,22).
Prés. 1988 : Mitterrand, 33 506 (67,52).

2^e (Brest Centre)

L. 70 899; V. 47 211; A. 33 41
B. et N. 2 274; E. 44 937.

Élu : Bertrand Cousin, RPR, a.d., c.r., 23 807 (52,97).
Joseph Gourmelon, PS, d.s., c.g., 21 130 (47,02).

1^{er} tour : A. 34 42; E. 44 675; Cousin, 12 957 (29,08); Gourmelon, 10 875 (23,59); Yannick Marzin, UDF, c.g., 7 712 (17,28); Daniel Marzin, UDF, c.g., 3 906 (8,74); Bernard Paccou, FN, 3 644 (8,15); Patrick Gardet, PC, 1 500 (3,33); Louis Arvillan, SEGA, 1 480 (3,31); Serge Gressat, NE, 982 (2,19); André Chabanon, LO, 603 (1,34); Lydie Conignon, PT, 564 (1,28); André Francis, div. d., 479 (1,07); Emmanuel Le Joux, PLR, 143 (0,32).
Prés. 1988 : Mitterrand, 31 886 (66,07).

3^e (Brest Ouest)

L. 83 313; V. 55 502; A. 33 38
B. et N. 3 463; E. 52 039.

Élu : Jean-Louis Gossard, RPR, d.s., m. de Plabennec, 29 269 (56,24).
Francis Cuillandre, PS, 22 770 (43,75).

1^{er} tour : A. 31 98; E. 53 844; Gossard, 19 189 (35,63); Cuillandre, 10 838 (20,12); Marcel Le Roc'h, div. d., c.g., 8 212 (15,28); Michel Briand, Verts, 5 520 (10,28); Olivier Moriz, FN, c.r., 4 821 (9,56); Daniel Malois, PC, 1 931 (3,58); Yvonne Lagodec, SEGA, 1 595 (2,98); Sophie Charonay, NE, 1 574 (2,92); Gérard Le Joux, PLR, 184 (0,36).
Prés. 1988 : Mitterrand, 34 751 (61,48).

4^e (Morlaix)

L. 77 634; V. 56 444; A. 27 29
B. et N. 2 547; E. 53 897.

Élu : Arnaud Cazin d'Annunzio, UDF-CDS, c.r., m. de Morlaix, 28 553 (52,59).
Marcel Le Roc'h, PS, c.r., c.m. de Morlaix, 25 342 (47,01).

1^{er} tour : A. 28 78; E. 62 612; Cazin d'Annunzio, 24 127 (46,94); Le Roc'h, 16 311 (29,16); Pierre-Jean Le Morvan, GE, 3 819 (7,46); Claude Carrière, FN, 3 043 (5,56); Alain David, PC, 3 181 (5,95); Catherine Luyet, PLR, 1 778 (3,38); Gilbert Puyat, LCR, 855 (1,62).
Prés. 1988 : Mitterrand, 37 504 (65,98).

5^e (Lorient)

L. 79 776; V. 54 361; A. 31 85
B. et N. 4 080; E. 53 331.

Élu : Michel Godard, UDF-P et R, c.g., m. de Plouay, 26 873 (53,39).
Jean-Yves Le Drian, PS, a.d., m. de Lorient, 23 438 (46,60).

1^{er} tour : A. 33 04; E. 61 034; Godard, 19 848 (33,20); Le Drian, 10 385 (20,34); Jean Maurice, PC, c.g., m. de Lanester, 8 369 (18,37); Daniel Bergeron, FN, 6 084 (11,18); Eric Régennec, GE, c.m. de Groix, 1 333 (2,61); Marjolaine Fontaine, NE, 1 300 (2,54); Roger Martin, UDI, 875 (1,71); Jacques Gallager, div. d., 790 (1,54); Cyril Le Bot, LO, 776 (1,52); Lucien Le Poul, MD, 711 (1,39); Guénael Le Gras, LCR, 317 (0,62).
Prés. 1988 : Mitterrand, 34 556 (66,91).

6^e (Hennebont)

L. 80 093; V. 52 574; A. 34 35
B. et N. 9 307; E. 43 267.

Élu : Jacques Le Nay, div. d., c.g., m. de Plouay, 21 692 (50,13).
Michel Morvan, RPR, c.g., m. de Plouay, 21 575 (49,86).

1^{er} tour : A. 25 78; E. 56 430; Morvan, 12 529 (22,20); Le Nay, 10 693 (19,94); Jean-Yves Laurent, PS, c.g., m. de Quiberon, 8 332 (18,53); Patrick Nevenon, UDF-PR, m. de Pont-Saint-Vincent, 8 626 (15,28); Jean Le Borgne, PC, m. de Hennebont, 6 318 (11,18); Claudine Rouille, Verts, 3 920 (8,94); Joseph Goussier, FN, 3 572 (6,32); Dominique Durand, NE, 1 393 (2,46); Denis Riou, rég., 47 (0,08).
Prés. 1988 : Mitterrand, 38 658 (68,38).

7^e (Saint-Malo)

L. 77 912; V. 51 059; A. 34 42
B. et N. 3 317; E. 47 772.

Élu : Raymond Marcellin, UDF-PR, d.s., m. de Saint-Malo, 30 601 (64,05).
Alain Le Fur, PS, c.m. de Vannes, 17 171 (35,94).

1^{er} (Rennes Nord)

L. 81 217; V. 57 650; A. 29 01
B. et N. 3 466; E. 54 184.

Élu : Yves Jacob, app. RPR, c.r., c.m. de Rennes, 29 747 (54,89).
Edmond Hervé, PS, d.s., m. de Rennes, 24 437 (45,10).

1^{er} tour : A. 31 81; E. 52 958; Jacob, 18 659 (31,48); Hervé, 14 038 (28,50); Yves Cochet, Verts, c.m. de Rennes, 7 087 (13,38); Yves Pottier, RPR, c.r., c.m. de Rennes, 6 848 (12,83); Lionel Tocqué, FN, c.m. de Rennes, 3 156 (5,98); Paul Lescop, PC, 1 644 (3,10); Raymond Madec, GE, 1 505 (2,84); Jacques Ara, div. d., 773 (1,48); Bruno Lagarde, UDF, 635 (1,19); Alain Le Goff, LCR, 423 (0,79); Alain Louvet, PLR, 189 (0,35).
Prés. 1988 : Mitterrand, 36 659 (66,26).

2^e (Rennes Ouest)

L. 76 172; V. 50 387; A. 33 85
B. et N. 2 939; E. 47 448.

Élu : Yves Fréville, UDF-CDS, d.s., c.g., m. de Rennes, 28 492 (60,04).
Marcel Rogemann, PS, c.r., adj. m. de Rennes, 18 956 (39,95).

1^{er} tour : A. 31 87; E. 49 187; Fréville, 23 710 (48,22); Rogemann, 10 248 (20,84); Jean Chevalier, GE, 5 947 (11,28); Brigitte Fourcade, FN, 3 274 (6,85); Eric Berroche, PC, c.m. de Rennes, 1 704 (3,48); Jean-Pierre Gaudin, NE, 1 197 (2,55); Dominique Goutier, NE, 1 197 (2,55); Michel Garin, SEGA, c.m. de Rennes, 691 (1,40); Bernard Ray, PT, 637 (1,23); Eric Melchior, MD, 609 (1,22); Maryvonne Fleiss, PLR, 258 (0,57).
Prés. 1988 : Mitterrand, 33 892 (67,11).

3^e (Rennes Sud)

L. 69 504; V. 44 389; A. 36 13
B. et N. 2 562; E. 41 827.

Élu : Jean-Michel Boucheron, PS, d.s., c.g., c.m. de Rennes, 22 131 (52,91).
Jean-Pierre Dagon, UDF, c.g., 19 696 (47,08).

1^{er} tour : A. 38 42; E. 41 845; Dagon, 14 442 (34,43); Boucheron, 12 837 (28,45); Dominique Boulier, GE, 5 310 (12,65); Pierre Maugendre, FN, c.r., 3 083 (7,35); Christian Benoit, PC, adj. m. de Rennes, 2 818 (6,24); Joël Gaudin, LO, 1 252 (2,89); Alain Gaudin, UDF, 1 178 (2,60); Colette Rouzel, NE, 794 (1,89); Henri David, DCF, 643 (1,53); Yves Jullien, LCR, 522 (1,24); Roger Brusa, PLR, 187 (0,38).
Prés. 1988 : Mitterrand, 33 790 (64,24).

4^e (Concarneau)

L. 75 259; V. 56 191; A. 25 33
B. et N. 2 604; E. 53 387.

Élu : Louis Le Penec, PS, min., a.d., c.r., c.g., m. de Melles, 27 084 (50,34).
Jean Loménec, div. d., c.g., m. de Redon, 26 303 (49,45).

1^{er} tour : A. 28 28; E. 60 947; Loménec, 19 366 (37,58); Le Penec, 16 578 (32,53); Claude Le Goff, FN, 3 393 (6,69); Michel Boucher, Verts, 3 368 (6,60); Modeline Morfort, PC, 3 223 (6,32); Yves Duboué, div. d., c.m. de Concarneau, 2 222 (4,36); Jean-Yves Guéhenne, 2 222 (4,36); Jean-Pierre Guéhenne, 2 222 (4,36); Jean-Pierre Guéhenne, 2 222 (4,36); Yves Le Roux, rég., 2 000.

5^e (Morlaix)

L. 77 634; V. 56 444; A. 27 29
B. et N. 2 547; E. 53 897.

Élu : Arnaud Cazin d'Annunzio, UDF-CDS, c.r., m. de Morlaix, 28 553 (52,59).
Marcel Le Roc'h, PS, c.r., c.m. de Morlaix, 25 342 (47,01).

1^{er} tour : A. 28 78; E. 62 612; Cazin d'Annunzio, 24 127 (46,94); Le Roc'h, 16 311 (29,16); Pierre-Jean Le Morvan, GE, 3 819 (7,46); Claude Carrière, FN, 3 043 (5,56); Alain David, PC, 3 181 (5,95); Catherine Luyet, PLR, 1 778 (3,38); Gilbert Puyat, LCR, 855 (1,62).

6^e (Châteaulin)

L. 84 716; V. 62 781; A. 25 89
B. et N. 2 666; E. 60 115.

Élu : Jean-Yves Cozau, UDF-CDS, d.s., c.p., 31 983 (33,20).
Kofi Yamgnane, PS, secr. E, c.r., m. de Saint-Coulitz, 28 132 (46,79).

1^{er} tour : A. 27 71; E. 58 643; Cozau, 27 032 (48,09); Yamgnane, 17 570 (29,98); Daniel Croff, PC, c.g., m. de Barrien, 8 101 (8,89); Eric Calmégne, FN, 4 486 (7,84); Alain Corbo, GE, 2 648 (4,51); Jean-Luc Kinet, PLR, 1 047 (1,78); Roland Astoul, div. d., 586 (0,99); Yann Paillet, rég., 168 (0,28); Annie Le Guen, rég., 6 (0,00).
Prés. 1988 : Mitterrand, 39 665 (64,54).

7^e (Fougères)

L. 70 209; V. 49 744; A. 29 14
B. et N. 3 495; E. 46 249.

Élu : Marie-Thérèse Buisson, UDF-CDS, adj. a.d., c.g., c.m. de Fougères, 27 471 (59,39).
Louis Fournier, MDR, sout. PS, adj. m. de Fougères, 18 778 (40,60); Michel Cointat, RPR, d.s., s'est retiré.

1^{er} tour : A. 27 44; E. 47 441; Buisson, 15 380 (32,41); Cointat, 11 964 (25,21); Louis Fournier, MDR, 8 327 (18,86); Maurice Langlois, Verts, 4 656 (8,87); Pauline Vinciguerra, FN, 2 526 (5,32); Jean-Claude Guillemin, PC, c.m. de Fougères, 1 882 (3,86); Sophie Ronget, NE, 1 011 (2,13); Jacques Guérin, PLR, 404 (0,88); Antoine Jossa, div. d., 188 (0,38); Christian Georgiadis, rég., 75 (0,15).
Prés. 1988 : Mitterrand, 28 163 (60,18).

8^e (Rennes Nord)

L. 81 217; V. 57 650; A. 29 01
B. et N. 3 466; E. 54 184.

Élu : Yves Jacob, app. RPR, c.r., c.m. de Rennes, 29 747 (54,89).
Edmond Hervé, PS, d.s., m. de Rennes, 24 437 (45,10).

1^{er} tour : A. 31 81; E. 52 958; Jacob, 18 659 (31,48); Hervé, 14 038 (28,50); Yves Cochet, Verts, c.m. de Rennes, 7 087 (13,38); Yves Pottier, RPR, c.r., c.m. de Rennes, 6 848 (12,83); Lionel Tocqué, FN, c.m. de Rennes, 3 156 (5,98); Paul Lescop, PC, 1 644 (3,10); Raymond Madec, GE, 1 505 (2,84); Jacques Ara, div. d., 773 (1,48); Bruno Lagarde, UDF, 635 (1,19); Alain Le Goff, LCR, 423 (0,79); Alain Louvet, PLR, 189 (0,35).

1^{er} (Rennes Nord)

L. 81 217; V. 57 650; A. 29 01
B. et N. 3 466; E. 54 184.

Élu : Yves Jacob, app. RPR, c.r., c.m. de Rennes, 29 747 (54,89).
Edmond Hervé, PS, d.s., m. de Rennes, 24 437 (45,10).

1^{er} tour : A. 31 81; E. 52 958; Jacob, 18 659 (31,48); Hervé, 14 038 (28,50); Yves Cochet, Verts, c.m. de Rennes, 7 087 (13,38); Yves Pottier, RPR, c.r., c.m. de Rennes, 6 848 (12,83); Lionel Tocqué, FN, c.m. de Rennes, 3 156 (5,98); Paul Lescop, PC, 1 644 (3,10); Raymond Madec, GE, 1 505 (2,84); Jacques Ara, div. d., 773 (1,48); Bruno Lagarde, UDF, 635 (1,19); Alain Le Goff, LCR, 423 (0,79); Alain Louvet, PLR, 189 (0,35).

2^e (Rennes Ouest)

L. 76 172; V. 50 387; A. 33 85
B. et N. 2 939; E. 47 448.

Élu : Yves Fréville, UDF-CDS, d.s., c.g., m. de Rennes, 28 492 (60,04).
Marcel Rogemann, PS, c.r., adj. m. de Rennes, 18 956 (39,95).

1^{er} tour : A. 31 87; E. 49 187; Fréville, 23 710 (48,22); Rogemann, 10 248 (20,84); Jean Chevalier, GE, 5 947 (11,28); Brigitte Fourcade, FN, 3 274 (6,85); Eric Berroche, PC, c.m. de Rennes, 1 704 (3,48); Jean-Pierre Gaudin, NE, 1 197 (2,55); Dominique Goutier, NE, 1 197 (2,55); Michel Garin, SEGA, c.m. de Rennes, 691 (1,40); Bernard Ray, PT, 637 (1,23); Eric Melchior, MD, 609 (1,22); Maryvonne Fleiss, PLR, 258 (0,57).

3^e (Rennes Sud)

L. 69 504; V. 44 389; A. 36 13
B. et N. 2 562; E. 41 827.

Élu : Jean-Michel Boucheron, PS, d.s., c.g., c.m. de Rennes, 22 131 (52,91).
Jean-Pierre Dagon, UDF, c.g., 19 696 (47,08).

1^{er} tour : A. 38 42; E. 41 845; Dagon, 14 442 (34,43); Boucheron, 12 837 (28,45); Dominique Boulier, GE, 5 310 (12,65); Pierre Maugendre, FN, c.r., 3 083 (7,35); Christian Benoit, PC, adj. m. de Rennes, 2 818 (6,24); Joël Gaudin, LO, 1 252 (2,89); Alain Gaudin, UDF, 1 178 (2,60); Colette Rouzel, NE, 794 (1,89); Henri David, DCF, 643 (1,53); Yves Jullien, LCR, 522 (1,24); Roger Brusa, PLR, 187 (0,38).

4^e (Concarneau)

L. 75 259; V. 56 191; A. 25 33
B. et N. 2 604; E. 53 387.

Élu : Louis Le Penec, PS, min., a.d., c.r., c.g., m. de Melles, 27 084 (50,34).
Jean Loménec, div. d., c.g., m. de Redon, 26 303 (49,45).

1^{er} tour : A. 28 28; E. 60 947; Loménec, 19 366 (37,58); Le Penec, 16 578 (32,53); Claude Le Goff, FN, 3 393 (6,69); Michel Boucher, Verts, 3 368 (6,60); Modeline Morfort, PC, 3 223 (6,32); Yves Duboué, div. d., c.m. de Concarneau, 2 222 (4,36); Jean-Yves Guéhenne, 2 222 (4,36); Jean-Pierre Guéhenne, 2 222 (4,36); Jean-Pierre Guéhenne, 2 222 (4,36); Yves Le Roux, rég., 2 000.

5^e (Morlaix)

L. 77 634; V. 56 444; A. 27 29
B. et N. 2 547; E. 53 897.

Élu : Arnaud Cazin d'Annunzio, UDF-CDS, c.r., m. de Morlaix, 28 553 (52,59).
Marcel Le Roc'h, PS, c.r., c.m. de Morlaix, 25 342 (47,01).

1^{er} tour : A. 28 78; E. 62 612; Cazin d'Annunzio, 24 127 (46,94); Le Roc'h, 16 311 (29,16); Pierre-Jean Le Morvan, GE, 3 819 (7,46); Claude Carrière, FN, 3 043 (5,56); Alain David, PC, 3 181 (5,95); Catherine Luyet, PLR, 1 778 (3,38); Gilbert Puyat, LCR, 855 (1,62).

6^e (Châteaulin)

L. 84 716; V. 62 781; A. 25 89
B. et N. 2 666; E. 60 115.

Élu : Jean-Yves Cozau, UDF-CDS, d.s., c.p., 31 983 (33,20).
Kofi Yamgnane, PS, secr. E, c.r., m. de Saint-Coulitz, 28 132 (46,79).

1^{er} tour : A. 27 71; E. 58 643; Cozau, 27 032 (48,09); Yamgnane, 17 570 (29,98); Daniel Croff, PC, c.g., m. de Barrien, 8 101 (8,89); Eric Calmégne, FN, 4 486 (7,84); Alain Corbo, GE, 2 648 (4,51); Jean-Luc Kinet, PLR, 1 047 (1,78); Roland Astoul, div. d., 586 (0,99); Yann Paillet, rég., 168 (0,28); Annie Le Guen, rég., 6 (0,00).

7^e (Fougères)

L. 70 209; V. 49 744; A. 29 14
B. et N. 3 495; E. 46 249.

Élu : Marie-Thérèse Buisson, UDF-CDS, adj. a.d., c.g., c.m. de Fougères, 27 471 (59,39).
Louis Fournier, MDR, sout. PS, adj. m. de Fougères, 18 778 (40,60); Michel Cointat, RPR, d.s., s'est retiré.

1^{er} tour : A. 27 44; E. 47 441; Buisson, 15 380 (32,41); Cointat, 11 964 (25,21); Louis Fournier, MDR, 8 327 (18,86); Maurice Langlois, Verts, 4 656 (8,87); Pauline Vinciguerra, FN, 2 526 (5,32); Jean-Claude Guillemin, PC, c.m. de Fougères, 1 882 (3,86); Sophie Ronget, NE, 1 011 (2,13); Jacques Guérin, PLR, 404 (0,88); Antoine Jossa, div. d., 188 (0,38); Christian Georgiadis, rég., 75 (0,15).

8^e (Rennes Nord)

L. 81 217; V. 57 650; A. 29 01
B. et N. 3 466; E. 54 184.

Élu : Yves Jacob, app. RPR, c.r., c.m. de Rennes, 29 747 (54,89).
Edmond Hervé, PS, d.s., m. de Rennes, 24 437 (45,10).

1^{er} tour : A. 31 81; E. 52 958; Jacob, 18 659 (31,48); Hervé, 14 038 (28,50); Yves Cochet, Verts, c.m. de Rennes, 7 087 (13,38); Yves Pottier, RPR, c.r., c.m. de Rennes, 6 848 (12,83); Lionel Tocqué, FN, c.m. de Rennes, 3 156 (5,98); Paul Lescop, PC, 1 644 (3,10); Raymond Madec, GE, 1 505 (2,84); Jacques Ara, div. d., 773 (1,48); Bruno Lagarde, UDF, 635 (1,19); Alain Le Goff, LCR, 423 (0,79); Alain Louvet, PLR, 189 (0,35).

1^{er} (Rennes Nord)

L. 81 217; V. 57 650; A. 29 01
B. et N. 3 466; E. 54 184.

Élu : Yves Jacob, app. RPR, c.r., c.m. de Rennes, 29 747 (54,89).
Edmond Hervé, PS, d.s., m. de Rennes, 24 437 (45,10).

1^{er} tour : A. 31 81; E. 52 958; Jacob, 18 659 (31,48); Hervé, 14 038 (28,50); Yves Cochet, Verts, c.m. de Rennes, 7 087 (13,38); Yves Pottier, RPR, c.r., c.m. de Rennes, 6 848 (12,83); Lionel Tocqué, FN, c.m. de Rennes, 3 156 (5,98); Paul Lescop, PC, 1 644 (3,10); Raymond Madec, GE, 1 505 (2,84); Jacques Ara, div. d., 773 (1,48); Bruno Lagarde, UDF, 635 (1,19); Alain Le Goff, LCR, 423 (0,79); Alain Louvet, PLR, 189 (0,35).

2^e (Rennes Ouest)

L. 76 172; V. 50 387; A. 33 85
B. et N. 2 939; E. 47 448.

Élu : Yves Fréville, UDF-CDS, d.s., c.g., m. de Rennes, 28 492 (60,04).
Marcel Rogemann, PS, c.r., adj. m. de Rennes, 18 956 (39,95).

1^{er} tour : A. 31 87; E. 49 187; Fréville, 23 710 (48,22); Rogemann, 10 248 (20,84); Jean Chevalier, GE, 5 947 (11,28); Brigitte Fourcade, FN, 3 274 (6,85); Eric Berroche, PC, c.m. de Rennes, 1 704 (3,48); Jean-Pierre Gaudin, NE, 1 197 (2,55); Dominique Goutier, NE, 1 197 (2,55); Michel Garin, SEGA, c.m. de Rennes, 691 (1,40); Bernard Ray, PT, 637 (1,23); Eric Melchior, MD, 609 (1,22); Maryvonne Fleiss, PLR, 258 (0,57).

3^e (Rennes Sud)

L. 69 504; V. 44 389; A. 36 13
B. et N. 2 562; E. 41 827.

Élu : Jean-Michel Boucheron, PS, d.s., c.g., c.m. de Rennes, 22 131 (52,91).
Jean-Pierre Dagon, UDF, c.g., 19 696 (47,08).

1^{er} tour : A. 38 42; E. 41 845; Dagon, 14 442 (34,43); Boucheron, 12 837 (28,45); Dominique Boulier, GE, 5 310 (12,65); Pierre Maugendre, FN, c.r., 3 083 (7,35); Christian Benoit, PC, adj. m. de Rennes, 2 818 (6,24); Joël Gaudin, LO, 1 252 (2,89); Alain Gaudin, UDF, 1 178 (2,60); Colette Rouzel, NE, 794 (1,89); Henri David, DCF, 643 (1,53); Yves Jullien, LCR, 522 (1,24); Roger Brusa, PLR, 187 (0,38).

4^e (Concarneau)

L. 75 259; V. 56 191; A. 25 33
B. et N. 2 604; E. 53 387.

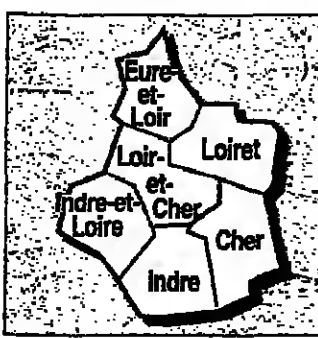
Élu : Louis Le Penec, PS, min., a.d., c.r., c.g., m. de Melles, 27 084 (50,34).
Jean Loménec, div. d., c.g., m. de Redon, 26 303 (49,45).

1^{er} tour : A. 28 28; E. 60 947; Loménec, 19 366 (37,58); Le Penec, 16 578 (32,53); Claude Le Goff, FN, 3 393 (6,69); Michel Boucher, Verts, 3 368 (6,60); Modeline Morfort, PC, 3 223 (6,32); Yves Duboué, div. d., c.m. de Concarneau, 2 222 (4,36); Jean-Yves Guéhenne, 2 222 (4,36); Jean-Pierre Guéhenne, 2 22

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

CENTRE

(23)
22 mars 1993. - A. 30,56. Droits, 37,60; mai, p. 23,19; FN, 13,91; écol., 13,32; PC, 6,81; LO, 1,58; div., 1,10.
21 mars 1993. - A. 33,00. UPR, 33,58; mai, p. 19,72; écol., 13,23; écol., 10,23; PC, 9,19; div., d. 4,57; ext. g., 2,07; div. g., 1,59; div., 0,78.



La gauche, qui conservait encore des positions solides dans l'Orléanais et le Berry, est déçue, puisqu'elle perd le siège « historique » de Jacques Rimaud, maire communiste de Bourges, dans le Cher, et qu'elle est éliminée de quatre des cinq autres départements, où les maires socialistes de Charles (Georges Lemoine), d'Orléans (Jean-Pierre Sauer, secrétaire d'Etat), de Châteauroux (Jean-Yves Gatteaud) et d'Issoudun (André Laignel) sont mis en échec. Seul Jack Lang, dans le Loir-et-Cher, réussit à sauver son siège, grâce au vote de Blois, ville dont il est le maire. La seule élue du FN dans l'Assemblée sortante, Marie-France Stibois, est battue, contre toute attente, à Dreux par un RPR. Toutefois, dans les six départements, la victoire de la droite profite un peu plus à l'UDF, qui gagne huit sièges, qu'à l'RPR, qui n'en gagne que six.

CHER (3)

Sortants : Jean-François Deniau, UDF-PR; Jacques Rimaud, PC; Alain Calmat, app. PS.
Élus : Jean-François Deniau, UDF-PR, d.s. (1^{er}); Franck Thomas-Richard, UDF-PR (2^e); Serge Lepeltier, RPR (3^e).

1^{er} (Bourges)
L. 74 038; V. 30 418; A. 31,92
R. et N. 3 310; E. 46 908

Réélus : Jean-François Deniau, UDF-PR, d.s. (1^{er}); Franck Thomas-Richard, UDF-PR (2^e); Serge Lepeltier, RPR (3^e).

Maxime Camuzat, PC, c.g., m. de Saint-Germain-du-Puy, 16 582 (35,35).
1^{er} tour. - A. 30,33; E. 48 612. Deniau, 24 877 (40,58); Camuzat, 7 716 (15,80); Jean d'Ormy, FN, c.g., m. de Bourges, 6 016 (12,38); Pierre Houssas, PS, adj. m. de Bourges, 4 950 (10,14); Joël Crota, V. 2 058 (5,87); Sylvie Corneau, LO, 1 421 (2,91); Romain Bergant, NE, 1 400 (2,80); Claude Fournier, PLM, 243 (0,48).
Prés. 1988. - Mitterrand, 31 807 (53,10).

2^e (Vierzon)
L. 68 306; V. 47 901; A. 29,37
R. et N. 2 370; E. 43 031

Élus : Franck Thomas-Richard, UDF-PR, d.s. (1^{er}); Jacques Rimaud, PC, d.s., m. de Bourges, 21 589 (47,94).

1^{er} tour. - A. 32,45; E. 43 876. Rimaud, 12 304 (28,22); Thomas-Richard, 12 288 (28,19); François Scher, FN, c.g., m. de Bourges, 4 950 (10,14); Joël Crota, V. 2 058 (5,87); Sylvie Corneau, LO, 1 421 (2,91); Romain Bergant, NE, 1 400 (2,80); Claude Fournier, PLM, 243 (0,48).
Prés. 1988. - Mitterrand, 33 372 (61,58).

3^e (Saint-Amand-Montrond)
L. 34 776; V. 60 191; A. 28,99
R. et N. 4 165; E. 36 026

Élus : Serge Lepeltier, RPR, c.g., m. de Bourges, 30 895 (55,14).
Alain Calmat, mai. p., d.s., c.g., 25 131 (44,53).
1^{er} tour. - A. 30,84; E. 55 443. Lepeltier, 19 044 (34,34); Calmat, 11 303 (20,38); Jean-Claude Sandrier, PC, c.g., adj. m. de Bourges, 7 742 (13,59); François Drogand, FN, 5 850 (10,55); Philippe de Bornival, div. d., c.g., 4 208 (7,58); Yves Barthe, GE, m. de Farges-Archamps, 3 952 (7,12); Michèle Perronneau, LO, 1 745 (3,14); François Rodière, NE, 1 599 (2,88).
Prés. 1988. - Mitterrand, 39 626 (66,98).

Ancré à gauche depuis quinze ans, le deuxième circonscription du Cher vient de basculer. Jacques Rimaud,

Bertrand Gallat, PS, d.s., c.r., 18 705 (42,30).

1^{er} tour. - A. 28,88; E. 44 438. Hogue, 19 181 (40,51); Gallat, 10 545 (23,59); Jean-Roger Thibaut, FN, c.g., m. de Bourges, 6 016 (12,38); Jean-François Anquetin, GE, c.r. d'Ille-et-France, 2 748 (6,18); Jacques Malou, PC, c.g., m. de Bourges, 2 323 (5,22); Sylvie Paggiolo, NE, 1 105 (2,48); Jean-Claude Guiguen, RPR, 955 (2,17); Roger Lemaire, SEGA, m. de Thion, 871 (1,96); Denise Debort, AP, 435 (0,97); Jean Rivet, div., 228 (0,51).
Prés. 1988. - Mitterrand, 30 072 (55,82).

4^e (Châteauneuf)
L. 63 786; V. 44 254; A. 30,42
R. et N. 5 530; E. 35 704

Réélus : Maurice Dousse, UDF-PR, d.s. (1^{er}); Franck Thomas-Richard, UDF-PR (2^e); Marie-France Stibois, FN, 11 755 (32,52).

1^{er} tour. - A. 27,26; E. 43 379. Dousse, 18 575 (38,20); Stibois, 6 040 (13,82); Jean-Yves Gatteaud, PS, adj. m. de Bourges, 5 468 (12,03); Vassac (Hugues), UDF, m. de Villeneuve, 4 202 (9,83); Jean Hardy, PC, c.g., m. de Châteauneuf, 4 188 (9,58); Mireille Lachue-Léves, V. 3 005 (6,92); Joseph Houdet, CN, 2 044 (4,71); Christian Meyer, écol., 1 828 (4,20).
Prés. 1988. - Mitterrand, 29 091 (54,43).

Surprise à Dreux : Marie-France Stibois, saine sortante du Front national, est battue par Gérard Cornu (RPR), qui la devance de seulement 105 voix. La candidate d'extrême droite a pourtant amassé son score du premier tour de 4 352 voix et de 4 489 voix celui de la partielle de 1989, qui lui avait alors assuré la victoire. La candidate RPR a bénéficié d'une forte mobilisation de gauche, qui lui ont permis d'obtenir 7 607 voix de plus que le 21 mars.

Autre événement, le défilé des deux sortants socialistes, Georges Lemoine, maire de Chartres, ancien secrétaire d'Etat, député socialiste de la première circonscription depuis 1978, qui avait été son premier échec électoral dans le département, et Bertrand Gallat, un des « quaders » du PS.

INDRE (3)

Sortants : Jean-Yves Gatteaud, PS; Jean-Claude Blin, PS, suppléant d'André Laignel, PS, nommé au gouvernement le 28 juin 1988, se représente comme suppléant de M. Laignel; Jean-Paul Chantegnet, PS.
Élus : Michel Blondiaux, UDF-CDS (1^{er}); Nicolas Forissier, UDF-PR (2^e); René Chabot, RPR (3^e).

1^{er} (Châteauroux)
L. 55 012; V. 40 323; A. 26,70
R. et N. 2 911; E. 37 382

Élus : Michel Blondiaux, UDF-CDS, c.g., m. de Châteauroux, 13 448 (27,59); Jean-Yves Gatteaud, PS, d.s., m. de Châteauroux, 15 291 (40,90).

1^{er} tour. - A. 28,39; E. 38 833. Blondiaux, 10 421 (28,22); Gatteaud, 8 288 (22,38); Patrick Serpau, RPR, c.g., m. de Châteauroux, 5 825 (15,77); Pierre Poi, FN, c.g., m. de Châteauroux, 4 950 (10,14); Joël Crota, V. 2 058 (5,87); Sylvie Corneau, LO, 1 421 (2,91); Romain Bergant, NE, 1 400 (2,80); Claude Fournier, PLM, 243 (0,48).
Prés. 1988. - Mitterrand, 25 408 (52,92).

2^e (Issoudun)
L. 65 541; V. 50 283; A. 23,28
R. et N. 2 963; E. 47 415

Élus : Nicolas Forissier, UDF-PR, c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22); André Laignel, PS, c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

1^{er} tour. - A. 27,34; E. 40 247. Chabot, 16 489 (40,09); Forissier, 14 011 (34,81); Nicolas Forissier, UDF-PR, 12 304 (28,22); Jean-Paul Chantegnet, PS, d.s., c.g., m. de Issoudun, 12 304 (28,22).

INDRE-ET-LOIRE (5)

Sortants : Jean Royer, div. d.; Bernard Debré, RPR, d.s. (2^e); Jean-Jacques Descamps, UDF-PR (3^e); Hervé Novelli, UDF-PR (4^e); Philippe Briand, RPR (5^e).

1^{er} (Tours)
L. 53 603; V. 32 832; A. 34,74
R. et N. 2 466; E. 30 366

Réélus : Jean Royer, UDF, d.s., m. de Tours, 18 350 (60,42).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 35,08; E. 32 874. Royer, 15 071 (45,70); Garmain, 5 994 (18,17); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Tours, 4 188 (12,63); Jean-Claude Guiguen, RPR, 3 005 (9,19); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

LOIR-ET-CHER (3)

Sortants : Michel Fromet, PS, suppléant de Jack Lang, PS, nommé au gouvernement le 29 juin 1988, se représente comme suppléant de M. Lang; Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Blois, 21 981 (45,03).

1^{er} (Blois)
L. 82 012; V. 63 004; A. 23,17
R. et N. 3 125; E. 39 879

Élus : Jack Lang, PS, min. a.d., c.g., m. de Blois, 30 789 (51,41).

1^{er} tour. - A. 26,85; E. 58 188. Gourault, 20 286 (34,80); Lang, 19 991 (34,37); Paul Pellerin, FN, 9 342 (10,50); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Blois, 21 981 (45,03); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

1^{er} tour. - A. 26,85; E. 58 188. Gourault, 20 286 (34,80); Lang, 19 991 (34,37); Paul Pellerin, FN, 9 342 (10,50); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m. de Blois, 21 981 (45,03); Jean Rivet, div., 228 (0,51).

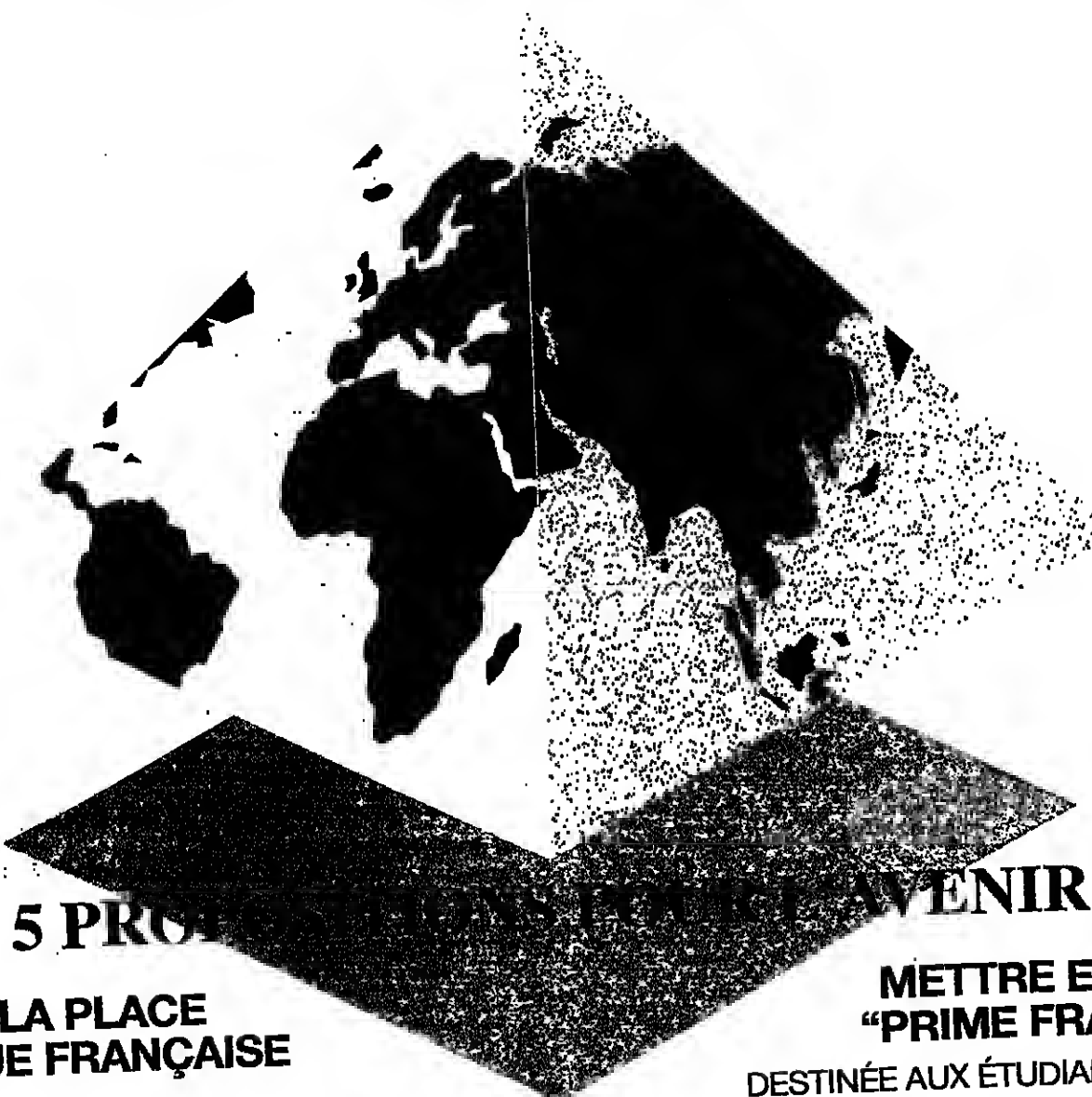
1^{er} tour. - A. 26,85; E. 58 188. Gourault, 20 286 (34,80); Lang, 19 991 (34,37); Paul Pellerin, FN, 9 342 (10,50); Jean-Louis Lemaire, FN, c.g., m.

ONS LÉGISLATIVE

ST CHER

SI NOUS PARLIONS FRANCOPHONIE

NOTRE LANGUE EST UN PATRIMOINE UNIVERSELLEMENT RECONNU : SON USAGE, QUE L'HISTOIRE A LÉGUÉ EN HÉRITAGE, A CRÉÉ DES MODES DE PENSÉE SEMBLABLES. LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ SE DÉCLINENT EN FRANÇAIS. 450 MILLIONS D'HOMMES RÉPARTIS SUR 5 CONTINENTS ET DANS 45 PAYS S'EXPRIMENT EN FRANÇAIS. CE SERA DANS 20 ANS UNE COMMUNAUTÉ DE PLUS D'UN MILLIARD D'INDIVIDUS SI NOUS SAVONS MAINTENIR ET INNOVER.



5 PROJETS POUR L'AVENIR

RENFORCER LA PLACE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN FRANCE

PROPOSER UN PROJET DE LOI AU PARLEMENT POUR PROMOUVOIR LA QUALITÉ ET L'EMPLOI DU FRANÇAIS EN FRANCE.

CRÉER UNE CHAMBRE DE COMMERCE FRANCOPHONE

ELLE DÉVELOPPERAIT, EN PARTENARIAT AVEC LE MONDE DES ENTREPRISES UNE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE MULTILATÉRALE.

METTRE EN PLACE UNE "PRIME FRANCOPHONE"

DESTINÉE AUX ÉTUDIANTS ET A CEUX QUI ENSEIGNERONT LE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER, ELLE SERAIT ACCOMPAGNÉE D'UNE DISPENSE DU SERVICE NATIONAL.

INCITER AU MÉCÉNAT FRANCOPHONE

LES DONS DE PARTICULIERS ET D'ENTREPRISES, EXONÉRÉS D'IMPÔTS SERONT GÉRÉS PAR UN FONDS D'INTERVENTION, QUI PARTICIPERA AU FINANCEMENT D'ACTIONS HUMANITAIRES ET D'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS.

RÉALISER EN FRANCE UN CENTRE CULTUREL FRANCOPHONE DE RENCONTRE
REGROUPANT L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES FRANCOPHONES, DÉJÀ CRÉÉ À CHAMARANDE, EN ESSONNE, IL RÉUNIRAIT UNE BIBLIOTHÈQUE ET UN INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE EN LANGUE FRANÇAISE.

Coupon-réponse à renvoyer au Château de Chamarande, 10, rue de Lardy, 91730 CHAMARANDE. Département de l'Essonne. FRANCE.

Je soutiens ces propositions pour promouvoir notre langue et ses valeurs universelles.

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Signature :

☐ Je souhaite recevoir une documentation sur l'action de l'Association "SI NOUS PARLIONS FRANCOPHONIE".

ATLANTA

L'HISTOIRE

4000 ANS D'EMPIRES EN MEDITERRANEE

THE SECOND TOUR

PR :
ran,
PS.
d.s.
ma-
enri

d.s.,
43),
c.r.,

rate,
15);
542
. de
re-de
03);
tres,
009
84);
Ose-
cie,

de
do
873
cou,
45);
tous
927
99):

ume
 623
 .32)
 63.

 C.T.,
 145
 nivor,
 64);
 Alain

vaks,
 oper-
 guard,
 man,
 53);
 Gam-
 dry.,
 00).
 ,
 .. m.
 727

Sicra,
3,603;
ages,
c.g.,
88);
32);
91);
Kude-
Vdra,
r, PT,
350
36.

qu'il
FN,
n'a

comp-
 forte
 Jean-
 cher,
 même
 oude
 pen-
 terre
 lo lo
 par
 R de
 si se
 voix
 mlar
 tion,
 leur
 ques
 pas,

fort
Avec
quin,
qui
do
Lo
river
âret
vobz,

SS

Patricia Molson,
Jas Hecht, RLB. 1

... ..

DU SECOND TOUR

**BASSE-
NORMANDIE**

1-^{er} tour. - A. 3336; E. 41 314, Saint-Elie
Jr., 13-825 (46.58); 3444, 7.395 (17.89)
Jeanne Bédard, GE, c.r., c.m. de Cam
4.870 (11.30); Yves Dupré, FN, c.r.
4 065 (9.79); Christian Gagnon, PC, 2.485
(5.00); Michel Dorval, dcol., 1 865 (4.80)
Denis Gauthier, SGA, 1 258 (3.04); Cécile Pou-
lin, M, 205 (1.05).
Prix, 1988. - 27 885 (\$4.70).

18 257 (30, 31); Roubly, 19 203 (26, 27);
Michelle Hannon, FN, 4 873 (10,58); Jean-
Philippe Jonquard, div. d., 4 639 (10,43);
Jean-Jacques Brodick, PC, 2 911 (6,84);
Eric Boissard, GE, 2 298 (5,18); Alain
Angelini, écol., 1 451 (3,26); Alfredo Valler,
écol., c.m. de Lizeux, 708 (1,58); Gérard
Cauchs, CR, 528 (1,19); Pierre Biondini,
NE, 518 (1,16).
Prés. 1988. - Muraud, 32 181 (55,87).

: Jean-Claude Lemoine, RPR
 ; Alain Cousin, RPR, d.s. (3°);
 ; Bonnet, UDF-PR (5°).
 us au 1^{er} tour: René André,
 R (2°); Claude Gatignol,
 F-PR (4°).
 1^{er} (Saint-Lô)
 L. 70 413; V. 44 678; A. 36 54
 B. et N. 6 093; E. 38 585.
 Jean-Claude Lemoine, RPR ex

tro, P.C. éd. m. de Cherbourg, 2 937
4) : Alain Rivières, L.O., 1 393 (3,19).
Pierre Choubrac, div. d., 1 180 (2,71).
1988. - Mitterrand, 31 541 (59,19).

21 mars 1993. - A., 33.01. UPF, 38,23
mat. p., 21,51; ext. d., 13,13; PC, 11,50
scot., 10,70; div. d., 2,04; ext. g., 1,49
div., 1,30; div. g., 0,06.

Le débat de la campagne électorale
s'étaient donné une fourchette assez
de quatre à dix. Ils ont été effectués
Maritime, Alain Le Vern, Jean-Claude
Laurent Fabius, (ni-même réélu avec
candidat contrainte par connu. Ces
Grandpierre à Sotteville-les-Rouen, t

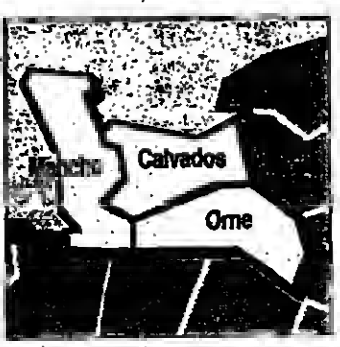
10 253 (23,67); Bernard Blois, UDF-PR, c.r. 83, c.m. d'Exreux, 8 402 (19,40); Alain Bureau, PS, c.r., 7 366 (17,01); Yves Dupont, FN, c.r., 6 480 (14,81); Michel Leblanc, PC, c.r., adj. m. d'Exreux, 3 778 (8,72); Pascal Dionis, Vars, 3 223 (7,44); Antoine Leonetti, NE, 1 991 (4,59); Anne Mansouret, MDR, 1 825 (4,21).
Prés. 1988. - Mitterrand, 28 359 (54,80).

...rie, les socialistes de Haute-Normandie ont subi la perte la plus large de leurs parts en nombre de sièges. Ils ont perdu dix. Seuls résistants, en Seine-Maritime, sont les Bateaux et le premier secrétaire du P.S., Jean-Pierre Lemaire, a obtenu 2 000 voix d'avance face à son adversaire communiste. Les pertes profitent au communiste Michel Lemaire, qui a obtenu 2 000 voix. Le Havre Daniel Coiffard est par-

20 559 (40,65) ; Ougres, 8 897 (17,56) ;
Pascal Lamy, PS, 7 638 (15,10) ; Marcel L.
menou, PC, c.g., m. de Gisors, 7 411
(14,74) ; Olivier Bassine, Verts, 3 811
(7,28) ; Monique Dumont, NE, 2 334 (4,6).
Prés. 1988. - Ritterand, 32 230 (55,27).

1^e tour. - A., 30,37; E., 51 819. Albertinini Gaudet
20 178 (39,08); Gambler, 10 827 (20,97).
Josette Bossard, FN, c.m. de Bois-Guil-
leume, 8 145 (11,90); Christine Rambaud,
GE, c.m. de Mont-Saint-Aignan, 5 573
(10,79); Gérard Simon, div. d., c.g., c.m. d.
Mont-Saint-Aignan, 3 884 (7,48); Claudine
Léna, PC, adj. m. de Damréval, 3 740 (7,24).
Barrot, PNF, EDF, 942 (1,82); Josiane Guis-
trel, NE, 352 (0,66).
Prix. 1968. - Mitterrand, 30 948 (51,59).

17 882 (32,87); Bateaux, 13 814 (2b,10)
Colette Privat, PC, a.d., c.g., m. d.
Maromme, 8 966 (16,53); Dominique Zuc-
cher, FN, 5 819 (10,73); Christian Padroux,
GE, 4 518 (8,32); Charles Soubeyran, LC
1 370 (2,52); Jacques Hagnoul, UED, 1 121
(2,08); Jacques Carrier, MD, 561 (1,033)
Marcel Chopin, NE, 373 (0,68).
Prés. 1968. - Mitterrand, 42 705 (55,41).



LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

6 (Lillebonne)

L. 73 878; V. 51 118; A. 30 80
R. n. 3 589; E. 47 529

Élu : Denis Merville, RPR, c.r., c.s. m. de Saint-Nicolas, 24 344 (51,21).
Paul Dhaillie, PS, d.s., m. de Lillebonne, 23 185 (48,78).

1^{er} tour : A. 30 77; E. 48 701. Merville, 18 602 (34,08); Dhaillie, 9 463 (19,43); Merville, 9 413 (17,21); Patrick Merville, c.r., c.s. m. de Lillebonne, 5 448 (11,18); Joli Valentin, V. 3 430 (7,04); Christian Le Goff, CPT, 1 888 (3,88); Jean-Marc Vais, L. 1 371 (2,81); Daniel Gaudin, UDI, 913 (1,87); Sylvie Hupé, NE, 684 (1,39); Pierre Bourneau, div. d., 497 (1,02).
Prés. 1988 : Mitterrand, 38 943 (86,14).

7 (Le Havre Sud)

L. 66 684; V. 35 129; A. 40 46
R. n. 2 740; E. 28 889

Réélu : Antoine Rufenacht, RPR, d.s., prés. c.r., c.s. m. du Havre, 21 699 (75,11).
Daniel Blot, FN, 7 190 (24,88).

1^{er} tour : A. 35 88; E. 38 323. Rufenacht, 17 424 (48,48); Blot, 5 462 (14,24); Eric Dorel, PS, adj. m. du Havre, 5 172 (13,40); Gérard Huet, C.G., adj. m. du Havre, 4 848 (12,84); Pierre Desbordes, V. 3 413 (8,54); Bernard Lefèvre, NE, 1 369 (3,64); Jean-Paul Noll, LCR, 657 (1,71).
Prés. 1988 : Chirac, 24 182 (50,19).

8 (Le Havre Nord)

L. 55 862; V. 35 468; A. 36 50
R. n. 2 512; E. 32 996

Élu : Daniel Collard, PS, c.r., adj. m. du Havre, 17 936 (54,42).
Agathe Cahier, UDF-CDS, c.g., c.m. du Havre, 15 020 (45,57).

1^{er} tour : A. 37 40; E. 33 170. Collard, 8 878 (28,76); Cahier, 8 378 (25,25); Philippe Fouché-Salmon, FN, c.r., adj. m. du Havre, 5 878 (17,87); Joseph Menga, PS, adj. m. du Havre, 4 614 (13,60); Bernard Despières, GE, c.r., adj. m. du Havre, 2 248 (6,78); Lucienne Kiche, NE, 978 (2,94); Martine Leplat, LCR, 545 (1,64); Alain Gaudin, PT, 536 (1,61); Jean-Denis Chavreau, div. d., 503 (1,51); Olivier de Noyens, UDI, 270 (0,81); Dominique Maréchal, UDI, 270 (0,81).
Prés. 1988 : Mitterrand, 30 114 (69,75).

9 (Fécamp)

L. 74 757; V. 56 429; A. 24 51
R. n. 2 390; E. 32 839

Élu : Charles Revet, UDF-PR, c.r., c.s. m. de Tancarville, 28 854 (53,39).
Frédérique Bredin, PS, min. a.d., c.r., m. de Fécamp, 24 985 (46,60).

1^{er} tour : A. 28 18; E. 52 809. Revet, 22 878 (43,31); Bredin, 16 825 (31,88); Claude Courbot, FN, c.m. de Fécamp, 5 367 (10,10); Raymond Lefèvre, PS, c.g., m. de Montivilliers, 3 828 (7,24); Michel-Loup Jovine, GE, 3 401 (6,41); Michel-Loup Jovine, GE, 3 401 (6,41); Michel-Loup Jovine, GE, 3 401 (6,41).
Prés. 1988 : Mitterrand, 33 892 (60,90).

10 (Yvetot)

L. 73 751; V. 55 191; A. 25 16
R. n. 2 968; E. 32 223

Élu : Alfred Trassy-Pailloles, RPR.

c.r., c.g., m. d'Yerville, 29 293 (56,09).
Jean-Marie Leduc, PS, d.s., c.r., m. de Tots, 22 930 (43,90).

1^{er} tour : A. 25 33; E. 52 280. Trassy-Pailloles, 23 825 (46,58); Leduc, 14 786 (28,28); Alain Gauthier, FN, c.r., c.s. m. de Tots, 4 794 (9,17); Michel Taurin, PC, m. de Tots, 3 285 (6,30); Raymond Riquet, NE, 386 (0,73).
Prés. 1988 : Mitterrand, 35 028 (57,53).

11 (Dieppe)

L. 71 788; V. 30 578; A. 29 54
R. n. 3 643; E. 46 935

Élu : Edouard Leveau, RPR, c.r., c.s. m. de Dieppe, 26 560 (56,58).
Jean Desbordes, PS, d.s., c.r., adj. m. de Dieppe, 20 375 (43,41).

1^{er} tour : A. 30 06; E. 47 878. Leveau, 18 488 (40,83); Desbordes, 9 202 (20,24); Christian Cuvillier, PC, c.r., m. de Dieppe, 7 481 (16,71); Edgar Fenchon, FN, 4 816 (9,47); Gilles Lefèvre, PC, c.g., m. de Dieppe, 1 713 (3,68); Laurence Delannoy, NE, 790 (1,68).
Prés. 1988 : Mitterrand, 36 236 (61,20).

12 (Gournay-en-Bray)

L. 66 151; V. 30 516; A. 23 63
R. n. 2 303; E. 48 213

Réélu : Alain Le Vern, PS, d.s., c.r., m. de Saint-Saëns, 26 886 (55,70).
Pierre Blot, RPR, c.r., m. de Forges-les-Eaux, 21 327 (44,23).

1^{er} tour : A. 26 13; E. 48 678. Le Vern, 17 024 (38,47); Blot, 12 809 (27,44); Michel Lefèvre, div. d., adj. m. de Forges-les-Eaux, 8 086 (18,08); Patrick Desbordes, FN, 4 348 (9,78); Jean-Claude Rivest, V. 2 898 (6,78); François La Haye, div. d., c.m. de Forges-les-Eaux, 1 756 (3,78); Christian Pierre, PC, 1 637 (3,63); Michel Mesnier-Vicat, NE, 318 (0,68).
Prés. 1988 : Mitterrand, 30 062 (56,59).

Dans sa circonscription, Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, a réussi à limiter le recul de son parti, grâce à une bonne mobilisation de la gauche et à un renfort d'abstentionnistes du premier tour. Ce succès, visible dans la commune d'Elbeuf, où il avait été devancé la semaine passée, demeure isolé, à l'exception de la cinquième et de la douzième circonscription, dans un département où le nombre des élus socialistes passe de dix à trois. Le PS perd donc sept sièges, dont celui de Frédéric Bredin, ministre de la Jeunesse et des Sports, mais de Fécamp, battue par Charles Revet (UDF-PR), qu'elle avait devancé de 900 voix en 1988. Pour le PC, le bilan est plus favorable, puisqu'il double sa représentation et retrouve le siège perdu par Roland Leroy en 1981.

Même si la droite est satisfaite de gagner six sièges, elle ne réalise pas le score qu'elle espérait. Le RPR, avec quatre députés, renforce son implantation et permet à de jeunes conseillers régionaux, comme Denis Merville et Alfred Trassy-Pailloles, d'affirmer leur implantation dans un département longtemps marqué par la forte personnalité de Jean Lecanuet.

PAYS DE LA LOIRE (30)

22 mars 1982 : A. 31 78; Droite, 42 23; ml, p. 23 05; c.d. 10 10; FN, 9 36; P. 7 46; div. 2 58; L. 0 94; UDF, 0 56.
21 mars 1993 : A. 34 24; UDF, 43 34; ml, p. 17 58; c.d. 11 85; ex. d. 8 51; PC, 5 00; div. d. 4 17; ex. g. 2 78; div. d. 0 49; div. g. 0 24.

La droite est omnipotente dans quatre départements sur cinq, et le RPR en est le principal bénéficiaire. La Vendée et la Sarthe ont subi l'exception de la Loire-Atlantique et de la Mayenne, où, dès 1988, avaient été représentés par des socialistes. Les socialistes perdent leurs trois sièges sarthois, malgré leur succès traditionnel dans la douzième circonscription, détenue par Raymond Dorel. Seul le Loire-Atlantique laisse une chance à la gauche en conservant les deux députés de la région centrale, Jean-Marc Ayrault et Jacques Fioch. Claude Evin, qui était passé de justesse lors de la première de 1981, triomphe cette fois-ci devant son ancien challenger RPR. Avec moins d'un quart des suffrages au premier tour, il s'est vu attribuer un bon report des voix communistes et écologistes, qui représentent les uns et les autres quelque 15 % des suffrages du 21 mars.

LOIRE-ATLANTIQUE (10)

SORTANTS : Monique Papon, UDF-CDS; Elisabeth Hubert, RPR; Jean-Marc Ayrault, PS; Jacques Fioch, PS; Edouard Landrain, UDF-CDS; Xavier Hunault, app. UDF, n.s.r.p.; Olivier Guichard, RPR; Claude Evin, PS; Lucien Richard, RPR, n.s.r.p.; Joseph-Henri Maujouan du Gasset, UDF-PR, se représente comme suppléant de Serge Poignant.

Élus : Monique Papon, UDF-CDS, d.s. (1^{er}); Elisabeth Hubert, RPR, d.s. (2^e); Jean-Marc Ayrault, PS, d.s. (3^e); Jacques Fioch, PS, d.s. (4^e); Olivier Guichard, RPR, d.s. (5^e); Edouard Landrain, UDF-CDS (6^e); Michel Hunault, RPR (6^e); Serge Poignant, RPR (10^e).

1^{er} (Nantes Ouest)

L. 66 731; V. 42 105; A. 36 90
R. n. 2 609; E. 39 496

Réélu : Monique Papon, UDF-CDS, d.s., c.g., c.m. de Nantes, 23 501 (59,50).

Daniel Assery, PS, adj. m. de Nantes, 15 993 (40,49).

1^{er} tour : A. 35 24; E. 41 173. Papon, 19 228 (48,70); Assery, 7 144 (17,35); Xavier Dousset, V. 4 485 (10,89); Ludovic Cassard, FN, c.r., 3 577 (8,68); Alexandre Mazzarini, ml, c.m. de Nantes, 1 989 (4,83); Catherine Gravelle, PC, 1 922 (4,86); André Bolo, CN, 952 (2,31); Claude Maréchal, NE, 854 (2,07); René Boutevin, SEG, c.m. d'Orvault, 711 (1,75); Nicole Boulard, PLN, 240 (0,58).

2^e (Nantes Sud)

L. 71 611; V. 43 846; A. 38 77
R. n. 2 343; E. 41 498

Réélu : Elisabeth Hubert, RPR, d.s., c.m. de Nantes, 24 565 (59,19).
Albert Mahé, PS, c.g., adj. m. de Nantes, 16 933 (40,80).

1^{er} tour : A. 38 98; E. 43 322. Hubert, 19 415 (44,81); Mahé, 9 731 (22,48); Benoist Dumaine, FN, 4 298 (9,91); Jean-Claude Demare, GE, c.r., adj. m. de Nantes, 4 191 (9,67); Claude Constant, PC, adj. m. de Nantes, 1 872 (4,55); Tadeusz Kucharski, div. d., 1 481 (3,41); François Prémont, SEG, c.m. de Nantes, 1 050 (2,42); Nicole Giril, NE, 978 (2,25); Charles-André Lajoinie, PLN, 208 (0,48).
Prés. 1988 : Chirac, 27 248 (51,70).

3^e (Saint-Herblain)

L. 78 488; V. 52 294; A. 33 37
R. n. 2 329; E. 49 765

Réélu : Jean-Marc Ayrault, PS, d.s., m.

de Nantes, 27 001 (55,58).
Jean-Luc Harousseau, UDF, c.r., c.m. de Nantes, 22 104 (44,41).

1^{er} tour : A. 34 56; E. 48 753. Ayrault, 16 325 (33,48); Harousseau, 15 923 (32,88); Armand de Prier, FN, c.r., 4 695 (9,83); Bernard Riquet, V. 4 482 (9,19); Michel Moreau, PC, c.m. de Nantes, 3 280 (6,74); Hélène Deffrance, L. 1 241 (2,54); Martine Chabon, NE, 1 188 (2,39); Paul Benne, SEG, 1 044 (2,14); Martine Leroy, LCR, 358 (0,73); Eric Guadet, FN, 278 (0,48).
Prés. 1988 : Mitterrand, 39 005 (54,29).

4^e (Rezé)

L. 66 606; V. 43 706; A. 26 87
R. n. 2 718; E. 42 968

Réélu : Jacques Fioch, PS, d.s., m. de Rezé, 21 686 (50,44).
Alain Seillan, RPR, c.m. de Bouguenais, 21 302 (49,55).

1^{er} tour : A. 31 14; E. 42 947. Seillan, 18 348 (38,06); Fioch, 12 038 (28,02); Bernadette Barret, V. 4 535 (10,59); Michel Bolo, FN, 3 208 (7,14); Jacques Gaudin, MOC, c.m. de Rezé, 2 886 (6,27); Jean-Luc Labat, SEG, c.r., c.m. de Bouguenais, 1 348 (3,13); Christine Georgette, NE, 1 244 (2,88); Robert Cestier, L. 1 180 (2,71); Jacques Abbrucchio, PLN, 221 (0,51).
Prés. 1988 : Mitterrand, 31 882 (53,32).

5^e (Gérande)

L. 75 429; V. 55 051; A. 27 01
R. n. 2 941; E. 31 110

Réélu : Olivier Guichard, RPR, d.s., prés. c.r., m. de La Baule, 30 456 (55,38).
René Leroux, PS, m. de La Turballe, 20 654 (40,61).

1^{er} tour : A. 28 85; E. 65 480. Guichard, 24 940 (44,58); Leroux, 8 810 (17,22); Xavier de Lamoignon, FN, 4 480 (8,28); Yves Parnaud, GE, 4 389 (7,89); Marc Jarry, PC, m. de Saint-Josse, 3 448 (6,21); Philippe Leveau, div. d., 3 116 (5,61); Alain Chou, NE, 1 610 (2,73); Pierre Mesnier, MOC, 1 477 (2,69); Jean-Claude Saint-Arroman, L. 1 339 (2,41); Geneviève Baudry, SEG, 724 (1,32); Laurence Prodeau, PLN, 322 (0,58).
Prés. 1988 : Mitterrand, 34 103 (51,82).

6^e (Saint-Nazaire)

L. 73 509; V. 47 761; A. 35 44
R. n. 2 171; E. 43 596

Élu : Etienne Gannier, RPR, c.r., c.m. de Saint-Nazaire, 21 915 (50,26).
Claude Evin, PS, d.s., c.m. de Montoir-de-Bretagne, 21 681 (49,73).

1^{er} tour : A. 36 43; E. 44 281. Gannier, 13 781 (31,02); Evin, 10 221 (23,03); Jean-Louis La Cour, PC, m. de Trigac, 8 287 (14,18); Gilles Desroges, GE, c.m. de Saint-Nazaire, 4 408 (9,52); René Bolo, FN, c.r., 3 703 (8,41); Jean-Claude Baudry, GE, c.m. de Saint-Nazaire, 2 241 (5,04); Marie-France Bélin, L. 1 084 (2,48); Brigitte Lemaire, NE, 1 085 (2,44); Gabriel Lefèvre, PC, 912 (1,97); Bernard Nao, PT, 754 (1,68).
Prés. 1988 : Mitterrand, 37 470 (68,28).

9^e (Pornic)

L. 73 301; V. 47 827; A. 34 75
R. n. 2 573; E. 41 254

Élu : Pierre Héraud, UDF-CDS, c.m. de Pornic, 21 874 (50,02).
Jean-Raymond Assery, RPR, c.g., m. de Boulogne-sur-Mer, 19 380 (46,97).

1^{er} tour : A. 22 22; E. 50 240. Assery, 15 858 (31,58); Héraud, 12 082 (24,08); Camille Durand, PS, c.r., m. de Saint-Jacques-de-Bellefleur, 8 678 (17,38); Thierry Monvoisin, FN, 4 408 (8,92); Joseph Grop, V. 3 778 (7,51); Philippe Calmette, div. d., 3 633 (7,23); Claudine Moril, PC, 1 788 (3,53); Jérôme Faroux, NE, 1 117 (2,22); Gilles Lefèvre, MOC, 912 (1,97); Gabriel Lefèvre, PC, 912 (1,97); Gabriel Lefèvre, PC, 912 (1,97).
Prés. 1988 : Chirac, 30 348 (52,58).

Principale victime de ce second tour : Claude Evin, recordeur, ancien ministre de la Santé, qui échoue dans la circonscription de Saint-Nazaire face au candidat RPR, qui tentait sa chance depuis vingt ans. Fils de gendarme depuis 1936, cette circonscription n'avait jamais eu de député qu'une seule fois, en 1958. Les deux autres socialistes ont réalisé : Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, réélu avec plus de 55 % des suffrages, et Jacques Fioch, maire de Rezé. En obtenant cinq députés sur dix, le RPR sort vainqueur de ce scrutin au détriment de l'UDF et du PS, qui abandonnent chacun un siège. Les deux élus RPR du premier tour, Serge Poignant et Michel Hunault, sont en effet rejoints par Elisabeth Hubert, Olivier Guichard et Etienne Gannier, ténors de Claude Evin. Le parti gauchiste connaît cependant un échec dans la neuvième circonscription, où son candidat, Jean-Raymond Assery, sort nettement battu du duel qui l'opposait à Pierre Héraud (UDF-CDS). Avec l'abandon de ce nouveau venu en politique et la résiliation de Monique Papon, l'UDF obtient trois sièges, le premier ayant été acquis au premier tour.

MAINE-ET-LOIRE (7)

SORTANTS : Roselyne Bachelot-Narquin, RPR; Hubert Grimaud, UDF-CDS; Edmond Alphandery, UDF-CDS; Jean Bégault, UDF-PR; Maurice Ligot, UDF; Hervé de Charette, UDF-PR; Marc Laffleur, UDF.

Réélu : Roselyne Bachelot, RPR, d.s. (1^{er}); Hubert Grimaud, UDF.

CDS, d.s. (2^e); Jean Bégault, UDF, d.s. (4^e); Maurice Ligot, UDF, d.s. (5^e).

Réélu au 1^{er} tour : Edmond Alphandery, UDF-CDS (3^e); Hervé de Charette, UDF-PR (6^e); Marc Laffleur, UDF (7^e).

1^{er} (Angers Centre, Est, Nord-Est)

L. 70 708; V. 45 039; A. 36 30
R. n. 3 313; E. 41 525

Réélu : Roselyne Bachelot, RPR, d.s., c.r., 27 185 (65,47).
Yves Mémeau, PS, 14 338 (34,52).

1^{er} tour : A. 30 80; E. 48 756. Bachelot, 22 872 (48,88); Mémeau, 7 218 (15,77); Roger Julien, GE, c.m. de Patzschewitz-Vignes, 5 803 (12,88); Jean-Yves Fournel, FN, c.r., 4 798 (10,48); Jack Prost, PC, c.m. d'Angers, 3 506 (8,48); Bruno Sorin, div. d., 2 389 (5,21); Annie Chénier, ADIA, 170 (0,37).
Prés. 1988 : Chirac, 28 248 (50,62).

2^e (Angers Sud, Trélazé)

L. 74 626; V. 49 938; A. 34 42
R. n. 3 918; E. 43 020

Réélu : Hubert Grimaud, UDF-CDS, d.s., c.g., 28 847 (64,07).
Jean-Claude Boyer, PS, c.m. des Ponts-de-Cé, 16 175 (35,92).

1^{er} tour : A. 29 31; E. 48 044. Grimaud, 23 250 (47,49); Boyer, 8 886 (19,25); Jean Guéhenne, FN, c.r., 4 782 (9,88); Philippe Boudier, GE, c.r., 4 889 (9,86); Jean Berthoin, PC, m. de Trélazé, 3 593 (7,32); Roger Gosselin, NE, 1 620 (3,30); Philippe Lefèvre, L. 1 131 (2,30); Didier Bismont, PT, 1 085 (2,28); Alain Dubois, CN, 605 (1,25); Jacques Gode, SEG, 525 (1,10).
Prés. 1988 : Mitterrand, 31 278 (53,28).

4^e (Saumur Sud, Thouarce)

L. 64 428; V. 32 592; A. 50 93
R. n. 8 750; E. 23 842

Réélu : Jean Bégault, UDF, d.s., m. de Doué-la-Fontaine, 32 842 (100,00).

1^{er} tour : A. 29 43; E. 44 130. Bégault, 18 504 (41,53); Jean-Pierre Fohu, div. d., 10 544 (23,89); Michel Caron, GE, c.m. de Doué-la-Fontaine, 5 222 (11,83); Philippe Lefèvre, PC, 3 854 (8,88); Christophe Lefèvre, PC, 3 854 (8,88); Christophe Lefèvre, PC, 3 854 (8,88); Christophe Lefèvre, PC, 3 854 (8,88).
Prés. 1988 : Chirac, 28 087 (54,83).

5^e (Cholet)

L. 67 473; V. 42 951; A. 36 34
R. n. 3 636; E. 39 315

Réélu : Maurice Ligot, UDF, d.s., m. de Cholet, 23 623 (60,08).
Jean-Pierre Bongnoux, PS, 15 692 (39,91).

1^{er} tour : A. 30 50; E. 43 258. Ligot, 20 945 (48,41); Bongnoux, 7 889 (17,79); Roger Baudry, FN, 4 819 (11,37); Patrick Lefèvre, PC, 3 283 (7,40); Marie-Pierre Lefèvre, NE, 2 740 (6,35); Jean-Paul Goussard, PC, 1 842 (4,25); Gilles Barret, L. 1 830 (4,23).
Prés. 1988 : Chirac, 28 849 (50,88).

Continuité sans surprise en Anjou : trois des sept députés sortants investis par l'UDF avaient été confortablement réélus au premier tour. Au second, la nouvelle majorité offre la victoire totale avec, en prime, un joli succès personnel pour Roselyne Bachelot (RPR) et Hubert Grimaud (UDF), réélus chacun avec près des deux tiers des suffrages exprimés dans deux circonscriptions en principe moins favorables à la coalition RPR-UDF. Seul en piste dans la quatrième circonscription, Jean Bégault (UDF) n'a pas fait le poids des voix de la nouvelle majorité. Pas de « saut » en revanche à gauche, même si les candidats socialistes, présents dans trois des quatre circonscriptions en jeu, semblent avoir bénéficié d'un bon report des voix communistes et des voix écologistes.

MAYENNE (3)

SORTANTS : François d'Anbert, UDF-PR; Henri Gasc, app. UDF.

Réélu : Roger Lestas, UDF, d.s. (3^e).
Bélu au 1^{er} tour : François d'Anbert, UDF-PR (1^{er}); Henri Gasc, RPR (2^e).

3^e (Mayenne)

L. 68 047; V. 30 629; A. 34 98
R. n. 2 756; E. 22 893

Réélu : Roger Lestas, UDF, d.s., c.g., m. de Fougerolles-de-Plessis, 22 893 (100,00).

1^{er} tour : A. 26 88; E. 45 583. Lestas, 21 486 (47,11); Michel Scher, UDF-PR, c.r., c.g., c.m. de Mayenne, 7 207 (15,81); Francis Delage, PS, 4 488 (9,80); Louis Néel, GE, c.m. de Saint-Cyr-de-Gravelle, 4 245 (9,31); Gilbert Blanc, FN, 3 847 (8,44); Christine Savary, NE, 1 998 (4,38); Yvonne Polver, PC, 1 584 (3,41); Christian Richard, CN, 776 (1,70).
Prés. 1988 : Chirac, 30 381 (53,74).

Seul député sortant du département non réélu au premier tour, Roger Lestas n'a eu aucun mal à retrouver son siège à l'Assemblée, puisque il était le seul candidat en lice. Le conseiller régional (UDF-PR) Michel Scher, fort d'un déclin sur son score du 21 mars (15,81 %), avait préféré se retirer. Le département aura ainsi reconquis tous ses députés sortants.

Le Monde

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

20

ÉTI

L
fave
nair
fait
min
vo
leir
mir
npp
2 a
desl'in
qui
tu
su
Eci
tes
pa
re
de
mu
un
ce
pa
bl
m
ru
di
tr
p

dans la circonscription de Bressuire-Thouars : il était seul en lice, après le départ d'Arnette Guibertier, RPR. A. Niot, Jacques Bressard (UDF-PR) a largement battu, avec plus de 60 % des voix, le candidat socialiste Bernard Belloc. Cette victoire socialiste n'a pas empêché l'effacement du PS, mais aussi aux multiples hésitations du maire de Mort sur plusieurs dossiers locaux, dont celui du tracé de la future autoroute Nantes-Mort. Dans la circonscription de Melle-Saint-Maixent-l'École, Sébastien Royat, ministre de l'environnement, fait mieux que sauver l'honneur de son parti : elle amène son propre score de 1988, avec 53,44 % des voix.

VIENNE (4)

Sortants : Jacques Santrot, PS; Jean-Yves Chamard, RPR; Arnaud Lepere, RPR; Guy Monjalon, PS, suppléant d'Edith Cresson, PS, nommée au gouvernement le 28 juin 1988.

Élu : Eric Duboc, UDF-PR (1^{er}); Arnaud Lepere, RPR, d.s. (3^e); Jean-Pierre Abelin, UDF-CDS (4^e).

Réélus au 1^{er} tour : Jean-Yves Chamard, RPR (2^e).

1^{er} (Poitiers Nord)

L. 69 302; V. 50 156; A. 37,62

B. et N. 2 900; E. 47 256

Élu : Eric Duboc, UDF-PR, 25 695 (54,37).

Jacques Santrot, PS, d.s., m. de Poitiers, 21 561 (45,62).

1^{er} tour : A. 29,07; E. 46 048; Duboc, 14 400 (40,04); Santrot, 12 734 (27,65);

Mario Legrand, Verts, c.m. de Poitiers, 4 141 (8,95); Lucien Fargat, RPR, 3 571 (7,83); Jacques Guéhen, PC, 2 052 (4,48); Bertrand Royat, SEGA, adj. m. de Poitiers, 2 020 (4,38); Pierre Monjalon, NE, 1 164 (2,52); Jean-Luc Lemer, PT, 1 050 (2,30); Régis Roguesmarche, MD, 486 (1,05).

Prés. 1988 : Mitterrand, 32 004 (58,32).

3^e (Montmorillon)

L. 69 401; V. 37 344; A. 46,19

B. et N. 12 380; E. 37 764

Rélu : Arnaud Lepere, RPR, d.s., c.m. d'Usson-du-Poitou, 24 764 (100,00).

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR (40)

22 mars 1992 : A. 29,70; D. 31,84; ext. d., 23,63; inf. p., 22,73; écol., 10,34; PC, 6,62; d.s., 30,10; PC, 34,84; ext. d., 21,18; inf. p., 14,57; PC, 11,49; écol., 10,87; div. d., 4,57; div. p., 1,38; ext. p., 0,62; ext. q., 0,52; rep., 0,03.

Le grand bénéficiaire du second tour dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est le RPR. Le parti de Jacques Chirac fait plus que doubler sa représentation, en passant de huit à dix-sept députés. Cela provoque un réajustement considérable au sein de la droite, car, dans le même temps, l'UDF passe de treize à dix-sept représentants (14 UDF-PR, 1 UDF-C, 1 UDF-R, et 1 UDF).

L'ensemble des élus du RPR se fait au détriment des socialistes dans les Bouches-du-Rhône, dans la Vaucluse et dans les Alpes-de-Haute-Provence. Ce dernier département, avec les Hautes-Alpes, est entièrement dominé par les députés chiraquiens. Face à cette razza, les Bouches-du-Rhône apparaissent comme le dernier bastion-croquison du PS, qui dispose là de ses deux seuls députés « provençaux ». Au titre du MRG, Bernard Tapie y conserve un siège.

Avec six élus sur huit, cependant, la droite domine la gauche à Marseille, où le PS conserve en des deux sièges qu'il a conquis sur les listes qu'il détenait dans le département. En cours dans trente-deux circonscriptions au second tour, le Front national n'a aucun élu alors que certains de ses représentants étaient en position de décrocher un siège. Leur présence face à des candidats de droite a provoqué un gonflement inhabituel des bulletins blancs et nuls.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (2)

Sortants : François Massot, PS; André Bellon, PS.

Élu : Pierre Rinaldi, RPR (1^{er}); Pierre Delmar, RPR (2^e).

1^{er} (Digne)

L. 49 781; V. 35 204; A. 37,27

B. et N. 2 472; E. 32 732

Élu : Pierre Rinaldi, RPR, prés. c.g. m. de Digne, 17 370 (53,67).

François Massot, PS, d.s., c.g., 15 162 (46,33).

1^{er} tour : A. 29,34; E. 32 472; Rinaldi, 12 323 (37,19); Massot, 7 106 (21,88); Bernard Falque de Béziers, FN, 4 198 (12,88); Gérard Poul, PC, c.m. de Château-Arnoux, 4 072 (12,54); Pierre-Alan Cambert, Verts, 3 954 (12,17); Marguerite Legrand, NE, 820 (2,59).

Prés. 1988 : Mitterrand, 21 223 (64,09).

2^e (Manosque)

L. 51 398; V. 31 888; A. 34,06

B. et N. 8 605; E. 25 283

Élu : Pierre Delmar, RPR, adj. c.g., 8 295 (72,36).

Mireille d'Ornano, FN, c.r., 6 988 (27,63).

André Bellon, PS diss., d.s., s'est retiré.

1^{er} tour : A. 27,96; E. 34 398; Delmar, 13 378 (38,19); d'Ornano, 9 014 (26,57); Georges Aïaud, PC, c.g. m. de Manosque, 4 427 (12,88); André Bellon, PS diss., 3 780 (10,98); José Escanez, PS, c.r., m. de Château-Arnoux, 3 753 (10,91); Jean-Marie Collobert, GE, m. de Vauréal, 3 232 (9,59); Jacques Durat, NE, 1 065 (3,06).

Prés. 1988 : Mitterrand, 21 422 (62,10).

HAUTES-ALPES (2)

Sortants : Daniel Chevallier, PS; Patrick Ollier, RPR.

Élu : Henriette Martinez, RPR (1^{er}).

Rélu au 1^{er} tour : Patrick Ollier, RPR (2^e).

1^{er} (Gap)

L. 47 829; V. 31 926; A. 25,04

B. et N. 2 325; E. 33 601

Élu : Henriette Martinez, RPR, c.r., c.g. m. de Laragne, 17 388 (52,34).

Daniel Chevallier, PS, d.s., c.g. m. de Veynes, 16 013 (47,65).

1^{er} tour : A. 32,58; E. 30 777; Martinez, 13 080 (28,16); Chevallier, 9 772 (22,90); Jean-Claude Chepp, UDF-CDS, adj. m. de Gap, 5 554 (15,04); Alain Mercour, FN, 2 833 (8,02); Christine Rous, Verts, c.m. de Veynes, 2 556 (8,30); Jean-Jacques Ferrero, PC, c.m. de Gap, 2 441 (7,33); Roger Royer, NE, 671 (2,18); Jacques Daudon, div., 550 (1,53); Daniel Masse, PLN, 141 (0,41); Jean-Pierre Blache, div. p., 99 (0,28).

Prés. 1988 : Mitterrand, 19 656 (51,68).

Malgré une hausse de sept points de la participation, qui semble l'avoir favorisée, Daniel Chevallier, député (PS) de la première circonscription (Gap) depuis 1981, est vaincu par Henriette Martinez (RPR). Les élections ont eu lieu au sujet du report des voix de l'UDF en faveur de la candidate RPR n'avaient pas lieu d'être. M^{me} Martinez poursuit son ascension. Première femme élue au conseil général, elle sera aussi la première représentante des Hautes-Alpes à l'Assemblée nationale. Dans la seconde circonscription (Briançon), Patrick Ollier (RPR) avait été réélu, sans surprise, dès le premier tour avec 53,58 % des voix. Ce succès de l'RPR réélu dans la région le reporte d'indépendance du parti à l'intérieur de la droite.

ALPES-MARITIMES (9)

Sortants : Charles Ehrmann, UDF-PR; Christine Estrosi, RPR; Rudy Salles, UDF-PR; Emmanuel Aubert, RPR; d.s. (4^e); Gaston Franco, RPR (5^e); Suzanne Sauvage, RPR, d.s. (6^e); Pierre Merli, UDF-PR, d.s. (7^e); Louise Moreau, UDF-PR, d.s. (8^e); Pierre Bachelet, RPR, d.s. (9^e).

1^{er} (Nice I, II, III, XII)

L. 64 240; V. 39 050; A. 39,21

B. et N. 4 441; E. 34 609

Rélu : Charles Ehrmann, UDF-PR, d.s., c.g. 21 491 (62,09).

Jean-Pierre Gost, FN, c.r., c.m. de Nice, 13 118 (37,90).

1^{er} tour : A. 38,23; E. 38 296; Ehrmann, 18 667 (35,88); Gost, 10 071 (26,29); Jean-Pierre Gost, FN, c.r., c.m. de Nice, 11 537; Joseph Coccolini, MRG, 4 432 (11,37); Ghislain Nicolle, GE, 2 242 (5,85); Michel Beaune, NE, 1 098 (2,89); Jean-Marie Goussard, PC, c.g. m. de Nice, 1 074; Jean-Claude Estrosi, SEGA, adj. m. de Nice, 1 030 (2,82); Albert Bonet, div., 312 (0,81); Pierre Douchet, adj. m. de Nice, 274 (0,72); Yvanick Gaudin, PLN, 122 (0,31); Michel Bonnet, div., 124 (0,32); Près. 1988 : Chirac, 27 876 (64,72).

2^e (Nice IV, V, VI, VII)

L. 70 615; V. 44 524; A. 36,94

B. et N. 3 368; E. 39 156

Rélu : Christine Estrosi, RPR, d.s. de la 5^e cir., c.r., 20 195 (51,57).

Jacques Peyrat, FN, adj. c.r., c.g. m. de Nice, 18 961 (48,42).

1^{er} tour : A. 38,23; E. 43 128; Peyrat, 18 667 (35,88); Gost, 10 071 (26,29); Jean-Pierre Gost, FN, c.r., c.m. de Nice, 11 537; Joseph Coccolini, MRG, 4 432 (11,37); Ghislain Nicolle, GE, 2 242 (5,85); Michel Beaune, NE, 1 098 (2,89); Jean-Marie Goussard, PC, c.g. m. de Nice, 1 074; Jean-Claude Estrosi, SEGA, adj. m. de Nice, 1 030 (2,82); Albert Bonet, div., 312 (0,81); Pierre Douchet, adj. m. de Nice, 274 (0,72); Yvanick Gaudin, PLN, 122 (0,31); Michel Bonnet, div., 124 (0,32); Près. 1988 : Chirac, 27 876 (64,72).

3^e (Nice VIII, X, XI, XIII)

L. 73 399; V. 46 634; A. 36,46

B. et N. 5 131; E. 41 503

Rélu : Rudy Salles, UDF-PR, d.s., adj. m. de Nice, 24 046 (57,93).

Jean-Marie Le Pen, FN, d.s., c.r., 17 457 (42,06).

1^{er} tour : A. 35,68; E. 45 938; Le Pen, 22 002 (27,63); Salles, 9 183 (20,03); Bernard Aso, RPR diss., c.g. m. de Nice, 8 339 (18,19); Jean-Hugues Colonna, PS, d.s., 8 343 (15,14); Louis Broch, PC, m. de la 1^{re} cir., 4 117 (9,20); Denis Roman, Verts, 2 095 (4,57); Viviane Peizant, NE, 738 (1,61); Véronique Desclaux, c.g., 588 (1,28); Jean Delmas, c.g., 239 (0,57); Jean-Pierre Aubert, div., 219 (0,47); Robert Barrou, div., 146 (0,31); Jean-Pierre Nabert, adj. m. de Nice, 125 (0,28); Sébastien Tellemeur, div., 98 (0,21); Gérard Danzo, PLN, 94 (0,22).

Prés. 1988 : Chirac, 31 768 (57,25).

4^e (Menton)

L. 69 963; V. 45 968; A. 34,29

B. et N. 9 234; E. 41 044

Rélu : Emmanuel Aubert, RPR, d.s., 17 874 (43,54).

Jean-Claude Guital, UDF-CDS diss., sout. CNL, m. de Menton, 13 311 (32,91); Gérard de Gubernatis, FN, 9 659 (23,33).

1^{er} tour : A. 33,68; E. 45 107; Aubert, 13 309 (22,33); Gaudin, 9 025 (20,35); Gérard de Gubernatis, FN, 9 077 (20,12);

2 833 (8,02); Christine Rous, Verts, c.m. de Veynes, 2 556 (8,30); Jean-Jacques Ferrero, PC, c.m. de Gap, 2 441 (7,33); Roger Royer, NE, 671 (2,18); Jacques Daudon, div., 550 (1,53); Daniel Masse, PLN, 141 (0,41); Jean-Pierre Blache, div. p., 99 (0,28).

Prés. 1988 : Mitterrand, 19 656 (51,68).

4^e (Châtelleraut)

L. 73 829; V. 51 122; A. 30,75

B. et N. 4 500; E. 46 622

Élu : Jean-Pierre Abelin, UDF-CDS, c.r., c.m. de Châtelleraut, 27 014 (57,94).

Guy Monjalon, PS, d.s., c.r., m. des Ormes, 19 608 (42,05).

1^{er} tour : A. 30,26; E. 47 872; Abelin, 14 345 (28,30); Philippe Bédit, RPR, c.m. de Châtelleraut, 10 294 (21,45); Guy Monjalon, PS, c.r., m. des Ormes, 9 282 (19,30);

Éric Audet, RPR, 5 596 (9,58); Paul Fromont, PC, c.r., c.m. de Châtelleraut, 3 757 (7,83); Catherine Baril, Verts, 3 063 (6,38); Patricia Mochoy, LO, 1 342 (2,79);

Prés. 1988 : Mitterrand, 33 638 (55,55).

Le RPR et l'UDF remportent les quatre sièges : après le succès au premier tour du RPR sortant, Jean-Yves Chamard, dans la deuxième circonscription, un deuxième RPR, Arnaud Lepere, a été réélu au second tour, dans la troisième circonscription, sans adversaire puisque son concurrent CDS, arrivé en deuxième position et seul à pouvoir éventuellement se maintenir, s'était retiré en sa faveur. A Châtelleraut, le dernier mot est revenu au challenger CDS, Jean-Pierre Abelin, qui l'emporte facilement devant le député sortant socialiste, Guy Monjalon, ancien suppléant d'Edith Cresson, grâce au report des voix du candidat RPR - qui s'était également retiré.

Le vrai suspense se situait dans la première circonscription, où le député sortant et maire socialiste, Jacques Santrot, maintient au premier tour par le jeune candidat PS Eric Duboc, directeur du cabinet du président de région, Jean-Pierre Raffarin, pouvait espérer un succès des abstentionnistes de gauche en sa faveur. Le succès ne s'est pas produit : Jacques Santrot a perdu non seulement dans les communes rurales, mais aussi dans les quartiers les plus populaires de Poitiers.

5^e (Cagnes-sur-Mer)

L. 64 611; V. 53 754; A. 36,49

B. et N. 7 928; E. 45 826

Rélu : Suzanne Sauvage, RPR, d.s., m. de Cagnes-sur-Mer, 30 528 (66,61).

Jean-Paul Ripoll, FN, c.r., adj. m. de Saint-Laurent-du-Var, 15 298 (33,38).

1^{er} tour : A. 32,20; E. 55 231; Sauvage, 23 281 (42,23); Ripoll, 12 227 (27,71);

Pierre-Marie Vidal, MD, 8 512 (11,75); Marie-Paule, PC, c.g. m. de Cagnes, 5 393 (9,78); Maurice Barbet, Verts, 4 228 (7,88);

Prés. 1988 : Chirac, 37 392 (80,35).

7^e (Antibes)

L. 83 349; V. 53 265; A. 36,09

B. et N. 6 305; E. 46 761

Rélu : Pierre Merli, UDF-PR, d.s., m. d'Antibes, 30 278 (64,73).

Robert Crépén, FN, 16 483 (35,24).

1^{er} tour : A. 32,78; E. 53 628; Merli, 23 477 (43,77); Crépén, 13 134 (24,49);

Marie-Danielle, PC, 9 425 (18,18); Pascal Marquis, Verts, 4 283 (7,98); Gérard Pél, PC, 3 597 (6,62);

Prés. 1988 : Chirac, 37 392 (80,35).

8^e (Cannes)

L. 59 901; V. 43 081; A. 28,07

B. et N. 3 008; E. 40 073

Rélu : Louise Moreau, UDF, d.s., m. de Mandelieu-La-Napoule, 20 525 (51,21).

Michel Mouillot, UDF-PR diss., c.r., m. de Cannes, 19 548 (48,78).

1^{er} tour : A. 28,25; E. 41 356; Mouillot, 13 281 (32,11); Moreau, 12 337 (29,83);

Albert Payron, FN, adj. c.r., c.m. de Cannes, 7 948 (18,21); Jean-Pierre Gost, div., 1 880 (4,44); Ghislain Nicolle, PC, 1 918 (4,51);

Prés. 1988 : Chirac, 31 768 (57,25).

9^e (Grasse)

L. 86 473; V. 47 075; A. 37,46

B. et N. 7 849; E. 46 236

Rélu : Pierre Bachelet, RPR, d.s., m. du Cannet, 32 233 (69,72).

Pierre Fauriol, FN, 13 993 (30,27).

1^{er} tour : A. 33,74; E. 55 088; Bachelet, 24 904 (45,19); Fauriol, 11 242 (20,40);

Antoine Labeyrie, GE, 5 504 (9,98); José Soria, PS, 5 014 (9,59); Paul Estève, PC, 3 597 (6,62);

Prés. 1988 : Chirac, 31 768 (57,25).

10^e (Nice IX, X, XI, XII)

L. 73 399; V. 46 634; A. 36,46

B. et N. 5 131; E. 41 503

Rélu : Rudy Salles, UDF-PR, d.s., adj. m. de Nice, 24 046 (57,93).

Jean-Marie Le Pen, FN, d.s., c.r., 17 457 (42,06).

1^{er} tour : A. 35,68; E. 45 938; Le Pen, 22 002 (27,63); Salles, 9 183 (20,03);

Bernard Aso, RPR diss., c.g. m. de Nice, 8 339 (18,19); Jean-Hugues Colonna, PS, d.s., 8 343 (15,14);

Louis Broch, PC, m. de la 1^{re} cir., 4 117 (9,20); Denis Roman, Verts, 2 095 (4,57);

Viviane Peizant, NE, 738 (1,61); Véronique Desclaux, c.g., 588 (1,28);

Jean Delmas, c.g., 239 (0,57); Jean-Pierre Aubert, div., 219 (0,47);

Robert Barrou, div., 146 (0,31); Jean-Pierre Nabert, adj. m. de Nice, 125 (0,28);

Sébastien Tellemeur, div., 98 (0,21); Gérard Danzo, PLN, 94 (0,22).

Prés. 1988 : Chirac, 31 768 (57,25).

4^e (Menton)

L. 69 963; V. 45 968; A. 34,29

B. et N. 9 234; E. 41 044

Rélu : Emmanuel Aubert, RPR, d.s., 17 874 (43,54).

Jean-Claude Guital, UDF-CDS diss., sout. CNL, m. de Menton, 13 311 (32,91);

Gérard de Gubernatis, FN, 9 659 (23,

SECOND TOUR

17/20; Denis Deleury, Vertu... et de Romains sur l'Europe, 5 317 (11/57); Jacques Fauriol, PC, adj. n. de Romains sur l'Europe, 3 828 (7/89); Richard Muller, CM, 1/5 (84); Jacques Fauriol, PC, adj. n. de Romains sur l'Europe, 3 828 (7/89); Richard Muller, CM, 1/5 (84); Victor Margolin, MJC, 4 10 (89); Carmelo Minichiello, NS, 177 (5/30).

Paris, 1988. - *Mitteilungs*, 29 261 (5/81).

La droite a réalisé un sans-faute dans le Drôme, en s'ajoutant sans difficultés les trois sièges que le PS détenait et en conservant le quatrieme. La défaite de la gauche prend donc son caractère définitif. Les députés de la droite sont allés à Valence à la tête d'une liste conduite par Roger Lirou (PS), premier adjoint au maire, et devancé dans tous les bureaux de vote de la ville par Patrick Labenne (RPR), qui a obtenu vingt points. Une exception prise, la droite est majoritaire dans toutes les villes moyennes gérées par les socialistes. En revanche, les socialistes ont obtenu la majorité dans les JUDF-rad, Valence, Montélimar et

maire de Montélimar, M. Thierry Cornillet (UDF-rad), vainqueur dans sa circonscription, est battu dans sa ville par le député sortant, Alain Fort (PS). A soixante-dix ans, Henri Michel (PS), ami du président de la République, est battu après vingt-deux ans de mandat parlementaire par un jeune polytechnicien, Hervé Mariton (UDF-PR).

se représente comme suppléant de M. Carignon, RPR : Jean-Pierre Luppi, PS ; Michel Destot, PS ; Didier Migaud, PS ; Jean-François Delahais, PS, suppléant d'Edwige Aveline, PS, nommée au gouvernement le 28 juin 1988, n.s.r.p. : Alain Moyac-Bressand, UDF-PR ; Georges Colombier, UDF-PR ; René Bourget, PS, suppléant de Louis Mermaz, PS, nommé au gouvernement le 2 octobre 1990, n.s.r.p. ; Yves Pillet, PS, n.s.r.p.

Sins : Alain Carignon, RPR (1^{er}) ; Gilbert Biessy, PC (2^e) ; Michel Destot, PS, d.s. (3^e) ; Didier Migaud, PS, d.s. (4^e) ; Philippe Langenxheim-Villard, RPR (5^e) ; Alain Moyac-

Bressand, UDF-PR, d.s. (6);
Grosjean Colombar, UDF-PR, d.s.
(7); Bernard Sangey, UDF-PR (8);
Michael Hannoun, RPR (9).

1^{re} (Grenoble I, II, IV)
L. 74 702; Y. 49 047; A. 34, 34
B. n. 3, 115; E. 45 932.

Élu : Alain Carignon, RPR, pr.s.,
d. de Grenoble, a.d. 26 660 (38,4%).
Gérard Dulac, MRG, ca. de
Grenoble, 19 272 (41,9%).

1^{er} tour : A. 32,78; E. 48 293; Carignon,
221 429 (45,43%); Dulac, 8 952 (19,63%);
François Lalande, Verts, 8 120 (20,12%);
Hugues (11,68%); Carignon, 2^e tour : 2 078
(4,22%); Jean-Pierre Barral, div. 1 988
(4,11%); Jean-François Parent, MDC, 850
(1,78%); René Gaud, NE, 798 (1,64%); Chantal
Naud, LD, 706 (1,46%); Jean Chénard,

62* (*Echirolites*)
L. 64 618; V. 43 224; A. 33 10
R. n. N. 2 311; E. 40 413
Ed. : Gilbert Biessy, PC, c.g.m.,
c. Echirolites, 22 788 (56,38).
Leslie Chalier, UDF-PR, 17 625
(43,61).
Jean-Pierre Luppi, PS, d.s., s'est retiré.
1- tour : A. - 34,01; E. 40 358, Chalier
10251 (25,40); Blosser 9 385 (20,72);
Jean-Pierre Luppi, PS, c.g.m. de Saint-Mar-
tin, 7 898 (19,54); Michel d'Ornano,
3 902 (8,63); Pierre Bo, UED, c.g.m. de
France, 8 168 (18,96).

1 111 (278); Didier Baudin, NE. 1 046
 2 (559); Jérôme Maréchal, MD, 402 (903);
 Jérôme Combes-Monier, PL, 121 (298).
 Paris. 1988. – Mitterrand, 32 476 (84,47).

3 (Grenoble III, V, 35)
 L 54 743; V, 35 II/V; A, V, V1
 R. et N., 2 245; E. 32 872.

Refr.: Michel Destot, PS, d.s., c.s.,
 c. m. de Grenoble, 17 993 (54,74).
 Claude Sagnard, R.P.R., adj. m. de Grenoble,
 14 877 (45,25).

1^{er} tour. – A., 36,84; E. 33 105. Segnard,
 10 151 (60,86); Desnoët, 2 218 (24,91);
 Baudin, 1 046 (11,35); Combes-Monier,
 121 (1,22). c. m. de Grenoble, 4 050
 (42,22); Yannick Bouillard, C. m. de Fontaine,
 1 347 (2,16); Georges Delmonnoy,
 NE. 1 037 (10,32); Roland Calmels, LD, 583
 (1,70); M. L. 111 (55); Combes-Monier,
 121 (0,84); PL, 284 (2,85); Gaillet Ory,
 I.N.R., 278 (0,47); Jean Estrangin, PL, 237

P. 1988. — Mizmarar, 28 358 (61,94).
 ♀ (VI)
 L. 71 799; V 202; A. 29,95
 B. α. N. 2 724; E. 47 568.
 Réalis : Didier Mignard, PS, d.s., c.s.,
 Jean-Cyrille Capillard, RFR
 Jean-Cyrille Capillard, RFR, c.s., m. de
 l'Alpe d'Huez, 22 618 (47,47)
 1^{er} tour : — A. 31,95 E. 48 547, Capillard,
 18 296 (33,54); Mignard, 11 889 (25,21);
 Yves Giran, 5 710 (12,30); Gérard
 Larue, Verts, 4 575 (9,52); Michel Biondi,
 PC, adj. m. de Font-de-Clair, 3 898 (8,32);
 7^{ème} Circuit, 2 000 (4,44); M. de Combe,
 1 850 (4,00); Sophie Amougeol, NE, 1 232
 (2,68); Roland Bagard, L 1 020 (2,19).

Prés. 1985. - Mitterrand, 31 818 (58,85).
5° (Saint-Egrève)
L. 71 578; *V.* 49 639; *A.* 30 62
B. et *N.*, 5 209; *E.* 48 430.
Élev : Philippe Langenieux-Villard,
 RPR, c.s.r., m. d'Allevard, 26 576
 (57,21).
 Edwige Avioe, PS, ad., 19 874 (42,78).
 1^{er} tour. - *A.* 31 98; *E.* 48 168.
 Langenieux-Villard, 18 515 (42,28); Avioe, 5 648
 (18,67); Jackie Machin, FN, c.s., 5 509

28 1983 (46,08); Carval, 5 203 (17,46);
Michel Raymond, PS, m. de Trébois, 8 408
(15,85); Alain Moussot, GE, c.r., 4 486
(8,61); Christian Desmaris, PC, 2 818
(5,34); Dominique Aubert, NE, 2 042
(3,87).
Prés. 1988. - Chârc, 33 429 (52,04).

ARDÈCHE (3)

1988, se représente comme suppléant de M. Chapuis ; Henri-Jean Arnaud, RPR suppléant de Régis Perbet, RPR, décédé le 22 juin 1992 ; Jean-Marie Alaïze, PS.

Élus : Amédée Imbert, UDF-PR

1^{er} (Privas)
L. 65 450; V. 46 559; A. 28,86
B. et N. 3 564; E. 42 995.

1^{er} tour. — A. 30.50; E. 43 027. Imbert, 15 044 (34.96); Chapuis, 8 283 (21.50);

1

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

20

ÉTI

L

fave

nir

voq

leir

app

2 a

des

fin

qu

tur

sc

pa

re

m

un

ce

pa

bi

m

ru

di

r p

(11,93); Thierry Chomet, GE, m. de Saint-Martin-Mont, 8 073 (10,98); Gabriel Soto, PC, m. de Villard-Bonnot, 4 183 (9,08); Danielle Landry, NE, 1 310 (2,83); Jean Ratto, LO, 875 (1,93); Jean-Louis Tada, PT, 514 (1,11); Gilles Sabatier, MD, 336 (0,72); Lucie Espinosa, PLD, 233 (0,50).

Prés. 1988. - Mitterrand, 30 488 (55,98).

6° (Bourgnon-Jallieu Nord)

L. 81 290; V. 30 241; A. 38,19

R. et N. 7 078; E. 42 563.

Réélus: Alain Moyne-Bressand, UDF-PR, d.s., c.g., m. de Crémieu, 30 083 (70,67).

Christian Vellieux, FN, c.r., m. de Bourgoin-Jallieu, 12 480 (29,32).

1° tour. - A. 32,98; E. 51 488. Moyne-Bressand, 2 786 (44,27); Vellieux, 9 733 (18,51); Jean-Benoît Pélissier, PS, c.g., m. de La Tour-du-Pin, 4 983 (14,58); Pierre Karmann, GE, 4 305 (8,38); François Ginet, PC, c.g., m. de Villard-Bonnot, 3 503 (6,95); Jean-Louis Tada, PT, 1 245 (2,41); Pierre Forrester, CNL, 886 (1,74).

Prés. 1988. - Mitterrand, 33 320 (54,40).

7° (Bourgnon-Jallieu Sud)

L. 77 074; V. 48 832; A. 36,64

R. et N. 7 043; E. 41 229.

Réélus: Georges Colombari, UDF-PR, d.s., c.g., m. de Meyrieu-les-Étang, 31 006 (75,20).

Eric Brunot, FN, LO, 223 (24,79).

1° tour. - A. 31,12; E. 50 336. Colombari, 24 866 (49,00); Brunot, 8 013 (15,81); Jean-Pierre Pélissier, PS, c.g., m. de Villard-Bonnot, 4 564 (13,04); Gilbert Sutter, GE, 4 657 (9,25); Louis Carly, PC, c.g., m. de Villard-Bonnot, 3 503 (6,95); Bruno Perrotin, LO, 1 336 (2,60); Robert Jay, PLN, 782 (2,32).

Prés. 1988. - Mitterrand, 30 482 (53,12).

8° (Vienne)

L. 34 315; V. 60 719; A. 28,41

R. et N. 4 117; E. 56 602.

Réélus: Bernard Saugy, UDF-PR, c.r., c.g., m. de Saint-Just-Chaleysin, 32 660 (57,70).

Louis Mermaz, PS, min., a.d., m. de Vienne, 23 942 (42,29).

1° tour. - A. 29,94; E. 56 580. Saugy, 18 223 (28,87); Mermaz, 11 878 (21,00); Henry Dussan, FN, c.r., m. de Vienne, 8 627 (15,28); Jacques Rémiller, UDF-PR, d.s., c.g., m. de Jodrin, 7 028 (12,42); Jean-Pierre Pélissier, PS, c.g., m. de Villard-Bonnot, 4 348 (11,21); Bernard Barthelemy, GE, 3 516 (8,39); Jacqueline Gaudin, NE, 1 328 (2,34); Jacques Joly, écol., 864 (1,52); Maurice Yalot, France Plus, 529 (0,95); Prés. 1988. - Mitterrand, 36 911 (55,52).

9° (Voiron)

L. 72 682; V. 50 512; A. 30,50

R. et N. 4 019; E. 46 491.

Réélus: Michel Hannouin, RPR, a.d., c.g., m. de Voiron, 25 933 (55,70).

André Vallin, PS, c.r., c.g., m. de Tullins, 20 538 (44,21).

1° tour. - A. 31,70; E. 47 041. Hannouin, 18 127 (38,53); Vallin, 8 042 (17,08); Pierre Vernet, FN, 8 949 (14,77); Robert Veyret, PC, c.r., c.g., m. de Saint-Jean-de-Maurienne, 8 855 (14,57); Maurice Commanche, V. 1 039 (2,20); Pierre Volpin, CNL, 628 (1,33); Kamel Hannini, France Plus, 279 (0,49); Maurice Béhémou, div. d., 231 (0,49).

Prés. 1988. - Mitterrand, 29 874 (53,88).

La gauche limite relativement ses pertes puisqu'elle parvient à renouer avec Patrick Bourdon trois fois (un PC et deux PS), alors que ses représentants occupent six sièges sur neuf dans la précédente Assemblée. Elle maintient son influence électorale essentiellement dans l'agglomération grenobloise, mais confirme son effacement dans le nord du département, où Louis Mermaz, ministre des relations avec le Parlement, est largement battu. Les élus socialistes et communistes ont bénéficié de bons reports de voix des écologistes, qui ont notamment permis à Gilbert Blessey (PC) et à Michel Destot (PS) de l'emporter assez largement. A Grenoble même, le PS progresse pour la première fois depuis 1983 contre le maire RPR, Alain Carignon. Dans les six cantons de Grenoble, un peu moins de 10 000 voix séparent désormais la droite de la gauche. Les élus socialistes n'ont pas caché leur satisfaction d'avoir mis M. Carignon en difficulté dans sa ville, même si celui-ci est élu, dans la première circonscription, avec plus de 58 %.

10° (Saint-Etienne Nord)

L. 69 535; V. 30 267; A. 43,52

R. et N. 7 201; E. 32 066.

Réélus: Jean-Pierre Philibert, UDF-PR, d.s., adj. m. de Saint-Etienne, 21 773 (67,90).

Gérard Tournaire, FN, c.m. de Saint-Etienne, 10 293 (32,09).

1° tour. - A. 38,13; E. 41 313. Philibert, 15 186 (36,70); Tournaire, 8 773 (18,09); Gérard Lindegar, PS, c.r., adj. m. de Grigny

(Rhône), 8 301 (15,28); Paul Chomet, PC, a.d., c.g., m. de Saint-Etienne, 5 749 (13,81); Gérard Payre, GE, c.r., 3 234 (7,82); Marie-Thérèse Penault, div. d., 1 731 (4,18); Gérard Messouline, NE, 1 289 (3,04).

Prés. 1988. - Mitterrand, 28 328 (53,54).

2° (Saint-Etienne Sud)

L. 58 143; V. 31 593; A. 45,66

R. et N. 6 304; E. 25 289.

Réélus: Christian Cabal, RPR, d.s., adj. m. de Saint-Etienne, 17 783 (70,32).

Guy Despert, FN, c.r., c.m. de Saint-Etienne, 7 304 (29,67).

1° tour. - A. 40,43; E. 33 344. Cabal, 13 883 (41,03); Despert, 5 726 (17,17); Jean-Claude Bertrand, PS, c.m. de Saint-Etienne, 4 780 (14,53); François Bouteau, PC, 2 631 (7,89); Christian Broche, V. 2 062 (6,15); Pierre Laveau, NE, 980 (2,87); André Plet, div. d., 780 (2,33); Christian Daudet, MRC, 612 (1,83); François Bouchet, div. d., 500 (1,49); Magali Marcoux, div. d., 448 (1,34); Roger Charrier, SEGA, c.m. de Saint-Etienne, 442 (1,32); Alain Schiold, LO, 429 (1,27); Etienne Jodet, UDI, 304 (0,91).

Prés. 1988. - Mitterrand, 22 586 (50,58).

3° (Saint-Chamond)

L. 71 596; V. 46 403; A. 35,18

R. et N. 7 046; E. 38 437.

Réélus: François Rochelonne, UDF-CDS, d.s., c.g., adj. m. de Saint-Chamond, 27 711 (72,09).

Christian Grangis, FN, c.r., LO, 726 (2,90).

1° tour. - A. 31,54; E. 48 788. Rochelonne, 18 498 (41,69); Grangis, 7 789 (18,86); Jean-Pierre Pélissier, PS, c.g., m. de Villard-Bonnot, 4 374 (8,34); André Friedberg, MRC, 4 324 (8,23); Anne Trappeau, V. 3 144 (6,71); Michel Ponton, div. d., 1 813 (4,09); Gérard Terdy, div. d., m. de Lorette, 1 565 (3,34); Brigitte Cornuelle, NE, 1 287 (2,87); Paul Privat, écol., 981 (2,08); Pierre Bady, CNL, 673 (1,40); André Moulin, LO, 575 (1,24); Bernard Marcolini, PT, 510 (0,98).

Prés. 1988. - Mitterrand, 28 449 (51,61).

4° (Firminy)

L. 69 251; V. 46 531; A. 33,38

R. et N. 3 018; E. 43 513.

Réélus: Daniel Mandon, UDF-CDS, c.g., m. de Saint-Genest-Malifaux, 24 925 (57,28).

Charles Fiterman, PC, a.d., 18 588 (42,71).

1° tour. - A. 34,78; E. 43 423. Mandon, 10 563 (25,24); Fiterman, 8 309 (18,13); Jean Carré, FN, c.r., 8 223 (18,93); Guy Girard, RPR, c.g., adj. m. de Saint-Etienne, 5 800 (13,59); Norbert Chabot, FN, 4 308 (9,92); Elisabeth Peyron, V. 3 828 (8,75); Collette Batisse, PT, 722 (1,68); Louis Saladier, div. d., 615 (1,41).

Prés. 1988. - Mitterrand, 30 328 (55,71).

5° (Roanne)

L. 68 299; V. 48 500; A. 28,98

R. et N. 4 125; E. 45 073.

Réélus: Yves Nicolin, UDF-PR, c.g., m. de Roanne, 29 609 (65,68).

Jean Auroux, PS, d.s., m. de Roanne, 15 466 (34,31).

1° tour. - A. 30,38; E. 44 888. Nicolin, 12 898 (28,72); Yves Le Gallard, RPR, 9 735 (21,82); Jean Auroux, PS, m. de Roanne, 8 318 (18,89); Norbert Chabot, FN, 4 688 (10,48); Serge Fomont, PC, adj. m. de Mably, 3 338 (7,43); Bruno Berthouard, UDF-PR, 2 540 (5,77); Gérard Collin, NE, 727 (1,64); Jean-Louis Guglielmino, LO, 371 (0,83).

Prés. 1988. - Mitterrand, 30 593 (55,07).

6° (Montrabion)

L. 82 410; V. 53 229; A. 35,40

R. et N. 8 867; E. 44 362.

Réélus: Jean-François Chossy, UDF-CDS, m. de Saint-Just-Saint-Rambert, 31 100 (70,10).

Gérard Lilla, FN, c.r., c.m. de Saint-Just-Saint-Rambert, 13 262 (29,89).

1° tour. - A. 30,89; E. 53 882. Chossy, 17 203 (31,32); Lilla, 9 061 (14,89); François Mazoyer, div. d., c.r., m. d'Andrézieux-Bouthéon, 7 904 (14,60); Lucien Moulier, GE, c.r., c.g., m. de Saint-Just-Saint-Rambert, 5 875 (10,50); Alain Pommès, PS, c.m. de Veauché, 4 857 (9,01); Jean-Luc Despres, RPR, d.s., c.g., adj. m. de Saint-Etienne, 4 743 (9,80); Gérard Brod, exp. PC, c.m. d'Andrézieux-Bouthéon, 2 720 (5,05); Thérèse-Marie Gagnaire, écol., 1 354 (2,61); Frédéric Bergamini, PT, 1 130 (2,11).

Prés. 1988. - Chirac, 33 218 (51,83).

La gauche perd les deux circonscriptions qu'elle détenait. Dans la cinquième, Jean Auroux (PS), président sortant du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, est devancé de plus de trente points par Yves Nicolin (UDF-PR). Dans la quatrième circonscription, où Charles Fiterman (PC) postulait à la succession de Théo Vial-Massat, le candidat UDF-CDS, Daniel Mandon l'emporte avec plus de 57 % des suffrages exprimés. M. Fiterman réussit toutefois à rassembler au-delà des électeurs qui s'étaient portés au premier tour sur les candidats de gauche et les écologistes. A droite, l'UDF, avec six députés sur sept, renforce sa prédominance sur le RPR. Au sein même de l'UDF, le Parti républicain et le CDS voient leur influence se réajuster. Dans les quatre autres, qui opposaient à l'UPF, le Front national progresse sensiblement, de 12 points en moyenne. Dans ces circonscriptions, le nombre de bulletins blancs ou nuls est lui aussi en nette augmentation.

7° (Vaulx-en-Velin)

L. 57 506; V. 38 155; A. 33,65

R. et N. 5 208; E. 36 635.

Réélus: Jean-Pierre Calvel, UDF-rad., c.r., m. de Saint-Jean-Vieljeux, 14 318 (39,62).

Jean-Jack Queyranne, PS, d.s., m. de Bron, 14 246 (38,88); Denis de Bouteiller, FN, c.r., m. de Rillieux-la-Pape, 7 871 (21,48).

1° tour. - A. 38,50; E. 35 125. Calvel, 11 005 (31,33); de Bouteiller, 8 184 (22,29); Jean-Jack Queyranne, PS, m. de Bron, 7 846 (21,48); Jean-Pierre Burel, PC, c.r., adj. m. de Vaulx-en-Velin, 3 118 (8,87); Guy Peyrard, GE, 2 811 (7,43); Marie-Jeanne Dron, NE, 502 (1,42); Gilles Corneil, MDR, 486 (1,41); Maxime Gachon, France Plus, 438 (1,24); Jean Brière, écol., 406 (1,18); Armand Craus, LO, 248 (0,69).

Prés. 1988. - Mitterrand, 24 658 (54,77).

9° (Villefranche-sur-Saône)

L. 67 294; V. 42 563; A. 36,73

R. et N. 5 295; E. 37 268.

Réélus: Francisque Perrot, UDF-PR, d.s., c.g., 25 587 (63,29).

Jean-Pierre Barbier, FN, c.r., 13 681 (36,70).

1° tour. - A. 32,58; E. 43 340. Perrot, 12 751 (29,42); Barbier, 8 185 (18,89); Jean-Paul Caloud, RPR, d.s., c.g., m. de Liergues, 7 133 (16,49); Jean-Louis Bellenot, div. d., c.r., m. de Saint-Georges-de-Renval, 4 483 (10,27); Roger Mison, GE, 3 248 (7,48); Alain Rocher, MRC, 2 782 (6,41); Michel Labail, PC, 2 635 (6,07); Michèle Garas, NE, 1 238 (2,93); Gérard Guichard, LO, 727 (1,67); Jean-Marie Brochier, div. d., 303 (0,68).

Prés. 1988. - Chirac, 28 487 (55,33).

10° (Saint-Genis-Laval)

L. 70 769; V. 33 515; A. 32,64

R. et N. 9 764; E. 23 731.

Réélus: Jean Besson, RPR, d.s., c.r., m. de Tarare, 23 731 (100,00).

1° tour. - A. 28,53; E. 48 581. Besson, 20 974 (43,17); Michel Thiers, UDF-CDS, d.s., c.g., m. de Brignat, 7 430 (15,29); Laurence Darnet, GE, 6 214 (12,73); Guy Orléan, PS, 5 287 (10,37); Michel Frenaud, PC, 2 045 (4,20); Henriette Bouchard, NE, 518 (1,27).

Prés. 1988. - Chirac, 32 214 (59,73).

11° (Givors)

L. 65 416; V. 38 770; A. 40,73

R. et N. 7 530; E. 31 240.

Réélus: Jean-Claude Bahu, RPR, c.g., m. de Givors, 21 425 (58,31).

Annette Demont, FN, 9 815 (31,41); Gabriel Montchamart, PS, d.s., s'est retiré.

1° tour. - A. 30,81; E. 43 088. Bahu, 18 683 (38,48); Demont, 7 750 (17,88); Gabriel Montchamart, PS, c.g., m. de Coudré, 7 276 (16,88); André Marin, GE, 5 348 (12,41); Michel Pelt, PS, m. de Givors, 4 958 (11,50); Jean-Marc Barreau, LO, 1 023 (2,37); Gilles Bernin, NE, 150 (0,34).

Prés. 1988. - Mitterrand, 28 133 (53,46).

12° (Oullins)

L. 66 176; V. 44 222; A. 33,17

R. et N. 3 078; E. 41 144.

Réélus: Michel Terrot, RPR, d.s., m. d'Oullins, 25 948 (63,06).

René Lambert, PS, m. de Francheville, 15 196 (36,93).

1° tour. - A. 30,64; E. 44 153. Terrot, 18 754 (44,73); Lambert, 7 013 (17,07); Jean-Paul Veyrand, FN, 6 015 (13,71); Jean-Marie Chabon, V. 4 556 (10,31); Jean-Marc Barreau, PS, m. de Pierre-Bénite, 3 753 (8,49); Danyon Quillon, NE, 1 285 (2,93); François Fache, LO, 738 (1,68); Michèle Raulin, FN, 222 (0,50); René-Eugène Barre, NE, 193 (0,43).

Prés. 1988. - Chirac, 27 829 (52,03).

13° (Meyzieux, Saint-Priest)

L. 76 998; V. 44 778; A. 28,77

R. et N. 2 105; E. 52 673.

Réélus: Martine David, PS, d.s., adj. m. de Décines, 19 364 (36,70).

Jean-Loup Fleuret, UDF-CDS, 18 326 (34,79); Bruno Gollnisch, FN, d.c., c.r., 14 983 (28,44).

1° tour. - A. 31,88; E. 50 326. Gollnisch, 12 355 (24,54); Fleuret, 11 548 (22,94); Martine David, PS, adj. m. de Décines, 8 183 (15,83); Jean-Paul Veyrand, FN, d.c., m. de Chazelles, 6 238 (12,39); François Wolf, V. 4 065 (8,07); Françoise Pagano, PC, adj. m. de Meyzieux, 3 281 (6,32); Valérie Bonheur, NE, 1 303 (2,58); Philippe Brunet, LO, 947 (1,86).

Prés. 1988. - Mitterrand, 31 181 (54,48).

14° (Vénissieux)

L. 46 861; V. 30 731; A. 34,42

R. et N. 4 418; E. 29 313.

Réélus: André Géraud, PC, c.g., m. de Vénissieux, 13 683 (46,67).

Gérard Demont, RPR, 9 836 (33,72); Maurice Joannin, FN, c.m. de Vénissieux, 5 744 (19,39).

Marie-Joséphine Sublet, PS, d.s., s'est retiré.

1° tour. - A. 38,11; E. 28 406. Demont, 8 673 (22,40); Géraud, 7 118 (19,83); Marie-Joséphine Sublet, PS, c.m. de Feyzin, 4 910 (11,20); Louis Roux, V. 3 882 (8,62); Maurice Joannin, FN, d.c., m. de Chazelles, 3 238 (7,39); Françoise Wolf, V. 4 065 (8,07); Françoise Pagano, PC, adj. m. de Meyzieux, 3 281 (6,32); Valérie Bonheur, NE, 1 303 (2,58); Philippe Brunet, LO, 947 (1,86).

Prés. 1988. - Mitterrand, 31 181 (54,48).

15° (Vénissieux)

L. 46 861; V. 30 731; A. 34,42

R. et N. 4 418; E.

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Départements d'outre-mer

GUADELOUPE

(4)

22 mars 1992. - A. 41,49. Droite, 38,08; PS et div. g., 38,85; PC, 16,81; ext. g., 6,94; div. 4,48.
31 janvier 1993. - A. 54,08. UFF, 48,30; mod. p., 33,43; ind. 7,74; PC, 6,06; div. 4,46.
21 mars 1993. - A. 56,25. Mod. p., 38,98; UFF, 25,37; div. d., 14,67; div. g., 11,84; PC, 7,82; div. 3,13; ext. g., 0,18.

Après l'élection triomphale de Lucette Michaux-Chevry dès le premier tour, la gauche avait dû, mathématiquement, conserver les trois autres circonscriptions. Mais les plates ouvertes par le ralliement de personnalités de gauche à la majorité régionale de M^{me} Michaux-Chevry de mars 1992 à janvier 1993 étaient encore trop vives pour que les tentations de regroupement soient sans effets. Ainsi Dominique Larilla, investi par les instances nationales du PS, a-t-il été victime de la fronde caribéenne contre lui par la fédération socialiste guadeloupéenne, qui lui reprochait son alliance passée avec M^{me} Michaux-Chevry. (Comble du paradoxe, son adversaire, Edouard Chammonogon, (div. d.), dont l'image avait pourtant pâti d'une récente condamnation pour corruption, a pu être élu grâce à des voix socialistes et communistes.) La même mésaventure aurait pu arriver à un autre ancien allié de M^{me} Michaux-Chevry, Ernest Moutoussamy, si celui-ci n'avait pas bénéficié d'un fort surcroît de voix lors de l'élection partielle. Quant à Frédéric Jallon, le patron des socialistes locaux, il a été triomphalement réélu, notamment grâce aux voix de son bastion des Aymes.

Sortants : Frédéric Jallon, PS; Ernest Moutoussamy, PPDG; Dominique Larilla, PS; Lucette Michaux-Chevry, RPR.
Réf. : Frédéric Jallon, PS, d.s. (1^{er}); Ernest Moutoussamy, PPDG, d.s. (2^e); Edouard Chammonogon, div. d. (3^e).
Réf. au 1^{er} tour : Lucette Michaux-Chevry, RPR (4^e).

1^{er} (Les Aymes, Pointe-à-Pitre)
L. 54 610; V. 25 667; A. 52,99
R. et N. 2 691; E. 22 976.
Réf. : Frédéric Jallon, PS, d.s., m. des Aymes, 14 801 (64,41).
Jean Girard, PPDG, c.r., c.m. de Grand-Bourg, 8 175 (35,58).

1^{er} tour. - A. 49,86; E. 25 281. Jallon, 8 832 (35,33); Girard, 4 723 (19,88); René-Serge Nabholz, PS, d.s., c.r., c.m. des Aymes, 4 585 (18,06); Louis Desautels, RPR, 3 672 (14,82); Simon Ro, div., 1 507 (6,38); Michel Bangou, PCG, 1 410 (5,71); Lucien Moutoussamy, PPDG, 1 171 (4,75); Henri Yoyotte, div., 175 (0,68).

2^e (Le Gosier, Saint-François)
L. 66 468; V. 29 676; A. 53,35
R. et N. 2 538; E. 22 543.
Réf. : Edouard Chammonogon, PPDG, d.s., c.r., c.m. de Saint-François, 14 584 (54,03).

3^e (Capsterre-Belle-Eau, Pointe-Noire)
L. 55 677; V. 29 004; A. 47,90
R. et N. 1 775; E. 27 229.
Réf. : Edouard Chammonogon, div. d., c.r., m. de Baie-Mahault, 13 751 (50,50).

4^e (Le Gosier, Saint-François)
L. 66 468; V. 29 676; A. 53,35
R. et N. 2 538; E. 22 543.
Réf. : Edouard Chammonogon, PPDG, d.s., c.r., c.m. de Saint-François, 14 584 (54,03).

5^e (Le Gosier, Saint-François)
L. 66 468; V. 29 676; A. 53,35
R. et N. 2 538; E. 22 543.
Réf. : Edouard Chammonogon, PPDG, d.s., c.r., c.m. de Saint-François, 14 584 (54,03).

Sortants : Elie Castor, PSG, n.s.r.p.; Léon Bertrand, RPR.
Réf. : Elie Castor, PSG, n.s.r.p.; Léon Bertrand, RPR.
Réf. au 1^{er} tour : Léon Bertrand, RPR (2^e).

1^{er} (Cayenne, Macouria)
L. 14 972; V. 10 116; A. 32,43
R. et N. 361; E. 9 555.

2^e (Cayenne, Macouria)
L. 14 972; V. 10 116; A. 32,43
R. et N. 361; E. 9 555.

3^e (Cayenne, Macouria)
L. 14 972; V. 10 116; A. 32,43
R. et N. 361; E. 9 555.

4^e (Cayenne, Macouria)
L. 14 972; V. 10 116; A. 32,43
R. et N. 361; E. 9 555.

5^e (Cayenne, Macouria)
L. 14 972; V. 10 116; A. 32,43
R. et N. 361; E. 9 555.

6^e (Cayenne, Macouria)
L. 14 972; V. 10 116; A. 32,43
R. et N. 361; E. 9 555.

7^e (Cayenne, Macouria)
L. 14 972; V. 10 116; A. 32,43
R. et N. 361; E. 9 555.

MARTINIQUE

(4)

22 mars 1992. - A. 41,88. Droite, 32,74; PS et div. g., 32,82; ind. 18,21; PC, 6,82; ext. g., 5,28; div. 3,28.
21 mars 1993. - A. 56,96. UFF, 41,42; mod. p., 28,13; ind., 12,08; div. g., 8,54; PC, 4,90; div. d., 2,28; ext. g., 1,29; ext. d., 0,18; div. 0,18.

La Martinique n'a pas été épargnée par le mouvement de balancier national politique la droite, absente de département en 1988, envoie trois sièges sur quatre. André Lescœur (RPR), Anicet Turinay (div. d.) et Pierre Petit (RPR) sont les représentants de ce nouveau courant de la droite martiniquaise. Deux personnalités de la gauche locale, Guy Lordinot et Claude Lise, députés sortants, ont fait le choix de ce retournement de conjoncture tandis que Alain Marie-Jeanne, fort honnorable qui confirme l'engagement d'un pôle indépendantiste dans le paysage local. Ce scrutin aura surtout marqué un tournant historique avec le retrait de la scène électorale d'Alain Océano, élu à l'Assemblée sans discontinuer depuis la Libération, qui remplacera Camille Darisères.

Sortants : Guy Lordinot, div. g.; Claude Lise, PPM; Aimé Césaire, PPM, n.s.r.p.; Maurice Louis-Joseph-Dogné, div. g., n.s.r.p.
Réf. : Anicet Turinay, UFF (1^{er}); Pierre Petit, RPR (2^e); Camille Darisères, PPM (3^e); André Lescœur, RPR (4^e).

1^{er} (Basse-Pointe, Sainte-Marie)
L. 51 037; V. 30 441; A. 40,35
R. et N. 1 664; E. 28 777.
Réf. : Anicet Turinay, UFF, prés. c.r., c.m. de Gros-Morne, 16 206 (56,31).
Guy Lordinot, maj. p., d.s., m. de Sainte-Marie, 12 571 (43,68).

2^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

3^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

4^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

5^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

6^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

7^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

8^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

9^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

10^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

11^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

12^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

13^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

14^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

15^e (Fort-de-France I, II, III, IX, X)
L. 53 740; V. 29 883; A. 44,38
R. et N. 1 001; E. 28 884.
Réf. : Pierre Petit, RPR, c.r., c.m. de Mont-Rouge, 15 183 (52,57).
Claude Lise, PPM, d.s., prés. c.r., c.m. de Fort-de-France, 13 699 (47,42).

Territoires d'outre-mer

POLYNÉSIE FRANÇAISE (2)

Sortants : Alexandre Léontieff, div. g.; Emile Vernaudon, div. g.
Réf. : Jean Juvenstia, RPR (1^{er}).
Réf. au 1^{er} tour : Gaston Flosse, RPR (2^e).

1^{er} (Polynésie Ouest)

L. 64 296; V. 44 008; A. 31,41
R. et N. 1 073; E. 43 025.

Réf. : Jean Juvenstia, RPR, c. territ., m. de Papete, 23 966 (55,70).
Oscar Temaru, ind., c. territ., m. de Fan, 19 059 (44,29).
Alexandre Léontieff, UDF, d.s., s'est retiré.

1^{er} tour. - A. 34,81; E. 41 417. Juvenstia, 13 870 (33,48); Temaru, 11 206 (27,25).
Alexandre Léontieff, UDF, c. territ., 7 788 (18,78); Jean-Marie Respato, div. d., 2 593 (6,28); Pierre Delors, maj. p., c. territ., m. de Moorea, 2 588 (6,20); Moutoussamy, div. d., c. territ., m. de Tahiti, 1 480 (3,57); Léon Cécile-Jérôme, maj. p., c. territ., 862 (2,08); Jacques Bryant, div. g., 771 (1,86); François Nimal, div. g., 281 (0,67).
Prés. 1988. - Mitterrand, 20 321 (57,35).

2^e (Fort-de-France IV, V, VI, VII, VIII)
L. 48 871; V. 22 278; A. 54,41
R. et N. 2 070; E. 20 268.

Réf. : Camille Darisères, PPM, c.r., adj. m. de Fort-de-France, 11 659 (57,69).
Marie-Alice André-Jacquet, UFF, 8 549 (42,30).

1^{er} tour. - A. 54,21; E. 18 713. Darisères, 8 872 (34,88); André-Jacquet, 4 582 (23,14); Georges Eicher, PPM, c.r., c.m. de Lamoignon, 3 958 (20,08); Jean-Claude P., c.r., 1 816 (8,19); Henri P., ind., 1 581 (6,02); Ghislaine Jacquin-Armand, c.r., 844 (4,78); Hugette Fina, FN, 180 (0,81).

4^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

Réf. : André Lescœur, RPR, c.r., c.m. de Rivière-Salée, 20 466 (53,32).
Alfred Marie-Jeanne, ind., c.r., c.m. de Rivière-Pilote, 17 912 (46,67).

1^{er} tour. - A. 53,83; E. 32 471. Marie-Jeanne, 8 776 (27,02); Lescœur, 7 980 (24,51); Yves Juston, UDF, c.r., m. du Vaucluse, 4 589 (14,18); Edouard Lescœur, PPM, c.r., c.m. du Robert, 4 218 (12,89); Roger L., c.r., c.m. du Vaucluse, 2 388 (7,28); Olympe Dubois, maj. p., c.m. des Anses-d'Alençon, 2 315 (7,14); Philippe Petit, div. g., 2 308 (6,21); Serge B., div. g., c.m. du Robert, 700 (2,15); Patrick Charles, France Plus, 187 (0,51); Jean-Terre Eglise, div. g., 1 000.

2^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

3^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

4^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

5^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

6^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

7^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

8^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

9^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

10^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

11^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

12^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

13^e (Le Gosier, Le Robert)
L. 77 816; V. 41 115; A. 47,16
R. et N. 2 737; E. 38 378.

WALLIS-ET-FUTUNA (1)

(1)

Sortant : Kamilo Gata, MRG.
Réf. : Kamilo Gata, MRG, d.s. (1^{er}).

1^{er} tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

2^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

3^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

4^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

5^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

6^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

7^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

8^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

9^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

10^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

11^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

12^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

13^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

14^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

15^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

16^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

17^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

18^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

19^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

20^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

21^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

22^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

23^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

24^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

25^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

26^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo, 2 175 (37,89); Soma Uila, div., 552 (16,54).

27^e tour. - A. 12,45; E. 6 753. Gata, 2 828 (45,84); Logolopolo,

LES NOUVEAUX ÉLUS

A

Jean-Pierre Abella
UDF-CDS
(Vienne, 4)

Né le 3 septembre 1950 à Poitiers, adjoint de direction à la Banque de France, Jean-Pierre Abella est conseiller général depuis 1977 et vice-président du conseil général de la Vienne depuis 1982. Député de 1981 à 1986 et de 1988, il a été élu membre du Parlement européen de 1984 à 1989. M. Abella est le fils de l'ancien ministre, ancien député, ancien maire de Châtelleraut, Pierre Abella.

Jean-Claude Abrion
RPR
(Seine-Saint-Denis, 10)

Né le 1^{er} décembre 1931 à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), ancien inspecteur à la SNCF, Jean-Claude Abrion est conseiller général depuis 1982 et maire d'Aulnay depuis 1983.

Bernard Accoyer
RPR
(Haute-Savoie, 1)

Né le 12 août 1945 à Lyon (Rhône), médecin, chef de service à l'hôpital d'Annecy, M. Bernard Accoyer est maire d'Annecy-le-Vieux depuis 1989 et conseiller général depuis 1992.

Thérèse Allard
div. d.
(Bouches-du-Rhône, 16)

Née le 5 novembre 1931 à Tarascon, Thérèse Allard est secrétaire d'un DEUG d'histoire. Thérèse Allard est entrée à la sous-préfecture d'Arles, en 1962 pour mettre en place le service des rapatriés. Ancien chef de cabinet du sous-préfet (1964 à 1983), retraitée, elle est maire (div. d.) de Tarascon depuis 1983. Conseiller général depuis 1988, elle s'est présentée, au conseil général, au groupe UDF.

Pierre Albertini
UDF
(Seine-Maritime, 2)

Né le 22 novembre 1944 à Batna (Algérie), docteur en droit, professeur à l'Université de Rouen, Pierre Albertini est maire de Mont-Saint-Aignan depuis 1983, conseiller général depuis 1992 et vice-président du conseil régional.

Jean-Paul Anciaux
RPR
(Saône-et-Loire, 3)

Né le 17 juillet 1946 au Creusot, Jean-Paul Anciaux est technicien qualifié. Conseiller municipal de Brocy de 1977 à 1983, il est, depuis 1989, adjoint au maire d'Autry. Elu au conseil régional depuis 1986, il fut vice-président de cette assemblée de 1988 à 1992. De 1989 à 1992, il fut président du comité régional du tourisme.

Jean-Marie André
UDF
(Gard, 2)

Né le 22 mai 1937 à Saint-Gilles (Gard), instituteur à la retraite, Jean-Marie André est maire de Beaucaire depuis 1983 et conseiller régional depuis 1986.

André Angot
RPR
(Finistère, 1)

Né le 28 avril 1947 à Saint-Sauveur-de-Pierrepont (Finistère), André Angot est docteur vétérinaire. Il est maire d'Edern depuis 1983 et conseiller général depuis 1986.

Gilbert Annette
PS
(La Réunion, 1)

Né le 10 mars 1946 à Madagascar, diplômé de l'Institut supérieur des techniques du Havre, directeur administratif et commercial d'une société de cosmétiques, Gilbert Annette est maire de Saint-Denis de la Réunion depuis 1989 et conseiller général depuis 1988.

Daniel Arata
RPR
(Aude, 3)

Né le 18 août 1949 à Castelnaudary (Aude), directeur commercial à la Caisse d'Épargne du Languedoc-Roussillon, Daniel Arata est conseiller municipal, adjoint au maire de Castelnaudary de 1989 à 1992. Il est conseiller général depuis 1988.

Jean-Claude Asphie
RPR
(Eure, 3)

Né le 15 juillet 1937 à Vernon (Eure), ancien attaché commercial, Jean-Claude Asphie est maire de Vernon depuis 1983, conseiller général depuis 1982 et vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1989. Il a été conseiller régional de 1986 à 1988.

Raymond-Max Aubert
RPR
(Corrèze, 1)

Né le 15 mars 1947 à Tulle (Corrèze), ancien élève de l'ENA, Raymond-Max Aubert est directeur adjoint de cabinet et chargé de mission à la Mairie de Paris. Il est conseiller municipal de Tulle depuis 1988, conseiller général depuis 1986 et conseiller régional depuis 1992.

Rémy Auché
PS
(Pas-de-Calais, 11)

Né le 6 avril 1943 à Calais (Pas-de-Calais), ancien ingénieur et professeur de dessin industriel, Remy Auché, premier secrétaire de la fédération communiste du Pas-de-Calais, membre du comité central du PC, est conseiller municipal de Billy-Berclau depuis mars 1989. Il a été élu conseiller régional et, dans le canton de Douvrin, conseiller général, en mars 1992.

Jean Aucier
RPR dissident
(Creuse, 2)

Né le 3 mai 1946 à Vigeville (Creuse), éleveur, Jean Aucier est maire de Crestat depuis 1977 et conseiller général depuis 1983.

B

Jean-Claude Bahu
RPR
(Rhône, 1)

Né le 23 janvier 1941 à Paris, Jean-Claude Bahu est instituteur, conseiller municipal de Givors depuis 1983, il a été élu au conseil général en 1985 et en est devenu vice-président en 1992. Il est membre du conseil national du RPR.

Gilbert Barbier
UDF
(Jura, 3)

Né le 3 mars 1940 à Amaxey (Doubs), Gilbert Barbier a été député de 1978 à 1981 et de 1986 à 1988. Il est chirurgien et chef de service au centre hospitalier Louis-Pasteur de la ville.

Jean Bardet
RPR
(Val-d'Oise, 3)

Né le 22 juin 1941 à Paris, professeur de cardiologie, Jean Bardet a été adjoint au maire du Plessis-Bouchard (Val-d'Oise) de 1983 à 1989, conseiller général de 1985 à 1992, conseiller régional de 1986 à 1992 et député du Val-d'Oise de 1988 à 1992. Depuis 1989, il est conseiller municipal de Taverny (Val-d'Oise).

François Baroin
RPR
(Aube, 3)

Né le 28 juin 1965 à Paris, diplômé de l'Institut supérieur de gestion et de l'Université de Paris, François Baroin est entré à la sous-préfecture d'Arles, en 1962 pour mettre en place le service des rapatriés. Ancien chef de cabinet du sous-préfet (1964 à 1983), retraitée, elle est maire (div. d.) de Tarascon depuis 1983. Conseiller général depuis 1988, elle s'est présentée, au conseil général, au groupe UDF.

Habert Bassot
UDF-PR
(Orne, 3)

Né le 17 mai 1932 à Paris, économiste, Habert Bassot est maire de Tinchebray depuis 1977 et conseiller général depuis 1973. Chargé de mission auprès du président de la République, il fut directeur de l'Institut de la Région de l'Orne de 1975 à 1981. Il fut également directeur de l'Institut de la Région de l'Orne de 1981 à 1988, il est conseiller municipal de Nogent-sur-Seine depuis 1988.

Jean-Pierre Bastiani
UDF-CDS
(Haute-Garonne, 7)

Né le 6 juin 1950 à Toulouse (Haute-Garonne), ancien avocat puis chef d'entreprise, Jean-Pierre Bastiani est maire d'Annerive (Haute-Garonne) depuis 1989.

Charles Baur
UDF-PSD
(Aisne, 2)

Né le 20 décembre 1929 à Paris, chef d'entreprise, Charles Baur est président de la région Picardie depuis 1983 et député européen (groupe libéral démocratique et réformateur) depuis 1986. Il a été maire de Villers Cotterêts (Aisne) de 1955 à 1989, conseiller général de 1958 à 1976 et député de 1976 à 1983.

Jean-Claude Beauchamp
PS
(Charente, 4)

Né le 21 septembre 1936 à Gond-Pontouvre (Charente), ancien professeur de collège, Jean-Claude Beauchamp est maire de Gond-Pontouvre depuis 1983. C'est l'ancien suppléant de Jean-Michel Boucheron, député sortant.

Jean-Louis Beaumont
UDF
(Val-de-Marne, 5)

Né le 1^{er} novembre 1925 à Paris, ancien médecin des hôpitaux de Paris, professeur consultant, ancien président du syndicat d'une société de cosmétiques, Jean-Louis Beaumont est maire de Saint-Maur-des-Fossés depuis 1977. Il a été député de 1978 à 1981.

Didier Béguin
UDF-PR
(Nièvre, 2)

Né le 24 mai 1942 à Villefranche-d'Allier (Allier), Didier Béguin est préparateur en pharmacie. Elu en 1983 au conseil municipal de Cosne-Coursay, il est devenu maire de la ville en 1989. Il est conseiller général depuis 1985 et conseiller régional depuis mars 1992.

Jean-Louis Bernard
UDF-PR
(Côte-d'Or, 2)

Né le 31 mars 1938 à Saulieu (Côte-d'Or), Jean-Louis Bernard, ancien interne des hôpitaux de Paris, est chirurgien. Conseiller municipal d'Origny-le-Château depuis 1981, il fut maire de la ville de septembre 1988 (à la suite de la démission de Jacques Doufflaing) à mars 1989 (victoire du socialiste Jean-Pierre Vautour). Conseiller général depuis 1992, il fut conseiller régional de 1986 à 1992.

Gilbert Biesty
FC
(Isère, 2)

Né le 20 juillet 1934 à Montferrat (Isère), technicien, Gilbert Biesty est maire d'Echirolles depuis 1981 et conseiller général depuis 1982.

Jérôme Bigon
RPR
(Somme, 3)

Né le 1^{er} janvier 1949 à Neuilly-sur-Seine (Haute-de-Seine), titulaire d'un DES de droit public, Jérôme Bigon est avocat d'affaires à Paris. Maire de Bernesville (Somme) et conseiller général depuis 1980, il est conseiller régional de Picardie depuis 1986.

Jean-Claude Bireau
RPR
(Gironde, 10)

Né le 27 août 1938 à Libourne (Gironde), kinésithérapeute, Jean-Claude Bireau est maire de Sablon-de-Guîtres (Gironde) depuis 1975, conseiller général depuis 1979 et conseiller régional depuis 1988. Il a été membre du Conseil économique et social de 1980 à 1981.

C

Michel Boudreau
UDF
(Indre, 1)

Né le 4 avril 1942 à Argenton-sur-Creuse (Indre), fonctionnaire de la direction de l'équipement, Michel Boudreau a été élu maire de Déols en 1989 et conseiller général en 1992. Il est vice-président de l'Assemblée départementale, en charge de l'environnement.

Jean de Boinche
RPR
(Essonne, 3)

Né le 12 septembre 1943 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), agrégé de lettres, Jean de Boinche est maire de Brétigny-sur-Orge depuis 1984, conseiller régional depuis 1986 et conseiller général depuis 1988. Vice-président du conseil régional chargé des universités et de l'enseignement supérieur, il préside l'Association culturelle et technique de l'Essonne.

Mario-Thérèse Boissau
UDF-CDS dissident
(Ille-et-Vilaine, 6)

Née le 24 août 1940 à Talence (Gironde), titulaire d'un doctorat en biologie, Mario-Thérèse Boissau est professeur à l'université de Rennes. Conseiller municipal de Fougères depuis 1983 et conseiller général depuis 1988, elle a été députée de 1986 à 1988. Elle fut à l'époque le seul député sortant de France à accepter de devenir suppléant d'un autre sortant, le RPR Michel Comtet, dont elle prend aujourd'hui la succession à l'Assemblée nationale.

Philippe Bonaccorri
RPR
(Tarn, 2)

Né le 12 juillet 1955 à Toulouse (Haute-Garonne), ingénieur, Philippe Bonaccorri est conseiller général depuis 1985, conseiller régional et premier vice-président de cette assemblée depuis 1986.

Yves Bonnet
UDF-PR
(Moselle, 5)

Né le 20 novembre 1935 à Chartres (Eure-et-Loire), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien préfet, ancien directeur de la DST de 1983 à 1985, Yves Bonnet s'est fait mettre en disponibilité pour rejoindre le secteur privé en qualité de conseiller technique de Garçon depuis 1991.

Yvon Bonnot
UDF-PR
(Côte-d'Or, 2)

Né le 22 août 1937 à Perrot-Guirec (Côte-d'Or), entrepreneur en bâtiment, Yvon Bonnot est maire de Perrot-Guirec depuis 1981 et vice-président du conseil régional depuis 1986.

Jeanine Boussin
UDF-CDS
(Seine-Maritime, 1)

Née le 28 avril 1928 à Villerville (Calvados), secrétaire commerciale au retraité, Jeanine Boussin est conseillère municipale de Rouen depuis 1971, adjoint au maire depuis 1977 et premier adjoint au maire depuis 1989, conseiller général depuis 1982.

Jean-Louis Borloo
div. d.
(Nord, 21)

Né le 7 avril 1951 à Paris, avocat d'affaires, Jean-Louis Borloo a été l'un des fondateurs de Génération Ecologie. Il a été élu maire de Valenciennes en mars 1989. Devenu député européen sur la liste de Simon Weil en juin de la même année, il a quitté le Parlement de Strasbourg après son élection au conseil régional Nord-Pas-de-Calais en mars 1992, à la tête de sa propre liste.

Emmanuelle Bouquillon
UDF
(Aube, 4)

Née le 2 juillet 1961 à Roubaix (Nord), conseil en communication, Emmanuelle Bouquillon est secrétaire générale de l'Assemblée départementale depuis 1990 et conseillère nationale de l'UDF.

Jean-Eric Bouché
RPR
(Moselle, 6)

Né le 30 septembre 1919 à Forbach (Moselle), ingénieur diplômé de l'Ecole supérieure d'électrotechnique de Nancy, ancien sénateur de Moselle de 1948 à 1971 et de 1982 à 1992, Jean-Eric Bouché est maire de Forbach de 1949 à 1973 et de 1976 à 1990. M. Jean-Eric Bouché est maire de Forbach depuis 1993.

Michel Bourard
RPR
(Savoie, 3)

Né le 17 mars 1935 aux Déserts (Savoie), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise de droit public, Michel Bourard est conseiller général depuis 1982 et vice-président du conseil général depuis 1992.

Patrick Brasseur
FC
(Saint-Denis, 2)

Né le 11 décembre 1930 à Paris, instituteur, Patrick Brasseur est maire de Saint-Denis depuis 1991.

Lucien Bressat
UDF-CNI
(Côte-d'Or, 3)

Né le 29 mars 1948 à Saulieu (Côte-d'Or), médecin généraliste, Lucien Bressat est maire de Charvigny-Saint-Sauveur depuis 1983. Il est membre du CNI depuis 1991.

Philippe Briand
RPR
(Indre-et-Loire, 5)

Né le 26 octobre 1960 à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), dirigeant d'un cabinet de syndic immobilier, Philippe Briand est maire de Saint-Cyr-sur-Loire depuis 1989 et conseiller régional depuis 1992.

Ernest Chénier
RPR
(Oise, 3)

Né le 26 avril 1945 à Rivière-Salée (Martinique), titulaire du CAPES de lettres modernes, Ernest Chénier est le principal du collège Gabriel-Havre de Creil (Oise) depuis 1987.

Jacques Brist
UDF-PR
(Tarn-et-Garonne, 2)

Né le 18 janvier 1948 à Valence d'Agen (Tarn-et-Garonne), docteur en pharmacie, titulaire d'un DES de sciences économiques et d'un diplôme de l'Institut d'administration des entreprises, Jacques Brist est pharmacien à Valence-d'Agen. Il est conseiller municipal de cette ville depuis 1983.

Jean-Pierre Calvet
UDF-PR
(Rhône, 7)

Né le 5 août 1946 à Lyon (Rhône), Jean-Pierre Calvet est enurrier en assurances. Conseiller municipal depuis 1983, puis maire de Sathonay-Village depuis 1985, il a été élu au conseil régional en 1992 et préside le Parti radical du Rhône.

François Calvet
UDF-PR
(Pyrénées-Orientales, 3)

Né le 1^{er} avril 1953 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), avocat, François Calvet a été directeur de cabinet à la chambre de commerce et d'industrie, puis directeur de l'Office public ILM de Perpignan. Conseiller municipal de Perpignan depuis 1989, il a été élu conseiller régional en 1992.

Bernard Carayon
RPR
(Tarn, 4)

Né le 1^{er} octobre 1957 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, chargé de mission au cabinet de M. Jacques Chirac, maire (RPR) de Paris de 1984 à 1986, puis au cabinet de M. Robert Pasqua, ministre délégué à la sécurité de 1986 à 1988, directeur du cabinet de M. Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine de 1991 à 1992, directeur de société, Bernard Carayon est président national de la Ligue des contribuables.

Pierre Carle
UDF-PR
(Vendée, 7)

Né le 28 août 1949 à Toulon (Var), cadre de gestion, Pierre Carle est maire de Chantonnay-les-Vignes depuis 1983, conseiller général depuis 1985 et vice-président de cette assemblée depuis 1992. En 1990, M. Carle a été nommé membre du Conseil national des villes par M. Michel Rocard, premier ministre.

Grégoire Carro
RPR
(Haut-Garonne, 2)

Né le 8 novembre 1948 à Madrid (Espagne), diplômé des Postes et des télécommunications, Grégoire Carro est adjoint au maire de Castelnau (Haut-Garonne) depuis 1983 et secrétaire départemental du RPR depuis 1992.

Antoine Carré
UDF-PR
(Loiret, 1)

Né le 4 mars 1943 à Fleury-les-Aubrais (Loiret), ingénieur-technicien, Antoine Carré est maire de Saint-Jean-le-Blanc depuis 1977. Elu au conseil général en 1982, il a été député de 1986 à 1988.

Michel Carraud
UDF-PR
(Pyrénées-Orientales, 2)

Né le 24 août 1947 à Vicq (Cher), ingénieur en agriculture, Michel Carraud est maire de Pont-du-Château depuis 1983 et vice-président du conseil général dont il est élu depuis 1992.

Gérard Castagnier
RPR
(Gironde, 3)

Né le 23 novembre 1943 à Agadir (Maroc), médecin anesthésiste-réanimateur, Gérard Castagnier est maire de Talence depuis 1983, vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux depuis 1983, conseiller régional et vice-président de cette assemblée depuis 1986.

Jean-Pierre Caré
UDF
(Tarn-et-Garonne, 1)

Né le 20 février 1952 à Montauban (Tarn-et-Garonne), médecin, Jean-Pierre Caré est chargé de cours à la faculté de médecine de Toulouse, attaché au CHU de Rangueil. Elu au conseil régional en 1992, il en est l'un des vice-présidents.

Arnaud Cazin d'Homio
UDF-CDS
(Finistère, 4)

Né le 26 janvier 1949 à New-York, Arnaud Cazin d'Homio est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et licencié en droit. Il fut major de la promotion 1974 de l'ENA. Conseiller d'Etat, il est maire de Morlaix depuis 1989. Elu au conseil régional en 1986, il en est vice-président depuis 1992.

René Chabot
RPR
(Indre, 3)

Né le 8 mars 1936 à Tournon-Saint-Pierre (Indre-et-Loire), ancien instituteur, René Chabot est maire de Marigny depuis 1977. Conseiller général depuis 1985, il a été élu vice-président de l'Assemblée départementale en 1988.

Jean-Marc Charrière
UDF
(Pyrénées-Orientales, 5)

Né le 17 avril 1948 à Aubert (Pyrénées-Orientales), médecin cardiologue, Jean-Marc Charrière est conseiller municipal de Thiers depuis 1989 et conseiller régional depuis 1992.

Ernest Chénier
RPR
(Oise, 3)

Né le 26 avril 1945 à Rivière-Salée (Martinique), titulaire du CAPES de lettres modernes, Ernest Chénier est le principal du collège Gabriel-Havre de Creil (Oise) depuis 1987.

D

Gérard Cherpion
UDF
(Vosges, 2)

Né le 15 mars 1948 à Dombasle-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle), pharmacien, Gérard Cherpion est conseiller régional depuis 1992, président de la Chambre de commerce et d'industrie, depuis 1992, et membre du Comité économique et social de Lorraine.

Jean-François Chesny
UDF-CDS
(Loire, 7)

Né le 4 mai 1947 à Muret (Haute-Garonne), assistant parlementaire, Jean-François Chesny est maire de Saint-Jean-de-la-Rivière depuis 1989, après avoir été adjoint au maire de 1983 à 1989. Il est suppléant du sénateur Louis Mercier depuis 1992.

Collette Colledani
RPR
(Nord, 1)

Née le 11 juin 1942 à Winnezeele (Nord), épouse-secrétaire, Collette Colledani a été déléguée régionale à la condition féminine du Nord-Pas-de-Calais de 1986 à 1989. Membre du RPR depuis 1976, elle a été suppléante de la secrétaire nationale chargée de la solidarité et de la vie quotidienne, elle est conseillère municipale de Lille, dans la minorité, depuis 1983, et conseillère générale depuis 1992.

Jean-Pierre Cognat
RPR
(Seine-et-Marne, 9)

Né le 28 mars 1936 à Saint-Basile-lez-Troyes (Aube), conseiller municipal de Pontault-Combault depuis 1989 et conseiller général depuis 1992, Jean-Pierre Cognat est directeur général adjoint à l'Assemblée permanente des chambres de métiers.

Daniel Collard
FC
(Seine-Maritime, 8)

Né le 14 août 1930 au Havre (Seine-Maritime), cimetier, Daniel Collard est premier adjoint au maire du Havre depuis 1971 et conseiller régional depuis 1974.

Thierry Coraillet
UDF-PR
(Drôme, 2)

Né le 23 juillet 1951 à Montélimar (Drôme), diplômé de l'Institut d'études politiques, administrateur territorial, M. Thierry Coraillet est conseiller général depuis 1986, maire de Montélimar depuis 1989.

François Cornu-Gentille
RPR
(Haute-Marne, 3)

Né le 22 août 1958 à Saint-Basile (Haute-Marne), directeur des études d'opinion à l'Institut Louis-Harris, François Cornu-Gentille est conseiller municipal de Saint-Dizier depuis 1989 et secrétaire départemental du RPR.

Gérard Cornu
RPR
(Eure-et-Loire, 1)

Né le 6 février 1952, à Aoust (Ardennes), opticien, Gérard Cornu est maire de Fontenay-sur-Eure depuis 1983, conseiller général depuis 1992, il a été élu suppléant de M. Martial Tanguand, sénateur d'Eure-et-Loire depuis 1989.

Anne-Marie Coudere
RPR
(Paris, 9)

Née le 13 février 1951, à Annabon (Creuse), avocate, Anne-Marie Coudere est adjointe au maire de Paris, chargée de la propriété, depuis 1989. Elle a été élue au conseil de Paris en 1983. M^{me} Coudere est secrétaire nationale du RPR chargée de la politique de la ville.

Bernard Coulon
UDF-PR
(Eure-et-Loire, 1)

Né le 9 mars 1946 à Saint-Pourçain-sur-Sioule (Allier), médecin-kinésithérapeute, Bernard Coulon est conseiller municipal, adjoint au maire de Saint-Pourçain depuis 1983, conseiller général depuis 1982 et vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1983.

Charles-Amédée de Courson
UDF-CDS
(Marne, 3)

Né le 2 avril 1952, à Paris, diplômé de l'ESSEC et de l'ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes, Charles-Amédée de Courson est maire de Vanault-Dames (Marne) et conseiller général depuis 1986, et conseiller régional depuis 1992.

Bertrand Cousin
RPR
(Finistère, 2)

Né le 15 février 1941, à Brest, Bertrand Cousin est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de sciences politiques, titulaire d'un certificat d'études supérieures d'histoire moderne et contemporaine, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Il est l'un des fondateurs du groupe UDF, occupant les fonctions de directeur général adjoint de la Soprema. Elu conseiller municipal de Brest en 1983, il est vice-président du conseil régional depuis 1992. Il a été député des Côtes-d'Armor de 1986 à 1988.

Charles Cova
RPR
(Seine-et-Marne, 7)

مجلس الشعب

LES NOUVEAUX ÉLUS

de la région de la Haute-Normandie depuis 1985, il préside le groupe RPR du conseil régional. Il est conseiller régional depuis mars 1992.

Serge Didié
UDF-PR
(Haute-Garonne, 3)
Né le 24 octobre 1951 à Toulouse (Haute-Garonne), avocat, Serge Didié est adjoint au maire de Toulouse, Dominique Baudis (UDF-CDS), depuis 1983 et conseiller régional depuis 1986.

Jean Didié
RPR
(Haute-Garonne, 4)
Né le 22 avril 1929 à Rennes (Ille-et-Vilaine), ingénieur de l'Aéronautique, Jean Didié est conseiller général depuis 1985, adjoint au maire de Toulouse, M. Dominique Baudis (UDF-CDS), depuis 1983. Il a été député de 1986 à 1988.

Laurent Domini
UDF-PR
(Paris, 1)
Né le 5 août 1960 à Paris, titulaire d'une maîtrise et d'un DEA de lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Laurent Domini est directeur de l'audiovisuel dans un groupe de communication international. Fils cadet de Jacques Domini, ancien ministre et du UDF de Paris, Laurent Domini est adjoint au maire du deuxième arrondissement de Paris depuis 1989. Il est également membre du conseil national du PR et président du Club perspectives et réalités de la circonscription.

Eric Duboc
UDF-PR
(Vienne, 1)
Né le 30 octobre 1960 à Neuil-sur-Seine (Haute-de-Seine), diplômé de l'École supérieure de commerce de Poitiers, Eric Duboc est directeur de cabinet du président du conseil régional Poitou-Charentes depuis 1989.

Philippe Dubourg
RPR
(Gironde, 9)
Né le 9 juillet 1932 à Bordeaux, chirurgien-dentiste, Philippe Dubourg est maire d'Ilats (Gironde) depuis 1977, conseiller général depuis 1982 et président du groupe RPR au sein de l'assemblée départementale.

Christian Dupuy
RPR
(Haute-Seine, 4)
Né le 24 octobre 1950 à Paris, avocat, Christian Dupuy est maire de Suresnes depuis 1983, conseiller général et vice-président de l'assemblée départementale depuis 1988. Il a été conseiller régional de 1986 à 1988.

Jean-Claude Etienne
RPR
(Ardennes, 2)
Né le 6 août 1941 à Vouziers (Ardennes), professeur de médecine, Jean-Claude Etienne est conseiller municipal de Reims depuis 1989 et conseiller régional depuis 1992.

Michel Faget
UDF
(Puy-de-Dôme, 1)
Né le 3 mai 1950 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), médecin cardiologue, Michel Faget est conseiller municipal de Clermont-Ferrand depuis 1989.

André Fanton
RPR
(Calvados, 3)
Né le 31 mars 1928 à Gentilly (Val-de-Marne), ancien député de Paris de 1958 à 1968, puis du Calvados de 1968 à 1988, André Fanton a été député européen de 1980 à 1981 et de 1984 à 1988. André Fanton est conseiller général du Calvados depuis 1985.

Régis Fauchot
UDF
(Nord, 12)
Né le 25 juillet 1948 à Dunkerque, titulaire d'une maîtrise de sciences naturelles, principal de collège, Régis Fauchot a été député de l'Est de la région Nord-Pas-de-Calais de 1977 à 1983, élu conseiller général, cette année-là, contre le candidat officiel du PS. Il a alors été exclu de ce parti. Il a été réélu conseiller général en mars 1992.

Jacques-François Fauré
RPR
(Haute-Vienne, 3)
Né le 24 mai 1943 à Limoges (Haute-Vienne), pharmacien de formation, directeur d'entreprise, Jacques-François Fauré a été élu conseiller régional de la région Limousin-Midi-Pyrénées en 1989.

Pierre Favre
UDF-PR
(Gironde, 6)
Né le 5 avril 1940 à Blois (Loir-et-Cher), ingénieur électronicien, Pierre Favre a été conseiller municipal, adjoint au maire de Vence (Alpes-Maritimes) de 1979 à 1983. Il est maire de Saint-Jean-d'Elvire (Gironde) depuis 1983, conseiller général depuis 1985.

Jacques Féron
UDF
(Paris, 20)
Né le 11 janvier 1912 à Bouillies (Vendée), entré comme agent technique chez Chausson (automobile) en 1935, Jacques Féron a été le président-directeur général de 1969 et prend sa retraite en 1972. Il a été conseiller municipal de Paris en 1947, il a été élu conseiller régional de la région Île-de-France en 1956 et a été réélu en 1988 comme député de la Seine. Après une interruption de seize ans, il revient au Palais-Bourbon en 1978 jusqu'en 1981.

M. Féron devient conseiller de Paris et maire du dix-neuvième arrondissement en 1983 (réélu en 1989) et revient à l'Assemblée nationale en 1986 avant d'être battu en 1988.

Gratien Ferrari
UDF-PR
(Savoie, 1)
Né le 27 mars 1933 à Aix-les-Bains (Savoie), enseignant, ancien député de 1968 à 1983, Gratien Ferrari est maire d'Aix-les-Bains depuis 1984 et conseiller général depuis mars 1992.

Alain Ferry
div. g.
(Bas-Rhin, 6)
Né le 3 février 1922 à Baden-Baden (Allemagne), chef d'entreprise, Alain Ferry est maire de Wisches-Herbach depuis 1989 et conseiller général depuis 1992.

Nicolas Forissier
UDF
(Indre, 1)
Né le 17 février 1961 à Paris, chef d'entreprise, Nicolas Forissier est conseiller municipal de La Châtre depuis 1989.

Jean-Michel Fourgon
RPR
(Vendée, 1)
Né le 30 septembre 1933 à Montreuil (Seine-Saint-Denis), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un doctorat en psychologie, Jean-Michel Fourgon a été en 1983 une société de conseil en gestion des emplois. Conseiller technique de Jacques Chirac de 1982 à 1985, puis du RPR, sur les problèmes d'emploi, il est président de commission au Club 89, proche du RPR.

Gaston Franco
RPR
(Alpes-Maritimes, 5)
Né le 4 février 1944 à Roquebillière (Alpes-Maritimes), diplômé en sciences politiques, Gaston Franco est directeur de l'office de tourisme de Nice. Conseiller général depuis 1983, maire de Saint-Martin-de-Vésubie depuis 1989, il est vice-président du conseil général depuis 1991.

Marc Frayssé
RPR
(Rhône, 6)
Né le 22 janvier 1949 à Lyon, Marc Frayssé est architecte d'interior. Conseiller régional depuis 1986, il est membre du conseil national du RPR.

Bernard de Froment
RPR
(Creuse, 1)
Né le 5 mai 1932 à Rabat (Maroc), ancien élève de l'ENA et conseiller technique au cabinet de Charles de Gaulle (1966-1967), Bernard de Froment est maître des requêtes au Conseil d'Etat. Enseignant à l'université Paris-V, il a été maître de conférences au Centre d'études de la Sécurité sociale de Saint-Etienne. Deuxième adjoint au maire de Bénévent-l'Abbaye aux municipales de 1983, il a été conseiller régional du Limousin en 1986 et conseiller municipal de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) en 1989.

Eliane Garnier
RPR
(Loire-Atlantique, 9)
Né le 12 mars 1933 à Neuil-sur-Seine, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Eliane Garnier est chef d'entreprise. Conseiller municipal de Saint-Nazaire depuis 1983, il est conseiller régional depuis 1986.

Michel Garrigues
UDF
(Dordogne, 2)
Né le 4 avril 1948 à Talence (Gironde), administrateur des services à l'Assemblée nationale, Michel Garrigues est conseiller général de Bergerac depuis 1981 et conseiller régional depuis 1986.

Pierre Gaudier
RPR
(Savoie, 2)
Né le 5 avril 1933 à Mans (Sarthe), docteur en histoire, ancien directeur du Centre de recherches historiques de la région de la Haute-Savoie, Pierre Gaudier est maire de Marolles-les-Bains depuis 1971, conseiller général depuis 1973 et conseiller régional depuis 1978. Il a été député de la Savoie de 1978 à 1986.

Jean Gaudier
RPR
(Doubs, 4)
Né le 26 septembre 1939 à Mélecy (Haute-Saône), conseiller général depuis 1984, maire d'Évaux depuis 1989, Jean Gaudier est président de la fédération départementale du RPR. Chargé d'études aux Automobiles Peugeot de Sochaux, il a été délégué syndical CGC de 1981 à 1985.

Aloys Geoffroy
UDF-PR
(Marne-et-la-Meuse, 5)
Né le 10 avril 1944 à Sarrebourg (Moselle), Aloys Geoffroy est chirurgien-dentiste. Titulaire de l'Ordre des Médecins, il est toujours conseiller municipal. Conseiller général sans interruption depuis 1983, il est vice-président de l'assemblée départementale depuis 1988.

André Gérin
PC
(Rhône, 14)
Né le 19 janvier 1946 à Vienne (Isère), André Gérin est dessinateur industriel. Conseiller municipal depuis 1977, il est maire de Vénissieux et conseiller général depuis 1985. Il est membre du comité central du PC.

Alain Gest
UDF-PR
(Somme, 6)
Né le 27 décembre 1950 à Amiens (Somme), titulaire d'une maîtrise de droit privé, Alain Gest est professeur de droit et d'économie dans un lycée. Conseiller général depuis 1983 et conseiller régional de Picardie depuis 1986.

1986, il est vice-président de la fédération de la Somme du PR et conseiller national de ce parti.

Jean-Marie Gevaux
RPR
(Sarthe, 3)
Né le 8 mai 1946 à Mans (Sarthe), Jean-Marie Gevaux est technicien d'assurances aux Mutuelles du Mans depuis 1963. Il a obtenu sa capacité en droit à l'université du Mans en 1960. Membre du RPR depuis 1977, il est conseiller général depuis 1982, conseiller municipal d'opposition au Mans depuis 1983 et conseiller régional depuis 1986.

Charles Ghebrant
(Pas-de-Calais, 2)
Né le 13 septembre 1924 à Arras, mineur, Charles Ghebrant est maire de Saint-Nicolas-Arras depuis 1973. Membre du comité économique et social régional, il préside la chambre de commerce et d'industrie d'Arras.

Michel Ghyzel
RPR
(Nord, 2)
Né le 26 décembre 1926 à Wattrelos (Nord), médecin généraliste, membre du RPR depuis 1977, Michel Ghyzel, premier adjoint au maire de Roubaix de 1983 à 1989, est délégué de cette ville à la Communauté urbaine de Lille. Conseiller général du canton de Roubaix-Centre depuis 1985, il a été élu à l'Assemblée nationale de 1986 à 1988.

Claude Girard
RPR
(Doubs, 1)
Né le 5 août 1932 à Esnagny (Doubs), conseiller général depuis 1982 et conseiller régional depuis 1992, Claude Girard est ingénieur des travaux agricoles, diplômé de l'École de zootechnique de Rambouillet.

Jean Glavary
PS
(Haute-Pyrénées, 3)
Né le 14 mai 1949 à Scauzaux (Haute-Pyrénées), ancien élève de l'ENA, conseiller de François Mitterrand à l'Elysée de 1981 à 1988, maire de Maubourguet depuis 1985, conseiller régional depuis 1992, conseiller général depuis 1992, M. Jean Glavary est secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique depuis avril 1992.

Michel Godard
UDF-PR
(Morbihan, 5)
Né le 8 novembre 1933 à Torign-sur-Vire (Morbihan), ingénieur électronique, Michel Godard est maire de Floerve (Morbihan) depuis 1983. Elu conseiller général en 1985, il a été réélu en 1992.

Jean Godard
RPR
(Pyrénées-Atlantiques, 1)
Né le 11 décembre 1939 à Bordes (Gironde), cadre d'entreprise, Jean Godard est conseiller municipal de Pau depuis 1983 et conseiller général depuis 1985. Il a été député des Pyrénées-Atlantiques de 1986 à 1988.

Christiane Goumelen
UDF-PR
(Val d'Oise, 2)
Né le 1er août 1940 à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), en disponibilité de l'Etat, Christiane Goumelen est maire d'Osny depuis 1982 et vice-présidente de l'Assemblée départementale. Elle a été présidente du Syndicat communiste d'agglomération de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise de 1976 à 1989.

Marie-Fanny Goussery
RPR
(Nord, 19)
Né le 6 mars 1926 à Hazebrouck (Nord), Marie-Fanny Goussery, membre du RPR, est maire de Calistre depuis 1971 et conseiller général depuis 1971. Elle a été élue en janvier 1990 pour y remplacer Pierre Gaudier, qui a été élu conseiller général de la région, elle a été investie par son parti pour les élections sénatoriales de septembre dernier.

Michel Grandpierre
PC
(Seine-Maritime, 3)
Né le 15 mai 1933 à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), retraité de la SNCF, Michel Grandpierre est conseiller municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray depuis 1965, maire depuis 1973, conseiller général depuis 1982.

Jean Gravier
UDF
(Allier, 2)
Né le 21 mars 1933 à Villebret (Allier), employé de banque, Jean Gravier est maire de Villebret depuis 1977, conseiller général depuis 1982 et vice-président de l'assemblée départementale depuis 1986.

Madame Gresset
(Somme, 1)
Né le 3 septembre 1940 à Canchy (Somme), navier métallurgiste, Madame Gresset adhère au Parti communiste en 1956. Membre du comité central du PC en 1972, du bureau politique en 1976, du secrétariat du comité central en 1979, il est responsable de l'organisation du parti depuis 1992. Conseiller général de la Somme de 1970 à 1978, il a été député de 1978 à 1981 et de 1986 à 1988. Il est député européen depuis 1989, après l'avoir été de 1979 à 1986.

François Grosdidier
RPR
(Moselle, 1)
Né le 25 février 1961 à Metz (Moselle), fonctionnaire territorial, François Grosdidier est conseiller municipal de Metz depuis 1983, conseiller régional depuis 1992 et vice-président de cette assemblée.

Louis Guédon
RPR
(Vendée, 3)
Né le 28 novembre 1935 aux Sablès-d'Olonne (Vendée), docteur en pharmacie, directeur de laboratoire d'analyses médicales, Louis Guédon est maire des Sablès-d'Olonne depuis 1980.

Evelyn Guilhem
RPR
(Haute-Vienne, 2)
Née le 21 janvier 1953 à Paris, Evelyn Guilhem fait ses études supérieures à Paris, elle obtient une maîtrise d'histoire-géographie à la Sorbonne. Exploitante agricole à Bus-sière-Galais (Haute-Vienne), elle est maire déléguée de Saint-Nicolas-Courbey depuis 1989 et conseillère régionale depuis 1992.

H
Michel Hagib
RPR
(Haut-Rhin, 7)
Né le 16 février 1947 à Mulhouse (Haut-Rhin), agriculteur, Michel Hagib est conseiller municipal d'Ensisheim depuis 1989, conseiller général depuis 1992 et président de la chambre d'agriculture.

Gérard Hamel
RPR
(Eure-et-Loir, 2)
Né le 20 février 1945 à Sourdon (Eure-et-Loir), chef d'entreprise, Gérard Hamel est premier vice-président de la chambre de commerce et d'industrie d'Eure-et-Loir.

Michel Hansmann
RPR
(Sarre, 9)
Né le 7 mars 1949 à Constantine (Algérie), médecin, il est maire de Voreppe depuis 1976 et conseiller général depuis 1985. M. Hansmann a été député de 1986 à 1988.

Joli Hart
RPR
(Somme, 4)
Né le 13 juillet 1945 à Villers-Campart (Somme), professeur, puis principal de collège, Joli Hart a été conseiller général de 1981 à 1988, conseiller régional de 1976 à 1987, conseiller général depuis 1982 et maire d'Arguel (Somme) depuis 1971, il a été député de la Somme de 1986 à 1988.

Pierre Hérald
UDF-CDS
(Loire-Atlantique, 9)
Né le 23 août 1936 à Sainte-Marie-sur-Mer (Loire-Atlantique), ingénieur agronome, Pierre Hérald est chef d'entreprise. Il est conseiller municipal de Pornic depuis 1977.

Patrick Hoguet
UDF-PR
(Eure-et-Loir, 2)
Né le 23 mai 1940 à Muntirail (Sarthe), ancien élève d'HEC, fonctionnaire européen, Patrick Hoguet est conseiller municipal de Nogent-le-Roi depuis 1985 et conseiller régional depuis 1992.

Françoise Hostalter
UDF-PR
(Nord, 11)
Née le 19 août 1953 à Beuvrais (Oise), professeure de mathématiques, Françoise Hostalter, proche des clubs Perspectives et Réalités et aujourd'hui adhérente du Parti républicain, est conseillère municipale (dans la minorité) d'Amiens.

Philippe Houllin
(Val d'Oise, 1)
Né le 15 décembre 1951 à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), avocat au barreau de Pontoise, Philippe Houllin a été bâtonnier de l'ordre des avocats de 1980 et a été élu conseiller général de la Seine-Saint-Denis de 1986 à 1988.

Robert Huguenard
RPR
(Haute-Garonne, 2)
Né le 20 décembre 1943 à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), ancien agent dans l'armée de l'air, Robert Huguenard est agent d'assurances. Adjoint au maire de Toulouse depuis 1983 et conseiller général depuis 1992, il a été conseiller général de la région Midi-Pyrénées de 1986 à 1992. Il est membre du comité central du RPR, auquel il a adhéré en 1976.

André Imbert
UDF-PR
(Ardèche, 1)
Né le 15 mai 1926 à Privas (Ardèche), agent général d'assurances à la retraite, André Imbert est maire de Privas depuis 1979, conseiller général depuis 1985 et conseiller régional depuis 1989. Il est vice-président de l'assemblée départementale et de l'Assemblée régionale.

J
Yvon Jacob
RPR
(Ille-et-Vilaine, 2)
Né le 12 juin 1942 à Neully-sur-Seine (Haute-Seine), titulaire d'un DES de sciences économiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Yvon Jacob est président du directeur du groupe Legris-Industries. Il est conseiller municipal de Rennes depuis 1989 et conseiller régional de Bretagne depuis 1992.

Janine Jambu
PC
(Hauts-de-Seine, 11)
Née le 18 novembre 1942 à Berres-l'Étang (Bouches-du-Rhône), titulaire d'un CAP de secrétaire, employée de bureau, Janine Jambu est conseillère générale des Hauts-de-Seine depuis 1983. Adjointe au maire de Bagneux de 1983 à 1985, elle est maire de Bagneux depuis 1985.

Serge Jassquin
PS
(Pas-de-Calais, 10)
Né le 5 août 1943 à Bruay-en-Artois, enseignant, Serge Jassquin est conseiller régional depuis 1986. Maire de La Bassière en 1983, il a succédé, en 1987, à Marcel Wachaux (PS), après la fusion des deux communes, comme maire de Bruay-La Bussière.

Gérard Jeffray
UDF
(Seine-et-Marne, 8)
Né le 20 janvier 1943 à Paris, Gérard Jeffray est ingénieur en informatique. Maire de Torcy depuis 1989 et conseiller régional depuis 1992, il préside la fédération du PR de Seine-et-Marne.

Antoine Joly
RPR
(Sarthe, 3)
Né le 16 juillet 1935 au Mans (Sarthe), ancien élève de l'ENA, secrétaire général de la mairie de Candes d'août 1985 à février 1989, Antoine Joly a été conseiller municipal du Mans de 1983 à 1989. Directeur de cabinet du secrétaire général de la ville de Paris, il devient en 1991 directeur général d'un organisme de diffusion des techniques de gestion municipale dépendant de la mairie de Paris. Il est secrétaire national du RPR.

Jean Juvenais
RPR
(Polynésie française, 1)
Né le 9 mars 1928 à Papeete (Polynésie française), sous-directeur d'école, Jean Juvenais est maire de Papeete depuis 1977 et président de l'Assemblée territoriale depuis 1992. Il a été député de la Polynésie française de 1978 à 1986.

K
Joseph Klifa
UDF
(Haut-Rhin, 5)
Né le 26 juillet 1931 à Mascara (Algérie), licencié en droit, Joseph Klifa est délégué régional à l'ENEA, secrétaire des fonctionnaires. Maire de Mulhouse de 1981 à 1983, conseiller régional de 1973 à 1986, il a été député de 1986 à 1988. Membre fondateur du PSD, puis du MDSF, Joseph Klifa est membre du comité national du PSD et de l'UDF.

L
Patrick Labonne
RPR
(Ordrne, 1)
Né le 13 juin 1951 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, professeur de sciences politiques à Grenoble, M. Patrick Labonne est conseiller général depuis 1985 et conseiller régional depuis 1986.

Henri Labonne
UDF-PR
(Landes, 2)
Né le 26 mai 1932 à Dax (Landes), médecin thermal, Henri Labonne est conseiller municipal de Dax depuis 1965, conseiller général depuis 1989 et conseiller régional depuis 1986.

Jean-Claude Lannet
RPR
(Aisne, 1)
Né le 25 décembre 1942 à Monceau-Waast (Aisne), enseignant, Jean-Claude Lannet est maire d'Esclapart depuis 1982. Il a été député de l'Aisne de 1986 à 1988.

Raymond Lamontagne
RPR
(Val d'Oise, 7)
Né le 5 juin 1923 à Paris, ancien directeur administratif d'un centre de géologie, Raymond Lamontagne est maire de Sarcelles (Val d'Oise) depuis 1983, conseiller général depuis 1976 et premier vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1988. Il a été conseiller régional de 1976 à 1977.

Pierre Lang
UDF-PR
(Moselle, 6)
Né le 13 juin 1947 à Creutzwald (Moselle), pharmacien et directeur d'un laboratoire d'analyses médicales, Pierre Lang est conseiller municipal de Freyming-Merbach depuis 1983.

Philippe Langenieux-Villard
RPR
(Eure, 5)
Né le 20 mai 1953 à Allerval (Eure), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, conseiller de communication, Philippe Langenieux-Villard est maire d'Allerval depuis 1989, conseiller régional depuis 1986 et vice-président de cette assemblée depuis 1989.

Harry Lapp
UDF
(Bas-Rhin, 1)
Né le 27 juillet 1947 à Strasbourg (Bas-Rhin), avocat, chef d'entreprise, Harry Lapp est conseiller municipal de Strasbourg depuis 1989 et président de la commission des Finances de la Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin.

Gérard Larat
UDF-PR
(Aude, 1)
Né le 13 novembre 1941 à Mauguio (Hérault), avocat, Gérard Larat a été conseiller municipal, adjoint au maire de Carcassonne de 1983 à 1989. Il a été député de 1986 à 1988, après le décès de Jean-Pierre Cassab (RPR), dont il était le suppléant.

Louis Langa
RPR
(Landes, 1)
Né le 16 février 1940 à Mornas (Pyrénées-Atlantiques), agriculteur, Louis Langa a été président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNAJA) et député des Landes de 1986 à 1988. Député européen depuis 1988.

1989, il est également conseiller municipal de Mont-de-Marsan depuis 1989.

Marc Le Fur
RPR
(Côte-d'Armor, 2)
Né le 28 novembre 1946 à Plévin (Côte-d'Armor), Marc Le Fur est sous-préfet et directeur des services du conseil général des Deux-Sèvres.

Jacques La Nuy
div. d.
(Morbihan, 6)
Né le 19 novembre 1949 à Plouay (Morbihan), chef d'entreprise, Jacques La Nuy est maire de Plouay depuis 1989 et conseiller général depuis 1988.

Pierre Lellouche
RPR
(Val d'Oise, 8)
Né le 4 mai 1952 à Tunis (Tunisie), titulaire d'un DESS de droit public et d'un Master de droit de Harvard, spécialiste des relations internationales, Pierre Lellouche est conseiller diplomatique de M. Chirac depuis 1989.

Jean-Claude Lemoine
RPR
(Manche, 1)
Né le 28 avril 1931 à Tressy-sur-Vire (Manche), médecin retraité, Jean-Claude Lemoine est conseiller municipal de Tressy-sur-Vire depuis 1965, adjoint au maire depuis 1983, conseiller général depuis 1976 et conseiller régional depuis 1986.

Jean-Claude Lenoir
UDF-PR
(Orne, 2)
Né le 27 décembre 1944 à Mortagne-au-Perche (Orne), chargé de mission à la direction générale d'EDF depuis 1988, Jean-Claude Lenoir est maire de Mortagne-au-Perche depuis 1989, conseiller général depuis 1981 et conseiller régional depuis 1986.

Serge Lepellier
RPR
(Cher, 3)
Né le 12 octobre 1953 à Le Veudre (Cher), ancien élève d'HEC, cadre d'entreprise, Serge Lepellier est conseiller municipal de Bourges depuis 1989 et conseiller régional depuis 1992.

Bernard Leroy
UDF
(Eure, 4)
Né le 24 février 1951 à Coudes-les-Éboulis (Seine-Maritime), chef d'entreprise, Bernard Leroy est conseiller municipal, premier adjoint au maire du Vaudouville depuis 1977, conseiller général de 1982 et conseiller régional depuis 1986.

Edouard Lereau
RPR
(Seine-Maritime, 1)
Né le 25 septembre 1933 à Dieppe (Seine-Maritime), ingénieur, armateur, conseiller municipal de Dieppe depuis 1983, conseiller général depuis 1989, conseiller régional depuis 1992.

François Loos
UDF-PR
(Bos-Norm, 8)
Né le 24 décembre 1953, ancien élève de l'École Polytechnique, directeur de société, François Loos est conseiller régional depuis 1992.

Arnaud Lux
RPR
(Moselle, 2)
Né le 30 juillet 1935 à Rombas (Moselle), ingénieur, licencié en sciences économiques, nommé préfet, directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice en 1986, préfet délégué pour la police à Marseille en 1987, préfet hors cadre depuis 1988, Arnaud Lux est conseiller général depuis le 31 mai 1992.

M
Alain Madaille
UDF
(Aube, 2)
Né le 25 février 1937 à Saint-Nazaire-de-Ladarez (Hérault), proviseur de lycée, Alain Madaille est premier adjoint au maire de Narbonne depuis 1971 et conseiller régional depuis 1992. Il a été conseiller général de 1982 à 1992.

Daniel Mandon
UDF-CDS
(Loire, 4)
Né le 3 juin 1939 à Saint-Etienne (Loire), titulaire d'un doctorat en sociologie, Daniel Mandon est professeur général depuis 1979 et maire de Saint-Germain-Majoube depuis 1983. Il est vice-président du conseil général de la Loire.

Thierry Mariani
RPR
(Vaucluse, 4)
Né le 8 août 1952 à Orange (Vaucluse), diplômé de l'Institut d'études des relations internationales de Paris, Thierry Mariani est conseiller général depuis 1988, maire de Vaucluse depuis 1989 et conseiller régional depuis 1992.

Hervé Marini
UDF
(Ordrne, 3)
Né le 5 novembre 1958 à Alger (Algérie), polytechnicien, ingénieur, M. Hervé Marini est conseiller régional depuis 1986 et conseiller municipal de Valence depuis 1989.

Le Monde
LES ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES-MARS 93
Brochure à paraître
le 8 avril 1993-144 pages

LES NOUVEAUX ÉLUS

20

ÉTI

L
f
n
m
v
l
m
o
p
2
a
l
e
sl
i
n
q
u
e
s
E
t
e
s
p
a
r
e
d
e
m
i
u
n
c
e
p
b
l
m
r
u
d
i
r
p

Alain Marsaud
RPR
(Haute-Saône, 1^{re})
Né le 8 mars 1959 à Linoges (Haute-Vienne), magistrat, Alain Marsaud a été substitut du procureur de la République à Pontoise (Val-d'Oise) de 1976 à 1980, puis à Paris jusqu'en 1984. Nommé juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris en décembre 1984, il est chargé notamment des dossiers relatifs au terrorisme. Substitut du procureur de la République de Paris, il est chargé de la section antiterroriste de 1986 à 1988. Proche de M. Charles Pasqua (RPR), ancien ministre de l'Intérieur, M. Marsaud a été nommé, de juin 1989 à octobre 1992, chargé de mission au cabinet du président du Sénat, M. Alain Poirer.

Jean Marsaudon
RPR
(Essonne, 7^e)
Né le 3 mai 1946 à Paris, ingénieur, Jean Marsaudon est maire de Savigny-sur-Orge et conseiller général depuis 1983.

Philippe Martin
div. d.
(Marne, 6^e)
Né le 28 avril 1949 à Comté (Marne), viticulteur, Philippe Martin siège au conseil d'administration du Syndicat général des vigneron. Il est maire de Comté depuis 1989.

Patrice Martin-Lalande
RPR
(Loire-et-Cher, 2^e)
Né le 2 décembre 1947 à Grenoble (Isère), ancien membre de cabinets ministériels, chargé de mission au ministère de l'Éducation nationale, Patrice Martin-Lalande est maire de La Motte-Beuvron (Loire-et-Cher) depuis 1982, conseiller général et conseiller régional depuis 1986.

Henriette Martinez
RPR
(Hautes-Alpes, 1^{re})
Née le 10 juillet 1949 à Laragne-Montélimar (Hautes-Alpes), Henriette Martinez est professeur d'histoire. Adhérente au RPR en 1984, conseiller municipal depuis 1989, elle devient maire de Laragne-Montélimar et conseiller général en 1992. Elle est conseillère régionale depuis 1992.

Philippe Mazhot
UDF-PR
(Ardennes, 2^e)
Né le 20 novembre 1952 à Charleville-Mézières (Ardennes), diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris, M. Philippe Mazhot est PDG.

Paul Mercet
PC
(Val-de-Marne, 9^e)
Né le 17 novembre 1932 à Marseille (Bouches-du-Rhône), maçon, Paul Mercet est maire de Vitry-sur-Seine depuis 1977. Ancien membre du secrétariat fédéral du PCF du Val-de-Marne de 1973 à 1977, il a été député de 1982 à 1988.

Denis Merville
RPR
(Seine-Maritime, 6^e)
Né le 16 mars 1947 à Saint-Laurent-de-Brevédent (Seine-Maritime), licencié en sciences économiques, diplômé de l'École nationale des impôts, chargé de mission de l'Association des maires de France, Denis Merville est maire de Salineville-sur-Seine depuis 1977, conseiller général depuis 1982, conseiller régional depuis 1985.

Gilbert Meyer
RPR
(Haut-Rhin, 1^{re})
Né le 26 décembre 1941 à Dessenheim (Haut-Rhin), secrétaire général de l'Association des maires du Haut-Rhin, Gilbert Meyer est conseiller général depuis 1982 et conseiller régional depuis 1986.

Odile Moirio
RPR
(Essonne, 6^e)
Née le 12 décembre 1943 à Paris, titulaire d'un BTS de biologie, animatrice de vente, Odile Moirio est conseillère municipale de Massy depuis 1989 et conseillère générale depuis 1992.

Aymeric de Montesquieu
UDF
(Gers, 2^e)
Né le 7 juillet 1942 à Marsan, agriculteur, M. Aymeric de Montesquieu est maire de sa ville natale depuis 1976 et conseiller général depuis 1982. Député entre 1986 et 1988, il est devenu député européen en 1989. M. de Montesquieu est secrétaire général du Parti radical.

Georges Mothron
RPR
(Val-d'Oise, 2^e)
Né le 3 avril 1948 à Argenteuil (Seine-Saint-Denis), cadre d'entreprise, Georges Mothron est membre du RPR depuis 1976.

Alfred Müller
div. d.
(Bas-Rhin, 3^e)
Né le 23 décembre 1940 à Strasbourg (Bas-Rhin), instituteur spécialisé, Alfred Müller est maire de Schiltigheim depuis 1977, conseiller général depuis 1979, premier vice-président de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) depuis 1989.

Bernard Murat
RPR
(Corrèze, 2^e)
Né le 19 février 1946 à Brive (Corrèze), directeur général de société, Bernard Murat est conseiller général depuis 1992.

Renaud Muselier
RPR
(Bouches-du-Rhône, 5^e)
Né le 6 mai 1959 à Marseille, docteur en médecine, directeur d'une clinique marseillaise, Renaud Muselier a commencé à militer au sein du mouvement gaulliste en 1985. Membre du conseil national depuis 1987 et secrétaire départemental du RPR des

Bouches-du-Rhône depuis 1991, il a été élu conseiller général en mars 1992 (après l'annulation du scrutin par le tribunal administratif, il s'est pourvu devant le conseil d'État, qui n'a pas encore statué).

Jacques Myard
RPR
(Vendée, 5^e)
Né le 14 août 1947 à Lyon (Rhône), conseiller des affaires étrangères, Jacques Myard est maire de Maisons-Laffitte depuis 1989 et conseiller général depuis 1988.

Catherine Nicolas
RPR
(Eure, 2^e)
Née le 20 janvier 1954 à Cherbourg (Manche), Catherine Nicolas est conseillère municipale d'Evreux depuis 1989 et conseillère générale depuis 1992.

Yves Nicolais
UDF-PR
(Loire, 5^e)
Né le 5 mars 1963 au Coteau (Loire), titulaire d'une maîtrise de gestion et d'un DEA de droit européen, Yves Nicolais est chargé de mission auprès de Gérard Longuet au Parti républicain. Il est conseiller municipal de Rorges depuis 1989 et conseiller général depuis 1992.

Hervé Novelli
UDF-PR
(Indre-et-Loire, 4^e)
Né le 6 mars 1949 à Paris, conseiller financier, Hervé Novelli a été chef de cabinet de M. Alain Madelin (UDF), ministre de l'Industrie de 1986 à 1988. Conseiller municipal de Richelieu (Indre-et-Loire) depuis 1989, il est secrétaire général du Parti républicain depuis 1992.

Pierre Pascalon
RPR
(Puy-de-Dôme, 4^e)
Né le 12 novembre 1941 à Gap (Hautes-Alpes), professeur agrégé à la faculté de sciences économiques et sociales de Clermont-Ferrand, Pierre Pascalon a été élu député du Puy-de-Dôme de 1986 à 1988. Maire d'Issoire depuis 1989, il est conseiller général et conseiller régional depuis 1992.

Jacques Pélissard
RPR
(Jura, 1^{re})
Né le 20 mars 1946 à Lyon, docteur en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, avocat, Jacques Pélissard est maire de Lons-le-Saunier depuis 1989 et président de la fédération départementale du RPR.

Daniel Penec
RPR
(Côte-d'Armor, 4^e)
Né le 17 janvier 1956 à Ploë (Côte-d'Armor), professeur, Daniel Penec est adjoint au maire de Guingamp depuis 1989 et conseiller régional depuis 1992.

Jean-Jacques de Peretti
RPR
(Dordogne, 4^e)
Né le 21 septembre 1946 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), journaliste, ancien chef de cabinet de Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du travail de 1976 à 1978, puis député UDF de la 2^e circonscription de Paris de 1978 à 1981. Adjoint au maire de Paris depuis 1983, il est vice-président du PSD.

André-Maurice Pihoué
RPR
(La Réunion, 1^{re})
Né le 11 mars 1933 au Port (La Réunion), médecin, chef du service de radiologie du centre hospitalier de Saint-Pierre, André-Maurice Pihoué est conseiller municipal de Saint-Pierre depuis 1977, conseiller général depuis 1984 et conseiller régional depuis 1988.

François-Xavier Platot
UDF-PR
(Gironde, 5^e)
Né le 15 mars 1954 à Bordeaux, ingénieur, Xavier Platot a été conseiller municipal d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) de 1983 à 1989. Conseiller général de la Gironde depuis 1989, il est maire de Souillac-sur-Mer depuis 1990 et conseiller régional depuis 1992. M. Platot est également président du syndicat départemental d'énergie électrique de la Gironde puis 1990.

Jean-Pierre Pont
UDF-CDS
(Pas-de-Calais, 5^e)
Né le 9 mai 1950 au Portel (Pas-de-Calais), médecin, Jean-Pierre Pont est maire de Neufchâtel-Mardot depuis 1983.

Marcel Porcher
RPR
(Val-d'Oise, 9^e)
Né le 4 août 1947 à Pau (Pyrénées-Atlantiques), avocat au barreau de Pontoise, Marcel Porcher est conseiller municipal, adjoint au maire de Conness (Val-d'Oise) depuis 1991.

Alain Poyart
RPR
(Nord, 24^e)
Né le 18 novembre 1947 à Hamont (Nord), fonctionnaire territorial, Alain Poyart est secrétaire général de la mairie de Sains-Nord. Membre du RPR, élu conseiller général dans le canton d'Avesnes-Nord en mars 1985, réélu en mars 1992, il avait tenté de prendre la succession d'Arthur Mouton à la mairie d'Avesnes-sur-Helpe en mars 1989, mais il avait échoué face à une liste concurrente de droite.

Claude Pringelle
RPR
(Nord, 18^e)
Né le 2 juillet 1931 à Tournai (Belgique), horticulteur, Claude Pringelle, membre du RPR, élu conseiller municipal de Sains-Nord-Frenville en 1965, est maire de cette ville depuis 1977. Conseiller général (canton de Cambrai-Est) depuis 1973, il a été élu à l'Assemblée nationale comme suppléant de Jacques Legendre, entré au gouvernement, de mars 1977 à juin 1981. Il a été conseiller régional de 1986 à 1992.

Pierre Quillet
RPR
(Seine-et-Marne, 6^e)
Né le 8 octobre 1930 à Amiens (Somme), médecin depuis 1960, Pierre Quillet a créé et animé depuis 1974 le service médical d'urgence et de réanimation de Meaux. Adjoint au maire de Meaux de 1971 à 1977, conseiller municipal depuis 1977, il est conseiller général depuis 1985.

Charles Revet
UDF-PR
(Seine-Maritime, 2^e)
Né le 9 septembre 1937 à Turretot (Seine-Maritime), agriculteur, ancien député de 1978 à 1981, Charles Revet est maire de Turretot depuis 1963, conseiller général depuis 1976, conseiller régional de 1983 à 1986 et député 1992.

Henri de Richemont
RPR
(Charente, 3^e)
Né le 6 décembre 1946 à Paris, avocat, Henri de Richemont est conseiller général depuis 1985.

Marie-Josée Roig
RPR
(Vaucluse, 1^{re})
Née le 12 mai 1938 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), professeur de lettres jusqu'en 1972, Marie-Josée Roig est conseillère municipale d'Avignon depuis 1983. Elle a été adjointe au maire de 1983 à 1989.

Jean Rosset
RPR
(Territoire-de-Belfort, 1^{re})
Né le 7 décembre 1945 à Belfort (Territoire-de-Belfort), professeur de

droit à l'université de Franche-Comté, Jean Rosset a été maire de Belfort (Territoire-de-Belfort) de 1971 à 1989. Conseiller régional de 1973 à 1976, réélu en 1992 et vice-président de cette assemblée, il est également conseiller général depuis 1985.

François Roussel
RPR
(Dordogne, 1^{re})
Né le 4 août 1947 à Gue-Castellon (Dordogne), vétérinaire, François Roussel est maire de Neuvic-sur-Faïe depuis 1983.

Monique Rousseau
RPR
(Doubs, 3^e)
Née le 10 mai 1937 à Montbéliard (Doubs), adjointe au maire de Montbéliard depuis 1989, conseillère générale et conseillère régionale depuis 1992, Monique Rousseau est secrétaire nationale du RPR chargée de l'emploi féminin. Elle est technicienne aux Automobiles Peugeot de Sochaux.

Yves Roussat
RPR
(Gers, 1^{re})
Né le 10 septembre 1931 à Capdenac (Aveyron), exploitant agricole, président de la chambre d'agriculture, Yves Roussat a été élu maire de Lupat en 1965. Il est vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées où il a été élu en 1988. Conseiller général depuis 1988, il devient président du conseil général en 1992, faisant ainsi basculer à droite un département tenu par la gauche depuis 1976.

Jean Rosta
UDF-PR
(Bouches-du-Rhône, 3^e)
Né le 13 décembre 1941 à Marseille, diplômé de l'École supérieure d'électrotechnique de cette ville, ancien artisan, actuellement chargé de mission à la Société des eaux de Marseille, Jean Rosta est l'un des plus fidèles lieutenants de Jean-Claude Gaudin. Secrétaire fédéral du PR des Bouches-du-Rhône depuis 1982, membre du bureau politique de ce parti depuis 1984, député départemental de l'UDF depuis 1992, il a été conseiller municipal de Marseille de 1983 à 1989. Conseiller général depuis 1982, il a été à l'Assemblée nationale de 1986 à 1988.

Marie-Josée Roig
RPR
(Vaucluse, 1^{re})
Née le 12 mai 1938 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), professeur de lettres jusqu'en 1972, Marie-Josée Roig est conseillère municipale d'Avignon depuis 1983. Elle a été adjointe au maire de 1983 à 1989.

Jean Rosset
RPR
(Territoire-de-Belfort, 1^{re})
Né le 7 décembre 1945 à Belfort (Territoire-de-Belfort), professeur de

droit à l'université de Franche-Comté, Jean Rosset a été maire de Belfort (Territoire-de-Belfort) de 1971 à 1989. Conseiller régional de 1973 à 1976, réélu en 1992 et vice-président de cette assemblée, il est également conseiller général depuis 1985.

François Roussel
RPR
(Dordogne, 1^{re})
Né le 4 août 1947 à Gue-Castellon (Dordogne), vétérinaire, François Roussel est maire de Neuvic-sur-Faïe depuis 1983.

Monique Rousseau
RPR
(Doubs, 3^e)
Née le 10 mai 1937 à Montbéliard (Doubs), adjointe au maire de Montbéliard depuis 1989, conseillère générale et conseillère régionale depuis 1992, Monique Rousseau est secrétaire nationale du RPR chargée de l'emploi féminin. Elle est technicienne aux Automobiles Peugeot de Sochaux.

Yves Roussat
RPR
(Gers, 1^{re})
Né le 10 septembre 1931 à Capdenac (Aveyron), exploitant agricole, président de la chambre d'agriculture, Yves Roussat a été élu maire de Lupat en 1965. Il est vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées où il a été élu en 1988. Conseiller général depuis 1988, il devient président du conseil général en 1992, faisant ainsi basculer à droite un département tenu par la gauche depuis 1976.

Jean Rosta
UDF-PR
(Bouches-du-Rhône, 3^e)
Né le 13 décembre 1941 à Marseille, diplômé de l'École supérieure d'électrotechnique de cette ville, ancien artisan, actuellement chargé de mission à la Société des eaux de Marseille, Jean Rosta est l'un des plus fidèles lieutenants de Jean-Claude Gaudin. Secrétaire fédéral du PR des Bouches-du-Rhône depuis 1982, membre du bureau politique de ce parti depuis 1984, député départemental de l'UDF depuis 1992, il a été conseiller municipal de Marseille de 1983 à 1989. Conseiller général depuis 1982, il a été à l'Assemblée nationale de 1986 à 1988.

Marie-Josée Roig
RPR
(Vaucluse, 1^{re})
Née le 12 mai 1938 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), professeur de lettres jusqu'en 1972, Marie-Josée Roig est conseillère municipale d'Avignon depuis 1983. Elle a été adjointe au maire de 1983 à 1989.

Jean Rosset
RPR
(Territoire-de-Belfort, 1^{re})
Né le 7 décembre 1945 à Belfort (Territoire-de-Belfort), professeur de

**SCIENCES
ET
AVENIR**

**FAUT-IL AVOIR
PEUR DE L'HEPATITE C ?**

De 500 000 à 2 000 000 de personnes déjà contaminées par un virus, cause à terme de cirrhoses et de cancers du foie. Il aura fallu dix ans de recherches pour identifier ce nouveau "fléau moderne".

Effrayant.

LE PROCES DU BIG BANG

Un chercheur américain met en cause la théorie la plus communément admise quant à l'origine de l'univers, en se basant sur les travaux du prix Nobel de Physique 1970, H. Alfvén.

Iconoclaste.

EN VENTE PARTOUT - 25 F

**On peut être très Turbot
et savourer lentement.**

Dégustation de truits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CAMPAGNE
La grande leçon de la vie.
L'histoire de la vie dans un écosystème.
Le cycle de la vie et de la mort.
Renseignements : (01) 43 74 44 73 - Fax : (01) 42 80 63 50

CHEZ HANZI
L'histoire de la vie dans un écosystème.
Le cycle de la vie et de la mort.
Renseignements : (01) 43 74 44 73 - Fax : (01) 42 80 63 50

droit à l'université de Franche-Comté, Jean Rosset a été maire de Belfort (Territoire-de-Belfort) de 1971 à 1989. Conseiller régional de 1973 à 1976, réélu en 1992 et vice-président de cette assemblée, il est également conseiller général depuis 1985.

François Roussel
RPR
(Dordogne, 1^{re})
Né le 4 août 1947 à Gue-Castellon (Dordogne), vétérinaire, François Roussel est maire de Neuvic-sur-Faïe depuis 1983.

Monique Rousseau
RPR
(Doubs, 3^e)
Née le 10 mai 1937 à Montbéliard (Doubs), adjointe au maire de Montbéliard depuis 1989, conseillère générale et conseillère régionale depuis 1992, Monique Rousseau est secrétaire nationale du RPR chargée de l'emploi féminin. Elle est technicienne aux Automobiles Peugeot de Sochaux.

Yves Roussat
RPR
(Gers, 1^{re})
Né le 10 septembre 1931 à Capdenac (Aveyron), exploitant agricole, président de la chambre d'agriculture, Yves Roussat a été élu maire de Lupat en 1965. Il est vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées où il a été élu en 1988. Conseiller général depuis 1988, il devient président du conseil général en 1992, faisant ainsi basculer à droite un département tenu par la gauche depuis 1976.

Jean Rosta
UDF-PR
(Bouches-du-Rhône, 3^e)
Né le 13 décembre 1941 à Marseille, diplômé de l'École supérieure d'électrotechnique de cette ville, ancien artisan, actuellement chargé de mission à la Société des eaux de Marseille, Jean Rosta est l'un des plus fidèles lieutenants de Jean-Claude Gaudin. Secrétaire fédéral du PR des Bouches-du-Rhône depuis 1982, membre du bureau politique de ce parti depuis 1984, député départemental de l'UDF depuis 1992, il a été conseiller municipal de Marseille de 1983 à 1989. Conseiller général depuis 1982, il a été à l'Assemblée nationale de 1986 à 1988.

Marie-Josée Roig
RPR
(Vaucluse, 1^{re})
Née le 12 mai 1938 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), professeur de lettres jusqu'en 1972, Marie-Josée Roig est conseillère municipale d'Avignon depuis 1983. Elle a été adjointe au maire de 1983 à 1989.

Jean Rosset
RPR
(Territoire-de-Belfort, 1^{re})
Né le 7 décembre 1945 à Belfort (Territoire-de-Belfort), professeur de

droit à l'université de Franche-Comté, Jean Rosset a été maire de Belfort (Territoire-de-Belfort) de 1971 à 1989. Conseiller régional de 1973 à 1976, réélu en 1992 et vice-président de cette assemblée, il est également conseiller général depuis 1985.

François Roussel
RPR
(Dordogne, 1^{re})
Né le 4 août 1947 à Gue-Castellon (Dordogne), vétérinaire, François Roussel est maire de Neuvic-sur-Faïe depuis 1983.

Monique Rousseau
RPR
(Doubs, 3^e)
Née le 10 mai 1937 à Montbéliard (Doubs), adjointe au maire de Montbéliard depuis 1989, conseillère générale et conseillère régionale depuis 1992, Monique Rousseau est secrétaire nationale du RPR chargée de l'emploi féminin. Elle est technicienne aux Automobiles Peugeot de Sochaux.

Yves Roussat
RPR
(Gers, 1^{re})
Né le 10 septembre 1931 à Capdenac (Aveyron), exploitant agricole, président de la chambre d'agriculture, Yves Roussat a été élu maire de Lupat en 1965. Il est vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées où il a été élu en 1988. Conseiller général depuis 1988, il devient président du conseil général en 1992, faisant ainsi basculer à droite un département tenu par la gauche depuis 1976.

Jean Rosta
UDF-PR
(Bouches-du-Rhône, 3^e)
Né le 13 décembre 1941 à Marseille, diplômé de l'École supérieure d'électrotechnique de cette ville, ancien artisan, actuellement chargé de mission à la Société des eaux de Marseille, Jean Rosta est l'un des plus fidèles lieutenants de Jean-Claude Gaudin. Secrétaire fédéral du PR des Bouches-du-Rhône depuis 1982, membre du bureau politique de ce parti depuis 1984, député départemental de l'UDF depuis 1992, il a été conseiller municipal de Marseille de 1983 à 1989. Conseiller général depuis 1982, il a été à l'Assemblée nationale de 1986 à 1988.

Marie-Josée Roig
RPR
(Vaucluse, 1^{re})
Née le 12 mai 1938 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), professeur de lettres jusqu'en 1972, Marie-Josée Roig est conseillère municipale d'Avignon depuis 1983. Elle a été adjointe au maire de 1983 à 1989.

Jean Rosset
RPR
(Territoire-de-Belfort, 1^{re})
Né le 7 décembre 1945 à Belfort (Territoire-de-Belfort), professeur de

droit à l'université de Franche-Comté, Jean Rosset a été maire de Belfort (Territoire-de-Belfort) de 1971 à 1989. Conseiller régional de 1973 à 1976, réélu en 1992 et vice-président de cette assemblée, il est également conseiller général depuis 1985.

François Roussel
RPR
(Dordogne, 1^{re})
Né le 4 août 1947 à Gue-Castellon (Dordogne), vétérinaire, François Roussel est maire de Neuvic-sur-Faïe depuis 1983.

Monique Rousseau
RPR
(Doubs, 3^e)
Née le 10 mai 1937 à Montbéliard (Doubs), adjointe au maire de Montbéliard depuis 1989, conseillère générale et conseillère régionale depuis 1992, Monique Rousseau est secrétaire nationale du RPR chargée de l'emploi féminin. Elle est technicienne aux Automobiles Peugeot de Sochaux.

Yves Roussat
RPR
(Gers, 1^{re})
Né le 10 septembre 1931 à Capdenac (Aveyron), exploitant agricole, président de la chambre d'agriculture, Yves Roussat a été élu maire de Lupat en 1965. Il est vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées où il a été élu en 1988. Conseiller général depuis 1988, il devient président du conseil général en 1992, faisant ainsi basculer à droite un département tenu par la gauche depuis 1976.

Jean Rosta
UDF-PR
(Bouches-du-Rhône, 3^e)
Né le 13 décembre 1941 à Marseille, diplômé de l'École supérieure d'électrotechnique de cette ville, ancien artisan, actuellement chargé de mission à la Société des eaux de Marseille, Jean Rosta est l'un des plus fidèles lieutenants de Jean-Claude Gaudin. Secrétaire fédéral du PR des Bouches-du-Rhône depuis 1982, membre du bureau politique de ce parti depuis 1984, député départemental de l'UDF depuis 1992, il a été conseiller municipal de Marseille de 1983 à 1989. Conseiller général depuis 1982, il a été à l'Assemblée nationale de 1986 à 1988.

Marie-Josée Roig
RPR
(Vaucluse, 1^{re})
Née le 12 mai 1938 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), professeur de lettres jusqu'en 1972, Marie-Josée Roig est conseillère municipale d'Avignon depuis 1983. Elle a été adjointe au maire de 1983 à 1989.

Alfred Tassy-Pailloles
RPR
(Seine-Maritime, 10^e)
Né le 15 juillet 1930 à Rouen (Seine-Maritime), ingénieur civil des Ponts et chaussées, PDG, Alfred Tassy-Pailloles est maire de Yerville depuis 1983, conseiller général depuis 1982 et conseiller régional depuis 1986.

Gérard Trémeau
UDF-PR
(Hautes-Pyrénées, 1^{re})
Né le 4 septembre 1944 à Séméac (Hautes-Pyrénées), conseiller général depuis 1985, député de 1986 à 1988, Gérard Trémeau est expert-comptable, président de la chambre de commerce et d'industrie depuis 1990.

André Triguano
UDF-rad.
(Ariège, 2^e)
Né le 13 septembre 1925 à Montreuil-sous-Bois (Seine-et-Oise), administrateur de sociétés, André Triguano est maire de Mazères depuis 1971. Conseiller général depuis 1982 et conseiller régional depuis 1986, il préside la Confédération pyrénéenne du tourisme depuis 1992.

Georges Troun
RPR
(Essonne, 9^e)
Né le 1^{er} août 1927 à Neuilly-sur-Seine (Haute-Seine), titulaire d'une maîtrise de droit, Georges Troun est administrateur contractuel de la Ville de Paris et chef de cabinet d'Edouard Balladur.

Jean Urbanik
div. d.
(Pas-de-Calais, 14^e)
Né le 15 février 1949 à Noyelles-Godard (Pas-de-Calais), enseignant, Jean Urbanik est maire de Noyelles-Godard depuis 1986. Il a été élu conseiller général en mars 1992.

Yves Van Haecke
RPR
(Yonne, 2^e)
Né le 14 avril 1944 à Riom (Puy-de-Dôme), inspecteur général de l'Agriculture, Yves Van Haecke est conseiller municipal d'Avallon depuis 1989 et conseiller général depuis 1992.

Christian Vanneste
RPR
(Nord, 10^e)
Né le 14 juillet 1947 à Tourcoing, professeur de philosophie, membre du RPR, Christian Vanneste est entré au conseil municipal de sa ville natale en mars 1983 et il a été réélu dans la minorité en mars 1989. Il est conseiller régional depuis mars 1986.

François Vasson
UDF
(Vosges, 2^e)
Né le 20 octobre 1923 à Epinal (Vosges), technicien d'opérations, François Vasson est conseiller général depuis 1992, président de la commission de l'économie et du tourisme.

Paul Vergès
RPR
(La Réunion, 2^e)
Né le 5 mars 1925 à Ouboune (Thaïlande), frère jumeau de l'avocat Jacques Vergès, fondateur du parti communiste réunionnais (PCR), Paul Vergès est conseiller général depuis 1983 et premier vice-président de cette assemblée depuis 1992. Il a été député de La Réunion de 1956 à 1958 et de 1986 à 1987 et député européen de

مكتبة النور

DÉBATS

Alternance

Non à l'économie mixte !

par Claude Bébear

La crise de l'Etat

par Yves Cannac et Michel Crozier

A partir d'expériences différenciées, nous voudrions porter l'analyse sur deux thèmes fondamentaux : d'abord l'Etat, qui est malade, et la responsabilité première des hommes politiques n'est pas tant de réformer la société (qui ne le sera pas attendu pour changer) que de bien faire fonctionner l'Etat. Et n'incriminer pas le manque de fonctionnaires. Le mal est à la tête : dans la classe politique, et dans une fraction de la haute fonction publique qui lui est trop étroitement liée. Il se nomme : indifférence aux réalités et méconnaissance de leur complexité sans cesse croissante, confiance exagérée dans ses propres talents, esprit de boutique, refus des responsabilités.

Il est indéniable que le gouvernement comprend cinquante ministères et secrétaires d'Etat, entourés de six cents membres de cabinet virillement armés. Il est absurde de changer les grands responsables administratifs de poste tous les trois ans. Il est indéfendable de conserver tant de pouvoir au centre, quand les vraies forces de changement sont sur le terrain. Il est aberrant de continuer à faire grossir un fatras de lois et de règlements inintelligibles et inapplicables. Il est choquant que l'Etat et ses administrations s'indiffèrent si peu à leur gestion financière, qu'ils ne cherchent toujours pas à disposer d'une information valable, ni sur leurs coûts ni sur leur patrimoine. La société a profondément changé mais pas l'Etat.

La douloureuse affaire de la transfusion sanguine est hors norme par les maux qu'elle a provoqués. Mais elle est en réalité banale dans son processus : confusion inextricable des responsabilités conduisant d'une part à des décisions désastreuses, d'autre part à une mise en cause trop tardive des décisions justes. Dans toutes sortes d'autres domaines, les mêmes causes se traduisent en services défectueux et surtout en gaspillages coûteux, dont les entreprises et finalement l'emploi font les frais.

Quelles sont les urgences ? En premier lieu, porter remède au centralisme, source d'impulsions faibles. Chez nous, l'Etat central accapare les trois quarts des ressources et des emplois publics ; ailleurs, il se contente du tiers. C'est cette voie qu'il faut suivre.

Deuxièmement, donner à la préparation des décisions publiques le soin qu'elle mérite. La confier à des équipes stables, non partisans et compétentes ; ou encore, s'agissant des « problèmes de société », les plus complexes, recourir comme cela se fait ailleurs à l'avis de personnalités indépendantes bien choisies, issues de la société civile. La commission Long sur le droit de la nationalité a montré combien cette approche est fructueuse. Parallèlement, s'astreindre à une réelle obligation d'évaluer, a priori et a posteriori, en plein jour et sans sophistication excessive, les résultats des décisions et des programmes publics.

Troisièmement, restaurer la responsabilité, et d'abord celle des fonctions de direction. Les pays les plus avancés sur ce plan engagent leurs responsables publics sur contrat spécifique mission et évaluation. Quelques exemples en France, dont celui du ministère de l'équipement, montrent qu'aucune barrière culturelle ou statutaire ne nous empêche de réussir aussi bien. Qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de sécurité, ou de bien d'autres domaines de la compétence publique, on ne mesure pas quels gains immenses d'efficacité pourraient être obtenus si le pouvoir politique était astreint à choisir publiquement des objectifs précis et à négocier avec des responsables les moyens nécessaires ! Quel progrès, si l'on pouvait en finir ainsi avec l'administration théorique et la politique-fiction...

Un réflexe de santé

Ces changements, qui doivent évidemment être conçus et conduits en relation étroite avec l'environnement international, et en particulier européen, requièrent un pilotage au grand jour et une animation permanente. Il est faux de penser que l'Etat puisse se réformer en vase clos dans un dialogue singulier et secret entre le gouvernement et les seuls hauts fonctionnaires proches de lui. Un programme pluriannuel public, éclairé, suivi, évalué de façon non tribunaire du pouvoir politique - comme cela a été fait avec succès dans d'autres pays - est indispensable à cet égard.

« Ne vous laissez pas tromper par le réflexe général de croire que manifestent les Français pour le politique. C'est un réflexe naturel, un réflexe de santé. Ce qui est choquant, c'est que la classe politique ne lui fasse aucun écho et que la réforme de l'Etat n'apparaisse dans les programmes que comme un vœu pieux, qu'on ajoute en fin de promesse électorale. »

La France va mieux qu'on ne le dit. Mais son système politique et administratif et son Etat vont beaucoup plus mal. L'urgence, cette fois, nous assaille. Elle n'est ni de droite ni de gauche, elle est non partisans.

Que la campagne ait escamoté le problème politique numéro un est révélateur moralement et risque de s'avérer désastreux politiquement. Les nouveaux gouvernements seront-ils capables d'un sursaut, auront-ils enfin le courage de s'attaquer à ce préalable qui conditionne tout le reste ?

Yves Cannac est président d'honneur de l'Institut de l'entreprise et Michel Crozier sociologue.

La France se distingue, parmi les pays industrialisés, par l'ampleur de son secteur productif public. Il n'y a pas en France une seule activité où l'Etat ne soit directement présent, veillant (plus ou moins) à la satisfaction du consommateur : agroalimentaire, énergie, biens intermédiaires, automobiles, électronique, transports, banques, assurances, communication, loyers, la liste des participations publiques laisse rêveur. Il n'y a, dans cette aggrégation, aucune logique si ce n'est celle des idées de l'histoire et des avarices de l'idéologie : au moment où s'ouvre à nouveau le débat essentiel sur l'avenir des entreprises publiques, il faut se garder de raisonnements trop sophistiqués et faire preuve de pragmatisme. Il devient alors clair qu'aujourd'hui le concept d'économie mixte, même dans son utilisation la plus intelligente, ne correspond plus ni aux besoins des entreprises ni à l'intérêt général.

En faveur de l'économie mixte, l'argument essentiel, encore récemment développé avec talent par Jean Peyrelevade, repose sur l'absence en France d'un capitalisme fort ; de ce fait, les entreprises privatisées seraient la proie facile de prédateurs étrangers ; pour les protéger, il faut que l'Etat reste présent, par exemple à 20 %, jouant le rôle de protecteur, mais, en même temps, s'interdisant de jouer directement son rôle d'actionnaire en intervenant en organisme chargé de gérer les participations de l'Etat, qui devient ainsi un *sleeping partner*.

Il est exact que le capitalisme français est amoindri. Les nationalisations massives de 1982 y sont pour quelque chose. Et l'absence de fonds de pension - qui, dans la plupart des autres pays, jouent le rôle d'investisseurs très puissants alimentant les entreprises en fonds propres sans

interférer lourdement dans leur gestion - qui aggrave la situation. La constitution de véritables « noyaux durs » d'entreprises privatisables passe donc dans un contexte économique de croissance nulle et d'argent cher, des problèmes beaucoup plus difficiles qu'en 1986-1987.

Il est donc exact que la privatisation de nos grandes entreprises nationales devra faire appel aux capitaux étrangers en leur laissant courir, si l'on n'y prend garde, le risque d'être absorbés par un grand concurrent européen, américain ou japonais. Il faudra donc, sans doute, protéger certaines de nos entreprises privatisées. Mais combien de temps ? Il est déraisonnable de laisser les temps dirigeants d'organiser des alliances certaines à but stratégique, d'autres purement financières, qui leur permettent de mettre en œuvre une stratégie à long terme sans courir le risque d'une OPA trop facile, tout en conservant l'équilibre qui constitue la pression du marché. Cinq ans paraissent un délai raisonnable. Au-delà, un management protégé risque de perdre de sa pugnacité, et par là même sa compétitivité.

« Ni-ni » et « sauf si »

Comment assurer cette protection ? La solution la plus simple est certainement la *golden share*, ou action spécifique. Ce n'est en apparence pas d'une grande portée doctrinale dans un contexte d'économie de marché, mais qu'importe ? C'est efficace et suffisant parce que temporaire. Si, au bout de cinq ans, l'entreprise n'a pas su organiser ses alliances, eh bien, elle sera sous risque ; c'est la raison à payer à l'inefficacité stratégique de ses dirigeants.

On peut aussi imaginer que l'Etat, pendant cette période de cinq ans,

reste présent comme force de dissuasion. Mais cette formule comporte bien des dangers : malgré les garde-fous que l'on peut mettre en place, y compris un organisme intermédiaire entre l'entreprise et l'Etat, celui-ci se gardera-t-il vraiment d'intervenir dans la gestion ? Et surtout s'interdira-t-il d'imposer dans les équipes dirigeantes quelques-uns de ses grands commis qui souvent font de piètres industriels ? N'aura-t-il pas la tentation de rester au bout de cinq ans, soit parce qu'on le lui demandera (la paresse crainctive des dirigeants...), soit parce que le marché ne sera pas favorable à une sortie, soit tout simplement parce que les gouvernements inventeront une bonne raison pour rester ? Comment l'Etat réagira-t-il en cas de décisions concernant d'éventuelles augmentations de capital ou le niveau des dividendes ? Il est probable qu'il reviendra assez vite au comportement qu'il a toujours eu et qui n'est pas celui d'un actionnaire inséré dans l'économie de marché. Il préservera de dividendes les entreprises qui marchent bien sans augmenter leurs fonds propres pour soutenir les autres.

Imaginons aussi que, pendant la période protégée de cinq ans, un agresseur tente une prise de contrôle ou veuille s'approprier une société mise sur le marché par les privatisations. Avec la *golden share*, la solution est simple : l'opération est soumise à agrément. Si, au contraire, la protection est assurée par une participation minoritaire de l'Etat, que va faire celui-ci ? S'agit-il d'une affaire financière ruinée ? Imposable ?

Il ne faut pas rentrer dans une logique dans laquelle l'Etat ferait aujourd'hui ce qu'il reprochait il y a dix ans aux anciens actionnaires de Cautot-Loire, c'est-à-dire du capitalisme sans capital. La thèse de man-

tien systématique à 20 % ou 25 % de l'Etat pourrait être qu'une version « modernisée » du « ni-ni », alors qu'il faut y préférer une logique de « sauf si », laquelle la *golden share* permet de parvenir.

L'Etat est en France, comme ailleurs, trop endetté. A vouloir tout faire, il fait tout mal. La raison veut qu'il gouverne, qu'il assure les fonctions régaliennes que sont la diplomatie, la défense et la justice, qu'il veille au bon équipement du territoire, qu'il fixe les règles du jeu économique et social sans lesquelles il n'y aurait pas de vraie liberté et de vraie concurrence, qu'il bâtit une fiscalité qui encourage l'épargne longue, comme cela existe dans pratiquement tous les pays développés, mais qu'il laisse les citoyens gérer les entreprises.

Est-il bien raisonnable que l'Etat reste si largement impliqué dans la production ? Certes, l'Etat peut - et doit - intervenir dans des domaines qui dépassent la capacité de l'entreprise privée, soit en agissant lui-même, soit - ce qui est préférable - en aidant des entreprises dans le cadre d'un cahier des charges bien défini. Certes, l'Etat peut assumer directement certains services publics quand il s'avère impossible de les faire prendre en charge par des opérateurs « privés ». Il y a à quelques cas à la marge où l'Etat peut rester entrepreneur. Mais, pour tout le reste, qu'il applique le principe de subsidiarité ! L'économie est devenue trop complexe, les innovations trop rapides, les coopérations internationales trop nombreuses pour que le collectivisme doublé de jacobinisme puisse encore être efficace. Si tant est qu'il l'ait jamais été.

Claude Bébear est président d'AXA.

L'impératif de croissance

par Henri Martre

Au cours d'un récent colloque, Albert Merin, éminent économiste d'entreprise, déclarait : « Les Etats-Unis vont mieux ; pour le Japon, c'est médiocre ; quant à l'Europe, elle va mal. » Effectivement, il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour l'Amérique de Bill Clinton. Sa croissance a atteint fin 1992 un rythme annuel de 3,8 %, ce qui confirme que la reprise est là, même si elle doit être lente, et que la prévision de 3 % de croissance cette année est crédible. C'est insuffisant pour résorber le chômage mais son expansion est étonnante. Et on peut faire confiance au nouveau président pour soutenir l'emploi - on parle d'un plan de relance de 170 milliards de francs - et pour ne pas s'embarrasser de scrupules pour protéger son marché et tailler des coupures ailleurs.

Il n'y a pas lieu non plus de s'inquiéter pour le Japon. Certes, son industrie est en récession sensible mais son excédent commercial approche les 600 milliards de francs en 1992 et son plan de relance de 400 milliards de francs va être suivi d'un autre. De toute façon, l'objectif est là : revenir à une croissance de 4 % l'an dès 1994.

Pour ces deux pays, le ressort de la reprise, c'est essentiellement le très bas niveau des taux d'intérêt réels à court terme. C'est là une aide puissante pour la consommation, l'investissement et le roulement des entreprises ; c'est aussi un moyen pour améliorer de façon décisive la compétitivité, car la diminution des charges financières et la distorsion des taux de change qui en découlent constituent une véritable subvention monétaire. Ainsi la croissance de l'économie y est une priorité absolue. C'est d'ailleurs ce qui avait été convenu entre les deux pays au sommet de Tokyo début 1992 : lancer en commun une « stratégie de croissance ».

Peut-on maintenant réellement parler d'Europe économique, alors qu'elle s'est scindée à la suite des tensions créées par le comité du SME ? Il est clair que, *notre, notre*, la moitié de l'Europe, comportant la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, a déserté le camp des monnaies fortes pour retrouver les voies de la croissance. Le Royaume-Uni pour sa part est lancé dans une descente aux enfers des taux d'intérêt et des taux de change. L'autre moitié, groupée autour du mark, est mobilisée par la lutte contre l'inflation allemande, avec des taux d'intérêt réels majorés de 6 % à 7 % et des monnaies surévaluées de 20 % par rapport à ceux des Etats-Unis et du Japon. Le coût de cette politique est particulièrement élevé. Elle se traduit globalement par une forte croissance du chômage, qui est déjà un niveau

record, par un lourd déficit commercial et budgétaire et un endettement public très onéreux. On parle d'adopter la croissance zéro pour l'Allemagne et la France, probablement au-dessous pour l'Allemagne et au-dessus pour la France.

Cette situation est très grave pour la stabilité politique et ces pays, puisqu'ils ne savent que le chômage ne peut reculer que si la croissance est supérieure à 3 % par an, quelles que soient les mesures prises par ailleurs pour le combattre. Drapée dans son indépendance et dans son insupportabilité par rapport à cette situation, attachée à corriger les effets des erreurs économiques commises dans la réunification de l'Allemagne, la Bundesbank conduit l'Europe à l'éclatement, et celle des monnaies fortes, au malheurisme destructeur. Beaucoup de voix se lèvent pour demander des mesures de restriction pour éviter que les charges fixes n'entraînent les marges et la compétitivité de l'entreprise elle-même. C'est la raison essentielle de l'abandon actuel des plans sociaux et des difficultés des sous-traitants et des sociétés de service. Pour les Etats, les problèmes ne sont pas moindres, ce sont ceux qu'on rencontre actuellement en Europe, et il y a peu de chances que la croissance des autres entités réellement la nôtre.

Economie réelle

Une importante étude économétrique du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) a été consacrée aux perspectives économiques mondiales de la décennie 1990-2000 et a été publiée il y a près d'un an. Sa conclusion apparaît dans le titre de son rapport « Economie mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance ». Cette étude établit tout d'abord un scénario tendanciel fondé sur la prolongation des évolutions structurelles et sur le maintien de l'orientation des politiques économiques. Dans cette hypothèse, la croissance mondiale serait de 2,8 % par an sur la période et celle de la CEE, de 2,5 %. Comme le commente Gérard Lafay : « Un tel scénario est lourd de menaces, en raison de la monnaie prévisible du chômage dans nombre de pays occi-

dentaux et, surtout, des risques de déstabilisation dans différents pays du Sud et de l'Est. Les crises politiques, les conflits ethniques et la misère sont susceptibles d'engendrer des mouvements migratoires de plus en plus difficiles à maîtriser. »

Deux variantes ont été dérivées de cette hypothèse : dans la première, dite « protectionniste », la guerre commerciale conduit à une réduction sensible des échanges internationaux et à une baisse de la production qui affecte à des degrés divers tous les pays du monde. La croissance industrielle ne serait alors que de 2 % par an contre 3,3 % dans le scénario tendanciel, déjà largement insuffisant. En particulier l'industrie européenne ne croîtrait que de 1,4 % par an au lieu de 2,4 %. La deuxième variante, dite « d'ouverture », c'est-à-dire d'accélération des échanges, provoque une croissance industrielle annuelle de 5 % contre 3,3 % dans le scénario tendanciel, et de 4 % en Europe de l'Ouest. Quant à la croissance économique globale, elle atteindrait 3,8 % par an dans le monde et 3 % en Europe de l'Ouest.

Avec le temps qui passe, on peut craindre qu'il n'y ait plus guère de choix qu'entre les variantes extrêmes : le protectionnisme et l'ouverture, tant l'impénitence américaine de la nouvelle ère Clinton est forte. Déjà on somme le G7 de démentir son efficacité, sinon on sera obligé de « découpler l'économie américaine du reste du monde ». L'enjeu est de taille et l'on pourrait penser que l'Europe, directement visée par l'offensive commerciale américaine, s'en préoccupe et cherche ses marques. On aurait pu imaginer que ces perspectives planétaires auraient été au centre du débat économique de la campagne électorale française. Il n'en fut rien car dans cette campagne on parla beaucoup de monnaie, on parla de chômage, mais assez peu d'économie réelle.

Le débat sur les monnaies est pour le moins égoïstique. La réalité est que, pour l'essentiel, les monnaies du monde à économie de marché sont convertibles et flottantes et que la déréglementation financière, sans doute excessive, a entraîné une grande instabilité. De plus, on a créé dans les opinions publiques, surtout allemande mais aussi française, une association entre monnaie forte et puissance nationale, alors qu'en vérité la force du mark découle principalement de l'exceptionnelle compétitivité de l'industrie allemande. Cette prime étant en passe de disparaître, la force du mark devient artificielle, dopée par des taux d'intérêt exorbitants, qui mettent le SME et l'économie européenne en danger.

La construction de l'Europe et les variables économiques fondamentales

justifient pleinement que l'on défende le SME, transition obligatoire vers la monnaie unique, et la parité franco-mark. Mais il ne faut pas confondre la tactique et la stratégie. Dans une vision à moyen et long terme, il est évident que les taux d'intérêt et les taux de change des monnaies fortes de l'Europe doivent s'aligner sur la compétition mondiale, celle du dollar et du yen. Nous ne pourrions pas traîner longtemps cet énorme boulet qui ruine notre compétitivité, et de proche en proche, notre stabilité sociale et notre industrie. Certains Allemands pensent pouvoir échapper à cet alignement en agitant leurs souvenirs de révaluations facilement absorbées, mais cette époque est révolue. La France est plus réaliste, mais l'excédent de la balance commerciale de 1992 peut nourrir des illusions. Il est de plus en plus évident que la politique de déflation compétitive et aux excédents que nous avons pu réaliser de ce fait sur les pays européens. Mais la recette ne marche plus qu'avec un nombre très limité de pays à la suite des « dévaluations compétitives » en cascade ; et les flux commerciaux vont peu à peu s'en ressentir.

Malheureusement, les effets d'une politique réaliste seront assez longs à se manifester, car l'économie réelle est analogue à un pétrolier lent : les corrections de route sont longues à produire leur résultat. L'expérience montre, en particulier celle des Etats-Unis, que les ajustements monétaires s'agissent que lentement sur les flux commerciaux et sur la croissance, le premier effet étant d'ailleurs négatif à cause du renchérissement des importations. Mais on ne peut laisser s'installer le désespoir, il faut donner une vision et des perspectives, et afficher clairement un objectif prioritaire de retour à la croissance, et à une croissance forte, supérieure à 3 % par an, capable de permettre de résoudre les problèmes d'emploi.

L'affaire Hoover a soulevé le tocsin en raison de son aspect caricatural : au sein même d'un marché unique, cette délocalisation sauvage a marqué beaucoup plus que celles qui se font régulièrement vers l'Asie. On l'a imputée au déficit social britannique ; en réalité, l'écart des charges salariales est dû pour plus de la moitié aux distorsions monétaires. Tirailles entre les affaires du chômage, les agressions américaines, les principes européens et le choc des conflits ethniques, les citoyens demandent que l'on éclaire leur route. L'intelligence financière doit le comprendre.

Henri Martre est président du Club d'information et de réflexion sur l'économie mondiale (CIREM).

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS

HORS SÉRIE

ANNÉE 1992 : LES CLÉS DE L'INFO

Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les grands événements de l'actualité.

En vente dans tous les kiosques - 20 F



Plus vous voyez grand, plus le monde devient petit.

Avec le réseau international GNS de BT, vous gardez le contrôle de votre expansion.

Toujours Plus Loin. Pour développer et améliorer vos réseaux internationaux de télécommunications, faites confiance à BT. Notre engagement est simple: nous allons toujours plus loin et restons toujours plus proches de vous. Nous allons toujours plus loin en vous offrant notre réseau international de trans-

mission de données GNS, contrôlé de bout en bout, directement accessible dans plus de 100 pays. Avec GNS, vous disposez d'une assistance client 24 heures sur 24, d'une facturation centralisée et d'un interlocuteur unique. GNS est également la plate-forme de nombreux services à valeur ajoutée.

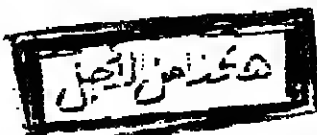
Toujours Plus Proche. Nous restons toujours plus proches de vous. Dès le début de notre relation, nous attachons la plus grande importance à la compréhension de votre entreprise, de sa culture, de ses besoins et de sa vision du futur. Déjà, plus de la moitié des multi-

nationales européennes travaillent de cette manière avec BT, la plus internationale des entreprises de télécommunications en Europe. Pour elles, notre engagement est une réalité. Pour recevoir une brochure sur GNS, appelez-nous dès à présent à ce numéro vert 05 90 86 63.



Toujours Plus Loin Toujours Plus Proche

GLOBAL NETWORK SERVICES, RELAYAGE DE TRAMES, VIDEOCONFERENCE, EDI*NET, SERVICES DE MESSAGERIE DE BT, SYSTEMES DE TELEPHONIE POUR SALLES DE MARCHES, MANAGED LINKS, OUTSOURCING-SYNCRIDA



Republique arabe

M. Mitterrand la cohabitation

Le fils politique de

Espoirs et débats du Crédit lyonnais

MEDECINE

Le dossier ministériel

Le dossier ministériel... page 20

Le dossier ministériel... page 21

Le dossier ministériel... page 22

Le dossier ministériel... page 23

Le dossier ministériel... page 24

Le dossier ministériel... page 25

Le dossier ministériel... page 26

Le dossier ministériel... page 27

Le dossier ministériel... page 28

Le dossier ministériel... page 29

Le dossier ministériel... page 30

Le dossier ministériel... page 31

Le dossier ministériel... page 32

Le dossier ministériel... page 33

Le dossier ministériel... page 34

Le dossier ministériel... page 35

Le dossier ministériel... page 36

Le dossier ministériel... page 37

Le dossier ministériel... page 38

Le dossier ministériel... page 39

Le dossier ministériel... page 40

Le dossier ministériel... page 41

Le dossier ministériel... page 42

Le dossier ministériel... page 43

Le dossier ministériel... page 44

Le dossier ministériel... page 45

Le dossier ministériel... page 46

Le dossier ministériel... page 47

Le dossier ministériel... page 48

Le dossier ministériel... page 49

Le dossier ministériel... page 50

Le dossier ministériel... page 51

Le dossier ministériel... page 52

Le dossier ministériel... page 53

Le dossier ministériel... page 54

Le dossier ministériel... page 55

Le dossier ministériel... page 56

Le dossier ministériel... page 57

Le dossier ministériel... page 58

Le dossier ministériel... page 59

Le dossier ministériel... page 60

Le dossier ministériel... page 61

Le dossier ministériel... page 62

Le dossier ministériel... page 63

Le dossier ministériel... page 64

Le dossier ministériel... page 65

Le dossier ministériel... page 66

Le dossier ministériel... page 67

Le dossier ministériel... page 68

Le dossier ministériel... page 69

Le dossier ministériel... page 70

Le dossier ministériel... page 71

Le dossier ministériel... page 72

Le dossier ministériel... page 73

Le dossier ministériel... page 74

Le dossier ministériel... page 75

Le dossier ministériel... page 76

Le dossier ministériel... page 77

Le dossier ministériel... page 78

Le dossier ministériel... page 79

Le dossier ministériel... page 80

Le dossier ministériel... page 81

Le dossier ministériel... page 82

Le dossier ministériel... page 83

Le dossier ministériel... page 84

Le dossier ministériel... page 85

Le dossier ministériel... page 86

Le dossier ministériel... page 87

Le dossier ministériel... page 88

Le dossier ministériel... page 89

Le dossier ministériel... page 90

Le dossier ministériel... page 91

Le dossier ministériel... page 92

Le dossier ministériel... page 93

Le dossier ministériel... page 94

Le dossier ministériel... page 95

Le dossier ministériel... page 96

Le dossier ministériel... page 97

Le dossier ministériel... page 98

Le dossier ministériel... page 99

Le dossier ministériel... page 100